

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12397 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

JEUDI 6 DÉCEMBRE 1984

Passation de pouvoir au Quai d'Orsay

La comédie est enfin finie : après des mois de rumeurs, souvent entrecoupées d'une manière maladroite par son nombre de collaborateurs de l'Elysée, le départ de M. Claude Cheysson du Quai d'Orsay a été officiellement annoncé mardi 4 décembre à Dublin par M. Mitterrand. M. Cheysson, qui va retrouver les délices de la Commission européenne, où il était en charge, avant 1981, des questions de développement, sera bien rempli, sans doute au sein du comité franco-espagnol de Balambrun, par M. Roland Dumas, affirmé-t-on officiellement de très bonne source.

Le retour de M. Cheysson à Bruxelles est déjà accueilli par quelques ricanements. C'est injuste à l'égard d'un homme profondément lucide, qui n'a été ni victime, ni auteur d'un certain système, d'un système de gouvernement parfois aberrant. Les institutions mises en place par le général de Gaulle, l'unique qu'il en fit et qu'en furent ses successeurs, ont rendu la fonction de ministre des affaires étrangères des plus épineuses. Par tempérament comme par conviction, M. Cheysson n'a jamais voulu ou pu accepter cette conception tronquée de son rôle. D'où ses manifestations d'indignité, ses faux pas, d'autant plus visibles que le président de la République n'a jamais hésité, en cas de difficulté, à en faire un bon équilibre.

C'est exactement ce qui est en train de se passer dans le fracas qui constitue la violation par Tripoli de l'accord franco-lybien sur l'évacuation concomitante de toutes les troupes étrangères du Tchad : M. Cheysson supportera avec lui à Bruxelles toute la responsabilité d'un échec de la diplomatie française, alors qu'en bonne logique elle aurait dû être partagée avec M. Roland Dumas et, pourquoi pas, avec le président de la République.

L'arrivée de M. Dumas au Quai d'Orsay mettra sans aucun doute un terme aux discordances avec l'Elysée. L'actuel ministre des affaires européennes est en effet un ami de longue date du chef de l'Etat, ce que n'était pas M. Cheysson, qui a toujours souffert de ne pas appartenir au « sérail ». M. Dumas est aussi un avocat expérimenté qui croit dans les vertus du compromis. Il ne faudra donc plus s'attendre à un concert de fausses notes. La cohérence de notre diplomatie devrait y gagner, mais M. Mitterrand perdra dans l'opération un « bon élève », puisque M. Dumas ne sera plus que le fidèle exécutant de décisions prises par l'Elysée. Il sera aussi — mais ne l'est-il pas déjà ? — le premier conseiller diplomatique du président.

L'orientation de notre politique étrangère sera-t-elle affectée par l'arrivée de M. Dumas au Quai d'Orsay ? D'aucuns s'insurgent de certaines conceptions de M. Dumas, notamment en ce qui concerne les rapports Est-Ouest. N'a-t-il pas été l'un des rares socialistes à signer l'appel des cent, qui prônait le renouveau aux frontières de l'Europe ? Mais ces craintes ne sont-elles pas superflues, tant est grande la détermination de M. Mitterrand en ce domaine ?

Il est un autre domaine où la succession de M. Cheysson sera particulièrement exigeante. C'est celui de la défense des droits de l'homme. Là, M. Cheysson fut particulièrement exemplaire, suivant personnellement tous les dossiers sur lesquels on attirait son attention, n'hésitant pas parfois à bousculer les précédents traditions de ses agents pour obtenir une libération, un visa, quitte à multiplier les interventions. On ne peut qu'espérer que cette nouvelle dimension de notre action diplomatique ne tombe pas en désuétude.

(Lire nos informations page 4.)

La catastrophe de Bhopal en Inde

- Plus de mille personnes tuées par le gaz empoisonné, des dizaines de milliers atteintes
- La responsabilité des autorités locales et de la firme multinationale est mise en cause

New-Delhi. — 1 000, 1 200, 1 500 ? Mercredi matin 5 décembre, quarante-huit heures après les premiers hurlements des sirènes d'alarme, personne à Bhopal ne savait plus très bien combien de personnes exactement avaient été tuées par le nuage de gaz empoisonné. Le bilan officiel, provisoire, était alors de 971 morts. De toute façon, alors que la police et l'armée s'employaient à débayer les routes des carcasses d'animaux qui les encombraient, chacun s'accorde à penser que l'évacuation n'est pas terminée. Des corps rigides sont encore découverts ici

et là à l'intérieur des cabanes de bois de bidouilles, aujourd'hui, désertées par les habitants. On rapporte également plusieurs dizaines de morts des localités voisines, parfois éloignées, où des dizaines de milliers de gens avaient fui aux premières heures du drame.

Mardi après-midi, des volontaires au volant d'autobus réquisitionnés ou tirant des charrettes à bras apportaient encore inlassablement dans les hôpitaux submergés des

De notre correspondant

cargaisons de malades et de cadavres. Et les scènes hallucinantes se multipliaient autour des morgues et des centres hospitaliers, tandis qu'on allongeait côte à côte sur les pelouses des centaines et des centaines de corps gonflés. Les plus petits, ceux des enfants en bas âge, peut-être les plus nombreux, étaient parfois recouverts d'un linge blanc.

Des femmes affolées, les yeux rougis, allaient et venaient entre les morts, soulevant les voiles pour tenter de reconnaître l'un des leurs.

Faute d'endroit adéquat pour les rassembler, deux cents à trois cents cadavres anonymes devaient être brûlés mercredi après-midi avant même d'avoir été identifiés. Dernière marque de respect, on tentait, après les avoir mis à nu, de reconnaître parmi eux ceux qui de leur vivant, avaient confié leur âme à l'islam. Conformément à leur religion, ceux-ci ne seront pas consumés mais envoyés au cimetière musulman de Firdaus Manzil, dans le cœur de la vieille cité. Près de quatre cents tombes y ont déjà été réaménagées en quarante-huit heures.

Sur le site de crémation hindou de Chora Valram Ghar, cinq cents

morts ont déjà été brûlés. Il n'y a plus de bois de santal, plus d'huile parfumée, plus de temps à perdre : mardi après-midi, cent trente-cinq décharges mortelles alignées sur un bûcher de vulgaire bois de chauffage ont été arrosées de kérosène domestique et enflammées par des volontaires. Dans un coin, les croque-morts, épuisés, avaient creusé des fosses communes pour y ensevelir les enfants les plus petits. Selon les vieux rites védiques, ceux-ci ne plus, quelle qu'ait été la religion de leurs parents, n'ont pas droit aux flammes sacrées.

A l'hôpital municipal Hamedia, au centre de la ville, des médecins exténués confient aux journalistes qu'ils ne pourront pas sauver tous leurs malades. Sur les deux mille gazés sérieusement affectés admis dans les différents centres médicaux de la ville, un bon millier se trouve maintenant dans un état critique. Parmi eux, une majorité d'enfants.

« On saura s'ils ont une chance de survivre dans les vingt-quatre heures », déclare, au crépuscule, un professeur de médecine de Delhi, éreinté par sa journée.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 6.)

Les difficultés du cinéma français

Un entretien avec le PDG de Gaumont

Au terme d'une importante restructuration du premier groupe cinématographique français, Gaumont, M. Nicolas Seydoux, PDG, garde la majorité et contrôle lui-même la réorientation stratégique du groupe. Celui-ci a annoncé, le 4 décembre, qu'il s'est rapproché de Films Christian Fechner pour créer Gaumont Studio, une filiale de production et de distribution de films. Président de cette filiale, M. Christian Fechner, producteur de films populaires (Papy fait de la résistance, Marche à l'ombre), conduira la politique de production de Gaumont avec M. Toscani de Plantier.

Depuis plusieurs mois, les rumeurs les plus diverses couraient au sujet de la mauvaise santé du groupe. Gaumont, disait-on, va réduire sa production, céder sa participation majoritaire dans le Point, vendre les éditions Ramsay ou les disques Erato. Il est vrai que les 245 millions de francs de pertes enregistrées en 1983 sur un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs ont fragilisé l'entreprise.

(Lire page 28 l'interview accordée au Monde par M. Nicolas Seydoux.)

La fatalité a bon dos

par PIERRE DROUIN

Les images insoutenables continuent de défilier sur nos écrans de télévision. Après les morts-vivants de l'Éthiopie, victimes d'une des plus grandes famines du siècle, une explosion apocalyptique a transformé récemment en cendres des centaines d'habitants de Mexico. Voici qu'en Inde un gaz échappé d'une usine de pesticides terrasse plus de 1 000 personnes, et en laisse des milliers dans un état critique.

Qui oserait s'en prendre seulement à la nature, avarie de phénix, dans le premier cas, et à la fatalité dans les deux autres ? Mis à part les tremblements de terre, les inondations ou les éruptions volcaniques, il est bien rare que l'homme n'ait pas sa part dans les maux qui accablent brutalement ses semblables. Surtout, bien sûr, lorsque la catastrophe provient de son industrie.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Ventes

On vient de vendre aux enchères, dans un commissariat de Rome, des armes saisies au cours d'enquêtes de police. Des syndicats de policiers sont indignés. On nous transforme en marchands d'armes, disent-ils, et ce n'est pas notre vision.

C'est le bon sens même. Étrange idée que de permettre aux malfaiteurs de la gâchette de venir se fournir — en armes — qui ont fait leurs preuves — auprès de ceux qui les violent trop souvent braquées contre eux. Il est vrai qu'avec les ventes d'armes, c'est une tradition : la menace existe toujours de la voir se retourner contre le vendeur.

BRUNO FRAPPAT.

Aux lointains confins de la Chine...

I. — L'imam et le commissaire

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

en chinois, se dit « guiding », et contre une « guiding » — tous les témoignages concordent — il n'y a absolument rien à faire.

Le résultat est surprenant. Pour un visiteur venu de l'Europe latine, il n'est pas forcément déplaisant. Les activités, le matin, commencent rarement avant 10 heures — en réalité, il n'est que 8 heures, Urumqi se trouvant à l'ouest de Pékin — et, le soir, le dîner, dans les restaurants, est servi sans problèmes jusqu'à 20 heures ou 21 heures. Quand on songe qu'à Pékin, même l'été, c'est véritablement la croix et la bannière pour prendre un repas en ville, dans un local chinois, après 19 heures ! Le comble du cocasse est atteint à Kachgar, à l'extrême ouest du Xinjiang, où le décalage réel avec la capitale du pays approche les trois

heures : au Théâtre du 1^{er} Mai, éblouissant miroir où il vaut mieux, avant de s'asseoir, essayer convenablement son siège, les spectacles commencent à 23 heures et se terminent à 1 heure du matin. On croit rêver ! Sur les murs latéraux de la salle remplie d'hommes au visage rude, la traditionnelle toppe (calotte) plantée au sommet du crâne, un slogan proclame en chinois et en ouïghour : « Que toutes les nationalités s'unissent pour avancer sur la voie de la prospérité économique ! »

L'unité ! C'est, dans cette région grande comme trois fois la France et où coexistent treize nationalités différentes, une véritable obsession. Dans les rues, à l'entrée des usines, les lieux publics, bref, partout, banderoles et affiches appellent à la « maintenir », à la « chérir », à la

« renforcer ». Une réaction sans doute aux violents incidents survenus à Kachgar en octobre 1981 entre Hans (1) et Ouïghours.

Atteint à Urumqi quand on vient de Pékin, c'est pourtant se plonger dans un autre monde. Couleurs, odeurs, mœurs, habitudes alimentaires et vestimentaires, types humains, tout ici évoque une autre culture, d'autres traditions, une origine différente. Dans les bazars où se côtoient les gargotes de fortune, c'est le règne des marchands de brochettes de mouton, parfumées au cumini, que l'on mange sur le pouce avec une nan, une large galette de blé qui tient lieu de pain.

(Lire la suite page 7.)

(1) La Chine compte cinquante-cinq nationalités. Ethnicité largement majoritaire, les Hans représentent 94 % de la population.

Point de vue

Jusques à quand ?

On affirme que les maux dont souffre notre pays depuis trois ans sont dus pour une large part aux erreurs et à l'incompétence des gouvernements libéraux d'avant 1981. Mais déjà ceux qui espèrent assumer la relève en 1986 prennent un air capable et démontrent par avance l'héritage que va laisser le pouvoir socialiste !

Décidément, aurons-nous jamais fini de payer les fautes de nos dirigeants successifs ? Cette politique expiatoire dans l'alternance épaise le pays et le maintient courbé dans une résignation malsaine et castratrice.

Sous un si pâle soleil d'hiver la sève de l'effort et de l'espérance n'a aucune chance de venir à nouveau irriguer notre pays. Il y faudrait plus d'enthousiasme et de volonté, plus d'imagination et d'amour.

D'abord écartons cette sorte de masochisme qui veut toujours que la France ait tort et qu'il faille payer en monnaie l'or des siècles de gloire et de sacrifices. La France a été une des nations les plus puissantes du monde. Elle ne l'est plus. La France a eu un empire, elle a su mener à bien la décolonisation.

par MARIE-FRANCE GARAUD (*)
L'image et la civilisation que nous avons laissées en Afrique nous valent encore d'être considérés

(*) Présidente de l'Institut international de géopolitique.

comme amis et souhaités comme protecteurs. La tâche indélébile qui marquerait nos rapports avec les pays d'Afrique serait d'oublier le passé et d'abandonner ceux qui nous font confiance.

(Lire la suite page 12.)

DANS « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES »

Patrimoine et création

(Pages 17 à 25)

CINÉMA : A Paris, pour le Festival d'automne, une rétrospective des films de Robert Bresson, avec des copies neuves. François Weyergans propose des points de repère.

Les cinéastes Costa-Gavras, Luc Moullet et Jean-Charles Tacchella commentent le projet de loi sur les droits d'auteurs.

ARCHITECTURE : Vénus, surpopulation, Le Caire s'effondre. Comment préserver le patrimoine et préparer l'avenir ? (Lire l'enquête de FREDÉRIC EDELMANN.)

EXPOSITIONS : Il y a quarante ans disparaissait l'autour du Petit Prince et de Vol de nuit. Aujourd'hui, les Archives nationales rendent hommage à l'homme d'action. (Lire l'article de JEAN-MARIE DUNOYER.)

Londres découvre des mérites nouveaux au peintre animalier George Stubbs (1724-1806). (Lire l'article de PAULE-MARIE GRAND.)

DANSE : Merce Cunningham, en résidence à Angers, prépare un ballet. Un nouveau départ pour le Centre national de danse contemporaine. (Lire le reportage de MARCELLE MICHEL.)



commentaires

Le Monde

La pointe d'archaïsme de M. Rocard

C'est M. Michel Rocard qui a démontré, lundi soir à « l'heure de vérité », à la fois pour lui-même et pour rassurer les Français, puisque tel était, il nous l'a dit, son propos, qu'il était non pas qu'il avait été un précurseur, mais qu'il était toujours moderne, autrement dit qu'il continuait à être capable de faire des propositions pour l'avenir. L'histoire, qui n'est pas tendre, ne retient pas les prophètes rétrospectifs. Il ne suffit pas, pour asseoir une crédibilité durable, d'avoir eu dans le passé raison trop tôt. Il faut encore avoir raison le jour où l'occasion se présente à nouveau de jouer un rôle de premier plan.

A cela s'ajoute, dans la France d'aujourd'hui, une autre exigence : ses citoyens ont besoin de quelques idées claires pour veiller à empêcher le retour des erreurs du passé et — c'est ce qui reste du goût défranchi pour les idéologies — pour mieux comprendre la réalité ambiante.

À travers ses réponses, le ministre de l'Agriculture a laissé entrevoir à ses auditeurs que, s'il n'était pas tout à fait l'homme de la rupture avec le capitalisme, il était celui de l'arrachement d'avec le confort de certaines habitudes de pensée et de certaines façons de concevoir l'action publique. Telle était bien son intention, puisqu'il s'est présenté lui-même comme « un briseur de rêves » et comme « un briseur d'idées ». Il n'est pas sûr, au-delà de l'affirmation complaisante, qu'il y soit tout à fait parvenu.

L'aspect positif, c'est le rappel constant des faits qui sont, comme chacun sait, têtus, des femmes contraintes qui pèsent sur la France, comme sur tout pays qui veut garder sa marge d'indépendance. Mais, ce discours-là, il est aujourd'hui tenu par le gouvernement tout entier, et tout compte fait, pas tellement plus mal que par M. Rocard lui-même. Le pragmatisme n'a jamais été en soi une force d'entraînement. Il faut donc autre chose.

Ce que les téléspectateurs pouvaient attendre de nouveau, c'était à la fois l'esquisse de quelques solutions propres à surmonter le drame du chômage et des idées pour inscrire l'action de la gauche dans un cadre plus adapté à l'évolution culturelle du moment.

Le moins qu'on puisse dire c'est que les solutions proposées n'apparaissent pas absolument convaincantes. Pour combattre le chômage, M. Rocard propose un grand emprunt — une suggestion qui n'a guère le mérite de la nouveauté dans un pays dont la dette intérieure a déjà plus que doublé depuis trois ans — pour financer des économies d'énergie, comme si, premièrement, ces économies n'avaient pas déjà été faites assez largement et, deuxièmement, comme si l'origine de la crise de chômage était d'abord et avant tout le coût de la facture pétrolière.

M. Rocard a fait part à ses auditeurs de la « souffrance » qu'il avait éprouvée à voir « la notion de plan mise en cause par des socialistes ». La véritable question est de savoir si cette mise en cause est due à une négligence de leur part ou aux enseignements de l'expérience, qui auraient montré les limites et les insuffisances de la formule.

M. Rocard a cru rajouter cette dernière en instituant la procédure des « contrats de plan » signés entre l'Etat et chacune des régions. L'engagement ainsi contracté, les Français ont pu en mesurer la valeur à propos du synchronisme qui devait, en vertu précisément du contrat passé avec l'Alsace, être installé à Strasbourg. Il ne suffit pas de qualifier la décision de revenir sur cette promesse de « grave bavure » pour éviter le discrédit d'une procédure dont M. Rocard, comme pour s'en vanter, a dit un passage qu'elle n'était pas légale puisque notre droit interdit à l'Etat de « contracter ». D'une certaine façon, l'idée même de plan repose sur l'idée que l'Etat, pour le bien public, peut en prendre à son aise avec le droit. Cette idée ne serait-elle pas, dans un monde où l'on voit partout les citoyens réclamer des garanties accrues contre la bureaucratie, quelque peu « archaïque » ?

PAUL FABRA.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens

Directeur de la publication : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferec.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 685 F 829 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS 661 F 1245 F 1819 F 2360 F

PAR VOIE NORMALE ÉTRANGER (par mandats)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1240 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1197 F 1536 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou modifications (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,30 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,20 \$; Espagne, 110 pes. ; États-Unis, 1 \$; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 26 p. ; Italie, 1.500 L. ; Liban, 200 P. ; Libye, 0,300 DL ; Luxembourg, 26 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Tchécoslovaquie, 110 ml.

par ANNIE LE BRUN (*)

Si quelques naïves ou étarées nous faisaient encore des illusions sur le caractère révolutionnaire du brouhaha néoféministe des dernières années, la mise en images télévisées du *Deuxième Sexe* sur la télévision de France 2, le 11 décembre, a été l'incontestable mérite de la culture et de la télévision de France 2.

Voici en effet, à coups de miniatures de la culture et de miniatures des droits de la femme, en quatre épisodes et trente-six turbans, le monument d'un féminisme d'Etat que les pires adversaires des femmes n'auraient osé rêver. Ce ne sont que dames bien pensantes et parvenues, ministres, femmes de ministres, écrivaines et conseillères en tout genre, qui se proposent de nous brosser un tableau sans fard de la condition féminine sous l'œil vigilant du Grand Mamamouchi Beauvoir. Car son regard se doit de paraître terrible d'objectivité pour nous assener comme fait inéluctable par exemple que l'incoscient des petites filles se pratique « très souvent avec l'appropriation de la mère parce qu'elle aime mieux que la sperme et l'argent, ce ne se dépense pas au-dehors de la famille ; alors, elle encourage ça » ; ou encore que la plupart des hommes préfèrent vivre en couple avec une femme pour l'unique raison que celle leur revient moins cher que d'aller au bordel. « Il y a des calculs comme ça... plus ou moins dans la tête de beaucoup d'hommes ».

Je ne ferai pas la liste de ce genre de révélation : elle serait trop longue. Mais il est quand même intéressant de remarquer comment semblaient vérités de base sont insérées dans l'évocation de très réels aspects de la vie féminine : excision, viol, polygamie, incestes... pour faire en sorte de banaliser les drames véritables de nombreuses femmes et de dramatiser la banalité de la condition féminine en général.

C'est il y a moins de temps à réduire réellement la misère des femmes.

En dehors de tout esprit partisan il serait bon que tous ceux qui se sentent concernés aident France-Culture à se réinventer et à s'ouvrir. Je précise que, ancien collaborateur — épisodique — de France-Culture et de France-Musique, je ne connais personnellement ni M. Jaigu ni M. Borzic.

MICHEL POLAC.

COURRIER

■ Sauver

France-Culture

France-Culture, malgré son titre un tant soit peu prétentieux, tire qui fut trouvé par M. Boisdoffe voici vingt ans, est une chaîne de radio plutôt discrète et dont on oublie trop souvent de parler dans la presse. M. Jaigu, qui vient d'en quitter la direction, a renoué à cette occasion en publiant dans les colonnes du *Monde*, le 24 novembre, un autoportrait qui fait impression. Le même jour dans mon émission, E. Le Roy Ladurie a pris le relais en rendant hommage à cet homme qui risque très vite de passer pour la victime d'une chasse aux sorcières. Ayant répliqué à Le Roy Ladurie que cette chaîne était un peu poussiéreuse, je voudrais pouvoir développer ma pensée.

Précisons qu'il ne s'agit pas d'une querelle droite-gauche. On peut seulement remarquer que cette chaîne s'appelle aujourd'hui le Programme national et bénéficie d'un certain prestige international. Au fil des ans, on l'a réduite aux dimensions d'une petite station en modulation de fréquence, station qui ne semblait guère intéresser le gouvernement issu de mai 1981. Pourtant le ministère de la culture, qui disposait de crédits plus abondants qu'aujourd'hui, aurait pu avoir un droit d'accès ; malheureusement la chaîne est bien étouffée entre le ministère de la culture et celui de l'Information.

Mais peu importe le passé. Ce qui urge, c'est de sauver France-Culture, qui risque d'être engloutie dans la grande vague « reaganienne » de 1986 où certains nous promettent de liquider ce qui reste du service public. Un nouveau directeur, M. Borzic, semble prendre les choses en main et vouloir ouvrir les fenêtres de ce petit musée provincial, de ce lieu distingué qui ressemble un peu trop à la *Revue des Deux Mondes*, malgré quelques flots de vie comme le « Panorama » quotidien, et quelques émissions intéressantes mais d'une « mise en pages » démodée. Pour l'instant, la rénovation est plutôt journalistique. Il reste à ouvrir la station à de jeunes créateurs (auteurs, metteurs en scène, comédiens) sans pour autant tomber dans la modernité snob, la sophistication ou... l'agitation médiatique.

POLÉMIQUE

Vagit-Prop

L'adaptation télévisée du « Deuxième Sexe », de Simone de Beauvoir et l'œuvre de Marguerite Duras, considérées comme les monuments d'un féminisme d'Etat...

une seule seconde à récidiver avec la Chine. Même si, ici ou là, elle a cru bon de préciser mollement qu'elle doute aujourd'hui de l'existence d'un État socialiste, et que les femmes doivent prendre leurs affaires en main ». Il n'empêche que la presse stalinienne (*l'Humanité*, *l'Humanité-Dimanche* et même *Révolution*) a été sûrement la plus enthousiasmée par ces prestations télévisées qui, dans l'histoire de la propagande idéologique, innovent ce qu'il faudra bien appeler la Vagit-Prop.

On ne se refait pas, et ces émissions pourront peut-être un jour constituer l'exemple le plus abouti d'un féminisme télévisé, pour l'exaltation du misérabilisme, le jésuitisme de l'argumentation et le pompiérisme de l'ensemble, n'a rien à envier aux pires productions réalistes socialistes. Et cela, en deux temps (d'abord le temps de conforter l'idée des hommes avec celle de la noirceur absolue ; ensuite le temps d'innocenter le genre féminin jusqu'à la blancheur absolue) puis trois mouvements : 1) l'accumulation intensive des plus horribles exemples de la détresse féminine ; 2) la généralisation systématique de l'extrême — on en vient ainsi tout naturellement à conclure : « A croire que les femmes indiennes ont pour vocation d'être brûlées » ; 3) enfin, l'accès au ridicule stéréotypé d'une femme avilie par les soins de beauté, les parures, et désespérément aliénée par la concupiscence masculine.

Et cela dans la mesure où, pour les hommes, « les fesses et les seins demeurent des objets privilégiés... parce qu'ils ne servent à rien, qu'il n'y a pas de projet qui les anime » et que « c'est ça que l'homme cherche dans la femme, c'est la passivité, c'est l'immensité, c'est le non-projet, c'est la contingence, la présence nue, le fait d'être là sans rien d'autre ». On s'aperçoit ainsi que les intéressées doivent quand même leur avis. Elles auraient peut-être un point de vue différent que cet arripe de chertaines d'Etat. Peut-être même se risqueraient-elles à parler de l'amour, qu'on a ici purement et simplement passé sous silence, sans doute comme catégorie existentielle inutile.

Aussi me semble-t-il que, trente-cinq ans après l'événement fondateur de ce néo-féminisme, les femmes n'aient pas de quoi être très fières de ce cadavre idéologique, tout en toc théorique et coussu de fils sanguinolents, que le pouvoir voudrait le forcer à s'écarter. Mais j'oublie qu'en cette fin d'année le

MICHEL POLAC.

■ Le Burundi

n'est pas raciste

M. J.-M. Deletré, dans sa correspondance parue dans le *Monde* du 22 novembre 1984 sous la rubrique « Courrier », reconnaît que le régime de l'Afrique du Sud est un régime raciste. Mais, de façon surprenante, il place le Burundi sur le même plan.

M. Deletré rendra cette justice au Burundi qu'aucune disposition de quelque nature que ce soit, qu'aucune pratique politique n'ait une quelconque discrimination entre les citoyens de ce pays. En revanche, aucun responsable du Burundi ne niera que la guerre civile, qui a endeuillé notre pays en 1972, ait été causée de drames atroces dans les couches de toute la population. Ce sont des membres d'une même communauté nationale qui ont été victimes d'une guerre absurde contre toutes les guerres.

Le Burundi a pleuré tous ses morts et, depuis, est parvenu à passer les plaies et à ramener l'unité et la concorde au sein de sa population. Tout homme de bonne foi peut vérifier les faits et attester les résultats positifs indéniables atteints dans ce domaine.

Si la conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique va se tenir en décembre prochain, c'est en partie parce que l'ensemble de ces Etats et le reste du monde reconnaissent que le Burundi est un pays qui a déployé beaucoup d'efforts pour faire régner la justice sociale et le respect des droits de l'homme.

LAZARE NZORUBARA
ambassadeur
de la République du Burundi.

ministère de la culture et le bureau d'animation culturelle du ministère des relations extérieures ont aussi misé sur les valeurs sûres du flou flânant et de la guérilla-moie, en finançant l'autocritique vidéo de l'œuvre de Marguerite Duras, féministe quand il le faut. Ses *Parfums* brodées en compagnie de Xavier Gauthier, il n'y a pas si longtemps, restent un point de non-retour dans la haine des hommes. Toujours dans le sens de l'histoire, voici aujourd'hui pour la modeste somme de 2.000 francs environ et sous un somptueux coffret rouge et or le kit culturel du désir clean des années 80.

Heureux récipiendaires qui auront tout loisir de chercher à fantasmer sur ces sommets de l'érotisme durassien : « Rien de plus extraordinaire que cette rotundité extérieure des seins portés, cette extériorité tendue vers les mains. Même le corps de petite coiffe de mon petit frère disparaît face à cette splendeur. Les corps des hommes ont des formes avaries, intérieures » (*l'Amant*, p. 89) ! Eh oui, c'est aussi simple que cela ! C'est *Nous Deux* pour cadre déseubé, c'est « Harlequin » pour rebelle intermittent. Avec en plus une fascination obsessionnelle pour l'argent et son monde qui fera florir dans ces temps de fausses consciences. Car, dans ce petit monde poétique, on n'arrête pas de parler de diamant « au doigt des fiançailles », de diamant « qui vaut très cher ». D'ailleurs, lors d'un récent « Apostrophe », Marguerite Duras a clairement dit le part de l'argent dans son attirance pour cet amant. Alors faut-il s'étonner que, peu de temps après la remise de son prix Goncourt, notre écrivain révolutionnaire ait cru bon de déclarer sur différents chaînes télévisées à peu près ceci (je cite de mémoire) : « Si l'y a un mot que je déteste dans la langue française et dans toutes les langues, c'est le mot rêve » ? On aurait pu s'en douter.

Telle serait la nouvelle liberté que nous octroie ce féminisme d'Etat, celle de choisir entre ces deux pôles de la féminité, entre la réformation ringarde ou la subversion à la pointe du diamant.

Juste retour des choses, lorsque ces deux révoltes en retraite ne sont pas occupées par la célébration officielle de leurs œuvres, elles ne manquent aucune occasion de célébrer un pouvoir auquel elles sont en train de devoir leur belle vieillesse littéraire.

Où êtes-vous donc Thérèse de Méricourt, Louise Michel, Virginia Woolf ?

(*) Ecrivain, Annie Le Brun est l'auteur de *L'Échec tout, les Chénieres de la subversion*. A distance (A paraître en janvier 1985 aux Éditions Jean-Jacques Pauvert).

(1) La dernière des quatre émissions de la série, « Le deuxième sexe » est diffusée mercredi 5 décembre, à 21 h 30, sur TF 1.



L'Organisation de l'Unité Africaine

Par Edmond Jouve

Née à Addis-Abeba en 1963, l'O.U.A. demeure en dépit de ses faiblesses et de ses carences un bon artisan de l'unité africaine. Si les crises politiques (conflits inter-étatiques, luttes de libération) ne l'ont pas épargnée, les efforts entrepris en matière de coopération économique ont porté leurs fruits : en témoignage avec éloquence le plan de Lagos pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000).

Collection « Perspectives Internationales » dirigée par Charles Lavigère. 280 pages - 165 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde
ROCHE-ORIENT
LA VISITE

M. Shimon Pérès s'entretient

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

Le pari scientifique

150

DIPLOMATIE

M. Claude Cheysson va quitter le Quai d'Orsay pour la commission de Bruxelles

M. Mitterrand a indiqué, mardi 4 décembre, à Dublin, à l'issue de la réunion du conseil européen, que celui-ci avait « officiellement » plusieurs nominations à la Commission de Bruxelles, dont celle de ses deux nouveaux membres français : MM. Jacques Delors - qui succédera à M. Gaston Thorn à la présidence le 6 janvier prochain - et Claude Cheysson, dont le départ du Quai d'Orsay était annoncé officiellement depuis plusieurs semaines, de même que le nom de son successeur, M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement.

Les engagements de M. Cheysson et le déroulement de la session parlementaire font que le remaniement du gouvernement n'est guère envisageable avant le 20 décembre. Le ministre des relations extérieures doit en effet prendre part, successivement, à la réunion de l'UEO à Paris, puis à celle de Lomé sur le

renouvellement des accords entre la CEE et les pays d'Afrique, Caraïbe et Pacifique (ACP) - il gagna dès jeudi la capitale togolaise, et ensuite au voyage de M. Mitterrand en Afrique et au sommet franco-africain, avant de se rendre à Bruxelles pour une session des ministres de l'alliance atlantique.

Quant à la succession de M. Dumas, elle portera sur deux postes, en raison de la double fonction qu'il exerçait jusqu'ici. Deux noms circulent pour le ministère des affaires européennes : celui de M. Catherine Lamiré, actuellement secrétaire d'Etat à la consommation, et, avec une certaine insistance au Quai d'Orsay, celui de M. Pierre Guédon, ambassadeur à Madrid. Les fonctions de porte-parole du gouvernement devraient être ajoutées à celles de M. André Labarrière, ministre délégué aux relations avec le Parlement.

La diplomatie des « petites phrases »

La mort du président Sadate, « horrible en elle-même », a du moins « fait disparaître un obstacle au rapprochement à l'intérieur de la nation arabe ». Cette oraison funèbre, pour le moins singulière - surtout s'agissant d'un chef d'Etat officiellement ami de la France, assassiné quelques jours plus tôt, - prononcée par M. Cheysson, le 11 octobre 1981 devant le « Club de la presse » d'Europe 1, a longtemps poursuivi le ministre des relations extérieures. Qu'il ait recommandé en privé que ce jugement cynique comportait une part de vérité, beaucoup y ont vu le signe que le nouveau titulaire du Quai d'Orsay affectionnait davantage la franchise brutale, voire la pique pure et simple, que le langage diplomatique.

D'autres ont d'ailleurs aussitôt conçu une explication plus ingénieuse. M. Cheysson, en lançant de temps à autre une déclaration fracassante, ne ferait en réalité que remplir la partie secrète de sa mission : celle de proclamer haut et fort ce que le président de la République ne pouvait dire lui-même. Voir ce qu'il souhaitait avoir ensuite l'occasion d'atténuer, passant ainsi à bon compte pour un conciliateur.

Il n'est pourtant pas sûr que cette vision de M. Cheysson en grand-dévoit du président soit parfaitement conforme à la réalité. Certaines de ses déclarations des débuts du septennat ont si profondément heurté le Quai d'Orsay et contrarié aux règles non écrites de la diplomatie française qu'elles n'ont pu que contribuer à détourner du nouveau régime un corps de serviteurs de l'Etat sur lequel M. Mitterrand comptait tout particulièrement. Ainsi, lorsque le ministre avait lourdement souligné, à Alger, la parenté du régime avec celui de la

« France socialiste ». Ou lorsque, devant le numéro un du PC polonais, M. Kanis, il s'était félicité avec insistance de l'entrée des communistes au gouvernement français (des communistes qu'il avait pourtant comparés peu auparavant aux garyons de courses d'une entreprise). Et, devant son collègue de Varsovie, M. Ciolek, du « nouveau socialisme » en Pologne.

Révérence gardée

Et pourtant, cet homme, manifestement porté à la « petite phrase » assassine, aura aussi montré, dans bien des circonstances, tout au long de son séjour au Quai d'Orsay, un grand respect pour ses interlocuteurs, qu'ils fussent « de la maison » ou visiteurs extérieurs, et ce qui a davantage de signification diplomatique, pour des régimes ou des chefs d'Etat et de gouvernement que la politique extérieure de la France ne ménageait pas, pour le moins. Ce fut le cas pour l'Iran - la révérence gardée systématiquement à l'égard de son « grand peuple », en dépit du soutien de Paris à Bagdad, est significative à cet égard - mais aussi pour le colonel Kadafi au plus fort des événements du Tchad, ou pour le gouvernement est-allemand, au cours d'un voyage à Berlin, en pleine controverse sur les euro-missiles.

Quoi qu'il en soit, à Bruxelles depuis huit ans, lorsque M. Mitterrand l'a appelé au gouvernement, M. Cheysson a toujours manifesté une passion plus vive pour le tiers-monde (c'était, il est vrai, son secteur particulier à la commission, où il a joué un rôle majeur dans la préparation des accords de Lomé) que pour l'Europe communautaire, ou pour l'Occident en général. De ce point de vue, il a pu apparaître sur

différents terrains - en particulier l'Amérique latine, mais plus encore le Proche-Orient - plus proche de certains conseillers de l'Elysée que du chef de l'Etat lui-même.

Manifestement, l'analyse du ministre des relations extérieures différait assez sensiblement, à propos d'Israël en particulier, de celle de M. Mitterrand. Même si M. Cheysson a souvent noté avec satisfaction qu'il y avait au moins une méthode commune au Quai et à l'Elysée : tenir le même langage où l'on se trouve, devant un auditoire arabe ou à la Knesset. Mais c'est lui, et non M. Mitterrand, qui a rencontré à plusieurs reprises M. Arafat, encore plus fréquemment par la présidence.

Convivence

En fait, M. Cheysson s'est trouvé confronté à une difficulté qu'ont pu connaître avant lui bon nombre de ses prédécesseurs : la politique étrangère de la France se détermine très largement à l'Elysée, et la marge d'initiative personnelle du ministre qui en a la charge est inévitablement réduite - c'est même un euphémisme. De ce point de vue, M. Cheysson n'aurait évidemment pas la transparence espérée, ni même - il s'en faut de beaucoup - la profonde convivence qui, dans la logique de la pratique institutionnelle de la V^e République, doit unir le président de la République à son ministre des relations extérieures.

A cet égard, la différence est frappante par rapport à M. Roland Dumas, qui fut durant les six mois de la présidence française du Conseil des Dix le ministre des affaires européennes aux côtés de M. Cheysson, et non sous ses ordres (il n'était d'ailleurs pas, comme son prédécesseur M. Chandermon, ministre délégué, mais titulaire à part entière de ce portefeuille). Différence non pas en ce qui concerne la transparence - c'est la dernière chose dont on songerait à taxer M. Dumas - mais du moins quant à la parfaite convergence d'analyse avec l'Elysée. Et aussi une certaine rondeur d'expression qui n'était pas le fort de M. Cheysson, encore que bon nombre des interlocuteurs officiels ou privés aient gardé un excellent souvenir de ses interventions, parfois brillamment improvisées dans un anglais irréprochable.

Son ministre des relations extérieures aura plus d'une fois irrité M. Mitterrand. Mais ce dernier était impressionné par sa connaissance des dossiers « tous azimuts », et par le fait que M. Cheysson avait sur tout sujet diplomatique, outre cette connaissance technique, une opinion d'homme motivée, fût-elle assez différente de celle que lui-même allait se former. A plusieurs reprises, on avait déjà prêté au chef de l'Etat l'intention de mettre un terme à cette collaboration. Mais il fallait trouver à M. Cheysson une « grande » porte de sortie, d'autant que l'intéressé, en juillet dernier encore, avait écarté l'hypothèse d'un retour à la Commission de Bruxelles s'il ne devait pas s'agir de la présidence, obtenue par son collègue des finances, M. Jacques Delors. On avait alors cherché pour le titulaire du Quai une présidence de grande société nationalisée - on le dit passionné par les problèmes pétroliers - la direction d'une organisation internationale, ou encore une ambassade de tout premier plan. Mais la nouvelle loi fixant l'âge de la retraite à soixante-cinq ans (il en a soixante-quatre) et le manque de très hauts postes disponibles, ont finalement rendu la chose impossible. M. Cheysson va donc reprendre le chemin de Bruxelles, non sans espérer, avec le « portefeuille » de la coopération, reprendre aussi, fréquemment, le chemin du tiers-monde.

R.B.

● RECTIFICATIF. - Une erreur d'impression a déformé le prénom de M. Basse, qui s'appelle Michel et non Richard, comme il était écrit dans le Monde du 3 décembre à propos du télégramme de M. Cheysson à M. Triki.

LES ENTRETIENS D'UN HOMME D'AFFAIRES AMÉRICAIN A MOSCOU

M. Tchernenko pose « ses » conditions à une rencontre avec M. Reagan

Moscou. - L'homme d'affaires Armand Hammer est à lui tout seul, et malgré ses quatre-vingt-dix ans, un bon baromètre des rapports soviéto-américains. Fils de l'un des fondateurs du Parti communiste américain, il a commencé à faire du commerce avec les Soviétiques dès 1921, son interlocuteur d'alors étant Lénine lui-même. Chaque fois que M. Hammer prend le chemin de Moscou, il revient chargé des « confidences » de la direction soviétique.

Le président d'Occidental Petroleum n'a pas failli à sa réputation puisqu'il a été reçu, mardi 4 décembre, au Kremlin par M. Tchernenko pendant une heure et demie. Il a, en revanche, quelque peu accusé son âge lors d'une conférence de presse tenue le même jour au centre du commerce international, confondant, à deux reprises, M. Tchernenko avec Leonid Brejnev. Il est vrai que M. Hammer a bien davantage fréquenté le second que le premier. Le chef de l'Etat soviétique disparu lui avait accordé la faveur sans précédent pour un homme d'affaires occidental de pouvoir se rendre à Moscou en avion privé. Les deux hommes parlaient à bâtons rompus de la politique mondiale et de leurs problèmes cardinaux respectifs.

M. Tchernenko a affirmé à son vifiteur qu'il fallait « retrouver les manches » afin de « trouver les moyens de sauver l'humanité de la catastrophe nucléaire ». « Nous ne manquons pas de déclarations de bonne intention, a poursuivi le dirigeant soviétique, mais seul l'avenir montrera si, contrairement à leur attitude précédente, les Etats-Unis vont adopter une attitude réaliste qui assurera le succès des négociations [sur le désarmement] ». M. Hammer, qui s'était rendu la semaine dernière à Washington au département d'Etat pour y être informé de la position des Etats-Unis sur les questions de désarmement, avant la rencontre de Genève, les 7 et 8 janvier, entre MM. Shultz et Gromyko, a insisté sur le fait qu'il n'était porteur d'aucun message officiel du président Reagan.

Il a - semble-t-il - pris une initiative personnelle en demandant à M. Tchernenko quelles étaient ses conditions pour un sommet avec M. Reagan. Le secrétaire général lui a déclaré que la rencontre serait possible si Washington promettait publiquement, comme Moscou l'a déjà fait, de ne pas recourir en premier à l'arme nucléaire, condition difficilement réalisable. Cet échange de propos sur un éventuel sommet ne

De notre correspondant

devrait donc pas avoir de conséquences pratiques, mais il dénote un changement d'atmosphère.

Une autre préoccupation soviétique majeure a été mise en relief lors de l'entrevue. M. Tchernenko a évoqué, selon l'agence Tass, devant son interlocuteur, les « obstacles artificiels » qui entravent « le développement de rapports mutuellement avantageux dans tous les domaines, y compris le commerce ».

La question de l'embargo de fait décrété par les Etats-Unis sur les exportations de haute technologie vers l'URSS est une de celles qui revien-

nant le plus souvent parmi les conditions mises implicitement par Moscou à une reprise du dialogue avec Washington. Les relations commerciales entre les deux pays « sont à un niveau très bas », a affirmé M. Hammer. L'homme d'affaires américain n'a cependant pas personnellement à se plaindre, puisque, avant son départ pour Moscou, il avait obtenu les licences d'exportation nécessaires pour la construction avec du matériel made in USA d'un pipeline de 250 kilomètres de long, qui transporterait du charbon liquéfié dans la région de Novosibirsk, en Sibirie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les rapports Est-Ouest

- L'OTAN décide de développer ses infrastructures en Europe
- Le pacte de Varsovie se félicite de l'ouverture des négociations américano-soviétiques

Les ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie ont publié, mardi 4 décembre, à l'issue de leur réunion à Berlin-Est, un communiqué où « ils se félicitent de l'accord intervenu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis pour entamer des négociations sur l'ensemble des problèmes concernant les armes nucléaires et spatiales ». L'URSS et ses alliés souhaitent que « les objets et les buts des négociations soient fixés dès le début en toute clarté ». Il doit s'agir, selon eux, de « renforcer la stabilité stratégique, empêcher la militarisation de l'espace (...), réduire les armements nucléaires, qu'ils soient stratégiques ou de portée intermédiaire, et cela jusqu'à l'élimination totale des armes nucléaires ».

Le pacte de Varsovie n'a pas réitéré l'appel qu'il avait lancé en avril dernier à l'OTAN, demandant aux Occidentaux de mettre un terme au déploiement des euro-missiles et de retirer ceux qui étaient déjà installés.

A Bruxelles, les membres européens de l'alliance atlantique ont d'ailleurs demandé la « poursuite du déploiement des fusées nucléaires de portée intermédiaire comme prévu, faute d'obtenir par la négociation un résultat concret », a déclaré mardi le ministre britannique de la défense, M. Michael Heseltine. D'autre part, les ministres de la défense de l'OTAN ont adopté un budget commun d'un montant de 7,8 milliards de dollars, qui doit permettre de renforcer les infrastructures de l'alliance en Europe au cours des six prochaines années. En même temps, ils ont approuvé une série d'engagements pour le renforcement de la capacité de combat des troupes conventionnelles : l'objectif est de rendre les troupes alliées - et non plus seulement les forces américaines - capables de soutenir le combat pendant trente jours. — (AFP).

De notre correspondant

Bruxelles. - « Cette réunion est la plus réconfortante depuis seize ans », a déclaré M. Richard Perle, secrétaire adjoint pour les affaires de défense, des Etats-Unis, au premier soir de la rencontre des ministres de la défense de l'alliance atlantique à Bruxelles.

Chacun s'est bien entendu, ému d'enregistrer « avec la plus grande satisfaction » l'annonce d'une reprise des contacts américano-soviétiques sur le désarmement. M. Perle a, d'autre part, annoncé une augmentation « substantielle » des dépenses qui vont être consacrées par les alliés à l'infrastructure de l'OTAN. Il s'agit de préparer une « structure d'accueil » pour les forces

américaines. Les ministres se sont mis d'accord, non sans mal, d'ailleurs, sur un programme de travaux de 7,8 milliards de dollars durant les six années à venir.

Les projets en cause touchent tous les domaines de l'infrastructure atlantique en Europe. Ils prévoient notamment la construction de « plusieurs centaines » d'abris pour les renforts aériens des Etats-Unis qui seraient requis sur le territoire européen en cas de conflit. De même, il est admis que l'on développera et prolongera le réseau des obédus de l'OTAN, ainsi que le système de communication entre les diverses forces alliées.

J.W.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

● SEPTIÈME DÉMISSION AU SEIN DU GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS. - M. Denis La-zeur, ministre des relations avec les citoyens dans le gouvernement québécois, a donné sa démission, mardi 4 décembre, pour marquer son désaccord avec la position de M. Lévesque, premier ministre, sur la question de l'indépendance de la province. Il est le septième ministre à quitter le gouvernement depuis l'annonce, le 19 novembre, par M. Lévesque, qu'il ne ferait pas de l'indépendance l'enjeu des prochaines élections provinciales. Certains des démissionnaires ont fait connaître leur intention de créer une nouvelle formation politique.

Nicaragua

● VINGT-TROIS OUVRIERS AGRICOLES TUÉS PAR LA CONTRA. - Les rebelles anti-sandinistes ont tué au moins vingt-trois ouvriers agricoles qui allaient récolter le café dans la province de Nueva-Segovia, a-t-on appris, mardi 4 décembre, à Esteli. C'est l'embuscade la plus meurtrière depuis que les contras ont décidé de saboter la récolte de café. — (Reuters).

Pologne

● L'ASSASSINAT DU PÈRE POPIELUSZKO EST UN « CAS ISOLÉ ». Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a confirmé mardi 4 décembre les récents actes de violence commis contre des prêtres et un militant de Solidarité de Lublin (le Monde du 4 décembre), mais les a présentés comme des affaires purement criminelles. Il a accusé « la propagande occidentale » de lier ces événements « dans l'intention de nuire à la Pologne et de la présenter comme un pays où règne la terreur organisée par le pouvoir ». Alors que, selon lui, l'assassinat du Père Popieluszko est « un cas isolé ». — (AFP).

بسم الله الرحمن الرحيم

Au nom de Dieu, Le Clément, Le Miséricordieux



قال رسول الله (ص) :
المسلم خواله المسلم، لا يظلمه ولا يخذله.

Le Messager de Dieu a dit :

« Le musulman est le frère du musulman, il n'est jamais injuste envers lui et ne le trahit jamais. »

Que soit béni le jour anniversaire de la naissance du prophète MOHAMMAD fils d'Abdollah (que le Salut de Dieu soit sur lui) pour tous les musulmans du monde et particulièrement pour les musulmans résidant en France.

Que l'unité de la Umma islamique soit encore plus forte le jour anniversaire du Prophète Mohammad.

L'Imam KHOMEINY.

Ambassade de la République
Islamique d'Iran
PARIS

150

AMÉRIQUES

Cuba

Dimanche « rouge » à La Havane

Les autorités préparent la population à repousser une attaque de l'« ennemi »

De notre envoyé spécial

La Havane. — « Prêt pour la défense ». L'entreprise Emilio Ayala Molina, qui, dans un quartier du centre, fabrique des pièces de rechange pour centrales électriques, vient juste de recevoir des autorités cette distinction élogieuse qu'elle partage avec 2 763 autres « lieux de travail » de la capitale. « Prêt pour la défense », qu'est-ce à dire ?

Réunis le 2 décembre au matin avec les quelque 300 ouvriers de l'usine pour un nouveau dimanche « rouge », leur deuxième journée de travail « volontaire » en moins d'un mois, le chef de la cellule communiste, le responsable de la section syndicale et le directeur expliquent : « Tous les jours désormais partie d'une unité de combat. Chacun sait exactement ce qu'il a à faire en cas d'agression de l'ennemi. Il y a les brigades pour l'extinction des incendies, celles pour porter les premiers secours aux blessés. Et, naturellement, tout le monde est prêt à empoigner le fusil. »

Dans un terrain proche de l'usine, les autorités font visiter une tranchée d'environ 50 mètres de long sur 6 de large et 3 de profondeur, dont on commence à renforcer les parois. « Les travailleurs ont leur propre système d'abris sous l'usine. Ceci, c'est pour la population alentour, pour 150 personnes environ. Tout sera achevé à la mi-décembre. »

Le voyageur se frotte les yeux. Où est cet « ennemi » — rarement autrement désigné — et si menaçant ?

Pourquoi, ce matin, cet exercice d'évacuation des malades de l'hôpital Gonzalez-Coro, proche de la place de la Révolution, au cœur de La Havane ? Pourquoi ces faux blessés, habillés de mercure-chrome, qu'on débarque d'un camion et qu'on apporte sur une civière jusqu'en salle d'opération ? Certes, les Cubains ont, il y a vingt-trois ans, affronté un débarquement de mercenaires anti-communistes aidés par la CIA sur les plages de la baie des Cochons. Certes, les propos bellicistes du président Reagan ont pu, à plus d'une reprise, inquiéter les dirigeants de La Havane. Mais n'y a-t-il pas près de quatre ans que M. Reagan est installé à la Maison Blanche ? Et le climat n'est-il pas, d'évidence, moins tendu entre les deux Super-Grands qu'il ne l'était il y a un an ? Alors pourquoi, soudain, l'été dernier, cette accélération de la mise en condition de la population en vue d'une agression décrite comme « probable et imminente » ?

Les observateurs se perdent en conjectures. Tel allègue que les périodes pré-électorales aux États-Unis, ou consensives à un scrutin présidentiel, sont éminemment « périlleuses » pour les pays ayant un

contentieux avec Washington — et davantage encore lorsque le président en fonctions sollicite un nouveau mandat : en difficulté, il pourrait être tenté par une fuite en avant. Elu, il aurait les fameux « cent jours d'état de grâce » pour frapper « son » grand coup.

Le même fera observer que la situation est bien assez tendue aux frontières du Nicaragua pour que Cuba — considérée à la Maison Blanche comme la « source » de toute l'agitation centraméricaine — ne se sente pas en sécurité. Tel autre observateur estime que, pour avoir ainsi mis dix millions de personnes en alerte à un degré jamais atteint encore dans le passé, M. Fidel Castro a dû, vers le milieu de l'année, recevoir un message, une information exceptionnellement alarmante. D'où cette distribution, inédite, dans toutes les villes, dans tous les villages, de prospectus sur la conduite à tenir en cas d'attaque aérienne, et cette frénésie de construction d'abris, individuels et collectifs, de tranchées auprès des écoles, et ce dimanche « rouge » pour la défense, sans précédent dans les annales (1).

Pour cet autre observateur, il se serait agi de démontrer à tout le camp socialiste, réuni fin octobre à La Havane pour la trentième session du Conseil d'assistance économique mutuel (CAEM ou COMECON), que la menace américaine est tout à fait réelle, puisqu'on s'y prépare ainsi, et implique donc un renforcement, si possible, de l'aide à Cuba des six pays les plus développés du groupe.

Tel autre, enfin, estime qu'il s'agit de préparer psychologiquement la population à l'éventualité, moins improbable désormais que jamais, d'un retour des quelque trente mille soldats cubains stationnés en Angola : comment ceux-ci, en effet, sauraient-ils rester à plus de 10 000 kilomètres de la patrie si celle-ci est en danger ?

Un bastion inexpugnable

Autre interprétation : ce martialisme-ménage serait la conséquence indirecte de l'invasion de la Grenade par les « marines », le 25 octobre 1983. On a vu alors, pour la première fois, se heurter de front Américains et Cubains, et ce, sans gloire pour ces derniers (2). Mais pourquoi, alors, avoir attendu si longtemps pour mettre le pays sur pied de guerre ? En fait, tout est en route depuis la fin de l'année dernière, comme nous l'a confirmé M. Parra,

permanent communiste et chef de la zone de défense numéro 7 de La Havane. De cette époque, en effet, le PC a commencé à transformer le pays en un « bastion inexpugnable » et à préparer « la guerre de tout le peuple » contre « l'agression de l'ennemi ». Des cadres sûrs ont été sélectionnés pour prendre la tête des nouvelles « zones de défense » : selon les endroits, des unités comptant de 1 000 à 20 000 habitants, et susceptibles d'agir de la façon la plus autonome possible pour le ravitaillement, les soins aux blessés, l'évacuation des vieillards et des enfants vers la province, et, bien entendu, pour « défendre chaque maison, chaque rue, chaque pouce de terrain ».

« Notre référence est le Vietnam », précise sans hésiter M. Parra. Les médecins de l'hôpital Ramon-Gonzalez-Coro, comme tant d'autres dans le pays, ont suivi des cours de « chirurgie » : quelle que soit leur spécialité, ils doivent être capables d'opérer de grands blessés de la tête, du thorax, de la colonne vertébrale, et des grands brûlés, « qui représentent, nous précise un docteur, 60 % des traumatismes en cas de guerre ».

Dans le local d'un comité de défense de la révolution (CDR), une douzaine de femmes de quarante à soixante-cinq ans sont en train de confectionner des sacs à dos dans un tissu camouflé. Dans d'autres CDR, nous explique M. Parra, des citoyens fabriquent, à partir de morceaux de ferraille qu'elles signent en pointe, de redoutables « pièges où s'empalera l'ennemi ».

Notre interlocuteur admet que tout ceci coûte cher, « surtout à un petit pays pauvre qui s'efforce par ailleurs de développer son économie ». Dans le plus récent de ses traditionnels discours du 26 juillet (3), M. Fidel Castro a précisé que le pays dédiait 15 % de sa production de béton à la construction d'abris, et que 18 000 personnes y travaillaient en permanence — et ce pour ne rien dire des « volontaires ».

Pourtant, on note aussi que la presse cubaine — qui exprime évidemment les vues du Parti communiste — est moins alarmiste ces derniers temps. Il y a eu un état d'alerte maximal au cours de l'été, puis un « crescendo » cet automne. Le « dimanche rouge » du 2 décembre (4) serait alors une sorte de « sursaut » ultime avant un « retour à la normale », c'est-à-dire un rythme de préparation à la défense civile nettement plus routinier. Toute prévision cependant est hasardeuse, les voix du régime cubain étant presque aussi mystérieuses que celles des autres pays communistes. Une cert-

tude, cependant : la population ne manifeste aucune espèce d'inquiétude particulière, comme il était aisé de le voir le 2 décembre.

Certes, les réflexes acquis en un quart de siècle de casuisme jouent à plein — et il n'est pas question pour quiconque de regimber. Mais on en a vu d'autres, ici, et ce n'est pas la dernière alerte. Alors, on ne se prive pas de rire sous cape lorsque, devant le personnel réuni de l'hôpital Ramon-Gonzalez-Coro, le brancard sur lequel deux secouristes portent un prétendu blessé, soudain... se casse, manquant de peu de laisser choir son contenu.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Cinque ans, le premier dimanche suivant le 1^{er} novembre est déclaré « rouge » : la centrale syndicale appelle ses adhérents à travailler volontairement, ce jour-là, en hommage à la révolution soviétique.

(2) Le colonel commandant les « travailleurs-combattants » stationnés à Grenade a été dégrisé au printemps.

(3) Anniversaire de l'attaque, avortée, de la caserne de la Moncada, à Santiago-de-Cuba, par Fidel Castro et ses compagnons.

(4) Le 2 décembre est une autre grande date de la « geste » révolutionnaire cubaine : celle du débarquement, en 1956, du *Granma*, le navire qui avait amené du Mexique Fidel Castro et quatre-vingt-un autres jeunes gens vers la Sierra Maestra.

PIANOS DAUDE

LOCATION 280 f/mois
VENTE 252 f/mois
CREDIT CREG jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54
OUVERT LE DIMANCHE

« Une œuvre considérable » :

ce jugement sur le premier livre de Claude Morali figure dans la préface signée par Emmanuel Lévinas, qui ne passe pas pour avoir l'éloge facile ou la complaisance pour coutume. Disons-le d'emblée : ce jugement est justifié. Voilà un livre qui doit marquer.

Roger-Pol Droit, Le Monde

Claude Morali

Qui est moi aujourd'hui ?

Préface Emmanuel Lévinas

FAYARD

Pour fêter la sortie de son 400^e volume

LES ÉDITIONS JEAN DE BONNOT offrent **EN CADEAU**

- 1^{er} La plus ancienne carte de France (1578), format 44x62 cm
- 2^e Le plus ancien plan de Paris (1550), format 44x62 cm
- 3^e La fameuse dictée de Mémée, format 30x42 cm
- 4^e Des images anciennes à découper pour les enfants,

à tous les bibliophiles amateurs de beaux livres qui voudront bien lui communiquer leur nom et leur adresse, afin de recevoir par la suite, en priorité, une documentation gracieuse sur les nouveaux ouvrages d'art à paraître sous sa signature.

Pour prendre ou faire prendre ce cadeau offert gratuitement, sans la moindre obligation d'achat, il suffit de présenter, après l'avoir complété, le bulletin ci-dessous à la librairie Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e (à l'angle de la rue Royale).

La boutique est ouverte tous les jours sans interruption de 9 heures à 18 heures 30, sauf le dimanche.

Pour que nos amis de Province ne se sentent pas lésés, nous pouvons leur expédier ce même cadeau contre 16 francs, correspondant aux frais d'emballage et d'affranchissement.

Jean de Bonnot

BON POUR UN CADEAU

A découper et à présenter, après l'avoir complété, à la boutique Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e

Nom (en majuscules).....

Prénoms.....

Adresse complète.....

.....

Code postal..... ville.....

D'AFFAIRES AMÉRICAIN A MOSCOW

« ses » conditions avec M. Reagan

correspondant
Les deux camps ont convenu de deux choses : d'une part, la situation est grave ; d'autre part, la situation est grave. Les deux camps ont convenu de deux choses : d'une part, la situation est grave ; d'autre part, la situation est grave.

DEMOLOGUE CHOMÈRES

rapports Est-Ouest

AN décide de développer ses infrastructures en Europe
Le pacte de Varsovie se félicite de la vertue des négociations sino-soviétiques

Les deux camps ont convenu de deux choses : d'une part, la situation est grave ; d'autre part, la situation est grave. Les deux camps ont convenu de deux choses : d'une part, la situation est grave ; d'autre part, la situation est grave.

De notre correspondant
Les deux camps ont convenu de deux choses : d'une part, la situation est grave ; d'autre part, la situation est grave. Les deux camps ont convenu de deux choses : d'une part, la situation est grave ; d'autre part, la situation est grave.

De notre correspondant
Les deux camps ont convenu de deux choses : d'une part, la situation est grave ; d'autre part, la situation est grave. Les deux camps ont convenu de deux choses : d'une part, la situation est grave ; d'autre part, la situation est grave.

LIQUIDATION

JEAN PIERRE

PRÉSENTÉ EN UNE POUR HOMMES

PARIS DÉPOSÉ



Finlande le fin du fond.

Le monde a vu que la fin du fond... Le monde a vu que la fin du fond... Le monde a vu que la fin du fond...

DEVELOPPER UNE INDUSTRIE AUTOMOBILE DANS UN PAYS DE 5 MILLIONS D'HABITANTS N'EST PAS FACILE.

AUSSI UN AN APRES SA CREATION EN 1927, VOLVO EXPORTAIT SON PREMIER MARCHÉ EXTERIEUR A ETE LA FINLANDE.

AUJOURD'HUI, VOLVO EST PRESENT DANS 120 PAYS, ET REALISE 80% DE SES VENTES HORS DE SUÈDE. L'EUROPE ET L'AMERIQUE DU NORD SONT SES PRINCIPAUX MARCHÉS.

VOLVO

EUROPE

LA FIN DU SOMMET DE DUBLIN

Malgré l'accord sur le vin, les réserves grecques hypothèquent la suite du processus d'élargissement de la CEE

Dublin. — L'accord conclu mardi 4 décembre entre les Dix, à Dublin, sur le vin devrait permettre d'engager l'ultime phase de négociation avec l'Espagne et le Portugal. Cependant, la réserve générale dont a fait état M. Papandréou hypothèque l'ensemble du « scénario », et ternit le succès du conseil européen. Le premier ministre grec veut voir adopter les programmes intégrés méditerranéens, dits PIM, dont l'objet est d'accroître la modernisation des régions méridionales de l'actuelle Communauté.

La Commission de Bruxelles, qui est à l'origine de ce projet PIM, suggère un financement communautaire de 6,6 milliards d'ECU, soit 46 milliards de francs, étalé sur six ans, dont 45 % seraient affectés à l'Italie, 17 % à la France et 38 % à la Grèce. Une aubaine ! M. Papandréou donne aux propositions de la Commission une valeur d'engagement, et exige que celui-ci soit tenu. Les crédits affectés aux PIM devraient, selon lui, atteindre au moins 5 milliards d'ECU (103 milliards de francs). C'est là une perspective que rejettent catégoriquement les autres Etats membres.

M. Garret FitzGerald, premier ministre irlandais, qui présidait les travaux du conseil européen, a admis que la position des Grecs et celle des autres pays membres étaient restées « très éloignées ». Il reste à voir jusqu'où ira l'obstruction du gouvernement d'Athènes, et, en particulier, si celui-ci fera obstacle à l'ouverture d'un dialogue direct entre la Commission et les deux pays candidats. M. FitzGerald a assuré qu'il n'en serait rien. Mais les propos tenus, mardi soir, par M. Haralambopoulos, le chef de la diplomatie hellénique, peuvent cependant le faire redouter. On en saura davantage lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères les 17 et 18 décembre.

M. François Mitterrand, qui a estimé qu'un pas en avant important, et même décisif, avait été accompli, lundi et mardi, s'est efforcé de mettre en perspective les travaux des conseils européens successifs. Dublin, a-t-il expliqué en substance, est la suite logique des réunions de Stuttgart (juin 1983) et de Fontainebleau (juin 1984). Selon le président de la République française, devrait revenir à chaque sommet européen la tâche de régler un problème majeur. A Fontainebleau, les Dix avaient mis fin au contentieux budgétaire qui les divisait depuis plusieurs années ; à Dublin, le compromis franco-italien sur le vin,

De nos envoyés spéciaux
qui, a estimé M. Mitterrand, « donne des garanties solides à nos producteurs », fait sauter le dernier verrou qui entravait la négociation avec l'Espagne et le Portugal.

Dans son esprit, le conseil européen qui se tiendra les 18 et 19 mars 1985 à Bruxelles aura comme mission prioritaire de faire le point de cette négociation, et, sans doute, d'aider à la conclusion. A celui qui se déroulera en juin à Milan, il incombera de se prononcer sur le résultat politique de la construction européenne, et, le cas échéant, sur les réformes institutionnelles à mettre en œuvre.

C'est un thème sur lequel les chefs de gouvernement sont, cette fois-ci, restés très flous. Le rapport Dooge, du nom du président irlandais du comité pour les questions institutionnelles créé à Fontainebleau, sera revu approfondi au cours des prochains mois. Un délai qui donnera en particulier à ses auteurs l'opportunité d'observer le comportement du Parlement européen et d'essayer d'en tirer un enseignement « opérationnel ».

L'Assemblée, au moins autant que M. Papandréou, s'apprête, en effet, à jouer les trouble-fête sur la scène communautaire. Elle se montre très mécontente que le conseil européen, qui était saisi du dossier, n'ait pas cru bon de l'associer autrement que d'une manière formelle aux décisions visant à assurer une plus stricte discipline budgétaire, et parait décidée à rejeter, la semaine prochaine à Strasbourg, le budget de la Communauté pour 1985.

Elle ouvrira ainsi une crise inter-institutionnelle dont l'issue est d'autant plus incertaine que les intentions des gouvernements membres, et singulièrement celui de Paris, quant à la place qu'ils souhaitent voir occuper par le Parlement dans le débat européen, sont ambiguës, voire contradictoires.

Un maigre bilan politique

La faible place accordée par le conseil de Dublin aux questions institutionnelles s'explique aisément par l'état des négociations sur l'élargissement, à la fois pour des raisons pratiques — les Dix souhaitaient pouvoir rapidement présenter une « plate-forme commune » à l'Espagne et au Portugal, après avoir réglé la question du vin — et pour des raisons psychologiques : une grande proclamation de foi sur l'union européenne, ou même un examen un peu plus attentif du rapport présenté par M. Maurice Faure au nom du comité Dooge, n'aurait pas eu grand sens si la Communauté avait une fois de plus administré la preuve qu'elle bute obstinément sur les

questions pratiques. On n'eût pas manqué, alors, de parler, non sans raison, de fuite en avant.

La modestie des commentaires apportés au rapport Faure n'en contraste pas moins assez cruellement avec les espérances que, dans différents cercles « européens », on avait mises en ce sommet. Dans une lettre qu'il a adressée le 30 novembre à M. Mitterrand, le président du Parlement européen, M. Pierre Pflimlin, souhaitait explicitement « que les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Dublin accomplissent un geste historique en donnant leur accord » à la convocation d'une conférence inter-gouvernementale chargée de négocier un projet de traité d'union européenne, aux travaux de laquelle il demandait par ailleurs, fort logiquement, que l'Assemblée de Strasbourg « soit associée ».

Quant à la coopération politique proprement dite, elle n'aura pas tenu, elle non plus, un rôle très éminent dans les délibérations du conseil européen, contrairement à ce que pourrait laisser croire la longueur du document consignait ses traditions « conclusions ». A propos du conflit israélo-arabe, les Dix « considèrent qu'il est d'une importance vitale que de nouveaux efforts soient entrepris en vue d'aboutir à des négociations pour un règlement », et « demandent à toutes les parties de mettre pleinement en œuvre les dispositions des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, tout en condamnant la politique illégale de colonies dans les territoires occupés ».

Par ailleurs, le conseil a exprimé sa « préoccupation » devant le prolongement de la guerre Iran-Irak, rappelé son attachement « à la pleine souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Liban », confirmé leur déclaration de Stuttgart sur l'Amérique centrale (dont « les problèmes ne peuvent être résolus par des moyens militaires ») et réaffirmé la nécessité de lutter contre le terrorisme et l'abus de l'immunité diplomatique. De même aura-t-on appris sans véritable surprise que la Communauté européenne « attache la plus haute importance à la conclusion d'accords effectifs sur la limitation des armements », et à la sauvegarde de l'esprit d'Helsinki.

S'il n'y avait eu la décision d'accorder une aide supplémentaire de 700 000 tonnes de céréales à l'Éthiopie et au Sahel, ravagés par la famine, on aurait en la complète impression que les Dix s'étaient cantonnés, à Dublin, en matière de coopération politique, à une sorte d'incantation rituelle, singulièrement répétitive et coupée de l'actualité.

BERNARD BRIGOULEX
et PHILIPPE LEMAITRE.

Italie

Le Parti d'unité prolétarienne issu d'une scission regagne le PCI

De notre correspondant

Rome. — Le comité central du Parti communiste italien devait procéder, ce jeudi 28 novembre, à l'intégration en son sein de nouveaux membres. L'un d'eux aura sans vraisemblablement désigné à la direction du parti. Ces « cooptés » sont les dirigeants nationaux du Parti d'unité prolétarienne (PDUP), petit parti de gauche né à la suite de l'exclusion du PCI du groupe du Manifesto et d'une scission au sein de ce dernier. Le PDUP a en effet décidé, dimanche 25 novembre, de réintégrer les rangs communistes.

Le PCI y gagne une dizaine de milliers de militants, un demi-million de voix, cinq députés, un sénateur et un député européen, M. Luciano Castellani.

La création du PDUP fut l'une des expressions les plus significatives de la nouvelle gauche des années 70. En octobre 1969, le groupe, qui publiait la revue *Il Manifesto* exprimant des opinions divergentes de la ligne officielle du PCI (notamment sur la Chine, la Tchécoslovaquie ou la politique intérieure), fut exclu. Le « proche » contre le groupe du Manifesto — dont faisaient partie des membres du comité central du PCI comme M. Rossana Rossanda, M.M. Luigi

Pinto et Aldo Natoli — avait été instruit par M. Natta, aujourd'hui à la tête du PCI. Par la suite, *Il Manifesto* devint un quotidien. Certains, encouragés par le mouvement favorable qui se dessinait à la base, souhaitaient lui donner le caractère d'une organisation politique. Ce sera en fait l'époque des fractions. L'une d'elles, le PDUP, se présente aux élections de 1976, obtenant le soutien d'une partie du mouvement étudiant et de l'Avant-Garde ouvrière.

Si aujourd'hui le PDUP rejoint le PCI, c'est non seulement, explique son secrétaire général, M. Magri, parce que les petits partis ont perdu leur raison d'être, et pour renforcer la possibilité d'une alternance à gauche, mais aussi parce que le PCI a changé et est devenu un parti plus ouvert.

Une petite minorité ne s'est pas ralliée aux thèses du secrétaire général. L'ironie de l'histoire, en tout cas, veut que ce soit avec M. Natta à la tête du PCI que le PDUP décide de revenir au bercail. *De Natta à Natta*, en quelque sorte, tel sera d'ailleurs le titre d'un livre qui sera prochainement publié sur l'expérience du PDUP.

PHILIPPE PONS.

ASIE

LA CATASTROPHE DE BHOPAL EN INDE

Plus de mille personnes tuées par le gaz empoisonné

(Suite de la première page.)

Au total on estime qu'environ deux cent mille personnes ont été directement ou indirectement affectées par la catastrophe ; vingt-cinq à trente mille ont reçu des soins, gouttes dans les yeux, intraveineuses, administration d'hydrocortisone et d'oxygène. Les gazes souffrent de vomissements, d'étourdissements, de nausées et de douleurs à la poitrine et aux yeux. Les experts médicaux estiment que la vue de nombre d'entre eux sera irrémédiablement endommagée et que certains souffriront de désordres neurologiques permanents. Les autopsies pratiquées sur certains cadavres ont révélé que la plupart des victimes sont mortes de difficultés respiratoires semblables à celles que certains alpinistes éprouvent en très hautes montagnes.

Dans la ville dévastée, on craint maintenant les effets à long terme de l'accident. Les récoltes, les légumes dans les jardins, le lait des vaches malades (trois mille sont

mortes) sont-ils consommables ? Jusqu'ici seules les réserves d'eau de la ville ont été contrôlées. Elles sont potables.

M. Rajiv Gandhi, le premier ministre, a interrompu mardi sa campagne électorale pour visiter les lieux dévastés. « L'ampleur de la tragédie n'est peut-être pas encore entièrement connue », a-t-il déclaré, reconnaissant au passage la responsabilité des autorités locales, coupables d'avoir laissé se développer autour de l'usine un vaste bidonville en l'absence duquel le bilan humain de la catastrophe eût sans doute été moins lourd. « Il va nous falloir contrôler de beaucoup plus près l'urbanisation sauvage ; et la fabrication de produits dangereux dans les régions à forte population », a conclu le chef du gouvernement avant de reprendre sa tournée électorale.

Les implications politiques du drame ne font, elles, que commencer. A New-Delhi, les partis d'opposition ont accusé M. Arjun Singh, le chef du gouvernement de l'Etat du

Madhya-Pradesh (membre du parti de M. Gandhi) de « négligences criminelles » et réclamé la démission du gouvernement. Celui-ci a rejeté la responsabilité de la tragédie sur la multinationale lui ayant assuré « de multiples reprises » qu'il n'y avait pas « le moindre danger ». « C'est sur la base de ces affirmations », rétorque M. Arjun Singh, que j'ai refusé de céder aux pressions en faveur du déplacement de l'usine. »

Ces pressions, c'est désormais confirmé, s'étaient multipliées ces dernières années après quatre accidents en 1981 et 1982. Plusieurs dizaines d'employés du complexe avaient alors été affectés par la fuite de gaz toxiques, et plusieurs d'entre eux étaient morts. « Des enquêtes avaient alors été ordonnées, puis oubliées », écrit un journal hindu de Bhopal, et le quotidien d'imprimerie pour la seconde fois un article prémoniteur publié dans ses colonnes, en juin dernier, et intitulé : « Bhopal est assis sur un volcan. »

Le journaliste qui avait mené l'enquête faisait état de corruption parmi les fonctionnaires et dressait la liste des personnes membres du parti gouvernemental qui à divers titres (administrateurs, conseillers, etc.) bénéficiaient des largesses d'Union Carbide.

Après avoir ordonné la fermeture immédiate de l'usine identique de pesticides qui fonctionne en Virginie, le président de la firme multinationale s'est mis en route pour Bhopal afin d'étudier, a-t-il dit, « les mesures que nous pouvons prendre pour secourir les sinistrés ». Une communauté endeuillée, dévastée et indignée l'y attend.

PATRICE CLAUDE.

La fatalité a bon dos

(Suite de la première page.)

La chimie allie un lourd passé. Pour ne remonter qu'à dix ans, rappelés Flixborough, en Grande-Bretagne, en 1974 (explosion dans une usine produisant un intermédiaire utilisé pour la fabrication du nylon : 28 morts, 89 blessés, 450 maisons endommagées) ; Seveso (1976), au nord de Milan, où un nuage de dioxine sembla la terreur, provoqua des maladies de la peau, des interruptions de grossesse, la mort de certaines d'animaux ; Toronto (1979) où un accident de transport chimique entraîna l'évacuation de 240 000 personnes, sans parler de Los Alfaques (1978) où l'explosion d'un camion de gaz ravagea un camp de touristes sur la Costa Brava.

On ne peut pas se boucher les yeux devant ce que Patrick Lagarde a appelé le « risque technologique ». (1) Il ne suffit pas de désigner du doigt les firmes qui sont à l'origine des accidents (Hoffmann-La Roche à Seveso, et Union Carbide à Bhopal), de mettre en prison pour homicide par imprudence des responsables locaux, ou, plus généralement, de laisser dire qu'il faut payer un tribut au progrès et que, après tout, les accidents de voiture...

Les écologistes ont mené une insistante campagne contre les dégâts causés à la nature par les industries et les risques du nucléaire. Ils ont été entendus. Pour qu'il ne se reproduise plus, il faut que des hommes, des femmes, des enfants soient les victimes de techniques plus anciennes ? Pourquoi la prévention, la sécurité, apparaît-elle trop souvent comme accessoire dans les « impératifs » industriels ? Les dirigeants se posent-ils sérieusement la question de savoir s'il faut ou non produire telle substance ? S'il est prudent d'installer ou non telle usine dans telle zone ? Les citoyens sont-ils avertis des risques qu'ils encourrent ? Dans le domaine nucléaire, où la sensibilité collective est frappée par le champion d'Hiroshima, est la plus vive, l'émotion publique a fini par arracher des informations. Mais qui ne se souvient des réticences des technocrates à fournir des données valables ?

Aucun développement technologique, écrivait Patrick Lagarde dans l'ouvrage que nous avons cité, ne saurait échapper à l'examen critique de tout passer au crible, de tout légitimer politiquement. Cela, bien entendu, en toute conscience des coûts sociaux et des avantages liés aux formes de développement analysées.

La complexité et des menaces d'envergure, on ne peut plus adhérer seulement au slogan cher aux dirigeants industriels américains des années 30 : *Science finds, industry*

applies, man conforms (la science trouve, l'industrie applique, l'homme s'adapte) (2).

PIERRE DROUIN.

- (1) *La Civilisation du risque*, Éditions du Seuil, 1981.
- (2) Cité par J. Kemény, président de la commission d'enquête sur l'accident de la centrale nucléaire de Three-Mile-Island, qui causa en 1979 l'évacuation de 200 000 personnes, mais ne causa heureusement aucune victime.

L'un des plus graves accidents industriels de l'histoire

- 27 décembre 1975 : Explosion dans une mine de Charnley, en Inde : 421 morts ;
- 1976 : Un nuage toxique de dioxine se propage au-dessus de la ville italienne de Seveso après une explosion, provoquant l'évacuation de sept cents habitants de la ville, tant des centaines d'années et provoquant des lésions chez au moins deux cents personnes. Il a fallu attendre juillet 1984 pour que les effets soient enfin complètement dissipés ;
- 1979 : Après un accident dans une usine chimique de Norwalk, en URSS, environ trois cents personnes (selon les informations disponibles) sont tuées ;
- 19 novembre 1984 : 80 000 barils de gaz naturel de Fusha Pansar à Mexico explosent. L'incendie qui s'ensuit fait 452 morts, 4 248 blessés et 1 100 sans abri.

Union Carbide : 99 500 salariés Un chiffre d'affaires de 85 milliards de francs

Les dirigeants du groupe américain Union Carbide, propriétaire de l'usine de Bhopal (Inde), où plus de mille personnes ont trouvé la mort à la suite d'une fuite de gaz inconnu de méthyle, assurent que toutes les mesures nécessaires vont être prises en œuvre pour vérifier les systèmes de sécurité des installations du groupe utilisant le même gaz toxique, notamment en France et au Brésil.

Union Carbide ne produit ce gaz que dans son unité américaine d'Industrie (Virginie Occidentale), aux États-Unis. En revanche, il l'utilise dans plusieurs usines spécialisées dans la fabrication de pesticides, notamment dans son usine américaine de Woodbine (Georgie), l'usine de Gaillon (Eure) et celle de Cabot (Brésil). Le porte-parole de la firme souligne qu'aucun détail n'a encore été révélé sur les causes de la catastrophe en Inde. Il estime, cependant, que l'accident aurait pu être évité par l'installation, dès la conception, d'un système de sécurité sur les réservoirs souterrains de stockage du gaz.

Dès lundi soir, Union Carbide avait annoncé l'arrêt total et immédiat de la production, et du transport de ce produit dans le monde entier.

Le groupe américain Union Carbide occupe la troisième place dans l'industrie chimique des États-Unis et arrive au douzième rang dans le monde. Il est surtout connu dans le grand public pour ses fabrications de pesticides (marques UCAR et Malcol). Dans ce domaine d'activité, il est incontestablement le numéro un mondial (1,9 milliard de dollars de chiffre d'affaires).

En 1983, pour la première fois, les ventes du groupe ont légèrement dé-

passé 9 milliards de dollars (85 milliards de francs), dont 6 milliards (57 milliards de francs) dans la chimie, toutes fabrications confondues (2,5 milliards de dollars dans la pétrochimie, 1,4 milliard dans les gaz industriels, 1 milliard dans l'industrie des métaux et les produits carbonés, 2,2 milliards dans la fabrication de produits spéciaux de haute technologie).

Union Carbide possède sept usines en France, celle de Saint-Etienne, orientée sur la fabrication de produits pour le revêtement de surface, étant la plus moderne. Le groupe emploie 99 500 personnes (plus de 2 000 en France).

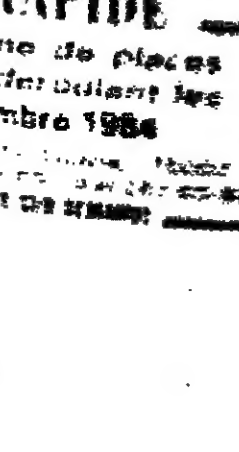
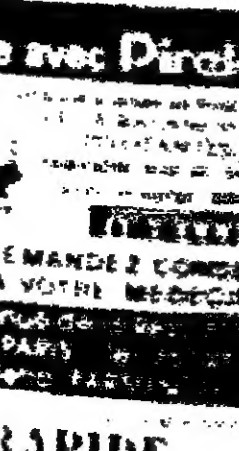
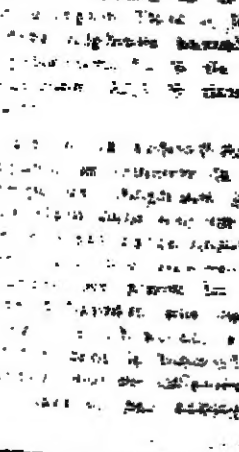
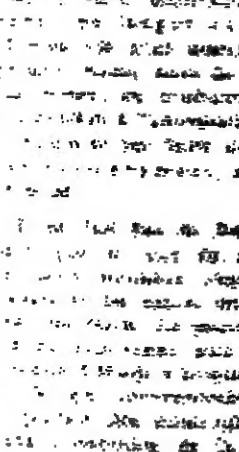
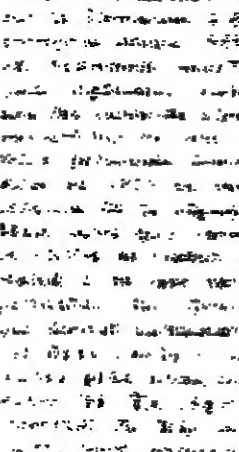
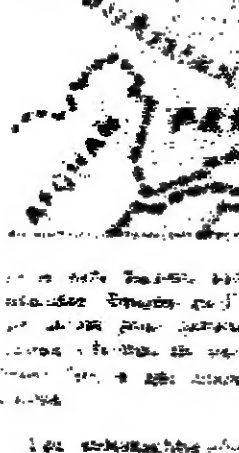
Il est présent dans toutes les régions du monde, et ses activités en Extrême-Orient (750 millions de dollars de chiffre d'affaires) sont les deuxième en importance, hors des États-Unis, après l'Europe.

A. D.

L'ISOCYANATE DE MÉTHYLE

Utilisé dans la fabrication de pesticides, l'isocyanate de méthyle est un liquide incolore, très inflammable et très volatil. C'est cette dernière caractéristique qui le rend particulièrement toxique. L'isocyanate provoque en effet des brûlures de la peau et a sur les yeux des effets irritants. Mais le plus dangereux est l'effet qu'il provoque des œdèmes pulmonaires aigus. Les symptômes pulmonaires, cependant, ne peuvent plus être corrigés une fois que le gaz a pénétré dans les voies respiratoires et conduit à l'oxygénation du sang, et l'on peut mourir au bout de quelques heures par asphyxie.

Aux



100 000 150

150

ASIE

LE DE SHOPAL EN INDE

Les têtes par le gaz empoisonné

Madhya-Pradesh, le 5 décembre. Les têtes des victimes de la bombe à gaz ont été exposées publiquement à l'entrée de la ville de Jabalpur.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz. Elle a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Le 5 décembre, le premier ministre indien, Indira Gandhi, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les responsables de la bombe à gaz.

Aux lointains confins de la Chine...

(Suite de la première page.)

La viande de mouton - son odeur tenace colle longtemps aux vêtements - est, avec une bonne dose d'ignominie et une sauce pimentée explosive, à l'origine des repas les plus savoureux, les plus légers, et les plus locaux.

Contrairement aux Chinois, les femmes ouïghoures portent peu le pantalon ample et droit, généralement de couleur terne (gris, kaki, bleu marine), que l'on voit partout ailleurs dans le pays. Adopter cette mode serait mal considéré, nous dit-on, car cela signifierait une rupture avec l'usage, qui veut que les femmes ouïghoures soient cachées sous d'épais voiles, fort discrets, de coton ou de laine sombre. Heureusement, le nylon, même lorsqu'il n'est pas de très bonne qualité, permet aujourd'hui d'améliorer les apparences. Les jupes, les robes, sont de couleurs vives. Le rouge et le vert dominent. Il n'est pas rare, surtout à la campagne, que sous la jupe, les femmes enfilent un pantalon bouffant léger qu'il n'est pas indécrot de mouvoir. Le voile n'est plus porté, sauf à Kachgar, haut lieu de l'islam au Xinjiang. Encore est-il, là-bas, très inégalement arboré. En soit ou en coton à larges mailles d'un marron asséché, il tombe sur les épaules, dominant à celles qui en sont affublées des formes fantomatiques.

Autant dire que même à Urumqi, dont la population est maintenant aux deux tiers han, le spectacle tranche sur celui d'une ville chinoise de l'intérieur. L'attachement à leurs habitudes et traditions nationales manifesté par les Ouïghours - peuple d'origine turque, largement islamisé - paraît naturel, tellement celles-ci sont intégrées à leur vie quotidienne. Mais il évoque aussi, au milieu d'un environnement chinois qui n'a cessé de se renforcer depuis 1949, un réflexe de survie.

Quelques chiffres suffisent à montrer l'évolution qui s'est produite en une trentaine d'années. En 1953, les Ouïghours représentaient 75 % de la population du Xinjiang, les Hans seulement 8 %, les autres minorités nationales (Kazakhs, Huis, Mongols, etc.) 17 % ; en 1978, tandis que la proportion des Hans atteignait 41 % du total, celle des Ouïghours n'était plus que de 49 %. Aujourd'hui, sur une population de 13,3 millions d'habitants, les Ouïghours sont au nombre de 5 940 000, soit 44,5 % de l'ensemble, à peine plus que les Hans (5,3 millions, soit 40,2 %), la part revenant aux autres minorités étant de 15,3 %.

Subordination

Les populations autochtones, pour la plupart musulmanes (de rite sunnite), sont donc encore majoritaires à près de 60 %, mais les Ouïghours sont en passe de perdre leur supériorité numérique, écrasante il y a trente ans. Au rythme de l'implantation han actuelle (de 100 000 à 200 000 nouveaux venus par an, estime-t-on), les Chinois seront les plus nombreux avant dix ans (2). En réalité, on doit se trouver dès maintenant dans une situation proche de l'égalité numérique entre Hans et Ouïghours, si l'on prend en compte les millions stationnés dans la région autonome et qui sont recensés à part.

Si la tradition des soldats-laboureurs d'autrefois s'est maintenue, techniciens, ingénieurs, ouvriers, cadres administratifs et politiques ont supplanté dans la cohorte des nouveaux arrivants les porteurs de la « marque au visage », qui, jadis, identifiaient les



criminel bannis sur ces terres désolées. Encore qu'il ne soit pas un secret pour personne que certaines « formes de travail » ressemblent fort à des colonies pénitenciaires.

Les responsables chinois insistent sur la formation d'élites locales entreprise depuis 1949. Le personnel hautement qualifié (scientifiques, ingénieurs, médecins, etc.), issu des minorités ethniques, serait aujourd'hui de cent quatre-vingt mille personnes contre quarante mille en 1955 au moment de la création de la région autonome. Mais, outre qu'il reste insuffisant, ce chiffre ne traduit pas toute la réalité. Il ne rend pas compte, en particulier, des divers handicaps que doivent surmonter, pour s'élever dans l'échelle sociale, les jeunes gens appartenant à des minorités. En règle générale, l'essentiel de leur scolarité primaire, voire secondaire, se fait dans une langue autre que la chinoise (le plus souvent en ouïghour). Ainsi, dans de nombreuses disciplines, les étudiants ouïghours qui entrent à l'université doivent-ils commencer par faire une année de perfectionnement en langue chinoise.

Il ne fait pas de doute, d'autre part, que le taux de scolarisation est bien moindre chez les Ouïghours et les autres minorités que chez les Hans. Le pourcentage des élèves non-Hans aux différents niveaux d'étude n'atteint jamais les 60 %, qui correspondraient à la proportion des minorités nationales dans l'ensemble de la population de la région. Dans le primaire, les élèves ouïghours, kazakhs et autres représentent 32 % du total, mais seulement 32,5 % dans le secondaire.

Enfin, la subordination dans laquelle se trouvent la plupart du temps les Ouïghours par rapport aux Hans dans leur vie professionnelle n'est certainement pas la meilleure des motivations. Très souvent, les postes les plus sensibles échappent aux cadres d'origine non chinoise, et plus on s'élève dans la hiérarchie, plus le rapport leur est défavorable. Est-ce un hasard, par exemple, si, au

cours d'un voyage d'une dizaine de jours, nos interlocuteurs, à l'exception d'un guide-interprète, d'un imam et d'un vice-directeur d'une usine de tapis, étaient tous des Chinois bon teint ?

La propagande officielle fait beaucoup de cas de certains faits et chiffres témoignant de la promotion de cadres des minorités nationales. Ainsi, le chef du gouvernement de la région autonome, M. Toms Dawamat, est un Ouïghour, et trois de ses six adjoints sont d'ethnies non-Hans. Parmi les 47 membres du comité permanent du Congrès du peuple du Xinjiang, 28 sont issus des minorités. Et sur les 667 délégués de la région à la première session de la sixième Assemblée nationale populaire à Pékin en 1983, 64 % représentaient la population ouïghour et les autres minorités nationales.

La plupart de ces fonctions, toutefois, ont une importance surtout honorifique. Du reste, dans l'appareil du parti - le seul qui compte, - la situation est sensiblement différente : sur quinze membres du comité permanent au niveau régional, cinq seulement ne sont pas des Hans. Et le premier secrétaire de la province, M. Wang Enmao - le « commissaire » du Xinjiang - est, bien sûr, un Chinois de pure souche. Interrogé à ce sujet, un fonctionnaire local (Han) nous répond sans ambages : « L'organisation du parti n'est pas dirigée par les minorités nationales ». Il est vrai que le PC, au Xinjiang, ne compte que deux cent mille Ouïghours, sur un total d'environ cinq cent mille membres.

C'est sans doute dans le domaine de la religion que le cours plus modéré imprimé à la politique chinoise ces dernières années a apporté les améliorations les plus sensibles. A la fin (officielle) de la révolution culturelle, en 1976, mille quatre cents mosquées seulement restaient encore sur pied dans tout le Xinjiang, nous dit l'imam Osman Karadji, directeur de l'Association islamique. Aujourd'hui, les fidèles disposent de douze mille lieux de prière, dont cent soixante à Urumqi et quatre-vingt-dix à Kachgar, ville de cent trente mille habitants, dont 70 % de Ouïghours. Le droit aux pratiques religieuses a été rétabli à la suite du troisième plénum (décembre 1978) du comité central du PCC. Et il est exercé : le vendredi, jour de la prière, la mosquée Id Ah, à Kachgar, la plus grande de Chine, accueille vingt-cinq mille musulmans. Pour l'Aïd el Kebir et la fête célébrant la fin

du Ramadan, le nombre des fidèles atteint cinquante mille.

Nouvelle ferveur religieuse

An dix-septième siècle, raconte une chronique, chaque vendredi, douze hommes sortaient de cette mosquée, porteurs de foudres en cuir, et ils en frappaient toute personne restée dehors à l'heure de la prière (3). Une discipline aussi sévère a, heureusement, disparu. L'islam, pas plus à Kachgar qu'à

Urumqi que dans le reste de la Chine, ne fait la loi. Profitant actuellement de la plus grande souplesse du pouvoir, il cherche plutôt de la région à être rétablie. Les deux mille huit cents imams sont payés par le gouvernement qui a déboursé à cette fin, 700 000 yuans (4) en quatre ans (1980-1983). L'administration a, en outre, consacré dans le même temps 600 000 yuans à la construction et à la réparation de mosquées. Les deux tiers des religieux maltraités pendant la révolution culturelle ont été réhabilités.

Un institut islamique doit s'ouvrir en 1985 à Urumqi. Il accueillera cent soixante étudiants. L'an dernier, trois jeunes gens ont été envoyés à l'Université Al Azhar du Caire. Certains imams sont, en outre, autorisés à former individuellement, chaque année, deux ou trois étudiants dans l'enseignement de Mahomet. Ils disposent pour cela, depuis 1980, de Coran en arabe et, depuis cette année, d'une édition en ouïghour.

L'un des signes les plus spectaculaires de cette nouvelle ferveur religieuse et de la plus grande tolérance du pouvoir est l'augmentation des pèlerinages à La Mecque. L'an dernier, le nombre officiel des pèlerins ayant effectué le voyage en Terre sainte à leurs propres frais a été de trois cent treize. Mais le chiffre réel est sans doute plus élevé, car certains pèlerins se font inviter par des parents ou des amis au Pakistan et poursuivent ensuite leur route vers l'Arabie saoudite. Cette année, un millier de demandes ont été déposées. Grâce à la route sino-pakistanaise qui a traversé le Karakorum, le voyage ne dure que quelques jours. Les pèlerins se rendent d'abord en bus à Gligit à la frontière pakistanaise, ensuite ils

prennent généralement l'avion. Autrement, cette expédition durait six mois.

Dans le domaine linguistique, un certain assouplissement est également intervenu. En septembre 1982, l'usage de l'alphabet arabe a été rétabli pour la graphie de l'ouïghour. Décidée en 1965, la diffusion d'un alphabet latin avait été stoppée dès 1976. Il n'a pas, toutefois, encore totalement disparu dans l'enseignement, et on peut en voir de nombreuses traces sur les enseignes des magasins et les édifices publics. En principe, les documents officiels doivent être publiés en deux langues (chinois et ouïghour, en général), mais dans l'aviation Pékin-Urumqi, l'échelle fait les annonces en chinois et... en anglais.

Assurés de bien tenir les rênes du pouvoir civil et militaire - le corps de production de l'armée, dissous pendant la révolution culturelle, a été rétabli en 1982, notamment pour mieux contrôler la frontière - les dirigeants chinois peuvent donc se permettre d'ouvrir quelques soupapes de sécurité. Après la mise en valeur des terres sur une vaste échelle par d'immenses fermes d'Etat, ils nourrissent maintenant pour le Xinjiang d'ambitieux projets industriels. Pour les mener à bien, ils ont besoin, à l'intérieur, d'une meilleure cohésion entre les différentes nationalités et, à l'extérieur, d'un environnement pacifique.

MANUEL LUCBERT.

Prochain article :

L'OR NOIR DE KARAMA

(2) Voir le passionnant ouvrage de Michel Jan et René Cagan, *Le Milieu des empires*, Laffont.
(3) Jan Myrdal, *La Route de la soie*, Gallimard.
(4) 1 yuan = 3,80 F.

Les plus graves accidents industriels de l'histoire

Le 10 août 1974, le pétrolier *Amoco* a explosé au large de la côte du Mexique, provoquant la mort de 26 personnes et la pollution de 100 000 tonnes de pétrole. Le 28 septembre 1974, le pétrolier *Amoco* a explosé au large de la côte du Mexique, provoquant la mort de 26 personnes et la pollution de 100 000 tonnes de pétrole.

Union Carbide : 89 500 salariés

diffuse d'affaires de 85 milliards de francs

Union Carbide, entreprise américaine, diffuse d'affaires de 85 milliards de francs.

Union Carbide, entreprise américaine, diffuse d'affaires de 85 milliards de francs.

Union Carbide, entreprise américaine, diffuse d'affaires de 85 milliards de francs.

Union Carbide, entreprise américaine, diffuse d'affaires de 85 milliards de francs.

Union Carbide, entreprise américaine, diffuse d'affaires de 85 milliards de francs.

Union Carbide, entreprise américaine, diffuse d'affaires de 85 milliards de francs.

Union Carbide, entreprise américaine, diffuse d'affaires de 85 milliards de francs.

Union Carbide, entreprise américaine, diffuse d'affaires de 85 milliards de francs.

Union Carbide, entreprise américaine, diffuse d'affaires de 85 milliards de francs.

préservez votre dos fragile avec Pirelax
sommier articulé à lattes de bois avec ROTULES BALANCEES PIVOTANTES, relevable tête et pied avec matelas latex PIRELL
DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN
CAPELOU 37, Avenue de la République 75001 PARIS Tél. 357 40 35 Métro PARENTS

LECTURE RAPIDE
Il reste une dizaine de places pour un stage se déroulant les 11, 12, 13 décembre 1984
CEFAP 58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris Tél. : 261-65-79 et 261-65-89 DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culture, politique, économie, science, sport, armée, diplomatie, relations de presse : les armes classiques et nucléaires. Échelle : 2^e mondiale territoriale mondiale (zone maritime), DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 78 F. France des Éditions
FRANÇOIS DE PREUIL CHATEAU DE PREUIL 49260 NIEUL-SUR-LAYON

LA MUSIQUE CHEZ FAYARD
Musiciens d'aujourd'hui
Sous la direction de BRIGITTE VASSET
Pierre BOULEZ
Un bilan très complet et très juste. Jacques Lonchamp. Une biographie d'une lecture passionnante. Harry Halbreich.
496 pages 190 F

A propos des jeux automatiques

Une profession ouvre ses portes

La CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AUTOMATIQUE, organisation professionnelle à structure fédérale, est représentative au plan national de l'ensemble des entreprises directement concernées par l'activité des appareils automatiques d'amusement et de loisirs.

Les membres de notre confédération mettent en œuvre : BABY-FOOT, BILLARD, PETITS MANÈGES POUR ENFANTS, ÉLECTROPHONES AUTOMATIQUES, FLIPPERS ET JEUX VIDÉO ÉLECTRONIQUES A L'EXCLUSION TOTALE ET FORMELLE DE TOUS JEUX DE HASARD ET D'ARGENT même plus ou moins déguisés et communément appelés machines à sous.

Notre position à ce sujet est très claire : la CFA se constituera partie civile pour demander réparation du préjudice moral subi à chaque fois que seront jugés des procès concernant l'exploitation de ces machines prohibées définitivement par un renforcement de la législation intervenu en juillet 1983.

Que polices et justice fassent leur devoir et que cesse enfin l'amalgame, couramment pratiqué ces dernières années, de notre profession avec des marginaux venus d'ailleurs.

Nos membres, dans leur vie d'entrepreneur, sont aujourd'hui confrontés à de multiples difficultés dont la principale est une surévaluation devenue insoutenable de leur activité.

Une analyse approfondie nous oblige à constater que cela résulte d'une image de marque inexistant dans l'opinion publique et franchement négative auprès de la plupart des décideurs nationaux : gouvernement, députés, sénateurs, fonctionnaires, quelle que soit leur appartenance politique.

Notre profession, mal aimée parce que mal connue, est souvent critiquée, quelquefois calomniée. Elle est assurément victime d'une formidable accumulation d'idées fausses ou rétrogrades.

Le présent message a pour seuls buts, en dehors de tout débat polémique ou politique, de définir précisément ce que représente notre activité en 1984, d'exposer nos problèmes et de répondre clairement, et nous l'espérons définitivement, aux questions que beaucoup se posent sur ce que nous couvrons par habitude du vocable générique et simpliste de « L'AUTOMATIQUE ».

L'automatique : qu'est-ce que c'est ?

AU PLAN HUMAIN

Malgré des pertes d'emplois chiffrées à près de 3 000 depuis la fin de 1981, il reste aujourd'hui 2 000 chefs d'entreprise et 7 000 travailleurs salariés.

Leur activité est répartie en trois branches distinctes mais étroitement liées : fabrication, négoce, exploitation.

Les compétences professionnelles s'étendent sur des domaines aussi différents que la microélectronique et l'électronique, en passant par la menuiserie industrielle et la tôlerie ou la comptabilité.

L'arrivée sur le marché à partir de 1977 des appareils électroniques a imposé le recyclage de tous les techniciens et, au fur et à mesure des départs, le remplacement des électroniciens par des électroniciens plus jeunes et formés aux techniques nouvelles.

Cela s'est passé sans désordre social et sans concours extraordinaire des fonds publics.

Nous participons activement aux actions de formation pour la fourniture de nombreux stages en entreprise pour les jeunes.

AU PLAN ÉCONOMIQUE

Contrairement à une idée largement répandue, les matériels mis en œuvre peuvent être estimés à 60 % français.

Nous consommons chaque année :

- Plusieurs millions de véhicules ;
- Plusieurs millions de litres de carburants ;
- Plus de 3 millions de disques 45 tours ;
- Plusieurs millions de mètres cubes de bois et de panneaux ;
- Plusieurs hectares de rognés ;
- Plusieurs centaines de tonnes d'acier, tôles fines et tubes extrudés ;
- Des millions de francs de composants électroniques ;
- Des kilomètres de fil électrique ;
- Des dizaines de tonnes de matière plastique ouvrée, carton, papiers, peintures, produits d'entretien, outillage divers et instruments de mesure ;
- Des dizaines de millions de francs de fournitures et prestations extérieures telles que : experts-comptables, agences de publicité, concepteurs graphiques, et principalement auteurs, compositeurs et musiciens qui à eux seuls, par l'intermédiaire de la SACEM, perçoivent plusieurs dizaines de millions de francs par an.

Tout cela mis bout à bout représente assurément plusieurs milliers d'emplois induits.

On nous reproche d'être de gros consommateurs de devises étrangères. Cela a été vrai. La tendance s'inverse pour les raisons évidentes que voici :

- Une bonne partie du marché intérieur est couverte par l'industrie nationale ;
- La renchérissement de la devise américaine a freiné fortement les importations ;
- La réduction brutale de nos capacités d'autofinancement a réduit fortement le marché ;
- L'industrie nationale est exportatrice vers trente-neuf pays et a consenti des efforts importants dans ce sens. L'une de nos entreprises s'est vu décerner une médaille d'or de l'exportation.

Si nous raisonnons en taux de couverture compensés, celui-ci est actuellement estimé à 80 %.

Il peut être notablement amélioré à condition toutefois que les producteurs hexagonaux disposent d'un marché intérieur solide.

Des contacts avancés ont été pris au Japon il y a quelques mois, qui ont pour but de produire en France les cartes logiques qui nous sont nécessaires en n'importe quel pays que les seules mémoires contenant les logiciels de jeux vidéo. Ils sont malheureusement suspendus du fait de l'incertitude dans laquelle nous sommes actuellement.

Des logiciels entièrement français sont déjà sortis, dont un s'est très bien exporté.

Un appareil « Videoclip » français est déjà sur le marché. D'autres approches sont actuellement en cours pour la construction d'un système vidéodisque de jeu dans notre pays.

Evolution du parc d'appareils en service

| 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------------------|
| 304 348 | 326 778 | 362 954 | 388 371 | 355 724 | 351 855 | 290 000 (estimation) |

Ces chiffres émanent du ministère des finances.

Les machines dites « à paries gratuites multiples » sont apparues massivement en 1982 et ont disparu presque complètement à fin 1983.

C'est donc bien : 388 371 en 1981

- 290 000 en 1984

98 371 appareils qui sont disparus depuis janvier 1982, entraînant tous les effets pervers que nous détaillons par ailleurs.

Chiffre d'affaires

Estimé pour 1981 à : 2 796 271 200 F.

Sera cette année de : 2 088 000 000 F environ.

Il est bien entendu que ces chiffres concernent seulement les recettes nettes des exploitations et excluent les ristournes versées aux cafetiers ainsi que tout le chiffre d'affaires du négoce et des services connexes et annexes.

Nous avons donc perdu en trois ans plus de 708 271 200 F de chiffre d'affaires.

AU PLAN FISCAL

Nous sommes assujettis en fiscalité indirecte :

- 1) A une taxe communale modulée en fonction des localités, d'un montant annuel échelonné de 100 à 2 400 F ;
- 2) Depuis 1982, à une taxe nationale modulée en fonction de la nature et de l'âge des appareils, d'un montant annuel compris entre 500 et 1 500 F ;
- 3) A partir de janvier 1985, nous serons théoriquement, selon le projet initial de loi de finances, assujettis à la TVA au taux normal par superposition aux deux taxes précédentes ;
- 4) Nos entreprises acquittent au même titre que les autres la taxe professionnelle et la taxe sur les salaires.

Les résultats des années passées et les hypothèses à retenir pour l'année prochaine sont décrits dans les tableaux suivants :

| Années | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 (estimation) |
|------------------|------|------|------|------|-------------------|
| Taxes d'Etat | | | 275 | 281 | 220 |
| Taxes communales | 147 | 171 | 188 | 170 | 185 |
| TOTAL | 147 | 171 | 443 | 451 | 375 |

Observations :

Les chiffres sont indiqués en millions de francs.

1983 prend en compte les taxes perçues sur les machines à sous aujourd'hui disparues.

La comparaison montre à l'évidence que la limite maximum d'imposition est atteinte et que nous sommes déjà dans la partie descendante de la courbe de Laffer.

Voici pour nous les hypothèses pour 1985 :

| | 1. Prévisions du Trésor avec 3 taxes | 2. Résultats probables avec 3 taxes | 3. Rés. probables avec taxes comm., aménagements et TVA |
|--------------|--------------------------------------|-------------------------------------|---|
| Taxes d'Etat | 300 | 100 | |
| Taxes comm. | 170 | 70 | 200 |
| TVA | 300(*) | 150 | 300 |
| TOTAL | 770 | 320 | 500 |

(*) Cette recette ne figure pas officiellement au budget 1985.

Observations :

1. Hypothèse irréaliste, en raison de l'énorme aggravation de la pression fiscale sur une activité déjà en péril. Rappelons pour mémoire que la taxe nationale devait produire 650 MF et qu'elle n'a pas atteint plus de 281 MF.

2. Chaque fois que nous avons établi des prévisions dans ce domaine, elles se sont révélées exactes.

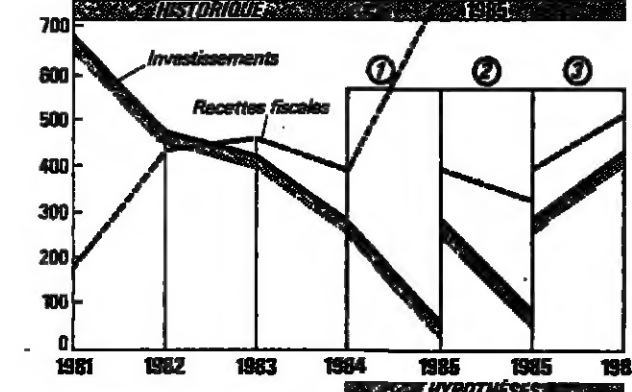
3. L'évidence même. L'allègement qui n'est qu'imminent crée la dynamique nécessaire à l'inversion de tous les paramètres pour retrouver à terme une situation bénéfique à toutes les parties.

L'INVESTISSEMENT

L'abaque ci-dessous montre ce qu'ont été et peuvent devenir nos investissements en 1985 en fonction des trois hypothèses précitées.

PRESSIION FISCALE ET INVESTISSEMENTS

Millions de francs



- 1) Prévisions du Trésor public pour 1985 (3 taxes additionnelles)
- 2) Résultats probables du 1^{er} cas selon CFA
- 3) TVA + taxes communales : notre souhait

ÉVOLUTION DU PARC « JUKE-BOX »

Effets directs

de la taxe nationale de 1982

Comme l'indique le graphique joint, le parc d'appareils en service a été réduit de 13 471 juke-boxes, soit 29,62 %.

Il est bien évident que le but de nos entreprises est d'engendrer des profits. Si ces appareils ont été retirés du marché, c'est qu'ils étaient devenus non rentables, les 500 F de taxes supplémentaires absorbant la marge annuelle de l'exploitant.

Conséquences induites :

1) Les deux producteurs français : SADEM à Thonon-les-Bains et EUROPE-ELECTRONIQUE à Baume-les-Dames ont dû cesser leur activité faute de clients.

2) Marché du disque : nos appareils consomment en moyenne 6 disques par mois à 12 F HT l'unité, prix actuel pour l'exploitant. D'où l'équation : 6 disques x 12 F x 12 mois x 13 471 appareils = - 11 638 944 F HT.

Solde négatif pour le commerce et l'industrie du disque.

3) Auteurs et compositeurs : la SACEM (Société des auteurs et compositeurs) perçoit une redevance moyenne mensuelle de 130 F par appareil, soit 110 F x 12 mois x 13 471 appareils = - 17 781 720 F.

Solde négatif annuel pour les auteurs-compositeurs.

4) Marché de l'emploi : tous services confondus, il faut au minimum dans une exploitation un poste de travail pour 70 machines.

13 471 / 70 = 192 emplois perdus directement pour nos entreprises.

4) Coût direct pour la collectivité au plan fiscal et parafiscal :

TVA sur les disques non achetés : 11 638 944 x 33,33 % = 3 879 280 F

Taxes forfaitaires : moyenne 700 F x 13 471 = 9 429 700 F

Taxe professionnelle : moyenne 100 F x 13 471 = 1 347 100 F

Total fiscal = 14 656 080 F

Charges sociales et taxes sur salaires

Moyenne : 51 696 x 192 = 9 925 632 F

TOTAL FISCAL ET PARAFISCAL. Perte de - 24 571 692 F

CONSTATATION

En voulant percevoir annuellement sur les juke-boxes en exploitation :

500 F x 45 571 appareils = 22 735 500 F

sachant que la somme réellement encaissée en 1984 sera :

500 F x 32 000 appareils = 16 000 000 F

alors que la taxation entraîne une perte directe de :

24 571 692 F

on constate un solde négatif pour la collectivité de :

8 571 692 F

pour la seule activité des exploitants, sans tenir compte des conséquences sur les activités du négoce et des industries connexes ou annexes et sur la fiscalité directe, à savoir BIC et IRPP.

AXIOME

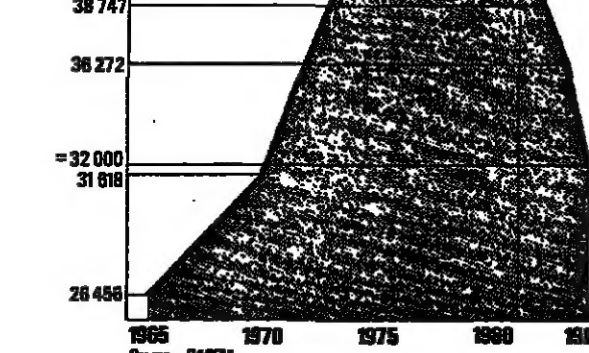
Sachant que l'activité juke-boxes représente 15 % de l'ensemble de « l'automatique », nous vous laissons le soin d'extrapoler les conséquences globales pour notre profession.

Nous avons détaillé ce secteur d'activité parce qu'il est le mieux connu, grâce aux chiffres qui nous ont été communiqués par la SACEM. Nous l'en remercions particulièrement.

Par contre, nous regrettons vivement que, malgré nos demandes, un code APE/INSEE spécifique de notre activité ne nous ait pas été attribué.

La situation serait plus claire, les idées moins floues et la négociation plus facile.

ÉVOLUTION DU PARC « JUKEBOX »



NOS DOLEANCES

Nous réclamons dans l'immédiat UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE ET SUPPORTABLE en remplacement d'un système archaïque qui place les entreprises les mieux gérées de notre profession en position marginale et les conduit à très brève échéance à la ruine.

Pour l'avenir, nous souhaitons qu'une véritable concertation s'instaure entre partenaires sociaux responsables et concernés.

Enfin, pour démythifier définitivement une activité qui a largement sa place dans une société moderne et pouvoir travailler sérieusement, nous souhaitons la constitution d'une banque de données qui sera utile à tous.

NOS PROPOSITIONS

- 1) Supprimons la taxe nationale dite de 82.
- 2) Adoptons la TVA au taux normal.
- 3) Aménageons la taxe communale.

Nous retrouverons le dynamisme qui a été le nôtre jusqu'en 1981, accompagné des effets bénéfiques que sont pour le Trésor public des rentrées accrues et pour nous tous la certitude d'emplois retrouvés, confortés ou créés.

En dehors de tout propos démagogique et bien moins encore de tout chantage, nous maintenons nos propositions de nous battre sur le front de l'emploi et, soyons réalistes, d'en créer plus de 2 000 (deux mille) dans les dix-huit mois à venir.

EN CONCLUSION

NI LOBBY NI MAFIA

Comme l'a dit un de nos ministres, ne voyons pas que les rares trains qui arrivent en retard, mais pensons à tous ceux qui sont à l'heure.

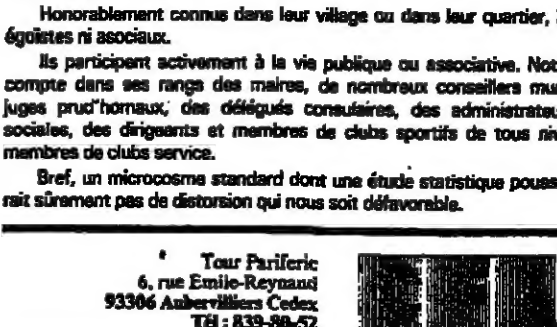
Microscopique à l'échelle des entreprises et même de la nation, notre activité groupe dans le secteur tertiaire 2 000 chefs d'entreprises PME, PMI, mais surtout artisanales, et environ 7 000 travailleurs salariés éparpillés sur tout le territoire national.

Ce sont, dans leur grande majorité, de braves gens, honnêtes, travailleurs, mais très individualistes.

Honorablement connus dans leur village ou dans leur quartier, ils ne sont ni égoïstes ni associés.

Ils participent activement à la vie publique ou associative. Notre profession compte dans ses rangs des maires, de nombreux conseillers municipaux, des juges prud'hommes, des délégués conseillers, des administrateurs d'œuvres sociales, des dirigeants et membres de clubs sportifs de tous niveaux et des membres de clubs service.

Bref, un microcosme standard dont une étude statistique poussée ne révélerait sûrement pas de distorsion qui nous soit défavorable.



NB : Le coût de la présente insertion a été couvert par une souscription nationale de tous les membres de la profession, salariés y compris.

1500

matiques rties

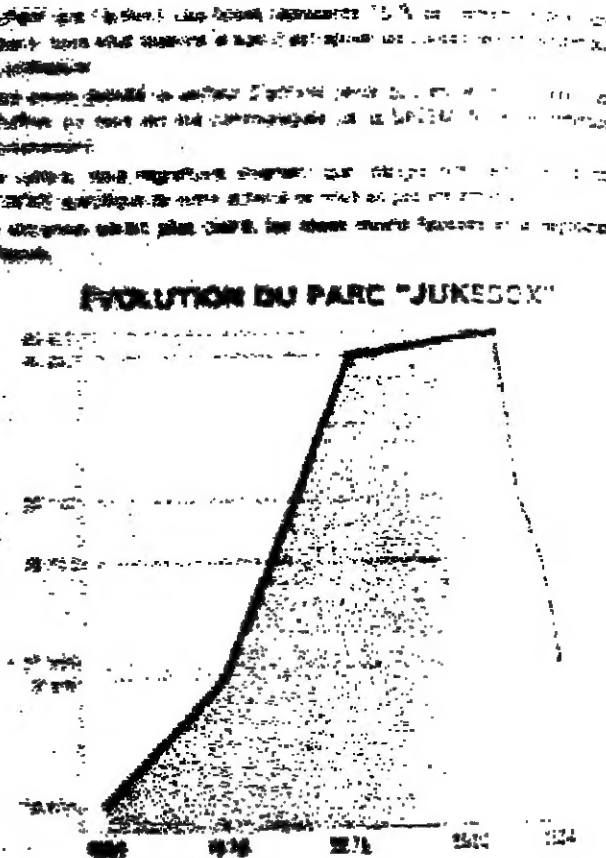
Après avoir été longtemps...
à la suite de tout débat...
à l'Assemblée nationale...
le projet de loi...

c'est ?

STATISTIQUE

Le projet de loi...
le montant de l'allocation...
le projet de loi...

EVOLUTION DU PARC "JUKESOX"



DES DOLEANCES

Le projet de loi...
le montant de l'allocation...
le projet de loi...

DES PROPOSITIONS

Le projet de loi...
le montant de l'allocation...
le projet de loi...

DE CONCLUSION

Le projet de loi...
le montant de l'allocation...
le projet de loi...

LE MONDE AU MATIN

Le projet de loi...
le montant de l'allocation...
le projet de loi...

Le Monde

politique

LE PROJET DE LOI SUR LES FAMILLES A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Les socialistes regrettent que les mères de famille soient incitées à abandonner leur travail

Débatte des problèmes de société...
le projet de loi...
le montant de l'allocation...

En fait, deux débats ont eu lieu au Palais-Bourbon. Un premier, classique, entre la droite et la gauche, et un second qui a opposé à son ministre la majorité socialiste, qui fut, en commission, hostile à l'une des mesures proposées : l'allocation parentale d'éducation (le Monde des 22, 23 et 30 novembre).

Le projet est un brouillon raté, qu'il faudrait réécrire. Le député de Haute-Loire, comme d'ailleurs M^{me} Hélène Missoffe (RPR, Paris), s'est inquiété de l'« éclatement de la famille », en partie responsable de la baisse des naissances. Une baisse qui, selon M. Barrot, pourrait être corrigée par des prestations incitatives.

Arguments réfutés par M. Claude Evin (PS, Loire-Atlantique), président de la commission des affaires culturelles : « Il n'y a pas de lien simple direct entre le niveau des prestations familiales et le taux de fécondité ». Au retour à la famille traditionnelle et féconde, l'ensemble des députés de gauche ont opposé les nouvelles formes de vie familiale et ont insisté sur le fait que l'Etat, tout en favorisant les familles, ne

devait en aucun cas s'immiscer dans les affaires privées des Français. Voilà pour le débat droite-gauche. Restait pour les socialistes à régler leurs désaccords avec M^{me} Dufloix. Pas d'opposition sur l'allocation au jeune enfant, d'autant que le ministre a repris à son compte un amendement de la commission rétablissant le supplément de revenu familial pour les foyers défavorisés (12 F par mois) supprimé dans le texte du gouvernement.

Si, finalement, les députés du PS se sont ralliés à l'allocation parentale d'éducation, ils n'ont pas moins critiqué les modalités. A l'exception de M. Noël Ravassard (PS, Ain), favorable à l'ensemble du projet, tous les intervenants socialistes ont relevé le caractère

APPROBATION CRITIQUE DES SYNDICATS ET DES ASSOCIATIONS FAMILIALES

Approbation mesurée de l'allocation au jeune enfant (AJE), mais critique de l'allocation parentale d'éducation : c'est le contenu des réactions de beaucoup d'organisations syndicales et familiales au projet de loi sur la famille voté par l'Assemblée nationale. C'est, avec des nuances, la position notamment de la CFDT, de la CGT, de l'UNAF, de la Fédération des associations familiales rurales (FAFAR), de la Confédération syndicale des familles (CSF), du Mouvement ATD-Quart-monde.

Pour celles-ci, l'AJE apporte une simplification souhaitable, vu dans le sens d'un « droit de l'enfant », mais sa portée est limitée parce qu'il s'agit d'un « redéploiement » et que des conditions de ressources en réduisent le montant pour certaines familles. Seules la CFTC, qui y voit « le germe du statut de la mère de famille » qu'elle souhaite, et la CGC ont approuvé cette allocation parentale d'éducation.

La « femme au foyer »

« Travail, famille, socialisme » ? C'est l'image que certains députés du PS ont cru voir se dessiner dans le projet d'allocation parentale d'éducation incluse dans le projet de loi sur la famille adopté par l'Assemblée nationale. Les critiques exprimées au cours du débat ont deux origines.

La première est une révolte « féministe » — ce n'est pas pour rien que le groupe de travail formé par le PS le 22 novembre comprenait une majorité de femmes appartenant à tous les courants du parti. Pour celles-ci, l'allocation est « discriminatoire ». Elle ne concernera guère que les femmes : compte tenu de la différence entre les salaires féminins et masculins, qui peut abandonner son travail, même pour deux ans ? Elle n'est pas accessible à toutes : celles qui ont seulement un enfant ou deux n'y auront pas droit ; il faudra avoir travaillé auparavant et avoir reçu une rémunération minimale. Enfin, la mesure risque d'empêcher

l'embauche de femmes ayant déjà deux enfants : les employeurs ne redouteront-ils pas de les voir partir en congé pendant deux ans après une troisième naissance ? Autant d'arguments présentés d'une façon ou d'une autre par plusieurs mouvements féministes et par certaines associations familiales. Mais, plus largement, les socialistes jugent la formule « ambiguë ». N'encourage-t-elle pas le retour des femmes au foyer ? N'est-ce pas précisément parce qu'elle y a vu l'esquisse d'un « salaire maternel » — qu'elle souhaite — que la CFTC l'a approuvée ? « Salaires maternels » que les socialistes ont toujours refusés. Même pour décomer un peu les chiffres du chômage, comme l'a dit M^{me} Denise Cacheux, députée du Nord, les socialistes peuvent-ils aller contre le profond mouvement qui pousse les femmes à entrer dans la vie professionnelle assurant ainsi leur indépendance ?

Les socialistes ont ainsi mis en évidence la contradiction que recèle le projet de loi. Alors que l'allocation au jeune enfant s'inscrit dans une logique nouvelle : celle d'un « droit de l'enfant », que matérialise une prestation attachée à sa naissance, l'allocation parentale d'éducation rémunère le travail de la mère et reste fidèle à une conception « familialiste ».

Mais la solution qu'ils avaient évoquée ne répondait pas au problème posé : comment alléger les charges qu'apporte à une famille la naissance d'un troisième enfant et faciliter la vie de la mère qui travaille ? Redistribuer le montant global de l'allocation d'éducation parentale, sur le troisième enfant comme ils l'avaient suggéré, revenait en outre à reconstituer la « prime au troisième enfant » instaurée en 1980 par M. Giscard d'Estaing et condamnée par les socialistes. Un débat sans issue...

G. H.

3.500 F D'IMPOTS EN MOINS
(Pour un couple)

CE QU'IL FAUT FAIRE AVEC L'ECUREUIL

AVANT LE 30 DECEMBRE 84

522.95.00
CENTRE D'INFORMATION ECUREUIL

Caisse d'Epargne Ecureuil

Cette année, le Père Noël n'est pas une ordure.



Un Apple IIc, une souris et 3 logiciels pour 12 985 F (prix conseillé), ou 600 F par mois*. Chez votre concessionnaire agréé Apple.

Jusqu'au 15 janvier 1985. Après un versement comptant de 313 F, crédit à mensualités fixes de 600 F au T.E.G. de 24,70% après acceptation du dossier par CETELEM. Barème en vigueur octobre 84. Assurance V.I.M. facultative en sus. Les mensualités sont calculées en tenant compte d'un financement sinué 30 jours avant la première échéance. Crédit : 12.672 F. 28 mensualités de 600 F. Coût total du crédit : 4.128 F. Coût total de l'achat à crédit : 16.800 F.



POLITIQUE

Jusques à quand ?

(suite de la première page.)
Il nous reste des morceaux d'empire, nécessaires à notre rayonnement, à notre politique, à notre stratégie. Que leurs habitants voient un statut d'autonomie ou une indépendance pleine et entière, libre à eux. Mais, alors, qu'ils le disent, et nous n'en aurons pas le moindre regret. Mais, de grâce, ne mélangons pas les promesses d'un parti avec la mission de la France. Ne prétendons pas la main à des opérations futures et clandestines. La Nouvelle-Calédonie a rallié la France libre. Elle a été fidèle dans le malheur. Qu'elle dise si elle veut toujours que son destin soit lié au nôtre et décidons dans la dignité de nos rapports avec elle, mais ne la bradons pas à l'étranger.

Nos relations avec les pays arabes sont, plus encore que d'autres, entachées d'ambiguïté. Pour qui connaît la psychologie de ces peuples, toute politique d'habileté qui recouvrirait seulement la naïveté ou la vanité des bonnes intentions réduites à elles-mêmes est fatalement vouée à l'échec. Chez les guerriers orgueilleux et les croyants transgressifs de l'islam, on ne tend pas l'autre joue, et ceux qui le font s'inspirent guère le respect.

Dans le gouvernement des démocraties, la tentation funeste est de ne vouloir incarner que les sentiments éphémères et superficiels des foules mais non l'exigence et les vertus des citoyens.

Les entraîneurs d'hommes, aussi bien dans le domaine politique, dans celui du combat militaire, que dans celui de la compétition sportive, savent pourtant qu'ils doivent demander plus que ce que le citoyen, le soldat ou le champion, croient pouvoir donner. Et le véritable homme d'Etat est celui qui sait repousser les limites de l'impossible. De Gandhi, Churchill, Clemenceau, Washington, on ne fait pas une sorte de déshonneur, mais le drame

qui avait suscité ces caractères avait, il est vrai, dans le même temps fait fuir l'électoralisme.

Le jour viendra où il faudra abandonner le seul souci du quotidien pour de nouveau imaginer un avenir pour la France, car les rêves sont-ils mieux la volonté des nations que les sondages ou les calculs prévisionnels.

J'ai dit et je répète que les nations majeures du vingtième et unième siècle seront les nations spatiales, et que nous n'en ferons pas partie si les nations d'Europe ne parviennent à être des sous-traitants, même déguisés en partenaires. Le choix spatial est aussi important pour nous que celui du nucléaire l'a été pour la fin du vingtième siècle, et cette conquête est à notre portée.

J'ai dit et je répète qu'il existe dans nos provinces et dans notre jeunesse plus de réalisme, de vitalité et de foi que dans un appareil d'Etat fonctionnarisé et contrôlé, vieillissant et rigide. Il y avait plus d'inspiration et d'espérance chez le vieil homme qui a proposé le référendum de 1969 que chez tous les énarques et les professeurs qui jouent sans risque aux sagesses et aux maîtres à penser. Il faut retrouver la vie et le mouvement en cassant ces structures qui freinent l'Etat au lieu de le soutenir. Nous ne nous en sortirons pas avec des réformes qui vont de démodé à démodé, en passant par des régionalisations. Il faut modifier profondément nos institutions politiques et administratives pour rendre à l'Etat son rôle et au citoyen sa place.

MARIE-FRANCE GARAUD.

Peut-on être socialiste aujourd'hui ?

II. - Pas de changement

par JEAN-LOUIS ANDRÉANI

des potentialités. Après, que le meilleur gagne.

Dans un premier article, Jean-Louis Andréani a décrit le malaise qui règne parmi des membres du PS devant ce que certains considèrent comme une « trahison de la gauche ».

Avocat de profession, député mitterrandiste de Charente-Maritime, M. Philippe Marchand est un socialiste sérieux. S'il a fallu, en trois ans de pouvoir, laisser sur le bord du chemin le trop-plein d'« utopie », M. Marchand ne se sent pas aujourd'hui « moins à gauche ». Etre socialiste en 1984, c'est, pour lui, manifester un « attachement aux mêmes valeurs fondamentales » qu'avant 1981.

Et voici posée la grande question : la gauche, nos valeurs, d'en haut, en plus, changent-elles ? Malgré la guerre de positions au sein du PS, entre tenants de la « deuxième gauche » et défenseurs de la « gauche profonde », tous affirment avec un bel ensemble la permanence des mêmes valeurs. Comme le dit M. Véronique Neiertz, député de Seine-Saint-Denis, « nos valeurs ne sont pas démodées parce qu'elles ne sont pas démodables ». Sans rien retrancher au socle ancien, ajoutent certains, la gauche a même enrichi son patrimoine culturel de nouvelles valeurs.

Il est vrai que cette affirmation de principe s'accompagne de nuances et de correctifs qui en restreignent largement la portée, d'autant que certaines des « nouvelles valeurs » de la gauche semblent, quand même, difficilement conciliables avec les anciennes.

Il est absolument hors de ma pensée qu'on ait traité de quelques façons que ce soit, parce que dans la pensée de gauche social-démocrate, le concept de compromis est essentiel. Enarque à la pensée agile, M. Christian Pignatelli, député mitterrandiste des Vosges, maîtrise assez la technique du roulé-boulé idéologique pour tenter toutes les synthèses. Pour lui, « il n'y a pas de valeurs de gauche pérennes dans le temps ». Ce sont « les valeurs de la gauche, mises en œuvre par le peuple, qui ont fait la France d'aujourd'hui », et la gauche au pouvoir n'en a renié aucune. Elles n'ont fait que subir en quelque sorte un lifting idéologique. Pour M. Pignatelli, certaines ont changé, d'autres se sont enrichies. Exemple, à propos de l'égalité : « Nous sommes passés de l'égalitarisme - avant 1981 - à l'égalité

Moins pérennes, les parlements socialistes interrogés sur-vent, finalement, une démarche comparable. Tous admettent, avec M. Didier Chouat, député poperaïste des Côtes-du-Nord, le côté « très décapant », pour les valeurs de la gauche, de l'exercice du pouvoir. Pour M. Michel Sapin, député rocardien de l'Indre, « les dogmes ont été mis à mal, mais les valeurs restent là ». Seulement, « l'envolée charnelle de ces valeurs a été saillie dans tous les sens » quand la gauche s'est frottée au réel.

M. Alain Billon, député de Paris, préfère dire que « le PS a été un peu obligé de faire le tri dans son capital de réflexion et de mémoire collective » pour mettre en phase « les aspirations dont il est porteur et les nouvelles connaissances qu'il a ». « Pas facile », ajoute M. Billon, qui admet que tout cela se fait « dans la douleur ».

C'est bien le sentiment de M. Denise Cacheux, députée mitterrandiste du Nord : c'est dur. « Personne, dit-elle, ne remet en cause les valeurs du socialisme, la liberté, la justice, la solidarité, la responsabilité. Nos valeurs restent vraies, mais nous n'arrivons pas à voir comment les faire passer dans l'exercice du pouvoir en période de mutation ». M. Cacheux fut, quand M. Laurent Fabius arriva à l'hôtel Matignon, l'une des rares socialistes à ne pas cacher ses réserves : « C'est vrai, affirme-t-elle aujourd'hui, j'ai trouvé que Laurent Fabius manquait d'utopie, de souffle. La petite lumière qui fait dépasser les cailloux du chemin, on ne l'a pas eue. On ne l'a toujours pas ».

M. Gérard Bapt, député de Haute-Garonne est, à l'inverse, l'un de ces élus du PS tellement à l'aise dans le socialisme moderniste du premier ministre qu'on ne peut s'empêcher de penser qu'ils devraient être bien mal à l'aise avant. A l'évidence, M. Bapt est à 100 lieues de penser que la gauche ait à se reprocher quelque abandon que ce soit. Ce mitterrandiste de toujours constate aujourd'hui que, « tous comptes faits, ce sont bien les orientations préconisées par Michel Rocard qui sont appliquées ».

Apparemment, il ne s'en plaint pas trop.

Auteur d'un rapport sur « la qualité, un enjeu décisif pour l'entreprise, un enjeu national », M. Bapt fait partie de ceux qui ont épousé, avec un peu trop d'enthousiasme aux yeux de certains membres du PS, le discours de « réhabilitation » de l'entreprise et du profit. Pour M. Bapt, « l'un des mythes qui est tombé » est l'idée d'un clivage essentiel entre entreprises publiques et entreprises privées. Quant à la lutte de classes, M. Bapt constate qu'elle est « une réalité objective », mais que « la lutte des classes dans l'entreprise » ne crée pas « les meilleures conditions pour la lutte commerciale ».

La prise en compte par la gauche de la valeur « entreprise » et de la valeur « initiative » sera, pour les « modernistes » du PS, qu'ils soient rocardiens, néo-rocardiens, mitterrandistes, voire mauvoïstes, l'un des acquis essentiels de la législature. « Pour nous, écrivent hardiment les néo-rocardiens, être à gauche aujourd'hui, c'est faire de l'esprit d'entreprise, autrefois réservé à une caste, la nouvelle frontière du peuple français tout entier (1) ». Quant à M. Jean-Pierre Sueur, député rocardien du Loiret, il réchiffre : « La prise en compte de l'entreprise n'est pas une concession temporaire. C'est l'un des axes autour desquels se construisent nos socialistes ». Enfin, M. Pignatelli, « Etre à gauche, jusqu'à maintenant, c'était avoir le verbe à gauche. Aujourd'hui, être à gauche, c'est être capable de servir à gauche, c'est adapter la France au monde à pas de géant ».

Les dignes n'ont pas cédé

Faut-il souligner ce que de tels propos peuvent avoir d'inquietants aux yeux de certains socialistes du courant A ou du CÉRÉS ? Qu'on se rappelle seulement que M. Jean Popereau, « numéro deux » du PS, estime que les socialistes doivent tenir le débat sur la modernisation « d'un point de vue de classe », que MM. Popereau et André Leigoué appellent inlassablement la gauche à « reprendre le combat idéologique » contre la droite sur des thèmes et

des valeurs qui ne sont certes pas ceux de l'« esprit d'entreprise ».

Au CÉRÉS, on sursaute. M. Michel Coffineau, député de Val-d'Oise, regrette que certains de ses camarades « qui ont tendance à se laisser bercer par les modes du temps », fassent « le complexe du libéralisme ». « Qu'est-ce qui est plus gratifiant, insiste M. Coffineau, est-ce de recevoir des coups de chapeau du CNPF, ou des coups de chapeau des travailleurs pour notre efficacité sociale ? Aujourd'hui, on a un peu l'impression que pour certains socialistes, ce n'est pas très gratifiant de recevoir un coup de chapeau des travailleurs ». Malgré tout, pour M. Coffineau, « les dignes n'ont pas cédé », face à la « pression idéologique » ambiante.

Voire. M. Michel Souchod, député CÉRÉS de Dordogne, s'interroge pour « l'éthique de la gauche, l'idée qu'elle se fait d'elle-même ». Pour M. Souchod, le « grignotage idéologique » peut, à terme, rendre pertinente la question : « Le discours ultérieur, au nom de quoi ? ». L'essentiel, c'est de ne pas perdre notre âme », ajoute M. Souchod, qui pense aux « dérapages » sur l'entreprise aussi bien qu'à ceux sur la sécurité ou les immigrés. Car, comme le dit M. Jean-Paul Planchon, député CÉRÉS de Paris : « L'idéologie n'est pas autre chose que ce qui est sacré par des rapports sociaux de production. Une ligne économique et financière a, à terme, des conséquences idéologiques quant à l'appréciation générale des problèmes de société ».

Pourtant, M. Billon, l'un des jeunes socialistes séduits par les appels du premier ministre à « moderniser et rassembler », se défend : « J'ai toujours pensé, affirme-t-il, qu'il ne fallait pas laisser le terrain de la modernité aux rocardiens. Je ne suis pas un révisionniste. Je me considère à gauche du courant A, à gauche du parti. La gauche ? Je me sens profondément de cette famille-là et pas d'une autre ».

Prochain article :

« DEMAIN »

(1) « Pour un libéralisme de gauche », par Marie-Noëlle Liemmen et Patrick Frenel, in La Nouvelle Revue socialiste, n° 71 (septembre-octobre 1984), qui comprend un dossier sur « Libéralisme et socialisme ».

De violentes manifestations ponctuent le séjour de M. Le Pen à Athènes

De notre correspondant

Athènes. — Onze policiers ont été blessés, dont trois grièvement le mardi 4 décembre à Athènes, au cours d'incidents provoqués par des manifestants qui protestaient contre la présence à Athènes de M. Jean-Marie Le Pen. Les manifestations ont débuté dans le centre de la ville et se sont rendues devant l'hôtel où le président du Front national avait réservé puis lundi la réunion du groupe des députés européens se réclamant de la « droite européenne » (qui comprend dix Français membres du Front national, cinq Italiens du MSI et un Grec représentant à Strasbourg le Parti d'union nationale, EPEN).

La presse athénienne a fait pratiquement l'impasse sur le début des travaux de cette réunion. L'association des résistants contre la dictature des colonels avait appelé les journalistes grecs et étrangers à ne pas la « couvrir ».

Après avoir déclaré M. Le Pen persona non grata, le gouvernement socialiste d'Athènes s'efforce de minimiser l'événement. Le ministre de la Justice, M. George Mangakis, a cependant rappelé que le dirigeant du Front national serait expulsé s'il tentait de s'ingérer dans les affaires intérieures grecques et s'il demandait à rencontrer les responsables de la dictature qui purgent une peine de prison à vie. Le PASOK (Parti socialiste au pouvoir), le Parti communiste (pro-soviétique) et le petit Parti communiste « de l'intérieur » (Eurocommuniste) ont dénoncé cette réunion dans laquelle ils voient le signe d'une résurgence du fascisme en Europe. Les militants de gauche ne veulent cependant pas s'en tenir à cette condamnation platonique et de violentes bagarres ponctuèrent le séjour de M. Le Pen qui devait prendre la parole ce mercredi dans la soirée au cours d'un rassemblement public organisé par l'EPEN.

Cette réunion de la Droite européenne intervient dans un climat politique déjà très agité. Samedi dernier, la Nouvelle Démocratie (droite démocratique et principal parti d'opposition) est pour la première fois descendue dans la rue en mobilisant des dizaines de milliers de manifestants contre ce qu'elle estime être une emprise idéologique du PASOK sur la télévision. Mais surtout, pour la partie de l'opinion qui reste très vigilante contre tout ce qui peut rappeler la période des colonels, M. Le Pen paraît être venu prêter main-forte aux nostalgiques de la dictature regroupés dans le parti de l'Union nationale. Ceux-ci réclament la libération de leurs anciens chefs de file, dont M. George Papadopoulos, détenus dans la prison de Karidaliou et considérés par le dirigeant français comme des prisonniers politiques. Les Grecs, de surcroît, acceptent mal toute ingérence étrangère dans leurs affaires intérieures.

LES TEMPS CHANGENT..

Cet homme vous aide à les comprendre.

JEAN BOISSONNAT
Journal de crise
1973 - 1984

Un livre lucide et clairvoyant



Editions du Club

LE COLLOQUE DES INTELLECTUELS JUIFS

La mémoire et l'histoire

Le vingt-cinquième colloque des intellectuels juifs de langue française, organisé comme chaque année, à Paris, par la section française du Congrès juif mondial, s'est ouvert, du 1^{er} au 3 décembre, sur le thème de la mémoire et de l'histoire, thème à la double dimension désignée, dans la Bible, par le mot *sekhel*, traduit par « souvenir » ou « pas oublier ».

Peuple du Livre, les juifs ne sont pas, d'abord, le peuple d'une très ancienne mémoire et de l'attente qu'elle porte ? M. Yosef Hayim Yerushalmi, professeur à l'université Columbia de New-York, s'est interrogé sur ce que pourraient être les ans d'une « histoire de l'esprit juif », qui serait aussi une histoire des conceptions historiques et de l'historiographie juives. C'est dans l'espoir, en effet, que s'affirme cette fidélité à soi, qui est fidélité à une histoire fondamentale, malgré les démentis que lui oppose, en apparence, l'« histoire visible ». La Bible, a expliqué M. Yerushalmi, n'est ni une mythologie au sens païen ni une histoire au sens grec ou au sens moderne ; elle est histoire comme texte devant être interprété, appelant l'homme à découvrir, dans l'exercice de cette interprétation, au-delà du texte, sa mission.

Quels sont alors, demandait M. Yerushalmi, les rapports entre le messianisme juif, en ses différentes manifestations et variantes historiques, et l'espoir ? « Tous les épisodes du messianisme juif doivent être tenus pour des manifestations d'espoir ». Il convient en effet de se demander dans quelle mesure les « espoirs intermédiaires », qui ont porté certains juifs vers tel ou tel Etat (la Pologne, la Lituanie, l'Empire ottoman, les Etats-Unis), vers telle ou telle idéologie (les Lumières, la république ou le communisme), n'étaient pas « l'expression d'un désespoir plus profond ». N'existe-t-il pas, enfin, une confusion entre différents « types d'espoir », qui expliquerait la crise actuelle de l'Etat juif ?

Le souvenir, pour les juifs d'aujourd'hui, c'est d'abord celui de la Choa (le génocide hitlérien) et du

terrifiant silence dans lequel elle s'est accomplie. La question ainsi ouverte en ce siècle a été évoquée par M. Elie Wiesel, écrivain, professeur à l'université de Boston. En ce qu'elle met en question l'homme, elle contribue à définir la présence du juif parmi les hommes et s'adresse à tous. Poète dans ce colloque, elle a été l'objet d'une longue intervention du Père Bernard Dupuy, secrétaire du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, intervention à laquelle le professeur Jean Halperin, dans son allocution de conclusion, a rendu hommage.

La traditionnelle leçon talmudique du professeur Emmanuel Lévinas a porté sur le sens du souvenir fondateur de l'histoire juive, celui de la libération des Hébreux d'Egypte. Ce souvenir-là peut-il devenir second par rapport à celui d'une autre libération, advenue depuis lors, et pas encore pleinement acquiescée ni comprise ? M. Lévinas a proposé comme référence, pour cette question, le roman de Vassili Grossman, *Vie et Destin*, dont certains passages affirment la foi, au milieu du désastre de la seconde guerre mondiale, en « l'humain [qui] continue inévitablement à vivre en l'homme ».

PATRICK JARREAU.

TOURISME ACTION COMMERCIALE

BT

BTS

Diplôme d'Etat - aide au logement - aide au placement - stage en entreprise - facilités financières

ÉCOLE DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS (école privée)
100, rue La Boétie - 75008 PARIS
Tél. : 01 35 35 85

brochure gratuite

SC


LES ACCUSATIONS

Ceux qui

Veillée funèbre

LES GREMLINS ARRIVÉS SONT PARTOUT.

Pour moins c offrez-vous



150

1501

Le Monde société

LES ACCUSATIONS DU MAIRE DE NOISY-LE-SEC

Ceux qui « nuisent à la société »

Sur une table, une locomotive en tôle soudée rappelle les amours ferroviaires de retraité de la SNCF. Sur son bureau, un bouquet de fleurs - rouges - cultivées « dans les serres de la commune ». Visiblement, M. Roger Goubier est chez lui, ici dans la mairie de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). L'habitude, le temps qui passe : il dirige le conseil municipal depuis 1971 ; auparavant, dès 1959, il était premier adjoint. Aimé, estimé ; réélu aux élections municipales de la première tour, ancien député, il a été cependant, lui le communiste de longue date, élu au siège de député en 1981 à la socialiste M^{me} Véronique Neiratz.

Dans les couloirs de la cité du Loudeau, au cœur grisailleur de cette banlieue de l'Est parisien, une lettre circule. Accablante pour son signataire. « J'attire votre attention sur le sentiment d'insécurité et la colère des habitants de la cité du Loudeau, suite à l'attitude des jeunes... » Suivent cinq noms, tous maghrébins. Signé : Roger Goubier. Un délégué M. Goubier ?

La lettre a été adressée le 19 novembre au commissaire principal de Noisy-le-Sec. Correspondance privée en somme. Mais, trois jours plus tard, les cent trente locataires d'un box de parking de la cité du Loudeau l'ont entre les mains. Elle leur a été remise, avec la photocopie d'une lettre du maire à M^{me} Duret, responsable de l'annuaire des locataires. Le tout sous enveloppe à l'effigie : « Ville de Noisy-le-Sec ».

M. Goubier s'indigne. « Toutes les semaines, je rencontre un directeur d'école à qui je parle d'un jeune et de sa réinsertion. Quel mal y a-t-il ? Je n'ai pas de pouvoir de police comme les maires de province. Je suis bien obligé de m'en remettre au commissariat. Si ce n'est plus possible, où va-t-on ? » Evident. Mais pourquoi avoir écrit ? Pourquoi avoir cité des noms ? Pourquoi avoir laissé diffuser cette correspondance ?

« Je n'ai fait que porter assistance à des gens qui veulent vivre tranquilles, se défendre le maire. La délation c'est mal à quelqu'un. Moi, je cite des gens qui nuisent à la société et ma lettre n'avait qu'un seul destinataire, le commissaire. » Ces gens ? Les désignés nommément comme coupables : « C'est une chose établie à la cité du Loudeau. Tout le monde le sait, je n'ai fait que rapporter ce que des témoins m'ont raconté et que j'ai vérifié ».

Pas si simple. Il est vrai que « la jeunesse », la bande des trente ou quarante jeunes, maghrébins en majorité, qui se rassemblent à la nuit tombée au pied des tours de cette cité de mille trois cents logements et trois mille six cents habitants, n'a pas bonne presse. « Ces jeunes causent tout », assure une résidente.

Adjudant de gendarmerie à la retraite, employé maintenant comme surveillant de la cité, M. Claude Labracherie explique : « Ils se couchent devant les portes. Autant dire qu'il se trouve peu de monde à la cité du Loudeau pour dévaler l'initiative du maire. Les protestations ne s'y sont pas multipliées. Chacouch, l'un des jeunes mis en cause, se sent bien seul. C'est un collègue de travail de son père qui est venu montrer la lettre. Chacouch, sans colère, ne comprend pas : « L'un des noms est celui d'un Algérien, parti dans son pays en septembre ».

La question qu'il ne se pose pas mais qui reste sans réponse revient pourtant, comme la clé introuvable de toute l'affaire : qui a reproduit et distribué la lettre du maire au commissaire, celle de M^{me} Duret - qui ne l'a reçue que plus tard par la poste - ainsi qu'une autre adressée au cabinet immobilier Hoche à Paris, dans laquelle M. Goubier rappelle que la municipalité « poursuit sa politique (...) qui vise à faire régner l'insécurité » ?

Le score de M. Le Pen. M. Labracherie estime que le maire a raison « de vouloir assainir. C'est un type bien ; il en a marre. Le faitif c'est celui qui a balancé la lettre dans le décor ». Qui ? L'entête « Ville de Noisy-le-Sec » sur l'enveloppe qui contenait les documents officiels, c'est qu'ils ont leurs entrées à la mairie. La question sur l'origine de la fuite devient alors une alternative : a-t-on voulu porter préjudice à M. Goubier, ou, à l'inverse, le servir ? Lui porter préjudice, parce qu'il ne cache pas son intention d'être candidat aux prochaines élections législatives.

A moins que la diffusion des documents soit le fait de ses amis politiques, qui n'en ont pas mesuré le parfum de scandale. Prévenu que la lettre passait de main en main, le maire a pour le moins « laissé faire » sans jamais dévoter formellement et publiquement cette propagation. Les élus socialistes du conseil municipal de Noisy-le-Sec ont publié, le 5 décembre, un communiqué. Ils y accusent M. Goubier de « mettre gravement en cause la notion de libertés individuelles » et ils « se désolidarisent de ses méthodes ». Ils lui reprochent aussi d'avoir organisé, le 24 novembre, deux jours après l'apparition publique de la lettre, une réunion à la cité du Loudeau sur la sécurité, sans y inviter les élus non communistes. Tous comptes faits, les choses se seraient passées comme si le maire et ses amis voulaient prouver aux habitants de la cité que les communistes - et eux seuls - savent saisir les problèmes de l'insécurité d'une poigne vigoureuse, surtout si l'on sait que le Front national de M. Le Pen a fait au Loudeau un bon score, lors des élections européennes.

CHARLES VIAL.

Veillée funèbre pour « Mamie »

L'hôtel Beaulieu était au cœur du 18^e arrondissement, en contrebas du cimetière Montmartre, au 7 et au 9, rue du Capitaine-Medon, à Paris, un havre de paix. Ses « chambres pour voyageurs » accueillant, dans ce passage retranché du temps et d'intérêt aux camions de plus de 3 tonnes, une cinquantaine de couples assésés. Pour 862 francs par mois, avec l'eau chaude, et 790 francs, sans, les trouvaient, dans ce moult à la façade vermillonne, l'illusion d'une famille. Avec, au cœur de cette Cour des Miracles, une « Mamie », Lazarene Serieux, la vaillante propriétaire des lieux : quatre-vingt-cinq ans.

Tous la respectaient et quelques-uns autour d'une balote, le soir, Roger, le garçon boucher célibataire, Ghislaine, la petite secrétaire inséparable, ou M. Couet, retraité, avaient pour la vieille dame connaissance des sentiments filiaux. Elle est morte le 4 décembre, fidèle à son poste dans cette quinzaine qui, à l'entrée de l'hôtel, était, depuis un demi-siècle, son observatoire. La diable vieille dame morte dans cet arrondissement à la suite d'une agression : en début d'après-midi, un inconnu l'a attaquée, il était armé d'une bombe lacrymogène. Quelques larmes de trop pour le cœur fatigué de cette M^{me} Rose qu'Émile Ajan n'aurait pas reniée. C'était la quatrième agression contre elle en moins de deux ans.

Entre Lazarene et le meuble, ce fut une histoire d'amour. Les clients d'abord, même si l'on devait interrompre un repas de famille. Venue de Grandvaux, en Saône-et-Loire, avant 1914, elle fut d'abord vendeuse à Paris ; elle perdit le père de son fils unique à la guerre ; elle fut ensuite, et avant tout, la femme de ce deuxième mari qu'elle épousa lorsqu'il revint du front, un Aveyronnais solide qui voulait faire fortune. L'hôtel Beaulieu fut leur terre promise. Et, en 1962, à la mort du patron, elle découvrit le bonheur d'être son propre maître. Elle dirigea avec autorité et se rida même, il y a dix ans, à ouvrir un compte en banque. L'année dernière encore, on la vit gravir à quatre-vingt-cinq ans les quatre étages de l'hôtel. Elle était plutôt tassée mais alerte, de la buanderie à cette pièce unique qu'elle appelait pompeusement « le bureau ».

Théâtre d'ombres

On trouve encore sur la table un calendrier périmé et des boîtes précipitamment ouvertes par l'agresseur, l'une de fruits confits d'Auvergne avec des portecouteaux et l'autre de fer blanc, sa trousse de couture. Une tentative pathétique d'embellissement dans cette pièce sans lumière : deux mauvaises tapisseries aux murs et sept bouquets de fleurs artificielles usées. Des roses criées dans une vasque : « Je les ai toujours vues là », affirme Didier, son unique petit-fils de trente-six ans ; il ne l'avait pas revue depuis le printemps : « Elle n'avait pas, dit-il, l'esprit de famille ».

La police, après l'intervention de la police, est en désordre, un camembert à l'abandon témoigne encore de la frugalité de Lazarene. Une vieille dame de ses amis ne semble pas trop choquée : « Il faut dire qu'ils zigouillaient tellement de vieux en ce moment. » Elle se souvient sans émotion particulière des après-midi passés : « Je tricotais sous la télévision et elle faisait des serviettes pour les clients avec ses initiales au fil rouge ».

Dans la petite cour de l'hôtel où poussent de brèves caoutchoucs, défilés, mardi soir, par une seule et même amouille, les locataires s'attardaient comme dans un étrange théâtre d'ombres. Aucun ne se décidait à regagner sa chambre et tous restaient là, figés, orphelins de Lazarene. « Ça risque de changer les loyers », affirme l'une pour masquer l'émotion. « Ça me fout les boules », répond un autre, chômeur à la berbe de trois jours. Où aller ? Les photographes de presse officient et meublent par les flashs cette veillée funèbre improvisée.

LES GREMLINS ARRIVENT, ILS SONT PARTOUT.

Joe Dante parle de son film à Voir : c'est ET, qui montre les dents. Un vrai conte de fées avec des bons et des méchants. Faut-il y emmener les enfants ? Voir enquête sur l'invasion des Gremlins.

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

Pour moins de 2000F offrez-vous l'avenir.

Pencil II : un micro-ordinateur très complet pour s'initier, jouer, se perfectionner. Nombreux logiciels immédiatement disponibles. Liste des points de vente sur demande : Hanimex France - Tél. : (3) 985.96.33.

PENCIL II BY HANIMEX.

SPORTS

● BASKET-BALL : résultats des Coupes d'Europe. - Villeurbanne a battu, mardi 4 décembre, à Tel-Aviv, le club israélien Hapoel de Tel-Aviv, 83 à 79, en match aller des quarts de finale de la Coupe des coupes. De son côté, le Mans, sur son terrain, a battu l'équipe israélienne de Livorno, 97 à 88, en match aller des quarts de finale de la Coupe Korać.

● TENNIS : Lendl éliminé des championnats d'Australie. - Le Sud-Africain Kevin Curren a éliminé, mercredi 5 décembre à Melbourne, le Tchèque Ivan Lendl 6-1, 7-6, 6-4, en huitième de finale des championnats internationaux d'Australie. En quart de finale de la compétition, l'Américain Johan Kriek a battu l'Australien Pat Cash 7-5, 6-1, 7-6.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FISCALITÉ.

LES cotisations que vous versez à votre régime de retraite professionnelle sont déduites de votre revenu imposable. Mais à revenu égal, le montant des cotisations déductibles - et l'économie d'impôt qui en résulte - est plus ou moins élevé selon que vous êtes fonctionnaire, salarié du secteur privé, commerçant, membre d'une profession libérale ou exploitant agricole.

C'est une première source d'inégalité fiscale. Si vous souhaitez améliorer votre retraite en augmentant ces cotisations, vous pourrez déduire aussi de votre revenu imposable le complément de cotisations. En principe... Car vous pouvez librement le faire si vous êtes pharmacien - pas si vous êtes médecin. Vous pouvez librement le faire si vous êtes commerçant - pas si vous êtes artisan. Et si vous êtes fonctionnaire vous choisissez vous-même, individuellement, chaque année, le montant de votre cotisation déductible. Vous n'avez pas cette liberté si vous êtes salarié d'une entreprise privée. Deuxième source d'inégalité fiscale.

VOUS allez en découvrir une troisième si vous envisagez, comme 50 % des personnes actives, de vous constituer un complément de retraite en souscrivant un contrat d'assurance-retraite par capitalisation. Selon que vous vous adresserez à une compagnie d'assurances respectant l'esprit de la loi, ou à telle autre ayant « artificiellement fabriqué » (comme le dit elle-même Mme Yvette Chassagne, Présidente de l'UAP) un contrat exonéré de taxes, vous paierez un impôt de 5,15 % sur chacune de vos cotisations ou... l'État vous fera cadeau de cette taxe ! Et quand vous saurez que cet avantage fiscal est, en pratique, réservé à ceux qui peuvent payer au moins 5000 ou 6000 F d'un coup, vous admettez que l'esprit de justice fiscale n'y trouve pas son compte.

TOUTS les hauts fonctionnaires que j'ai rencontrés sont conscients de ces inégalités. Tous les assureurs semblent regretter ces inégalités. On pourrait donc s'attendre que la loi vienne ratifier cette belle unanimité. Il n'en est rien : le projet de Loi de Finances pour 1985 est étrangement muet sur la question. Faut-il considérer ce silence comme un encouragement à créer des machines à échapper à la taxe - avec toutes les répercussions néfastes que cela pourrait avoir sur l'état d'esprit des assureurs, sur celui des assurés, et sur le sens de la justice fiscale de tout citoyen ?

Les deux premières inégalités ne sont pas le principal motif de notre inquiétude. Elles ne datent pas d'hier. Elles sont nées et se sont perpétuées avec l'assentiment, voire la bénédiction des organisations représentatives de chaque profession concernée. Le problème qu'elles soulèvent est lié à celui de la réorganisation des systèmes de retraite et du régime fiscal de l'épargne « longue ». Nous avons bon espoir que des mesures concrètes seront prochainement annoncées.

RESTE la troisième source d'inégalité fiscale. La plus récente. Et la plus grave, car doublée d'une injustice. Créée en toute connaissance de cause, elle constitue une véritable incitation à la manipulation fiscale.

Il est urgent de la supprimer, en écartant l'exonération de la taxe unique d'assurance à tous les contrats souscrits dans le but de relever le niveau des retraites. La discussion de la Loi de Finances actuellement en cours au Parlement en est l'occasion.

Quelle majorité refuserait de soutenir une telle cause ?

J.R. BOURIN
Président de l'ANORIA

L'ANORIA

Association nationale pour l'orientation des assurés.
Association à but non lucratif régie par la loi de 1901 (J.O. du 27.02.71).
Siège : 33, rue de Mogador, 75009 Paris.

VOUS POUVEZ SOUTENIR NOTRE ACTION en nous faisant parvenir une cotisation de soutien.

SI VOUS SOUHAITEZ ADHÉRER À L'ANORIA envoyez-nous votre cotisation pour l'année 1985 : 55 F.

SOCIÉTÉ

Les Corses sont appelés à manifester contre le terrorisme et le séparatisme

Au nom de l'« union sacrée »

Ajaccio. — « Union sacrée !... Les mots jaillissent après l'ultime note d'une *Marseillaise* un peu traînante. Ainsi prend fin, mardi 4 décembre dans la matinée, la séance de l'Assemblée régionale. C'est une des plus brèves de l'histoire insulaire.

« Union sacrée contre le terrorisme et le séparatisme », M. Jean Dragacci, président fondateur de l'ACFR (Association pour la Corse française et républicaine), en révisait depuis longtemps. Mardi, il a quitté Carpiac, sa bourgade, pour les bancs du public au palais de l'Assemblée. Enfin l'union devient réalité.

Contre ceux qui veulent « ouvrir par le terrorisme sous toutes ses formes les voies du séparatisme », M. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), président de l'Assemblée, veut rassembler tous les Corsais « véritablement exilés ». Il lance un « appel solennel à la population pour lui demander de manifester avec ses élus son attachement à la France et à la République ».

Chef de file traditionnel de l'opposition insulaire, M. Jean-Paul de Rocca Serra se sent aujourd'hui fort de l'accord acquis auprès de la majorité de ses conseillers. Aux partis amis de toujours, se sont joints ceux des adversaires groupés dans la majorité gouvernementale. Seuls manquant à l'appel le Parti communiste, l'Union du peuple corse (l'organisation autonomiste de M. Max Simeoni) et l'Unité nationale. Dernière née sur la scène parlementaire de l'île.

Fait exceptionnel : le Parti socialiste accepte de manifester « avec pour seul mot d'ordre » : « Non au terrorisme et oui à la démocratie » au côté du Front national. C'est précisément cette proximité que s'obstinent à refuser les communistes. Ces derniers réaffirment aussi énergiquement leur opposition aux indépendantistes insulaires.

Pour M. Jean-Paul de Rocca Serra et ses alliés, l'heure de vérité a sonné : le 6 décembre à 11 heures, Ajaccio sera le rendez-vous régional de l'« union sacrée ». A ce moment même, à Troyes, seront célébrés les obsèques du CRS assassiné le 2 décembre à Bastia. D'autres cités

De notre envoyée spéciale

de Corse seront en deuil. L'île sera, le temps d'une matinée, « *Isula morta* ». Déjà les employés municipaux ont été prévenus : jeudi sera un jour de congé.

A Ajaccio, de la place de la Gare au monument aux morts, derrière la basilique des élus, combien seront-ils ?

A la veille du rassemblement, le vœu d'union connaît quelques déboires. A Bastia et dans la capitale de Corse, le 4 décembre, la CGT et la FEN ont manifesté seules, sans les autres syndicats. Elles ont protesté contre les actes terroristes récents. Cours Napoléon à Ajaccio, quelques centaines de personnes ont suivi quelques élus, des communistes, des radicaux et des socialistes. Tout paraissait calme.

Faits et ombres

Depuis le 1^{er} décembre, pourtant, les attentats se sont multipliés. Un CRS assassiné, des gendarmes visés à L'Île-Rousse, à Corte, à Cervione au sud de Bastia... « Et ce n'est pas fini », prédit-on ici ou là, avec une fréquente irritation.

L'enquête en cours sur l'assassinat d'un jeune CRS à Bastia ne permet pas au public de juger, clairement. Quelques faits sont établis. Un seul tireur, un seul chargeur de PM, une vingtaine de douilles. Dans la R5 des CRS, trois hommes ont été blessés, deux passagers voyant à de galantes occupations. Le 4 décembre a été retrouvé une 4 L abandonnée qui pourrait avoir été utilisée par le commando criminel. Le propriétaire de cette 4 L a été mis hors de cause. Un des CRS blessés, M. Michel Moreau, est en fin de vie dans un état satisfaisant après avoir subi une intervention chirurgicale à Marseille.

Voilà pour les faits connus du public. Mais, à ce jour, l'auteur de la tuerie et ses complices courent toujours. Venue du continent, du ministère de l'Intérieur plus précisément, une hypothèse parmi d'autres circule sur l'île. L'acte commis le 2 décembre à Bastia pourrait ne pas être politique, mais ressortir au simple droit commun. L'hypothèse ne

convaincra guère l'opinion insulaire. Paris chercherait à « calmer le jeu », à « modifier la stratégie à l'égard de la Corse », interrogent les plus sceptiques ? Faits et ombres dans un contexte national tendu.

La Nouvelle-Calédonie est au centre des questions d'actualité. L'ex-FLNC lui-même s'y réfère dans une déclaration parvenue par le canal habituel, le 4 décembre au matin. Selon l'organisation clandestine : « La juste compréhension du pouvoir socialiste à l'égard des droits du peuple canaque a le défaut de mettre en évidence le mépris qu'il porte à la lutte que mène notre peuple pour les mêmes droits ».

Pour l'ex-FLNC, « si la Nouvelle-Calédonie appartient aux Canaques, la Corse appartient aux Corsais ». « Ni canaques ni caldoches », répondent de nombreux insulaires. Ceux-ci même ne doutent guère de l'origine du crime commis à Bastia. Mais ils attendent, prudents, une revendication formelle. Cette dernière n'est toujours pas venue. L'ex-FLNC dans sa déclaration se contente de conclure : « Les événements de dimanche sont à mettre à l'actif de la situation coloniale faite à notre peuple. Ce n'est pas une revendication formelle, et encore moins un démenti ».

DANIELLE ROUARD.

● **Condamnation du maire de Forciolo (Corse-du-Sud).** — M. Roger Polverelli, maire (RPR) de Forciolo (Corse-du-Sud), a été condamné à six mois de prison dont trois avec sursis et 5 000 francs d'amende, mardi 4 décembre, par la sixième chambre correctionnelle de Lyon, pour détention d'arme et complicité de port d'arme. A la suite du double assassinat de la prison d'Ajaccio, le 7 juin dernier, les policiers avaient découvert, au domicile du maire de Forciolo, un pistolet et cent douze balles. L'arme provenait d'un vol à la manufacture d'armes de Bayonne. Les trois mois de prison fermes sont couverts par la détention préventive. M. Polverelli reste d'autre part inculpé dans l'affaire du double assassinat de la prison d'Ajaccio.

UN ENTRETIEN AVEC LE PROFESSEUR JEAN BERNARD Ethique et progrès scientifique

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé humaine, les jeudi 6 et vendredi 7 décembre à Paris, un débat ouvert au public pour faire connaître, comme l'exige son statut, l'état des travaux et les difficultés morales que font surgir dans un avenir proche certains progrès scientifiques (le Monde du 4 décembre). Le professeur Jean Bernard, président du comité, nous a précisé les objectifs de cet organisme et les raisons d'être du débat public.

Quel est l'objectif du débat public des 6 et 7 décembre ?

Les progrès de la biologie et de la médecine ne concernent pas seulement les médecins mais la société tout entière. Entre les membres du Comité consultatif d'éthique, médecins, biologistes, théologiens, juristes, philosophes, parlementaires, d'une part, et les femmes, les hommes de notre pays, d'autre part, des échanges vigoureux et confiants sont nécessaires.

Les trois axes d'actualité que vous avez retenus sont : la maîtrise de la fécondité, la maîtrise de l'hérédité, la maîtrise du génome. Pourquoi ces trois thèmes ?

Le comité a consacré un rapport aux essais des nouveaux traitements chez l'homme mais la chirurgie n'a pas été évoquée. Une pensée pour les exploits humains concernant les greffes de cœur artificiel ou de cœur animal, notamment lorsqu'ils sont conduits sur des nouveau-nés, qui ne peuvent ni comprendre ni consentir ?

Ce qui n'est pas scientifique n'est pas éthique. Cette notion a été maintes fois rappelée au cours de nos débats. Elle permet de répondre à votre question. En l'état actuel des connaissances, la greffe d'un cœur de babouin à un nouveau-né humain est vouée à l'échec. Cette situation se modifiera peut-être dans l'avenir.

Actuellement, la greffe d'un cœur de babouin à un nouveau-né humain n'est pas conforme à l'éthique. La pose d'un cœur artificiel coûte près de 3 millions de francs : la naissance d'un enfant « in vitro » 150 000 francs... Des choix douloureux vont vraisemblablement être nécessaires. Le comité d'éthique se saisira-t-il du problème que pose le coût des techniques nouvelles ?

Quel est le programme du comité pour l'année ou les années à venir ?

Les principaux thèmes de nos prochaines études sont les suivants : le génie génétique (la possibilité de modifier le patrimoine héréditaire) et ses conséquences ; la prédiction des maladies tant par le système HLA (groupes tissulaires) que par le diagnostic prénatal et ses conséquences (2) ; les registres (cancers, maladies cardio-vasculaires, hépatites, etc.) (en liaison avec la commission informatique et libertés) ; les conséquences des progrès des neurosciences ; enfin, l'étude qui vient de commencer des questions liées aux diverses procréations artificielles sera poursuivie, bien entendu.

La greffe d'un cœur de babouin

D'ici à l'an 2000, quelles vous paraissent être les grandes difficultés éthiques les plus graves, et pourquoi ?

L'homme commence à obtenir et va obtenir à la fin de ce siècle trois maîtrises : la maîtrise de la reproduction, la maîtrise de l'hérédité, la maîtrise du génome. Chaque maîtrise pose des problèmes moraux essentiels qui nous touchent au plus profond.

Le comité a consacré un rapport aux essais des nouveaux traitements chez l'homme mais la chirurgie n'a pas été évoquée. Une pensée pour les exploits humains concernant les greffes de cœur artificiel ou de cœur animal, notamment lorsqu'ils sont conduits sur des nouveau-nés, qui ne peuvent ni comprendre ni consentir ?

Ce qui n'est pas scientifique n'est pas éthique. Cette notion a été maintes fois rappelée au cours de nos débats. Elle permet de répondre à votre question. En l'état actuel des connaissances, la greffe d'un cœur de babouin à un nouveau-né humain est vouée à l'échec. Cette situation se modifiera peut-être dans l'avenir.

Actuellement, la greffe d'un cœur de babouin à un nouveau-né humain n'est pas conforme à l'éthique. La pose d'un cœur artificiel coûte près de 3 millions de francs : la naissance d'un enfant « in vitro » 150 000 francs... Des choix douloureux vont vraisemblablement être nécessaires. Le comité d'éthique se saisira-t-il du problème que pose le coût des techniques nouvelles ?

L'économie de la santé pendant les vingt prochaines années va être parcourue par deux grands courants. Un courant dépendant avec le coût très élevé de certaines interventions médicales ; un courant économe lié aux progrès des méthodes de prévention et de prédiction.

Un exemple montre la gravité des problèmes ainsi posés. Les maladies de l'hémoglobine (qui atteignent sur cette terre plusieurs centaines de millions de personnes) ne sont pas seulement créées par l'homme, en Asie, en Afrique, autour de la Méditerranée, mais épuisent les ressources financières de pays pauvres. Le traitement le plus efficace, la greffe de moelle osseuse, est si coûteux (500 000 à 700 000 francs pour chaque cas) qu'il ne peut être envisagé dans les pays concernés. Le diagnostic prénatal des formes graves est possible et conduit, dans certains cas, à l'avortement systématique, avec une forte diminution des dépenses de santé, mais avec de très graves problèmes moraux.

Comment expliquer que la fin du vingtième siècle se trouve soudain confrontée à des heurts entre la science et l'éthique ?

La morale médicale s'est longtemps limitée à quelques règles simples (compassion, désintéressement), généralement respectées. Une médecine inefficace ne posait guère de questions éthiques. Il n'y a pas heurt entre la science et l'éthique. Ce sont les progrès de la science qui suscitent des problèmes éthiques nouveaux ; ceux qui nous préoccupent en cette fin de vingtième siècle.

Propos recueillis par le Dr. BECCOFFER-LAMBOTTE.

(1) Le colloque qu'organisent les 18 et 19 janvier à Paris les ministères de la justice, de la recherche et de la technologie et de la santé a pour objet de préparer les positions que présentera la France au Conseil de l'Europe quant aux dispositions réglementaires ou législatives qu'appellent les nouvelles techniques de manipulations génétiques ou de reproduction artificielle.

(2) Les sujets qui appartiennent à certains groupes tissulaires (HLA) sont, beaucoup plus que d'autres, prédisposés à certaines maladies comme le diabète et certaines affections rhumatismales hautement invalidantes. Des incidents sont survenus aux Etats-Unis, où des firmes éliminaient les candidats à des postes de travail en raison de ces informations.

EN BREF

Les actions de valorisation du CNRS

Le département des sciences physiques pour l'ingénieur du Centre national de la recherche scientifique vient de diffuser un rapport sur la coopération entre la recherche et l'industrie, qui recense deux cent dix-neuf actions de valorisation ayant donné récemment lieu au transfert d'un produit ou d'un appareil, défini dans un laboratoire et développé ensuite dans une industrie, pour utilisation ou commercialisation. Le chiffre d'affaires global attaché à ces actions est évalué à 120 millions de francs par an.

En présentant le rapport, M. Michel Combarros a indiqué que le département qu'il dirige — et qui représente 3 % du potentiel du CNRS — réalise chaque année une cinquantaine d'actions analogues. Une trentaine d'autres sont engagées, mais n'aboutissent pas. Les raisons en sont diverses, allant du changement de stratégie de l'industriel présent à la mauvaise estimation par le laboratoire du marché potentiel du produit créé.

Rhône-Alpes : un impôt pour le Sahel ?

Réunies à Lyon, samedi 1^{er} décembre, les premières assemblées régionales pour la survie et le développement n'ont rassemblé que huit cents personnes alors que les organisateurs en attendaient deux mille. Ce relatif insuccès a néanmoins été compensé par la richesse des interventions des élus présents.

Sur les huit mille maires de France qui ont signé l'appel « Survie 84 » au président de la République, mille deux cents sont de la région Rhône-Alpes. Plus de cent cinquante d'entre eux étaient venus à Lyon pour témoigner des actions déjà entreprises par les maires de France en faveur du tiers-monde ou pour formuler des propositions concrètes. Ainsi, M. Grataloup, président de l'Association des maires de

l'Isère, a suggéré de prélever à l'intention des pays pauvres un pourcentage sur les recettes des fêtes publiques.

Mais l'information majeure de ces assemblées a été dévoilée par M. Xavier Hamelin, vice-président (RPR) du conseil régional Rhône-Alpes : l'assemblée régionale se prononcera, vendredi 7 décembre, sur l'instauration d'une taxe de 50 centimes pour chaque des habitants de la région. Les 2,5 millions de francs ainsi recueillis serviraient à remettre en état le lac Tenda dans la région de Lérès au Sahel.

Trois présents à ces assemblées, les organismes non gouvernementaux (ONG) ont demandé la création d'une commission régionale où ils s'exprimeraient aux côtés des collectivités territoriales et des représentants de Survie 84, pour « éviter que l'Etat prenne seul en charge les fonds à gérer ». (Corresp.)

POPULARITÉ POLICIÈRE

Inopérabilité bouclée, dans la soirée du mardi 5 décembre, devant le palais de la Mutualité à Paris.

Un millier environ de Rastres, de Beurs, d'Antillais, piétinaient vers 21 heures sans pouvoir entrer dans la salle où se produisait leur idole, le chanteur de reggae Yellowman. Ils ont payé leur place 85 F, certains sont venus de très loin. L'organisateur du concert espérait avoir l'Espace Balard, mais, au dernier moment, il a dû se replier sur la Mutualité. Il manque mille places (trois mille billets vendus pour seulement deux mille sièges).

Vers 21 h 30, bombes lacrymogènes à l'appui, le service d'ordre des organisateurs — une quinzaine de karatékas — entre en action contre les jeunes qui tentent de pénétrer dans la salle. Quelques portes vitrées du hall sont brisées, et plusieurs jeunes légèrement contusionnés.

Les policiers intervenant, quelques instants plus tard, en s'interposant entre le service d'ordre des organisateurs et les jeunes. Spectacle insolite, les jeunes, épuisés et malmenés, applaudissent alors les policiers : beaucoup n'en sont pas encore revenus.

POUR LA PREMIÈRE FOIS Un membre espagnol de l'Opus Dei est nommé porte-parole du Saint-Siège

De notre correspondant

Cité du Vatican. — La nomination comme porte-parole du Saint-Siège (nos dernières éditions du Monde du 5 décembre) d'un Espagnol, M. Joaquín Navarro-Valls, membre de l'Opus Dei et correspondant à Rome du quotidien catholique de centre droit ABC, est une nouveauté : c'est la première fois en effet qu'est désigné à ce poste une personnalité non italienne. En revanche, M. Navarro n'est pas le premier laïc à occuper cette fonction depuis la création, il y a vingt-quatre ans, de la salle de presse du Vatican.

La nomination de M. Navarro est l'expression d'un choix personnel de Jean-Paul II, qui tend à confier à des laïcs la tâche de refléter et de diffuser les points de vue du Vatican. Le directeur de l'Observatore Romano, M. Mario Niccoli, est un universitaire qui fut président de l'Action catholique, et son adjoint, M. Svidlerochi, est un ancien journaliste du Tempo. Radio-Vatican, en revanche, reste une chaire gardée des jésuites.

M. Navarro aura cependant comme adjoint un prêtre italien, Mgr. Fabio Nicolini, représentant au fait des arènes de la curie. Il est en outre « supervisé » par Don Pierfrancesco Pastore, actuellement directeur adjoint de la salle de presse, qui est devenu secrétaire de la communication pour les questions sociales.

Jean-Paul II a voulu nommer à la tête de la salle de presse un homme en qui il a pleinement confiance (M. Navarro a notamment suivi le pape dans tous ses voyages) mais qui soit également romain au fonctionnement des médias et crédible auprès de ses collègues (il préside l'Association de la presse étrangère à Rome).

Le choix de M. Navarro ne manque cependant pas de susciter des spéculations. Son appartenance depuis vingt-cinq ans à l'Opus Dei (dont il fut une sorte de porte-parole officieux au début de son séjour à Rome, il y a quinze ans) incite certains à penser que cette nomination témoigne de l'influence grandissante de cette organisation sous l'actuel pontificat.

Ph.P.

Une institution élitiste et conservatrice

La Société sacerdotale de la Sainte-Croix et de l'Opus Dei (plus connue sous la simple appellation d'Opus Dei) a été fondée par un prêtre espagnol, José María Escrivá de Balaguer. Reconnu comme institut séculier par Pie XII en 1950, son but spécifique est « de travailler avec persévérance pour que la classe que l'on appelle intellectuelle ainsi que celle qui, en raison du savoir qu'elle détient ou bien des charges qu'elle assume, ou encore de ses dignités particulières, constitue la classe dirigeante de la société civile adhèrent aux préceptes de Notre Seigneur Jésus-Christ et les appliquent ».

Après un essor remarquable en Espagne et dans les pays de culture latine, l'Opus Dei réunit aujourd'hui plus de soixante-quatre mille membres dans quatre-vingt-sept pays, dont 2 % seulement de prêtres. Possédant des moyens très puissants (universités, publi-

tion, radio, télévision, agences d'information, etc.). Cette institution secrète, élitiste, conservatrice doctrinairement et politiquement, a souvent été qualifiée de « régime franquiste, en Grande-Bretagne, dans l'affaire des avions renfloués ». La décision de Jean-Paul II, en août 1982, d'élever l'Opus Dei au rang de « prélatrice pontificale » (équivalent à une sainte) a suscité de vives réactions, dépendant directement du pape, contre l'avis d'une majorité de l'épiscopat espagnol, avait provoqué des remous.

Jean-Paul II n'a, toutefois, jamais caché son admiration pour l'œuvre de Mgr. de Balaguer, en qui il voit une organisation disciplinée et à la dévotion de ce pontificat. Le bruit même couru qu'il songeait à confier Radio-Vatican, actuellement dirigé par les jésuites, à l'Opus Dei.

A. W.

« Le Canard enchaîné » affirme avoir piraté la CISI sans complices

Le Canard enchaîné persiste et signe. Après avoir expliqué, la semaine dernière, comment un de ses journalistes était parvenu à lire des fichiers de la Compagnie internationale de services informatiques (CISI) à l'aide d'un simple Minicom, le journal affirme, dans son édition du 5 décembre, qu'il a pu commettre ce « piratage » sans aucune complicité, contrairement à ce que la CISI a affirmé dans la matinée du jeudi 29 novembre (le Monde du 30 novembre). « Cette thèse de la complicité, que la CISI voulait sans doute rassurer pour ses clients, écrit le Canard enchaîné, ne s'est pas tenue. Elle a un gros défaut : elle ne tient pas debout ». La CISI a d'ailleurs reconnu, affirme le journal, « sans trop se faire prier ».

Reste que l'affaire n'est pas simple. En effet, le Canard enchaîné, après avoir précisé la manière dont il a piraté certains des fichiers contenus dans un des systèmes de la CISI, explique qu'il conditionne « le choix des fichiers non protégés par des mots de passe », cette opération est à la portée d'un « simple amateur averti ». Et l'hebdomadaire

d'ajouter qu'il « est tout à fait exact en revanche » qu'il faut disposer des fameux mots de passe protégés. L'accès aux fichiers confidentiels pour accéder aux informations qu'ils contiennent. Or, dans la déclaration qu'elle avait faite la semaine dernière, la CISI expliquait que les fichiers pillés « présentaient un certain niveau de protection ». Dans ces conditions, qu'en penser ?

La CISI répond qu'il est vrai que le processus décrit par l'hebdomadaire permet l'accès aux fichiers non protégés mais maintient ses propos quant aux complications possibles en ce qui concerne la lecture des fichiers protégés qu'un « véritable professionnel n'aurait pas pu faire ».

Cela étant, « le fichier des mots de passe de la CISI, véritable trésor de clefs, a la fâcheuse réputation, écrit l'hebdomadaire, de n'être pas aussi bien protégé qu'il le faudrait ». Sans confirmer ces propos, la CISI n'a pas manqué de réagir à l'affaire et, dans son centre informatique de Cadarache, elle a donné l'ordre à ses ingénieurs et techniciens de suspendre tout le travail en cours pour vérifier les systèmes de sécurité et changer les codes.

جمعية الرحمة والبر والعدل الإسلامية
مجلس إدارة
A l'occasion du Moudit Enhabawi, l'Association lycées musulmans organise une réunion d'information.
Prière de nous écrire : 136, bd Magenta, 75010 Paris
Hadj Eddine Ghaouti - ALM.

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
12, rue Hautefeuille, 75008 PARIS - Tél. : 634-06-33

1500

tvL32

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNES

Notre ancêtre Astérix

Pas question de parler des Gaulois à un enfant sans qu'autour surgissent dans la conversation Astérix, son fidèle compagnon Obélix et, courant sur leurs talons, l'adorable Idéfix. Pour quel, dans ce cas, ne pas partir de ces héros sortis tout droit de l'imagination de René Goscinny et du dessinateur Uderzo pour faire comprendre aux enfants ce qu'était la vie des Gaulois ?

Sylvie Girardet, Claire Merleau-Ponty et Anne Tardy, responsables du Musée en herbe du Jardin d'acclimatation à Neuilly (1), ont eu l'idée d'utiliser ces fameux personnages pour animer un village gaulois. Un vrai village avec ses remparts, ses maisons en torchis couvertes de chaume, ses ateliers artisanaux d'où sortent les sons qui rythment la vie quotidienne. Il y a même un potager, et si les animaux n'ont pas encore trouvé

leur place, ils ne devraient pas tarder à faire leur apparition.

Diplômées d'histoire de l'art, passionnées d'archéologie, ces trois femmes désiraient depuis plusieurs années reconstruire des scènes de la vie des Gaulois pour faire comprendre aux enfants comment vivaient leurs ancêtres. Elles ont pris contact avec des archéologues qui les ont aidées à concrétiser leur projet et des conservateurs de musées qui leur ont prêté chaudrons, jattes, amphores, bijoux, jouets, monnaies... tous ces objets qui frappent l'esprit et l'imagination. Qui donnent une âme au village. S'adressant à des enfants, les trois femmes ont privilégié l'aspect visuel et réduit au strict minimum les notes explicatives. Des animatrices sont là quotidiennement pour suivre les groupes d'enfants en visite et répondre à leurs questions.

Les objets de la visite

A tour de rôle, les ateliers ouvrent leurs portes et montrent comment on tignait autrefois les laines et comment on les tissait. Le potier ne refuse pas que l'on mette la main à la pâte. Chez le forgeron, c'est plus difficile, mais le feu et le soufflet fascinent les enfants.

Domage, toutefois, que ces ateliers ne fonctionnent pas tous ensemble au moins une journée, voire un après-midi par semaine (le mercredi ou le samedi, par exemple). Domage aussi que la visite se termine par une boutique où sont en vente toutes sortes d'objets tantôt mais qui ajoutent encore au commerce pesant que l'on rencontre déjà dans le Jardin d'acclimatation.

Enfin, si l'on ne peut qu'applaudir à l'idée de distribuer un questionnaire et un jeu sur l'exposition du musée pour fixer davantage l'attention des

enfants, on ne peut que regretter que la réponse ne leur soit pas fournie à leur départ. Si l'on veut avoir une démarche pédagogique autant la mener jusqu'au bout.

Il n'en reste pas moins que ce village gaulois vaut la peine qu'on y aille en famille. S'il fait beau, tant mieux, cela permet de passer plus de temps sur les remparts ou dans le potager...

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Le Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons, bois de Boulogne, 75116 Paris (météo Sablons). Tél.: (1) 747-47-66. Prix individuels: Jardin, 5,20 F; musée, 11 F à partir de cinq ans, 7 F pour les familles nombreuses, cartes Verteille et étudiants. Groupes: pour une heure de visite au musée-jardin, 2,60 F; musée, 6 F. Une heure de visite + participation à un atelier-jardin, 2,60 F; musée, 7 F.

PARIS EN VISITES

VENREDI 7 DÉCEMBRE

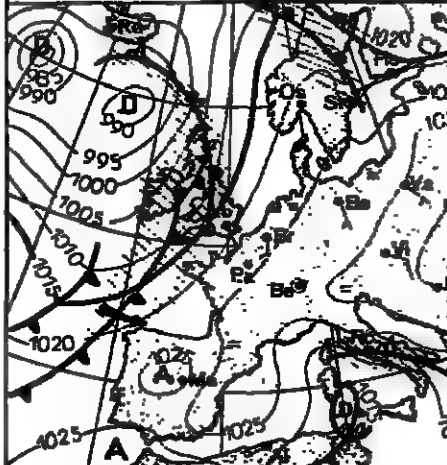
« Le musée Cognac-Jay », 14 h 25, 25, boulevard des Capucines, M=Hôtel.
« Napoléon et Paris », 15 heures, statue Napoléon, M= Bouquet des Champs.
« Le Val-de-Grâce », 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques, M=Oswald

(Caisse nationale des monuments historiques).

« L'Opéra », 14 heures, hall, D. Bouchard.
« Musée de l'Orangerie », 14 h 45, entrée (Paris et son histoire).
« Le Marais », 14 h 30, musée Saint-Paul (Résurrection du passé).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5.12.84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps prévu en France entre le mercredi 5 à 0 heure et le jeudi 6 à 24 heures.

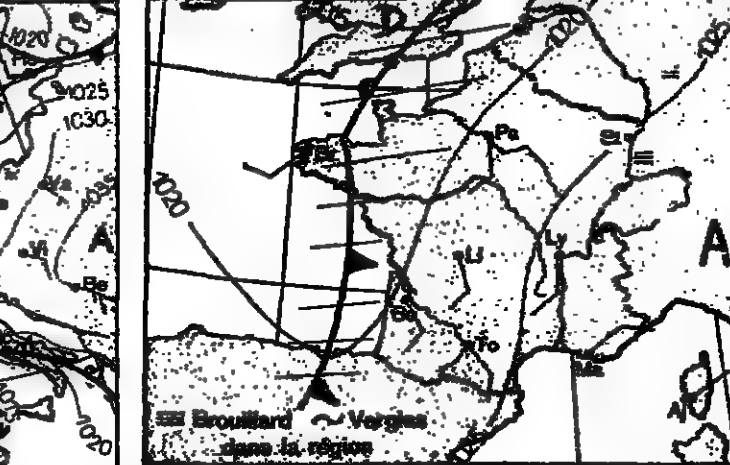
Un front froid descendant situé sur l'extrême ouest, mercredi, progressera vers l'intérieur en perdant de son activité, dans un champ de pression élevé et diffus.

Avant l'arrivée de cette zone frontale, le temps sera gris et brumeux du Nord-Est à la Bourgogne et au nord des Alpes, avec, localement, des brouillards dans les vallées de ce massif. Du Bassin parisien au Massif Central, nuages et éclaircies alternent. Dans les régions méditerranéennes et le sud des Alpes, le temps sera ensoleillé, à l'exception du Languedoc, couvert de nuages d'origine maritime. A l'arrière du front, le ciel sera changeant l'après-midi dans le Nord-Ouest.

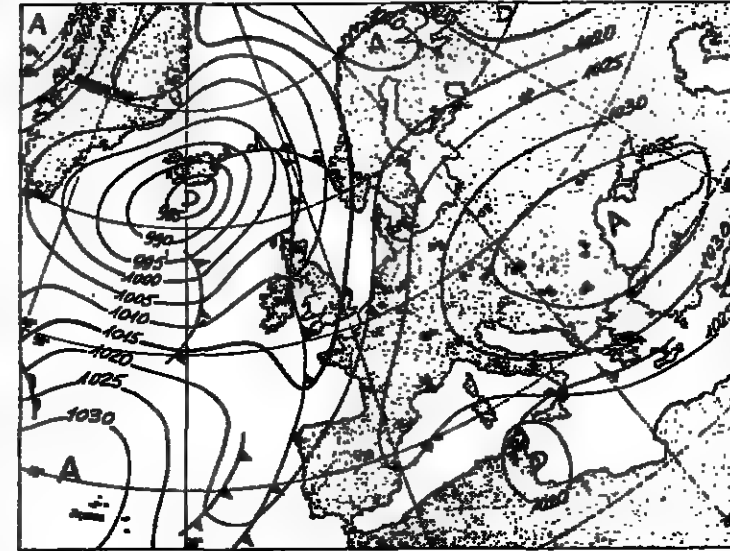
Les températures minimales seront de 9 à 10 degrés près de l'Atlantique, de 0 à 3 degrés du Nord-Est aux Alpes, les gelées locales concerneront surtout les vallées des Alpes, 5 à 7 degrés du nord au sud ailleurs. Les maxima seront de l'ordre de 7 degrés dans le nord-est, 11 à 12 degrés des Ardennes au Lyonnais, 14 à 17 degrés dans les régions méditerranéennes, 12 à 13 degrés dans le Sud-Ouest, 8 à 11 degrés sur le quart nord-ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 5 décembre, à 7 heures, de 1 024,2 millibars, soit 768,2 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 décembre; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5 décembre).

PRÉVISIONS POUR LE 6-12-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 DÉCEMBRE A 0 HEURE (GMT)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger: Alger, 16 et 19; Amsterdam, 7 et 7;

GASTRONOMIE

« Gault-Millau France 1985 »

Après le *Bottin-Gourmand* il y a un mois, et avant, bien avant le *Michelin*, le guide *Gault-Millau* 1985 vient de paraître. Le second donc chronologiquement. Et l'imagine que l'usage pourrait de même classer les trois guides sur le plan qualitatif: *Bottin-Gourmand*, *Gault-Millau*, *Michelin*.

Voici donc une fois de plus ce guide d'humour: cinq mille cent établissements notés en France, Suisse et Belgique en huit cents pages (89 francs).

La grandissime nouveauté est le coucoument de huit « super quatre toques » avec un 19,5 sur 20. C'est quasi le maximum, mais est-ce possible? D'autant que ces huit privilégiés, Blanc à Vonnas, Guérard à Eugénie-les-Bains, Maximin à Nice, Meneau à Saint-Père-Vézelay, Outhier à La Napoule, Girardet à Crissier (en Suisse) et, à Paris, Robuchon et Senderens ne feront pas, sans doute pour les deux Parisiens l'unanimité!

En province on notera les quatre toques de Bardet (à Châteauneuf), les trois toques nouvelles de Nardron (à Lyon), du Royal Gray (à Cannes) et de quatre autres promus, tandis que l'on compte quarante et un promus et six nouveaux dans les deux toques, soixante-trois promus et cent nouveaux pour les toques.

Nombreuses promotions en Belgique (à Bruxelles notamment), l'éclatante à Genève, où l'on peut regretter que le restaurant des Bergues soit si mal jugé et que le Beauf rouge ait disparu.

Une volonté toujours plus mani-

feste d'encenser les faiseurs de la cuisine mini-portions et une confusion (pour le lecteur) entre toques rouges ou noires qui vivaient d'une année sur l'autre. Qui dira pourquoi, à Paris, la Flamberge passe du rouge au noir et Casimir du noir au rouge? Les Copreaux du rouge au noir et Pétus également tandis que Maximin l'Orly passe du noir au rouge ainsi que le Croqueant?

A Paris, survolant rapidement le *Gault-Millau* 1985 on notera la partie de la rue Bayard, si sympathique, du Jardin de la Farouse (rue Gazan qui ne la méritait jamais), des Célestins (hôtel Nikko). On se réjouira par contre des toques nouvelles du Relais des Pyrénées, du Petit-Pré, de La Toque (rue de Valenciennes), du Chardonnay (rue Jules-Vaillès). On saluera la venue de la Via Veneto (rue Quentin-Bauchard) qui eût dû y figurer depuis longtemps), de la Petite Bretonnière (rue de Cadix), dont j'ai été le premier à parler. Toque bien méritée d'Apicinus (avenue de Villiers avec d'embellie deux toques et 15 sur 20 pour J.-P. Vigato qui le mérite bien), de La Braisière (54, rue Cardinet) également deux toques tout comme le Manoir de Paris (rue Pierre-Demours), du Troyon dans la rue du même nom, des Chants du Piano de la rue Stenlein et, en Banlieue, du Château de la Jonchère à Bougival, du Jardin (à Levallois) que j'ai signalé à leur laverture.

Ce sera un jeu - passionnant - pour les gourmets de comparer deux années du fameux guide. Puis d'aller en juger. S'ils ont bon appétit pourtant qu'ils se méfient, les petites portions ont ici la cote d'amour!

LA REYNÈRE.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 5 décembre:

DES DÉCRETS

● Modifiant l'article 91 bis de l'annexe II au code général des impôts relatif aux conditions de l'exonération des revenus acquis dans le cadre de plans de souscription ou d'achat d'actions.

● Portant modification du décret du 30 juin 1946 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers.

● Complétant le code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les conditions d'octroi des prêts aidés par l'Etat pour les opérations de location accession à la propriété immobilière.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3854

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Post souvent appel au « médium » pour plus de clarté. II. N'est donc pas borné. Pour liquider les fins de série. - III. Qui ne connaît pas l'usage. - IV. Donne matière à rebondissement. Fournit donc des arguments frappants. - V. Régularise un cours. Economiste britannique. - VI. Mot d'avertissement. - VII. Bouche... trou. Doit s'attendre à supporter de lourdes charges. - VIII. Nous fait faire du mauvais sang. Héroïne de roman. - IX. Note. S'abat froidement. - X. Peut donc avoir toutes les raisons de croire ou toutes les raisons de douter. - XI. Grimpe aux arbres.

VERTICALEMENT

I. Demoiselles on ne peut plus légères. - 2. Promène son « chien » à longueur de journée. Radiodiffusion. - 3. Tout ce qui est commode n'est pas forcément facile pour lui. Activités réduites au minimum. - 4. Douce dans la chanson. Le vieil homme et la mer. - 5. Derniers signes de capitalisme en URSS. Mis en page. Abréviation. - 6. Nous mettent parfois dans de beaux draps. - 7. Reformés ou réformés. - 8. Extraction de racine. - 9. Plomb qui saute pour faire la lumière. Eau de Rosette.

Solution du problème n° 3853

Horizontalement

I. Corbeau. - II. ONU. Parfa. - III. Boite. - IV. Bois. Omar. - V. Incas. Ile. - VI. Léo. Abbe. - VII. Nana. R.A. - VIII. AT. Idiots. - IX. Rendre. Es. - X. Douce. Une. - XI. Sir. Retz.

Verticalement

1. Corbillard. - 2. On. One (ONE). Tées. - 3. Rubicon. Nui. - 4. Osa. Aider. - 5. Epi. (Anagramme). Sandre. - 6. Auto. Baie. - 7. Urémie. UE. - 8. Alerte. - 9. Verre. Assez.

GUY BROUTY.

BREF

CONCERT

LA MUSIQUE ADDOUCIT LES MŒURS. - Un concert « La musique contre la torture » aura lieu, dimanche 9 décembre à 21 heures à la salle Pleyel. Le quintette à vent de Lille, les pianistes Anne Quénéc et Miguel Angel Estralla interpréteront Bach, Beethoven, Poulenc. Une initiative de l'Action des chrétiens contre la torture (ACAT) et de Musique Espérance, association créée par Miguel Angel Estralla pour mettre la musique au service des droits de l'homme et de la paix. Location des places à la salle Pleyel, tél.: 863-88-73.

* ACAT, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, tél.: (1) 329-88-52; Musique-Espérance, 5, rue Chateaubriand, 75002 Paris, tél.: (1) 260-90-46.

EXPOSITION

BOUQUETS DE FÊTE. - Une exposition de bouquets de fête au profit de l'enfance malheureuse aura lieu les vendredis 7 (15 h-20 h), samedi 8 (11 h-20 h) et dimanche 9 décembre (11 h-18 h) à l'hôtel Scipion, 13, rue Scipion à Paris. Cette manifestation est organisée par la section d'art floral de la Société nationale d'horticulture de France, dans le cadre du Mouvement pour l'amélioration de l'environnement hospitalier (MAEH).

SOLIDARITÉ

LE MONSIEUR QUI VOLAIT. - Jean-Michel Beaudon, élève de l'abbé Robert Simon, de l'abbé Volant, plongera d'une hauteur de 25 mètres le jour de Noël à 15 h 30 à la calanque de Figueurilles près de La Clotte (Bouches-du-Rhône), au profit des enfants handicapés.

* Pour les dons, BNP, 37, avenue Victor-Hugo, 13260 Cassis. Compte n° 00739962.

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE GRANDE VENTE PROMOTIONNELLE DE DÉCEMBRE SUR TOUT LE STOCK Spécialité sur mesures et grands styles. Réparations, transformations. Possibilité crédit. Service après-vente. Tél.: 878-80-87. Ouvert du lundi au samedi sans interruption. 47, rue La Fayette, 75009 Paris - M= La Fayette

150 STARS

sélectionnées par Le Monde de la Musique pour Noël parmi les 1 500 Compact Discs classiques.

Le Compact Disc n'a que dix-huit mois et c'est déjà un fabuleux succès! 1 500 titres classiques sont disponibles sur le marché. *Le Monde de la Musique* avait été le premier, l'an dernier, à établir le catalogue exhaustif des Compact Discs réalisés dans le monde entier. Il prend à nouveau les devants pour vous conseiller dans vos choix à la veille des fêtes de fin d'année. *Le Monde de la Musique* a sélectionné 150 enregistrements proches du miracle que vous trouverez au centre de son numéro dans un Guide détachable des plus beaux Compact Discs, complété par des recommandations pour acheter, dans le meilleur rapport qualité/prix, les lecteurs de Compacts les plus performants. La



discothèque numérique idéale est pour demain: préparez l'avenir!

Plus ténor (et plus célèbre) que tous les ténors du monde, Luciano Pavarotti se compare dans le même numéro à une Ferrari... Le critique du *New York Times* se fâche tout rouge contre la musique contemporaine... Amadeus de Milos Forman triomphe grâce à Mozart... les universités américaines pratiquent un enseignement du jazz pilote... et Schubert livre ses secrets.

Le Monde de la Musique de décembre, 20 F chez votre marchand de journaux.

Le Monde de la MUSIQUE

150

UN SÉMINAIRE SUR L'AMÉNAGEMENT D'UNE MÉGALOPOLE

La quadrature du Caire

PEUPLÉ, nation, Etat, ce sont des notions que les vieux cours d'instruction civique enseignaient, organisaient. Les cours semblaient devoir revenir. Entre-temps les choses ont changé. La colonisation institutionnelle, sauf cas particulier, disparu. Des frontières, des Etats, des nations ont été rétablis ou bien créés en tenant plus ou moins compte des peuples. Puis la nécessité de maintenir l'Etat, de développer son économie, la volonté plus ou moins affirmée selon les cas de résoudre des problèmes humains terribles - de nourriture, de santé, d'habitat - ont conduit à considérer la culture, les cultures, comme des choses archaïques, secondaires. Or une nation qui laisse s'affaiblir et s'éteindre sa culture devient la caricature mécanique d'elle-même, une formule sèche de l'Etat. Accessoirement, une culture qui s'appauvrit renforce les intolérances, religieuses par exemple.

L'architecture donne une mesure visible du phénomène au Caire. Dans l'esprit du touriste, tout le Caire, toute l'Egypte, tient dans les Pyramides et quelques temples accessoires. On est singulièrement plus excité d'apprendre comment le sphinx de Gizeh va retrouver, après un accord laborieux avec Londres, un morceau de mention, « reculé » par le British Museum, que de connaître le nombre quotidien (et théorique) des nouveaux Cairenses : de 1 000 à 3 000 selon l'optimisme des sources. Or les Pyramides sont comme un prisme, si l'on peut dire, déformant de la réalité égyptienne. Non seulement parce qu'elles n'ont plus de signification dans un pays islamique, mais parce qu'elles ne sont plus considérées comme un piège à tou-

ristes, un abominable piège, où l'expression « cochon de payant » prend toute sa valeur. Le résultat est qu'il est fort difficile, sinon impossible, d'administrer les Pyramides en paix sans être interrompu chaque demi-seconde par une proposition insistante, qui de chameau, qui de cheval, qui de cartes postales, qui de faux souvenirs archéologiques, qui d'un guide, qui d'un « garde du corps » pour vous protéger de toutes les ci-dessus propositions. C'est cher payer les quarante siècles de contemplation que leur prêtait Napoléon Bonaparte.

Un désastre

Quarante siècles après nos Pyramides, ce serait une nouvelle merveille du monde que de parvenir à redresser la situation du Caire. Douze millions d'habitants, certains avancent 16 millions - chiffre que d'autres prêtent à un avenir proche, tandis qu'on trouve des experts pour avancer 20 millions et jusqu'à 24 millions d'habitants en l'an 2000. Optimistes ou excessifs, c'est à l'intérieur de ces chiffres que se joue le drame présent de la ville et ce qu'on voit mal être autre chose qu'un désastre d'ici quelques années, désastre probablement humain, certainement urbanistique, et évidemment culturel.

Plusieurs dizaines de personnes, spécialistes venus du monde entier et bien sûr du Caire, représentant à leur plus haut niveau des disciplines aussi variées que l'urbanisme et l'archéologie, l'histoire de l'architecture et la civilisation islamique, des architectes, des professeurs, des ingénieurs étaient réunis du 11 au 15 novembre à



Bâtiment de Darb Qirmiz en cours de restauration.

l'hôtel Marriott pour un de ces séminaires-marathons qui, généralement, laissent chaque partie sur sa faim.

C'est la Fondation du prix Aga-Khan pour l'architecture (The Aga Khan Award for Architecture) qui organisait cette rencontre. La Fondation, qui décerne une série de prix tous les trois ans, réunit régulièrement entre ces prix de tels séminaires, quoique,

en général, moins importants en nombre et plus généraux par leurs sujets. Avec Le Caire, c'était la première fois que la ville-bête était aussi l'objet d'étude principale de la docte assemblée. Or la caractéristique et l'intérêt de ces séminaires Aga-Khan sont d'une part leur absolue indépendance politique (ils sont aussi à l'aise en Chine qu'en Turquie), ce qui

autorise paradoxalement des prises de parole politiques aussi libres que possible, d'autre part une organisation huilée et une sérénité parfaite, ce qui permet curieusement des éclats, des passions qui, ailleurs, conduiraient à des formes d'expression moins verbales. Enfin, leur troisième qualité est de ne pas chercher de synthèse forcée, de poser juste les questions que suscite la juxtaposition de problèmes ou de thèses quelquefois opposées, mais qui, le plus souvent, s'ignorent. On a pu voir combien ces caractéristiques restaient vraies au Caire, et dans les grandes largeurs : à l'échelle d'une mégalopolis.

Les questions, quelles sont-elles ? Dans l'hôtel Marriott, deux tours qui flanquent le palais construit pour accueillir en 1869 l'impératrice Eugénie, venant inaugurer le canal de Suez, ces questions prenaient une drôle de couleur : mauve, vert pâle, toutes les couleurs de glace à la crème, les demi-couleurs que la bourgeoisie du XIX^e siècle chérissait. Salon Verdi, salon de l'Impératrice éclairé d'ampoules ajustées à l'intensité lumineuse de véritables bougies, suave, triste, trompeuse. Un peu, forcément, comme les questions. Si spécialiste, si passionné qu'on soit par l'architecture du temps de Salah al Din (Saladin), de la période mamelouke ou bien des Ottomans, on l'évoque, on la défend, on explique les restaurations nécessaires, on trace un portrait d'avenir qu'on sait bien déjà contredit par la dégradation actuelle de la ville.

Si l'on est soucieux d'une continuité historique dans la physiologie du Caire, on sait à l'évidence, depuis l'incendie de l'Opéra en 1971 (1) que l'architecture non islamique du XIX^e et du début du XX^e siècle n'a guère plus de chance de survie que l'architecture islamique. Excepté, pour la première, quelques nobles demeures de Zamalek, une des deux grandes îles où les ambassades et les fortunes continuent de s'isoler, et même ici les désordres, les destructions vont bon train. Excepté, pour la seconde, quelques mosquées restaurées, disons « bien marché », « efficace », par les services égyptiens, ou avec une méticulosité stupéfiante dans une ville qui s'effondre, par telle ou telle mission occidentale : allemande plutôt, car les Français, si favorables aux dialogues Nord-Sud et des cultures réunies, ne semblent plus disposés à mettre, c'est fort regrettable, un kopéki sur le passé du Caire.

Sur le présent alors ? Mais combien Le Caire a-t-il déjà vu de ces plans d'aménagement tomber aux oubliettes faute de véritable volonté politique, donc financière (le Monde du 23 décembre 1980) ? Car si le métro, construit par la SOFRETU, filiale de la Régie autonome des transports parisiens (RATP), avance malgré tout dans l'immense désordre de la ville, rien n'assure que le projet d'aménagement du Caire, élaboré notamment par l'Institut technique de l'urbanisme et de l'infrastructure (OTUI) et l'Institut d'aménagement et de l'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF), si intelligentes qu'en soient les propositions, sera sérieusement mis en route (le Monde Aujourd'hui daté 19-20 février). Volonté politique, toujours. Il ne s'est en effet jamais vu, dans aucun pays au monde, qu'un plan d'aménagement de cette taille satisfasse simultanément les besoins de la population pour le présent et l'avenir et les intérêts immédiats des promoteurs de tout bord.

Effondrements

Dans l'immédiat, justement. Le Caire s'effondre. Il faut s'échapper du séminaire et parcourir la ville : à pied. On y mesure, à petite échelle, l'étendue du problème. La vétusté, la surpopulation. On se dit, en effet, mais sans y croire, que le patrimoine est une chose relative devant l'acuité ordinaire du drame. On découvre les égouts débordants qui remontent à fleur de sol, laissant partout une trace humide et glissante. On a perdu le plan des égouts. Les travaux du métro, en avançant, rencontrent souvent des canalisations qu'ils rompent, aggravant temporairement le problème. Ailleurs, les conduits sont bouchés. On les débouche avec des câbles dans les cas bénins, il faut souvent creuser dans les cas un peu plus graves. On alors on fait appel à un homme-grenouille (l'homme-bête ?), un Canadien payé à prix d'or qui s'engage dans les conduits les plus noirs et les plus secrets des entrailles de la ville. Un plan d'aménagement aussi est prévu pour les égouts.

Les égouts sont pleins comme la ville. On loge (mais c'est une tradition plus ancienne qu'on ne l'imagine) dans les « chapelles » des cimetières. On bien on s'installe sur les terres cultivables qui devraient être préservées à tout prix. Tout est sans doute soluble, si l'on écoute nos séminaristes, et tout paraît impossible. Une chose, seule, est certaine : aucun plan n'envisage réellement qu'on puisse à la fois préserver le passé (un projet récent de l'UNESCO, consacré à ce seul aspect paraît définitivement abandonné) et construire un nouveau Caire, comme si l'argent consacré à l'un devait être retiré à l'autre. Pour l'instant, cela dit, on voit mal comment pourrait se perpétuer bien longtemps encore ce qui était une des plus belles villes du monde. Ni pourquoi l'aménagement du Grand Caire bénéficierait soudain de cette fameuse volonté politique, qui a jusqu'à présent fait défaut. Alors plus de passé, pas d'avenir ?

FREDERIC IDELMANN

(1) L'agence Reuter annonce, le 4 décembre, qu'un nouvel Opéra serait construit au Caire, financé notamment par le Japon. L'incendie de 1971 aurait été la dernière préface des constructions de la première république d'Al-Azhar.

* Un supplément au Bulletin d'Informations Architecturales, de novembre, publié à l'occasion de l'annuaire, donne une excellente synthèse de l'histoire et des problèmes présents du Caire ainsi qu'une bonne petite bibliographie essentielle. Ce bulletin (15 francs) est publié par l'Institut français d'archéologie, 6, rue de Tournon, 75006 Paris.

QUARANTE ANS APRES

Saint-Exupéry aux Archives nationales

Antoine de Saint-Exupéry n'est pas seulement l'auteur du *Petit Prince* ni, pour un public plus averti, l'écrivain de renom international préféré et lancé par André Gide... et par le prix Femina 1931, décerné à *Vol de nuit*. Pionnier de l'aviation de ligne, grand reporter, scénariste de films, dessinateur, inventeur, c'est à l'homme d'action que rendent hommage les Archives nationales à l'occasion du quarantième anniversaire de sa disparition : une destinée légendaire qui semble calquée sur le mythe d'Icare.

Il était donc normal que, après le survol traditionnel des premières années familiales et studioises, cette monumentale exposition soit principalement axée sur l'aviation. Elle a fourni, l'aviation, la trame dans laquelle se tisse toute l'œuvre littéraire, ou extra-littéraire, d'un jeune homme devenu pilote à la force du poignet et qui, après moult intrépides démarches, finit par trouver la son gendre-pain. Du même coup, le visiteur trouve, en l'hôtel de Rohan..., une passionnante histoire de l'aviation commerciale qui, en raison même des progrès techniques qu'elle suscite, ne saurait laisser personne indifférent.

Le prix de l'essor

L'aviation supersonique n'est pas sorti tout armé d'un cerveau universel : suivre la progression des appareils qui volaient à la vitesse commerciale de 120 kilomètres/heure, comme la Breguet XIV que « Saint-Ex » pilote dès décembre 1926, fait mesurer de quel prix fut payé leur essor. Les panneaux et vitrines regorgent de plans, de cartes, de correspondances, de documents officiels et même de quelques reliques de l'ère héroïque. Héroïque, ce n'est

pas trop dire lorsque, sous la plume de Saint-Ex, *Vol de nuit* chante l'épopée fabuleuse de l'Aéropostale, la ligne de Latécoère, sous l'autorité inflexible de Didier Daurat (Rivière).

Auparavant, alors chef d'escadre à Cap-Juby (Sahara espagnol) en 1927-1928, Saint-Ex a écrit et publié l'année suivante son premier ouvrage, *Courrier sud*, inspiré par ses brèves fiançailles avec Louise de Vilnoir, destinataire, au demeurant, d'une mélancolique et tendre lettre, ici présentée. C'est aussi aux confins du désert que s'ébauche son livre posthume *Citadelle*, dont seul l'extrait « J'étais seigneur barbare » a été revu et corrigé à temps. Du 14 février 1927 est datée la longue et admirable lettre à Henry de Segogne relatant l'épisode du « petit sergent ».

Quant à *Vol de nuit*, il a été rédigé en 1929 à Buenos-Aires, où Saint-Ex dirige l'Aéropostale argentine. Il retrouve à l'étranger son ami le pilote Guillaumet, contraint, en juin 1930, à un attentat forcé dans la cordillère des Andes et qui a marché seul pendant quinze jours dans la neige. Toujours à Buenos-Aires, il rencontre et épouse une jeune veuve, Consuelo Suncin.

Et c'est la liquidation de l'Aéropostale. Saint-Ex est pilote sur la ligne Marseille-Alger-Casablanca, puis pilote d'essai chez Latécoère, enfin chargé de la propagande à Air France. Il multiplie les conférences et collabore à *Marianne*, à *l'Intransigeant*, à *Paris-Soir*, où les coupures de presse exposées en font foi - il exprime sa fidélité à ses amis pilotes. Ainsi, la série d'articles consacrés à la fin de son vieux compagnon Jean Mermoz, dont l'hydravion *Croix-du-Sud* a disparu dans l'Atlantique nord le 7 décembre 1936. « Il faut encore chercher Mermoz », écrit-il dans *l'Intransigeant* du 12 décembre.

En mai 1934, envoyé par *France-Soir* à Moscou, il monte à

bord du *Maxime Gorki*, la veille de l'accident dont est victime cet avion géant. Et le raid Paris-Seigon, à bord d'un Caudron Simoun, est interrompu par un très rude contact avec le sol, sur les confins du désert de Libye. L'équipage a failli mourir de soif, ce qui nous vaut au moins un splendide reportage en six articles : « La vol brisée - Prison de sable », dans *l'Intran* du 30 janvier au 4 février 1936. En 1938, un accident, qui manque lui coûter la vie et l'oblige à une longue convalescence, survient sur l'aérodrome de Guatemala-City. Le Simoun était trop lourdement chargé : on avait confondu livres et gallons...

Entre-temps, Saint-Ex a été envoyé en Espagne ensablant, la première fois pour *l'Intransigeant*, la seconde pour *Paris-Soir*. Tous ces articles fournissent la matière de *Terre des hommes*, qui obtient, en 1939, le Grand Prix du roman de l'Académie française.

Où a-t-il trouvé le temps, entre 1934 et 1940, de déposer une douzaine de brevets d'invention, sans compter d'autres, demeurés à l'état de projets ? On est éberlué devant les applications de ces découvertes, d'hier ou d'aujourd'hui, qui occupent à elles seules un large espace soigneusement aménagé au sein de l'exposition. Les uns concernent, par exemple, des dispositifs de nouvelles méthodes pour l'atterrissage des avions, d'autres des systèmes relatifs à la navigation aérienne, à la sustentation des appareils, etc.

Mais la guerre survient. Saint-Ex est affecté sur sa demande - non sans mal : il a quarante ans - à l'aviation de grande reconnaissance. Pilote de guerre est le récit des missions souvent dangereuses effectuées avant la débâcle. Le visiteur peut assister à l'élaboration de ce livre sur le terrain (ou au-dessus) en déchiffrant en contrepoint les lettres alors envoyées à son grand ami Léon

Werth, « le meilleur ami que j'aie sur terre », dit la dédicace manuscrite de l'édition américaine. C'est d'ailleurs à lui, Léon Werth, que s'adresse la *Lettre à un otage* (New-York, 1943). « ... Il est malade. Et il est juif. Comment survivra-t-il à la terreur allemande ? Pour imaginer qu'il respire encore, j'ai besoin de le croire ignoré de l'ennemi... »

« Si je suis descendu... »

C'est encore à Léon Werth qu'est dédié le *Petit Prince*, plein de riches illustrations. Ce récit, traduit dans toutes les langues - le groupage des titres en un immense tableau est éloquent, - a, en outre, inspiré à son auteur bien d'autres images, dessins ou esquelles pleins de poésie et d'humour, qu'on peut ici admirer sans honte.

Mélancolement, la fin est proche. Tout le monde le connaît. Revenu à Alger en juin 1943 pour reprendre du service, il ne revient pas d'une mission aérienne au-dessus de la Méditerranée, le 31 juillet 1944. Le même jour, il avait écrit à Pierre Dailloz : « Si je suis descendu, je ne regretterai absolument rien. La dernière lettre m'épouvante. »

Rien ? Sa mère sûrement, à qui sa dernière lettre déclarait : « Je voudrais tellement vous rassurer sur moi... » Elle n'est pas exposée, cette lettre. Les organisateurs ont préféré choisir les inédites. Ils n'ont eu qu'à puiser dans le fonds familial remis aux Archives nationales par Stéfano de Saint-Exupéry, sœur de l'écrivain, et qui fut conservateur à l'hôtel de Soubise.

JEAN-MARIE DUNOYER

* Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e. Projection de films et enregistrement de la voix de Saint-Exupéry. Jusqu'au 25 février 1985.

Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) observations et prix privilègiés avec le Carte Club

150

PEINTURES DE GEORGE STUBBS A LONDRES

La plus noble conquête du cheval

Les peintures de George Stubbs, exposées à la Tate Gallery de Londres, sont une véritable révélation pour les amateurs de chevaux. Le peintre anglais, né en 1724 et mort en 1806, est considéré comme le plus grand peintre de chevaux de l'histoire de l'art. Ses œuvres, qui représentent des chevaux dans des situations de combat, de course ou de repos, sont caractérisées par une précision anatomique et une maîtrise technique exceptionnelles. Stubbs a peint plus de 100 chevaux, dont de nombreux portraits de chevaux célèbres de l'époque, tels que le cheval de guerre anglais, le cheval de course et le cheval de selle. Ses peintures sont aujourd'hui conservées dans des musées et des collections privées à travers le monde.

Effondrement

Le monde des arts et des spectacles est en pleine effervescence. Les artistes et les spectateurs sont tous réunis pour célébrer la plus grande œuvre de l'humanité. Les artistes ont travaillé dur pour créer une œuvre d'art qui sera vue par des millions de personnes. Les spectateurs sont prêts à tout pour voir cette œuvre. Les artistes et les spectateurs sont tous réunis pour célébrer la plus grande œuvre de l'humanité.

Les artistes et les spectateurs sont tous réunis pour célébrer la plus grande œuvre de l'humanité. Les artistes ont travaillé dur pour créer une œuvre d'art qui sera vue par des millions de personnes. Les spectateurs sont prêts à tout pour voir cette œuvre. Les artistes et les spectateurs sont tous réunis pour célébrer la plus grande œuvre de l'humanité.

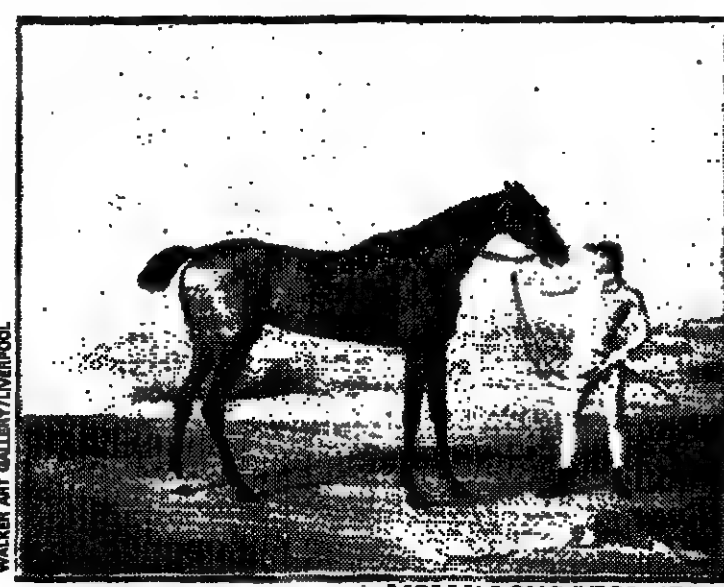
A Londres, c'est un double succès, toujours croissant, pour Mister Stubbs, peintre des chevaux. Tandis que les spécialistes lui font précieusement quitter la position secondaire d'un animalier à la mode pour le situer bien plus largement au pinacle avec une place égale à celle de ses contemporains Gainsborough et Reynolds au premier rang de l'art anglais, le public découvre, avec toute la passion attendue, des mérites nouveaux à l'observateur attentif des étalons Eclips et Ganymède. Désormais, il y a « les chiens de Stubbs », superbement commentés par un gros volume très demandé, et même les portraits des phétons, voire ceux des groomes, des jockeys et aussi des gentlemen propriétaires.

Paradoxalement, les chiens triomphent dans les salles comme dans les commentaires avertis. Stubbs excelle bien entendu toujours dans l'expression de la différence — et dans la différence d'expression. Pour les chevaux, la couleur ou l'éclat des robes, « frémissements » ou « huées », la répartition des taches blanches ou la hauteur des membres (*Molly long-legs*, 1762), l'attitude si merveilleusement rendue pour le célèbre *Whistler*, l'impressionnante réussite, restent des différences évidentes, mais d'expression humaine. Le regard du cheval ne traduit rien que la peur, et c'est un fait que Stubbs a, naturellement, fort bien exploité en étalant la notion entre la fatigue de l'animal épuisé et la colère terrifiante des odieux chevaux attaqués par les lions. Tandis que les chiens... C'est ici qu'il faut placer l'exploit.

L'exploit, c'est le regard du chien blanc frisé comme un mouton, un poodle, pourtant spécialisé dans la chasse au gibier d'eau, placé sur un bateau plat. Un regard qui résume toute l'attitude de défiance de l'animal, qui ne contrôle pas sa situation en équilibre précaire. Il rassemble un peu sa tête blonde aux moustaches roides. Appréhension plus qu'inquiétude ? En tout cas, une dignité alerte et avec quelle subtilité juste. Vraiment de quoi servir ce public qui soutient que tel épagneul King Charles possède définitivement « plus de charme que de sentimentalité ».

On admirera, comme dans les portraits de chevaux, l'usage des références illustrées. Il semble que l'artiste augmente l'individualité particulière à chaque modèle en faisant figurer dans les fonds un objet évocateur. Pour les chiens, il s'agit souvent d'une plante, et l'allusion est parfois fort directe, par exemple dans le cas du papillon, chien poméranien dont les oreilles évoquent les ailes de l'insecte et qui est assez naïvement représenté en extase devant un minuscule papillon blanc en vol dans l'angle du paysage le plus conventionnel du monde. Dans le même esprit, un mouton accompagnait le portrait de Dungeness, étalon celtique, fils d'Eclipse, commenté, en quatre pages, dans le *Sporting Magazine* de 1794 : « Le grand attachement de ce cheval pour un mouton qui entra par hasard dans son paddock est très singulier ».

Mais ne quittons pas les chiens — toute une salle — sans saluer Fino et Tiny, chers au prince de Galles.



* MOLLY LONG-LEGS, 1762.

Fino aura droit à une montagne glacée puisqu'il est d'origine nordique, et on le retrouvera comme un grand de ce monde, dans d'autres circonstances insignes. Par exemple, l'arrivée d'un très haut phéon — minutieusement portraituré aussi par Stubbs des épiques aux galons — qui semble beaucoup le réjouir. Et citons les beaux foxhounds, prêts à chasser, tendus comme des radars, de la truffe sensible à la pointe blanche de la queue dressée. Sans oublier le chien de Pitt, puisque Pitt parle si bien de « toutes ces petites grandes choses ».

Grandes petites choses d'un monde organisé où il est élémentaire de reconnaître le chien d'un duc : il porte un collier d'or. Du reste, les lads portent les couleurs de sa maison.

Parfois, des arbres des hommes

On sera peut-être surpris que tant d'amour de la nature laisse tant de place aux conventions sociales.

L'œuvre de Stubbs est, pour la première fois, représentée ici dans son ensemble et beaucoup plus complètement que dans la précédente grande exposition de 1957. Il est donc permis de constater les évolutions internes du genre. Stubbs commence ses études d'anatomie animale vers sa septième année et, à la fin de sa vie, il en est encore à « l'anatomie comparée de l'homme, du tigre et d'une volaille domestique ». Position modeste, sinon humoristique.

Entre-temps, il a réussi des gravures, des peintures sur porcelaine de Wedgwood, et surtout quelques superbes toiles comme les *Familles Milbankes* et *Melbourne*, ou *Une dame et un monsieur dans une voiture*. Les portraits humains, assez rares, atteignent la leur perfection. Lady Melbourne est « observée » — aussi bien qu'un cheval ou un chien. Comme un capitaine, ou sa femme qui offre son banquet de mariée à son cheval. Les visages des Indiens entourés et le fameux « groom arabe » qui identifie un

cheval arabe dont l'exotisme est éblouissant, sont d'admirables morceaux.

Le problème de la synthèse des portraits et des fonds semble parfois résolu. Pas toujours. Il fut un temps où le fond fit appel à Boucher pour les personnages, à Vernet pour les arbres, et même à Barrett. Un désastre à quatre. Par la suite, la convention d'un vaste gros chêne s'installe. Les constructions précieuses comme celles de New-Market sont assez exceptionnelles.

La meilleure réussite est encore une fois due à l'exacte observation d'un phénomène purement anglais : un champ de lumière entre des usages qui tournent en pluie. Cette tâche claire sur l'herbe très verte est sans aucun doute le meilleur paysage de Stubbs. Il n'était pas indispensable à la présentation du beau cheval du duc de Dorset. Bref, il est facile de se faire une raison sans humilier un grand peintre moderne dont la structuration des toiles à l'italienne ne fut jamais l'objectif, malgré un voyage à Rome.

Les grands animaliers ne sont pas légion et restent le plus souvent en marge de la peinture patrimoniale. Ce n'est donc pas un hasard si, par deux fois, nous pouvons retrouver chez Stubbs la noble silhouette noire des chevaux de la préhistoire.

PAULE-MARIE GRAND.

* George Stubbs (1724-1806) : deux cents numéros environ (principalement de la *Malton Collection*, Newhaven (USA) et des collections royales). Introduction par Judy Egerton. *Tate Gallery*, Milbank, Londres (jusqu'au 6 janvier 1985). L'exposition sera présentée ensuite au British Yale Centre de l'université Yale.

70 mm - Son stéréo magnétique 6 pistes V.O. : UGC NORMANDIE

Dolby stéréo V.O. : GAUMONT COLISÉE - UGC DANTON - PARAMOUNT ODEON - ACTION NIVE GAUCHE - MONT-PARNASSE BIENVENUE - IMPÉRIAL PATHE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - FORUM LES HALLES - CINÉBOURG LES HALLES

Dolby stéréo V.F. : UGC MONT-PARNASSE - PARAMOUNT MONT-PARNASSE - PARAMOUNT MAILLOT - UGC Gobelins - GAUMONT SUD - UGC CONVENTION - UGC GARE DE LYON - WEPLER - 3 SECRETAN

V.F. : REX - GAUMONT GAMBETTA - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MONTMARTRE

PÉRIPHÉRIE

Dolby stéréo V.F. : ROSSIGNOL VERSAILLES - PACTE CHAMPIGNY - Belle Épine THAIS - François ENGHEIN - 4 Temps LA DÉFENSE - Gammes ARGENTEUIL - Gaumont OUEST BOULOGNE - Gaumont ÉVRY - 3 VINCENNES - PHILADE CACHAN - Majestic MEADIX

V.F. : Studio PARLY 2 - VÉLIZY - C21 ST-GERMAIN - Rex POSSY - Arrel CRÉTEL - Arrel ROSNY - Arrel NOGENT - Arrel MARNE-LA-VALLÉE - Flammes SARCELLES - Arrel LE BOURGET - Club COLOMBES - URS ORSAY

4 Parry STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS - Parisien AULNAY - Buxy VAL-D'YERRES - Paramount LA VARENNE - Calypso VRY-CHATLON - Conti L'ISLE-ADAM - Arrel CORBEIL - Domino MANTES - Cergy PONTAISE - Vox RAMBOUILLET

EXCEPTIONNELLEMENT 70 mm DOLBY STÉRÉO V.F. AU PARAMOUNT CITY A ORLÉANS

Mignons. Malins. Méchants. Intelligents. Dangereux.

STEVEN SPIELBERG PRÉSENTE

GREMLINS

GREMLINS

AVEC ZACH GALLIGAN
PHOEBE CATES · HOYT AXTON · POLLY HOLLIDAY · FRANCES LEE MC CAIN
MUSIQUE DE JERRY GOLDSMITH · PRODUCTEURS EXÉCUTIFS STEVEN SPIELBERG
FRANK MARSHALL · KATHLEEN KENNEDY · ÉCRIT PAR CHRIS COLUMBUS · PRODUIT PAR MICHAEL FINNELL · RÉALISÉ PAR JOE DANTE

TECHNICOLOR DOLBY STEREO

DISTRIBUÉ PAR WARNER-COLUMBIA FILM

Monde Informations Spectacles
26 26 20

SELECTION

CINÉMA

« Gremlins » de Joe Dante

Il faut réellement peur, il faut vraiment rire : c'est la nouvelle surprise des ateliers Spielberg, qui piratent Noël avec des éternités démoniaques pululantes et ricanantes, les gremlins, issus pourtant d'un très gentil moogwal.

ET AUSSI : *Fleurs de papier*, (un superbe mélodrame indien), *Boy meets girl*, de Leon Carax (sur l'écran noir des nuits blanches), *Col*, de Pat O'Connor (sous le ciel rouge des nuits irlandaises), 1984, de Michael Radford (Orwell, nous y sommes).

THÉÂTRE

« Flamenco puro » au Théâtre de Paris.

Après les maches chaloupants du Tango Argentin, Claudio Segovia et Hector Orosoli nous font connaître le Flamenco pur et barbare de l'Andalousie. Rigoureux et vigoureux d'un langage brillant, spectacle orgueilleux et généreux dont on sort électrisé (jusqu'au 9 décembre à Paris, du 12 au 15 décembre à la Maison de la culture de Grenoble).

ET AUSSI : *Letters home* au petit théâtre de Paris (Delphine et Coralie), *Compagnie au Petit Bond-Point* (Bockst et Pierre Dux), *Illusion* à l'Odéon-Théâtre de l'Europe (la magie et Strehler), *Poussé*, le vrai à l'Athénée (alcool et grands espaces).

MUSIQUE

« La Tosca », « l'Orlando » et « l'Orlando »

Somptueuse Tosca pour les adieux (présenté) de Gabriel Bacquier au Palais Garnier, où il sera entouré de Hildegard Behrens et de Pavarotti - excusés du peu (les 6, 8, 11, 14, 18 et 21). De son côté, l'Orchestre de Paris resuscite (en concert) *l'Orlando*, opéra de Tchaïkovski, d'après un conte d'Andersen. L'histoire d'une jeune fille aveugle qui recouvre la vue, avec Vichnevskaya, Gedda, Krause, sous la direction de Rostropovitch (Playel, les 12 et 14).

Salons aussi la résurrection de *l'Orlando* de Cavalli, qui grâce à l'Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique et à l'Institut Jorjain des musiques anciennes, va prendre le départ à Lunville le 8 décembre, pour une belle tournée : Versailles (11 et 12), Corry (14), en janvier, Caen (5 et 6), Le Havre (10 et 11), Amiens (16), Montpellier (19 et 20), Thionville (26), Créteil (1^{er} et 2).

6 février). Un travail de plus de six mois sous la direction d'Henri Ledroit, direction Diego Mamm.

An Forum des percussions du Centre Pompidou, cette semaine, nombre de jeunes interprètes, des créations de Caga, Crumb, Monnet, Darasse, Globokar, Talra, Mieranu, Miroglio et de nombreux Polonais. (Rena. 277-12-33.)

ET AUSSI : Haydn, Chostakovitch, Florentz, Tchaïkovski, par l'Orchestre de Paris, dir. Cl. Bardon, avec M. Rostropovitch (Playel, les 5 et 6); Esther Lamandier (Saint-Louis-en-l'Isle, le 5); Œuvres d'Emmanuel Nunes (RCAM, le 6); Gwyneth Jones (Maison de la culture de Bobigny, le 8); Debussy, Ravel, Amy, Messiaen, par l'Orchestre national, dir. P. Boulez, avec P. Bryn-Julson (Champs-Élysées, le 10); S. Jérusalem (Athénée, le 10); Œuvres de Michel Chion) ABC, musée d'art moderne de la Ville de Paris, le 12).

DANSE

« Ciné-fiction » de Hideyuki Yano

A propos de la *Salomé* d'Oscar Wilde, *Ciné-fiction* est un essai sur la réorganisation du temps de la mémoire et sur la recherche d'identité (à Beaune, création le 5 décembre).

ET AUSSI : Reprise du spectacle sur la Commedia dell'arte, salle Favart (trois styles, trois époques, trois chorégraphes); *Summan Tempus*, par la compagnie Jean Gaudin au Studio 77 (danse et vidéo).

VARIÉTÉS

Alain Lamontagne

Un étonnant conteur en musique et en chansons, un humoriste fabuleux s'accompagnant de battements de pied. Les couleurs du Québec hors du temps (Théâtre de la Ville jusqu'au 8 décembre).

Pedro Urbina

Pedro Urbina, chanteur vénézuélien appartenant à l'un des courants modernes de la salsa. Il est l'invité du Cofre des Lumbards avec son groupe de huit musiciens (à partir du 6 décembre).

ET AUSSI : Louis Ardi au Studio Bertrand, jusqu'au 9 décembre; Font et Val, le 6, Tchouk-Tchouk-Nougah et De Nieuwe Snaar, le 7, Alex Méyzer, le 8, au Forum des Halles; Susana Rinaldi, le 10, au Théâtre national de l'Odéon; la même Pradai au Ranelagh; Johnny Hallyday au Zénith; Zoua au Théâtre de Paris à partir du 11 décembre; Francky Vincent, les 7 et 8, au Phil'One; Pierre Louki au Théâtre des Mathurins.

POINTS DE VUE DE LA SOCIÉTÉ DES RÉALISATEURS DE FILMS

La loi et les auteurs

Le projet de loi relatif aux droits d'auteur, adopté à l'Assemblée nationale, est actuellement étudié en commission au Sénat.

Ce texte contient des dispositions qui, si elles ne satisfont pas pleinement les cinéastes, leur semblent très favorables.

Trois membres de la Société des réalisateurs de films s'expriment ici, sur la rémunération des auteurs en fonction du prix payé par le public (élément « positif » selon la SRF, inclus dans le projet de loi), et sur « deux problèmes qui ne sont pas encore

complètement réglés » : la conservation des films et le principe de leur exploitation continue.

Nous donnerons prochainement la parole aux autres partenaires économiques concernés par le projet de loi : les producteurs.

L'exploitation continue

A sa sortie, la *Musica* a été vue par trois fois plus de spectateurs que le film de Marguerite Duras. Mais, les années suivantes, il a été beaucoup moins diffusé que *Déjà vu*, dit-elle. Pourtant, c'est un film narratif et d'un abord bien plus aisé, en même temps qu'une réussite. Quelle est la raison de ce paradoxe ? C'est que *Déjà vu* a été fait par un petit producteur qui l'a bien défendu, tandis que la *Musica* a été coproduit et distribué par une maison très puissante. Pour elle, le niveau des recettes de la *Musica* — qui aurait ravi bien des producteurs — s'avère décevant. Bien loin de James Bond. Et ses représentants ont baissé les bras.

Des films à grande audience peuvent aussi être victimes du système : en 1983, Truffaut envisageait une action contre le distributeur et coproducteur de huit de ses films (dont *Histoire d'Adèle H*) qui « oubliait » de les ressortir. Avoir trop de films en portefeuille, on néglige ceux qui ne sont pas de la dernière cuvée.

Il s'agit là d'un manque de continuité dans la diffusion après un bon départ. Mais, souvent, il n'y a même pas de départ. Le producteur (généraliste ou petit producteur) ne fait rien pour son film : il n'a pas mis d'argent liquide dans l'affaire, il a repoussé l'exploitation les fonds nécessaires au tournage, l'avance sur recettes de l'État entre autres, il a peut-être touché un salaire de directeur de production ou de producteur délégué, et se part de frais gé-

néraux. Il ne va donc pas se casser la tête à essayer de diffuser le film : il récupérera au mieux le dièdre de ce qu'il a touché au départ. C'est le cas pour *En l'autre bord*, de Knappe, *Paul*, de Medvedev, inédits commercialement en France, et pour la majorité des courts métrages non produits par leur réalisateur. Même chose pour les téléfilms : la *Maison des bois*, de Pialat, a été moins diffusé sur les télévisions étrangères que les films réalisés par lui.

Parfois, le producteur investit de l'argent, mais ne diffuse pas le film, qu'il apprécie peu. Ainsi pour *L'anthologie* de Carl Emmanuel Jung, réalisé par Marcel Hanoun. Lorsque les droits ont été acquis par un autre producteur, dix ans après le tournage, ce film a pourtant connu une carrière honorable.

Il existe des centaines de cas semblables.

Chaque fois, il y a des préjudices moraux et économiques pour les collaborateurs de création, payés uniquement ou partiellement en rapport des recettes, et préjudice moral pour le public, qui a moins de chances de voir le film.

C'est pourquoi la SRF demande que lorsque le producteur n'assume pas au film une exploitation suivie conforme aux usages de la profession, il ne puisse s'opposer sans motif aux nouvelles exploitations de l'œuvre proposées par les réalisateurs.

LUC MOULLET.

La conservation des films

La SRF a proposé l'amendement suivant à la loi sur l'audiovisuel : « La matrice constituant la version finale ne pourra en aucun cas être détruite ».

Cet amendement rompt avec le passé où l'ayant droit, en général le producteur, avait droit de vie et de mort sur le film, considéré alors comme une marchandise, envoyé à la casse ou abandonné lorsque sa valeur marchande était épuisée.

Des milliers de films ont péri ainsi, depuis la naissance du cinématographe. Le rythme de destruction a diminué mais n'a jamais cessé, particulièrement pour les films qui n'ont pas bénéficié d'un succès commercial.

L'amendement proposé par la SRF devrait être complété, en toute logique, par une modification des

textes sur le dépôt légal, spécifiant que ce dernier s'applique aussi à la matrice, à l'expiration des droits du producteur, ainsi qu'aux films dont les ayants droit sont inconnus ou ont disparu.

Il faut se garder de sombrer dans l'euphorie actuelle que provoque le développement par l'électronique des moyens de diffusion des films. Elle pourrait faire croire, à tort, que tous les problèmes de sauvegarde et de respect des œuvres sont résolus.

La boulimie s'atténue, la valeur marchande des œuvres s'épuise, les mentalités changent, et tout doit être fait pour que les œuvres cinématographiques soient conservées dans leur forme initiale.

GOSTA-GAVRIAS.

Calcul d'une rémunération

Les auteurs et réalisateurs du cinéma français, ainsi que les sociétés d'auteurs, n'ont cessé depuis deux ans de se battre pour que la nouvelle loi sur l'audiovisuel précise que la rémunération proportionnelle due aux créateurs de films soit calculée sur le « prix payé par le public ».

Qu'est-ce que cela signifie, et pourquoi ?

Il faut d'abord rappeler que, selon la loi de 1957 sur la propriété littéraire et artistique, les auteurs de films devaient recevoir — en échange de la cession de leurs œuvres à des producteurs — une rémunération proportionnelle à l'exploitation de ces œuvres. On

seul qu'il n'en fut rien, en raison du manque de précision de la loi, laquelle laissait à des négociations contractuelles le soin de régler les problèmes d'application. Il faut vingt ans d'effort pour qu'un contrat-type soit signé entre auteurs et producteurs en 1978. Mais ces derniers la dénoncèrent quelques mois plus tard...

Lorsqu'en 1982 il fut question que le principe de la cession de nos droits-cinéma s'étendît désormais à l'ensemble de l'audiovisuel, quatre cents auteurs et réalisateurs du cinéma français, soit la quasi-totalité des cinéastes travaillant en France, demandèrent solennellement à M. le ministre de la culture que la rémunération proportionnelle prévue par la loi de 1957 soit enfin définie et qu'on la calcule sur le « prix payé par le public », quand cela était possible.

Le nombre d'entrées dans les salles de cinéma, les recettes des chaînes de télévision, le nombre de cassettes vendues ou louées, etc., c'est cela la réalité du marché, et toute rémunération doit en tenir compte. Si les auteurs et réalisateurs de films sont attachés à cette notion de « prix payé par le public », ce n'est pas seulement parce qu'il s'agit là de la plus juste et de la plus normale des répartitions, mais c'est aussi parce que c'est le seul moyen d'atteindre une réelle connaissance du marché selon les différents modes d'exploitation et de diffusion (bien des producteurs, à l'heure actuelle, ignorent combien de cassettes de leurs films sont vendues ou louées).

Au moment où l'audiovisuel s'appuie à entrer dans une phase de concurrence effrénée, cette connaissance du marché et des chiffres est vitale pour notre cinéma.

L'avenir de la création cinématographique française tout entière en dépend.

JEAN-CHARLES TACCHIELLA.

Merce Cunningham en résidence à Angers

(Suite de la page 17.)

Dans l'immuable en vis-à-vis, une dame a tourné son fauteuil face à Merce Cunningham; ils s'observent. Dix-sept heures, fin de la répétition; un dialogue s'engage. Comme toujours, le public n'en finit pas de se faire expliquer comment la danse chez Cunningham se construit sans la musique, que les danseurs découvrent seulement le soir de la première : « La danse et la musique se déroulent dans le même temps et c'est tout; c'est comme dans la rue, il y a des sons qui nous atteignent. Mais c'est aussi pourquoi j'ai besoin de la présence de musiciens vivants et pas de bandes enregistrées ».

Le courant passe : « Je voudrais vous dire combien je me plais ici, il y a un ciel comme je n'en ai jamais vu nulle part avec des couleurs merveilleuses et des nuages qui changent sans cesse. Chaque week-end je me promène dans la campagne qui est belle. Je ne sais si c'est l'humidité mais je trouve les oiseaux très gros et les vaches aussi ».

La saison du CNDC est placée sous le signe Cunningham puisque l'enseignement des stagiaires est confié à plusieurs de ses anciens élèves : Jim Self, professeur permanent, assisté successivement de Teri Weisler, Muriel Berns, et Robert Kovitch. Peut-on parler

d'une école Cunningham ? Lui s'y refuse et admet qu'il puisse y avoir tout au plus « une méthode, un état d'esprit, une façon de se placer toujours en situation d'inconnu ».

Au boulevard Arnauld, les stagiaires travaillent intensément sur des chorégraphies de Jim Self qu'ils présenteront aux Angevins en juin. Ils viennent maintenant prendre leurs cours à Bodinier, des cours que suivent aussi les danseurs de Merce toujours prêts à s'entraîner. Leur présence crée l'émulation. C'est ainsi que tout le monde, même Jim Self, se retrouve un beau matin à la leçon de Janet Panetta, adepte de la technique Cecchetti en vogue actuellement à New-York.

Brune nerveuse au mollet bombé, Janet Panetta, reine de la pirouette, dynamise les stagiaires; elle les lance abruptement dans le bain classique où ils barbotent et s'ébrouent comme des chiots. Rien à voir avec un cours traditionnel et gradué. Tout le monde court, saute, tourne avec énergie, on se croirait dans une séquence du film *Flash Dance*. Plus étonnant encore, l'atelier de pointes où participent même les garçons, oscille comme des totems dans leurs chaussures de satin rose.

Curieux cet engouement américain pour le classique. Nostalgie de l'établissement ? Même Lucinda Childs, star de la « post modern dance », a sacrifié aux pointes et à un vocabulaire qui réintroduisent inévitablement les mécanismes traditionnels. Un phénomène qu'explique fort bien Merce Cunningham : « Cela vient, dit-il, du besoin que ressentent certains danseurs modernes de se trouver une colonne vertébrale. Il y a dans la danse classique des choses bonnes pour eux, dans le travail des jambes surtout, car les classiques ont des problèmes avec le dos. Aux États-Unis, les chorégraphes utilisent aussi bien une technique que l'autre comme Twyla Tharp; mais souvent les danseurs confondent le style avec la technique et le style classique, ça me m'intéresse absolument pas, c'est une chose qui m'est exotique ».

Devant la complexité et la virtuosité des derniers ballets de Cunningham, on a pu dire qu'il était devenu « classique » — peut-être une façon commode de minimiser son influence — hypothèse qu'il écarte tranquillement : « Pendant longtemps, dans les milieux autorisés, on m'a ignoré; on estimait que mon travail n'était pas de la danse; aujourd'hui on me trouve classique pour moi on ne devient classique que lorsqu'on accepte les pas tels qu'ils sont. Chez moi, le mouvement est quelque chose qui n'est pas fixé ni dans mon enseignement ni dans mes ballets; et mon enseignement n'est qu'une façon de préparer les danseurs à interpréter les ballets ».

Dans le travail chorégraphique, je sépare le mouvement, le rythme, l'espace. Je trouve d'abord le mouvement, puis je cherche comment varier le rythme entre les mouvements et ensuite comment varier les directions. C'est peut-être impossible à voir pour le public mais cela existe, c'est comme la vie. Le monde est plein de mouvements, chaque personne qui marche dans la rue est différente, mais c'est la même mécanique. Je prends les mouvements de la vie, je ne les simplifie pas, je les amplifie seulement. Mes ballets racontent une histoire, c'est mon histoire avec le mouvement. Sans cesse, je pense comment me renouveler, comment trouver des mouvements nouveaux. En regardant autour de soi. Le monde change, on ne peut pas revenir en arrière, on bouge sans cesse différemment, on change aussi de pensée — si du moins on pense. Un chorégraphe est comme un danseur de corde : il doit toujours aller contre quelque chose ».

Merce Cunningham a préparé son nouveau ballet *Phases* dans la solitude de son studio de New-York pendant les vacances de la compagnie; c'est là qu'il a trouvé aussi deux jeunes peintres, Dove Bradshaw et William Anastasi, pour les costumes et décors. La résidence angevine a couvert le temps nécessaire pour répéter avec les danseurs, leur apprendre les soixante-quatre phrases répétitives d'après les changements de poids du corps et enchaînées selon des vitesses et des durées qui varient non seulement d'une section à l'autre mais à l'intérieur de chaque section. La complexité extrême vient du dessin chorégraphique, de la vitesse et des changements de direction.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre municipal d'Angers : 7-8 décembre, 20 h 30, 9 décembre à 15 heures. Au programme : *Phases* (création mondiale), *Double*, musique de John Cage (création en France) et *Phases*, musique de David Delaney.

THÉÂTRE DU PALAIS
DES GLACES
CH. FAUBOURG

Giovanni
de Marc-Olivier CAYRE
Location 807.40.83 - Agences - 3 FNAC

VILLE
D'ANJOU-SOUS-BOIS
A LA PENCHE
(Carré de l'Oratoire)
A PARTIR DU 12

**DEUX COMÉDIES
MADRIGALESQUES**
« BARCA DI VENETIA
FER PADOVA »
et « O COMME EAU »
de Claude FROY
Tous les autres jours dimanche 21 h
Mardi dimanche 17 h
Réservation 869-96-96

CRETEL L'ENCLAVE DES
PAPES
jusqu'au
15 décembre 84
Tel. 839.94.50

**Le Campagnol
la Carriera**

4 AU 31 DECEMBRE - THÉÂTRE GERARD PHILIPPE DE ST-DENIS

Une perfection incroyable LE FIGARO
Un plaisir parfait LE QUOTIDIEN
La magie au bout du fil IMAGINE

**LES MARIONNETTES
CARLO COLLA E FIGLI
DE MILAN**
2 programmes
LOCATION 243.00.59 - 3 FNAC - AGENCES

150

conservation des films

deul d'une rémunération

1. The first step in the process is to identify the problem. This involves gathering information about the situation and the people involved. It is important to understand the context and the stakes of the situation.

2. Once the problem is identified, the next step is to analyze it. This involves breaking the problem down into its components and understanding the relationships between them. It is important to consider the underlying causes of the problem and the potential consequences of different solutions.

3. The third step is to develop a plan. This involves identifying the goals of the intervention and determining the steps that need to be taken to achieve them. It is important to consider the resources available and the potential barriers to success.

4. The fourth step is to implement the plan. This involves putting the plan into action and monitoring the progress. It is important to be flexible and responsive to changes in the situation.

5. The final step is to evaluate the results. This involves assessing the impact of the intervention and determining whether the goals have been achieved. It is important to reflect on the process and learn from the experience.

There is indeed a correspondence between the concept of macroscopic invariance in physics and the concept of macroscopic invariance in chemistry. In physics, the concept of macroscopic invariance is used to describe the behavior of a system as a whole, rather than the behavior of its individual components. In chemistry, the concept of macroscopic invariance is used to describe the behavior of a system as a whole, rather than the behavior of its individual components. In both cases, the concept of macroscopic invariance is used to describe the behavior of a system as a whole, rather than the behavior of its individual components. In both cases, the concept of macroscopic invariance is used to describe the behavior of a system as a whole, rather than the behavior of its individual components.

[illegible]

Giovane

de la ...

DEUX CORDES

MADRIGALES

PAR ...

1. The above information was obtained from the files of the FBI, New York Office, dated 10/10/61, and is being furnished to you for your information.

EXPOSITIONS

... rue de Furstenberg (354-04-87). Sauf
mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 6 F;
amodi : 3 F. Jusqu'au 25 février.

**HISTOIRE DE LA PHOTOGRAPHIE
HONGROISE, de 1900 à 1945.** Bibliothèque

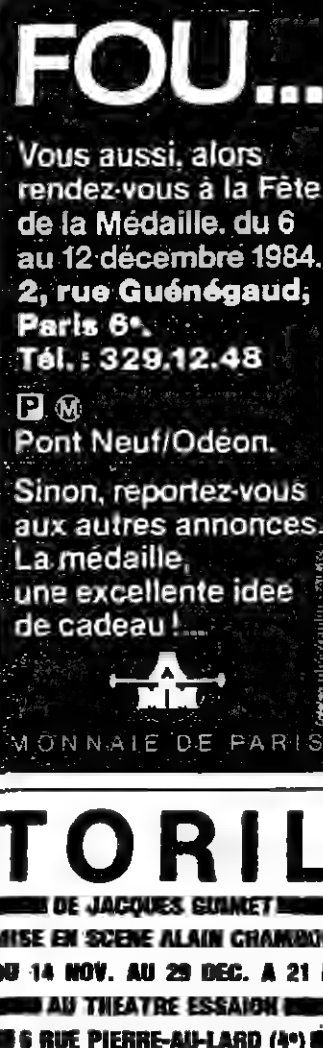
EPINAY-SUR-SEINE. Images de l'industrie en rêve. Centre culturel, 18, rue du Général-Juquin (821-41-07). Jusqu'au 1^{er} janvier.

VOREPPE. Jean Achard (1887-1922).
Famille de peintres. Ecole de la région.

- Deux artistes conteurs
YOUSSEF BATH et NEDJMA

Compagnie Renaud Barrault
Français de Côte-d'Ivoire
MESSAN ERA

[illegible]



LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

ADEPHI : Petit Odéon (325-70-32), 18 h 30 (5).

OPUS ANTIQUE : Arènes de Lutèce (26-62), 19 h 15 (5).

UN CLÉ POUR DEUX : Renaissance (208-18-50), 21 h (5).

LE NÉSANTHROPE : Espace Marais (354-54-31), 20 h (5).

COITAIL, BLOODY : Lucernaire (544-57-34), 21 h 30 (5).

L'ILE DES MORTS : Bastille (357-42-42), 20 h et 23 h (6).

LES DÉCOURAGÉS : Théâtre de la Ville (238-00-21), 19 h (7).

LE FOU ET LA NUNNE : Montreuil, Studio Berthelet (857-96-31), 20 h (7).

AZINCOURT A VERDUN : Iry, Théâtre (672-37-45), 20 h 30 (7).

MADRAS : Espace Marais (584-09-31), 21 h (10).

LES FEMMES DE SCHIZANZ : Théâtre de la Ville (238-00-27), 18 h 30 (11).

STRASBOURG - L'Honneur Stratégique, de Marivaux, mise en scène de Jacques Lassalle, au TNS (88/35-63-60), du 6 au 22 décembre et du 5 au 12 janvier.

DIJON - Les Toulousiens, reprise du spectacle de Jean-Marie Sémia, avec Jean-Marie Prossier et Gérard Vail, au Théâtre du Parvis-Saint-Jean (80/30-63-58), du 7 décembre au 1^{er} janvier.

NICE - Les Lits, par Pascal Rambert, au lycée du Parc Impérial, du 10 au 20 décembre. S'adresser au Nouveau Théâtre de Nice (93/55 68 18).

[illegible][illegible]

en l'honneur
du 30^e anniversaire de sa naissance
Avec la participation de :
Emmanuelle Riva, Paco Ibáñez, Sergio
Ortega, Jacques Serres, Bernard Giraudon,
Angel Parra, Claude Couffon, Hervé Bazin,
Ruben Barreiro, Sebastian Maroto, Jorge
Hector Davez, Los Guaranos, Colón, Jorge
Springueid, Trilce, Arancaria, SNE-SP.

Vendredi 6 décembre à 20 h 30
Amphithéâtre Richelieu
115, rue de la Sorbonne - 75006 Paris

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - L. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA
142, Champs-Élysées

359-20-41
Tous les jours

19 h à 22 h. Vue agréable sur le jardin. SPÉCIALITÉS DANOISES ET SCANDINAVES.
Hors-d'œuvre danses. FESTIVAL DE SALMON, CANARD, MIGNON DE RENNE.

DINERS

RIVE DROITE

L'ÉPI D'OR
25, rue J.-J. Rousseau, 1^{er}
236-38-12
F. dim.
LE POTAGER DES HALLES
296-83-30
15, rue du Cygne, 1^{er}

Le vrai bistrot parisien qui sert ses plats traditionnels jusqu'à 1 h du matin : jambonneau géant à la lyonnaise, charcuterie tournaillonne, lapereau à l'angévino. P.M.R. : 120 F.
Dau. un décor 1930. Cuisine traditionnelle. Carte: café, diners et soupers jusqu'à 1 h du matin. Suggestions du POTAGER - LES PETITS MIDIS - de 12 h à 17 h. Entrées : 18 F. Plats : 38 F. Desserts : 12 F. Vins 18 F.s.c. Bar, ambiances musicale.

INDRA
359-26-72/359-56-40
16, Rue du Commandant-Rivière, 8^e

GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉÉ par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. : 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Ferme samedi midi et dimanche.

RELAIS BELLMAN
723-94-42
37, rue François-I^{er}, 8^e
F. sam., dim.

Le vrai bistrot parisien qui sert ses plats traditionnels jusqu'à 1 h du matin : jambonneau géant à la lyonnaise, charcuterie tournaillonne, lapereau à l'angévino. P.M.R. : 120 F.

CHEZ DIEP
256-23-96
22, rue de Ponthieu, 8^e
F. sam. midi.

Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.

AUR. DE RIQUEWIJN
770-62-39
12, rue du Fbg-Montmartre, 9^e
Ts 1 jrs

Déjeuners, diners, soupers. De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Sal. de 20 à 80 cov. BANC D'OUTRITES.

AU PETIT RICHE
770-68-68, 770-66-50
25, rue La Peletier, 9^e
F. dim.

Son dînerment une à 100 F services compris. Vins de Loire. Décor centenaire. Salons de 6 à 50 personnes. Déjeuners, diners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.

TY COZ
F. dim., lundi
35, rue Saint-Georges, 9^e
874-32-95

J. 23 h. Jacqueline et Marie-Françoise vous attendent pour vos déjeuners et dîners dans un cadre breton. POISSONS, FRUITS DE MER, CRUSTACÉS, CRÊPES et GAULETTES.

PAGODA
T.L.J. - 874-81-48
30, rue de Provence, 9^e

Prix - BAGUETTES D'OR - de la gastronomie chinoise. Médaille d'argent de Paris. Carte du Club Gault-Millau. Déjeuners d'affaires avec spécialités de la maison : 76 F.

BOUCRET EST
206-40-62
8, rue du 8-Mai-1945
Tous les jours

J. 24 h. Ambiance sympathique. Brasserie, menu 52,90 et 83 F.s.c. et carte. Restaurant gastronomique au 1^{er} Spéc. : POISSONS, charcuterie, FOIE GRAS frais maison.

LE LOUIS XIV
208-56-56
8, bd St-Denis, 10^e

Déjeuners, diners, SOUPERS APRES MINUIT. Huîtres, Fruits de mer, Crustacés, Réassortis, Gibiers. Salons. Parking privé assuré par valetour. OUVRE LE DIMANCHE.

PALAIS DU TROCADÉRO
727-05-02
7, avenue d'Eylau, 1^{er}
Tous les jours

Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.

YVONNE
720-98-15
13, rue Bassano, 16^e

Vieille cuisine française. Diverses spécialités. Carte, environ 130 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche. DINERS AUX CHÂTELLETS.

LE GUILLAUME TELL
622-28-72
111, av. de Villiers, 17^e
F. sam. et dim.

BANC D'OUTRITES. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABAISE BOURRELLE. Carte crêti. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.

EL PICADOR
387-28-28
80, bd des Batignolles, 17^e
F. lundi, mardi

SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES et FRANÇAISES. RÉVEILLON de la SAINT-YLVESTRE avec coqillon et dasses. 380 F. P.L.C. (après, vin, serv.).

CHEZ GEORGES
574-31-00
373, bd Pereire
Porte Maillot

Maison champagne. Accueil jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Grog, train de côtes, et ses vins de propriétaire. OUVERT TOUTS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI.

RIVE GAUCHE

AMBURG DES DEUX SIÈGES
F. dim.
46, rue Galvée, 5^e
325-46-56/723-00-46

Propriété de la Confrérie des Mâçons et des Champagniers depuis le Moyen Âge jusqu'en 1765. Pignon ogival du XIV^e siècle. Vues paisibles. Les celliers de l'ancien Princeur Saint-Jalen-le-Pauvre commencent en volée d'arpent (XIII^e siècle). Menu à la dîmeur seulement : 170 F (vin, café et serv. compris). Salons de 20 à 80 pers. Parking R-Lagrange.

LE MAHARAJAH
325-12-84
15, rue J.-Chaplain, 6^e
F. lundi

J. 23 h 30. CARREFOUR MONTMARNAIS/RASPAIL/BREA. Vins déjeuners les spécialités de TANDOR. Egal. 72 h St-Germain. 354-20-07. F. lundi. Spéc. BIRIANI.

AISSA FILS
F. dim., lundi
5, rue Sainte-Beuve, 6^e
548-07-22

J. 0 h 15. Dau. un cadre typique. Cuisine asiatique et F.F.S. PASTILLA, COUSCOUS-BEURRE, TAGINES, Plurimie Maison. Réservations à partir de 17 h.

CHEZ FRANÇOISE
770-49-03
Adrogas des lavallois, 7^e
F. dim. soir et lundi

C'est votre fête, aujourd'hui. Mademoiselle, ou vous, Monsieur ? Valable toute l'année. FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commémorer votre repas, son foie gras frais MAISON. Menu à 90 F.s.c. Parking privé assuré face au n° 2, rue Faber.

TAN DINH
F. dimanche
63, rue de Valenciennes, 7^e
544-04-84

Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 grands crus, dont 100 premiers. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Proches : Parc-Montsouris.

LA TOUR D'ARGENT 6, place de la Bastille, 344-32-19
Cadre d'élég. et confort. - Tous les jours
de 12 h à 1 h 15 mat. Grill. poissons
BANC D'HUITRES

CHARLOT, «ROI DES COUILLAGES»
12, place Clichy (parc Wexler)
Accueil j. 2 h du matin - 874-64-64
Goûtez l'air du large toute l'année.
MULLAIRESS - VIVIER D'EAU DE MER

DESSIRER Tlj. - 227-82-14
9, pl. Percier

LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE
BOISSONS SPÉC. CRILLARDS

LA MAISON D'ALSACE POUE GRAS, HUITRES, CHOUCROUTES et sa boutique de comestibles 39, Champ-Élysées - 359-44-24

AU PIED DE COCHON - Le fameux restaurant des Halles - Fruits de mer - Grillades 6, rue Coquillière - 236-11-75 +

LE GRAND CAFÉ BANC D'HUITRES POISSONS - GRILLADES 4, bd des Capucines - 742-75-77

A LA DEJAZET (887-97-34). Les 7, 8, 10 et 20 h 15; le 9 à 16 h : Métamorphose d'un amour.

AKRAKAS CENTER (274-67-62), mer., jeu., ven. 19 h 30, sabbat., mar., 24 h : Opus Aeronautique.

AMANDIENS DE PARIS (366-43-17), (D.), L., 20 h 30 : SUIVI.

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71) (D. soir., L.), 20 h 30, sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h : Le Sablier.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-33), les 4, 7, 8, 10 et 21 h, le 9 à 15 h : Les deux frères ; La Reine morte ; Le 5 à 15 ; Onis ; Vauca ; le 6 à 21 h : La foi en l'homme ; le 7 à 18 h 30 : Une heure avec Jacques ; le 21 h : Centre immortel.

ASTELLERIE KATZ (238-35-53), mer., jeu., dim. 15 h 30, ven., sam. 15 h et 20 h 30 : l'Amour en visite à l'école des nouveaux.

ATELIER (606-49-24) (D. soir., L.), 21 h, 18 h 15 : La Dague de mort.

ATHÈNE (374-67-27), salle L.-Jovent, mar., mer., 19 h ; jeu., ven., sabbat. : 20 h 30 : l'Ouest, le jeu. - Salle Cha. Gaudin, 11 h 15 h : Le Réve de d'Alembert ; 20 h 30.

BASTILLE (357-42-14) (D. soir., L.), 20 h et 23 h, dim. 15 h : l'Île du monde (à partir du 6) (voir aussi Festival d'automne).

BOUFFES PARISIENS (296-60-24) (D. soir., L.), 21 h, 21 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

BOURVIL (373-47-84) (D.), 20 h : Elles nous paraissent d'adultes.

BOUVARD ex-FOTINÉE (261-44-16) (D.), L., 21 h, sam. 18 h : Théâtre de Bouvard.

CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), mer., lun., mar., 20 h : Paradoxe sur le comédien ; jeu., ven., sam., 20 h, dim. 15 h 30 : Les deux frères.

CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52), (D.), 20 h 30 Records.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), La Ressemie (D., L.), 20 h 30, le 10 à 14 h 30 : Lucrèce Borgias.

COMÉDIE DES BOULEVARDES (742-42-41) (Mer., D. soir.), 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Raviers dormir à l'Elysée.

COMÉDIE ITALIENNE (321-13-25) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Le Retour au village.

COMÉDIE CHAMPS-ÉLYSÉES (732-37-21) (D. soir., L.), 20 h 45, sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Léocadia.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D. soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : Monsieur de la Grange.

DÉBARCÈURES (236-00-02) (D.), 19 h : Zaba (à partir du 7) (D.), 21 h : Et si je mettais un peu de musique.

DIX HEURES (606-07-48) (D.), 20 h : Quasimodo ; 21 h : Repas de famille.

L'ÉCURIE (542-71-16) (D., L.), 20 h 30 : Huguette.

ÉCOLE NAT. SUP. DES ARTS ET TECHNIQUES DU THÉÂTRE (874-64-30), le 11 à 20 h 30 : Muret-Sade.

EDOUARD VII (742-57-49) (D. soir., L.), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h : De la nuit.

EMPERICE (72-23-41), (D.), 21 h : De Lucifer à Satan.

ESPACE GAÏTE (373-95-94) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h : Morpion's Palace.

ESPACE RIKON (373-50-25), les 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 20 h 30 : Amour et Auguste ; 9 h 19 h et 22 h 30 : P. Savoir ; les 6, 7, 8, 9 à 19 h : B. Tobin ; les 6, 7, 8, 9, 11 à 22 h 30 : Ch. Carabin ; le 9 à 17 h, le 11 à 20 h 30 : Cie de la Tormae magique.

ESPACE LES ARLES (584-09-31) (D., L.), 20 h 30 : Avec-vous êtes savouilles du docteur ?

ESSAION (278-46-42), I (D., L.), 12 h 30 : Pour trancher da contes ; 20 h 30 : Hier comme moi amour 85, II. Le 10, 18 h 30 : la Tour d'amour ; 21 h : Tortil.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTRE (237-41-56) (D., L., Mar.), 21 h : La Dernière Répétition de Freshwater de Virginia Woolf.

FONTAINE (874-74-00) (D.), 20 h 15 : les Trois Jeunes.

GAIITE-MONTFARNASSE (322-16-18) (D. soir., L.), 20 h 15, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : Grand-père.

GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.), 20 h 30 : Educating Rita (version anglaise).

HUCHETTE (326-38-90) (D.), 19 h 30 : la Cartreuse curieuse ; 20 h 30 : la Leçon de piano ; Officiers de la mort.

LA BRUYÈRE (874-76-99), 20 h 30 : Guérison américaine.

LUCIÈRE NAÏVE (544-57-34), (D., L.), 18 h 30 : Les Proches ; 20 h 15 : Un été chahuté ; 22 h : Bréviaire d'Amour & C. halphrochisme - IL 18 h 30 : Bibit-Che 20 h 15 : Four Thoms ; 22 h 15 h : Héloïse et Abélard ; 22 h 30 : Les 18 d'été ; Parisiens Français, Pt. 2 ; 22 h 30 : Cocotte Bloody M.

LYS-MONTFARNASSE (327-58-38) (D., L. soir.), 20 h, dim. 17 h : l'École les enfants ; 20 h 30 : Waiting for the Sun ou le Néid des fous.

MADELINE (265-07-09) (D. soir., L.), 20 h 45, sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : Un otage.

MANUFACTURE (722-09-58) (D., L.), 20 h 30 : Les Princes dédoublés.

MARIE-STUART (598-40-80), mer., jeu., ven., mar., 20 h 30, sabbat., 22 h : vage/Love ; mer., jeu., ven., mar., 21 h : 20 h 30 : Angel City.

MARGNY (254-04-41) (D. soir., L.), 20 h 30 : Meli-Melom III - Petits secrets... - Salle Gabrielle (725-20-74) (D., L.), 21 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Berlus.

MATHURINS (265-90-60) (L.), 20 h 30 : Meli-Melom III - Petits secrets... - Salle Gabrielle (725-20-74) (D., L.), 21 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Berlus.

MICHEL (263-35-00), L., 21 h 15, sam. 19 h 30 et 21 h 30 : On danse au lit.

MICHOUDRIE (742-95-32), (D. soir., L.), 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Blaitout.

MOGADOR (283-58-20) (Mer. soir., L. soir., L.), 20 h 30, 21 h, sam. et dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac ; mer., 14 h et 16 h 30, sam., dim. 14 h : l'Histoire de ce garçon qui voulait manger pour épouse sa cochonnette.

MONTFARNASSE (320-39-90), Grande salle (D. soir., L.), 21 h, sam. 21 h 15, dim. 18 h : Duo pour une soirée ; Petite suite (D., L.), 21 h, dim. 16 h : la Carte du théâtre.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (31)-1-199), (D. soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : Céramique (dent. le 9).

NOUVEAUTÉS (770-52-76) (D. soir., L.), 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : l'Emmoraque.

OEUVERE (874-42-52) (D. soir., L.), 21 h, sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h 30 : la Chasse aux dragons.

PALAIS-ROYAL (297-59-91) (D. soir., L.), 20 h 30, sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : The Dinner Party.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), (D. soir., L.), 20 h 30, 21 h 30 : Giovanni.

PAIRÉ DE LA VILLETTE (208-22-80), le 5 à 15 h 30, le 8 à 14 h 30 et 17 h, le 9 à 17 h, le 11 à 20 h 30 : Écoute le bruit de la mer.

PLAISSANCE (320-00-06), 20 h 30 : Forpheant.

PORT STAINTHART (607-53-37) (D. soir., L.), 20 h 30, sam. 18 h 15 et 21 h 15, dim. 15 h : Deux hommes dans la valise.

RENAISSANCE (208-18-50) (D. soir., L.), 21 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Les deux frères.

SAINTE-GEORGES (878-43-67) (D. soir., L.), 20 h 45, sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : On n'appelle Émilie.

SALLE ML KING (370-48-88) (D. soir., L.), 20 h 30 : la nuit des Bulgares.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (732-36-82) (D. soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres lies.

STUDIO FORTUNE, le 7 à 21 h : Volodia Comès.

TEMPLEURS (278-91-15), 20 h 30 : le 10 d'Arnaud.

TAT THÉÂTRE D'ESSAYI (278-10-79), L. Sam. 18 h 30, 17 h, mer., lun., mar., 20 h 30 : l'écume des jours. Il. Mer., 20 h 30 : Hais clos.

THÉÂTRE ADRIEN (87-20-30), le 6, 10, 11 et 12 h 30 : la Femme sauvage.

THÉÂTRE D'OPÉRA (322-12-02), (D. soir., L.), 20 h 15 : les Babes-dorées ; 22 h, sam. 22 h 15 30 : Nous on fait où on nous dit.

THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-DOM (633-48-65), sam., lun., mar., 21 h, dim. 17 h : la Nouvelle Figurante d'opéra ; mer., jeu., ven. 20 h 30 : Pièces dédiées.

THÉÂTRE MÉNIMONTANT (366-66-60), ven. 20 h 30, sam. 17 h, dim. 15 h : le Journal d'un fou.

THÉÂTRE NOIR (346-91-93) (D. soir., L.), 20 h 30 : Les trois Jongleurs.

THÉÂTRE REU (588-10-30), (D. soir., L., Mar.), 20 h 30, dim. 15 h : l'Archipel Popoos.

THÉÂTRE 18 (226-47-47) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 16 h :

GAUMONT, TOMMY DESSERRE
BOELY, JEAN BOYER
GRIFFIT, JEAN BOYER
BACH, PIERRE VIDAL
COUPERIN, SCOTT ROSS
STILES SUNDAY SOLO, RAM NARATAN

**STIL, 13 ANS D'EXISTENCE
13 GRANDS PRIX DU DISQUE**

RAGA MAUKUNE, MIRAT KHAN
EURYALIS/RENE FOUQUE, MICHEL BOUQUET
REINISYHOUGH, PIERRE-YVES ARTAUD
CARMEN A PÉGIN, JEAN PERISSON
GRIGNY, JEAN BOYER
RAMEAU, SCOTT ROSS

**MAYA-MÉDITATIONS, YOSHIIHISA TAIRA
PIERRE-YVES ARTAUD, MARC SOUSTROT
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
ACADÉMIE DU DISQUE FRANÇAIS
PALMARÈS 1984**

CE DISQUE EST PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS DE :
MUSIQUE FRANÇAISE D'AUJOURD'HUI, LE MINISTÈRE DE LA CULTURE,
LA FONDATION SACEM, RADIO-FRANCE, LES ÉDITIONS LE RIDEAU ROUGE,
LES ÉDITIONS STIL - COLLECTION RENCONTRE

STIL DISCOTHÈQUE, 8, RUE DE CHARONNE, 75001 PARIS,
TÉLÉPHONE : (1) 306.2819

CATALOGUE ILLUSTRÉ SUR DEMANDE

مكتبة ابن الاصل

Les concerts

•

COMMUNICATION

L'aventure des télévisions «libres»

II. - Les groupes multimédias dans l'ombre

par DANIELLE ROUARD

La controverse juridique-politique sur les télévisions «libres» par voie hertzienne bat son plein avec la décision attendue de la Cour d'appel de Paris, mercredi 5 décembre, dans l'affaire de Canal 5 (le Monde du 5 décembre). Mais les pirates s'organisent et les entreprises médiatiques attendent leur heure.

1984 : les télévisions «libres» par voie hertzienne sortent de la clandestinité ou des premières émissions pirates. En avril, Canal 24 et Time 1 tentent - et ratent - à Paris la première « nuit des télévisions libres ». Le 20 juin, Canal 5, créé par un groupe d'intellectuels de gauche et de professionnels renommés - dont Canu, alias André Bercoff, - émet pendant vingt heures. Installé au sommet d'un luxueux hôtel, à côté de la tour Eiffel, Canal 5 vit son aventure dans une atmosphère de fête endiablée à laquelle le Tout-Paris télévisuel a été convié. Mais le 21 juin, le rideau tombe sur Canal 5. La force publique est intervenue. La capitale doit attendre le 15 novembre pour bénéficier d'une nouvelle offensive : TVL, animé par Daniel Grandclément, journaliste de TF 1, est saisi au bout de quelques heures.

En province, l'agitation gagne également du terrain. Clermont-Ferrand, 4 juin : les habitants découvrent à l'heure des informations régionales « l'autre journal ». C'est une initiative d'un journaliste et d'un PDG d'une société de vidéo, « Télé Massif Central » intéressé,

dit-on, le maire de Chamalières. Lors de la foire de Clermont, la TV pirate réitère. Puis elle prend le nom de Télé Canal Moins. On semble s'amuser beaucoup... Mais pour remplir la grille des programmes, c'est une autre affaire. Aux Sables-d'Olonne, Télé 102 concurrence la toute fraîche télévision du matin inaugurée ce même jour par TF 1. Au menu local : Jean-Marie Le Pen. A Grenoble, ITV - Isère télévision - sort de sa coquille. A Bordeaux, à Perpignan, à Nice, on se prépare à appuyer sur le bouton. Une foule d'initiatives dans de nombreux endroits... mais le grand public en est rarement informé.

Sur les hauteurs boisées de Fréjus se dressent les premiers bâtiments du centre multimédias créé par la mairie. De là pourrait bientôt jaillir l'émission de Télé Estérel Méditerranée, la TV municipale. François Léotard, député du Var, maire de la ville et secrétaire général du Parti républicain, est un homme de médias. Il ne croit pas, dit-il, « aux radios et aux chaînes de monsieur le maire, qui emettent et se sont pas écoutées ». La première émission télévisuelle municipale a duré neuf jours, en juin dernier. Elle a coûté cent quatre-vingt mille francs. Ce fut un succès. Les habitants de Fréjus installaient leur antenne au bout d'un manche à balai accroché aux fenêtres pour mieux capter la pirate.

C'était à l'occasion de la foire internationale de cette ville ; les édiles avaient demandé une autorisation d'émettre point par point, de l'hôpital à la mairie, etc. Mais l'occasion est trop belle. On a diffusé tous azimuts, quitte à outrepasser la légalité. Jusqu'à ce jour nul n'est pénalisé. « J'ai moi-même posé la question à M. Fillioud. Cela l'a fait rire », rappelle, moqueur, M. Léotard.

Depuis, l'équipe désignée par la mairie prospecte investisseurs et publicitaires. Comme jadis pour la radio locale. Après trois ans d'existence, celle-ci s'autofinance à 75 % ; le quart restant provient de subventions versées par la mairie. « Il ne nous reste plus qu'à acheter l'émission », affirme un des responsables commerciaux de la future TV. « Nous ne produisons que trois heures d'émissions quotidiennes si nous voulons faire de la qualité », tempère M. Locat, premier adjoint.

Les pirates de la Côte

Vue de Fréjus, Nice fait presque figure - déjà - de station régionale pour les pirates de la Côte. Sa municipalité a investi « gros » dans l'aventure multimédias et dans le câble. « Sur la région, nous démarrons en hertzien, mais ensemble. Nous échangerons des pro-

grammes », réve le responsable commercial de Fréjus déjà cité. Un jour, peut-on imaginer, quelqu'un appuiera sur un bouton. Et toute la Côte découvrira les images des nouvelles télévisions privées. Mais quand viendra ce jour ?

Un fait est certain : le câble ne sera opérationnel que dans quelques années. Même pour Fréjus, qui fait partie des cent trente-trois communes prioritaires. Va-t-on attendre ? On peut en douter. Si, du moins, on en juge par l'ampleur des préparatifs financiers en cours. A Fréjus comme ailleurs, ceux qui se sont lancés dans la course semblent viser un avenir proche. Pour les pirates, l'hertzien est le moyen de fonctionner - dès maintenant et pendant toute la montée en charge du câble. Les télé privées locales pourraient ainsi drainer les publicités qui, demain, financeraient le coûteux fonctionnement du câble. L'argument a été largement débattu lors des discussions concernant la loi sur l'audiovisuel et les propositions Schneider (1).

Le plan câble vient d'être quelque peu modifié. L'option « tout fibre optique » a été révisée. M. Jacques Dondoux, directeur de la DGT (Direction générale des télécommunications), a récemment lui-même

émis quelques critiques. Ce plan reste un enjeu important pour l'industrie française. Aux pouvoirs publics de le défendre. Mais qui peut aujourd'hui maîtriser le futur, dans cet univers de technologies en mutation très rapide ?

Dans l'immédiat, le gouvernement, interpellé, a le choix de libérer ou non les fréquences hertziennes placées sous la garde de TDF. « Devrait rare et dangereuse », souligne avec constance le secrétariat d'Etat. L'irruption des télé privées sur la bande UHF pourrait perturber les réceptions des chaînes nationales, le travail des pompiers et celui de la police, etc. Danger, j'ajoute : TDF afficherait presque complaisance sur la bande convoitée. Mais « on a facilement dégagé une cinquantaine de fréquences pour Télé Monte-Carlo », rétorquent les pirates.

Leur position est renforcée des récentes expérimentations. Selon une étude du BIPE, menée publique le 30 novembre (2), les émissions pirates n'ont guère brouillé ni gêné. Cette controverse technique paraît en voie d'être dépassée. Place désormais à la pesanteur économique et à la controverse politique.

Financiers de haut vol

L'expérience des radios libres, pour utile qu'elle soit, ne peut servir d'exemple. Le BIPE présente un bilan-type. « Le coût d'un mois de programmes est équivalent à l'investissement en équipements techniques ». Contrairement à ce qui se passe en radio, le fonctionnement est de loin le plus cher. Sur un an, en bas de gamme, selon le BIPE, il se chifferrait à plus de 50 millions de francs par an. A titre de comparaison, cela représente le coût de six stations locales de Radio France, de cinquante radios locales privées moyennes et de cent spots publicitaires produits, note encore le BIPE.

Le BIPE crée l'Observatoire de la communication

Communiquer vite, avec le maximum d'efficacité et de fiabilité. Professionnels de la communication, bien sûr, mais aussi industriels, banquiers, distributeurs, dirigeants de grandes entreprises, tous ressentent de manière pressante ce besoin dans le monde d'aujourd'hui. Mais quels moyens choisir à l'heure où les innovations fleurissent de toutes parts ? L'Institut économique indépendant, créé il y a plus de vingt-cinq ans, le Bureau d'Informations et de Prévisions économiques (BIPE), vient de constituer, en son sein, un Observatoire de la communication afin de mieux répondre à cette question (1).

Les objectifs de cet observatoire, selon l'un de ses responsables, M. Alain Le Diberder, se situent dans l'esprit des missions du BIPE : élaborer des études techniques spécifiques, tout en gardant une vision économique globale. S'agissant particulièrement de la communication, le BIPE, qui est présidé par M. Claude Gruson, ancien directeur général de l'INSEE, a réalisé depuis deux ans des investigations, des recherches et des travaux de synthèse qui lui permettent d'être actuellement à la tête d'un riche capital d'informations, mais aussi d'avoir une capacité d'expertise et de prévisions pouvant, selon ses responsables, répondre « sous une forme plus souple et plus originale » aux besoins de ceux qui orientent et décident.

L'Observatoire de la communication propose d'abord à ses abonnés (2) de faire pour eux une sélection parmi les principales innovations en cours, d'éliminer les fausses questions ainsi que les évolutions sans portée. Car, estime M. Le Diberder, « il y a beaucoup de pétards mouillés et ce domaine ». D'autre part, le BIPE se charge de procurer une information fondée sur des données originales directement issues des travaux effectués par son équipe d'experts et de les fournir en anticipant au maximum les évolutions : « Être en avance de six mois sur les préoccupations du moment ».

Onze rapports dans l'année (selon une périodicité mensuelle) sont accessibles aux abonnés. Les uns portent sur des analyses de médias, liées à l'émergence d'une nouvelle pratique de communication. Les autres traitent plus largement de certains aspects de l'économie de la communication et rassemblent sur chaque sujet des informations quantitatives, périodiques et commentées. Ce sera le cas des deux rapports sur le Marché des médias aux Etats-Unis et sur les Prévisions des marchés de la communication en

Quel pirate indépendant pourrait s'offrir une chaîne ?

Parmi les cinquante projets à l'étude, une dizaine sont qualifiés de « sérieux » par leurs concurrents et divers experts. Parmi ces dix candidats, les plus puissants sont jusqu'à ce jour les plus embusqués. A quel bon affrontement l'illégitime et d'autres pionniers essient - déjà - les plâtres ? La saisie du matériel représente une perte sèche. Mieux vaut attendre la levée de l'interdiction. Surtout si l'on est sûr de ses moyens financiers.

Les principaux vainqueurs de demain pourraient bien être les groupes multimédias. Ils ont leurs équipes, ils produisent, achètent, stockent des programmes vidéo. Sud-Ouest, Hérault, Filipacchi, avec peut-être Gasmont et Hachette, Tapie avec Séguié, Europe 1-Communication... tous ces groupes ont leurs projets. Certains partis politiques ont les leurs, - le Parti républicain à Fréjus comme le PCF dans les Hauts-de-Seine, où deux émetteurs seraient achetés déjà. D'autres encore. Selon le BIPE, les banques elles-mêmes suivent la question avec attention.

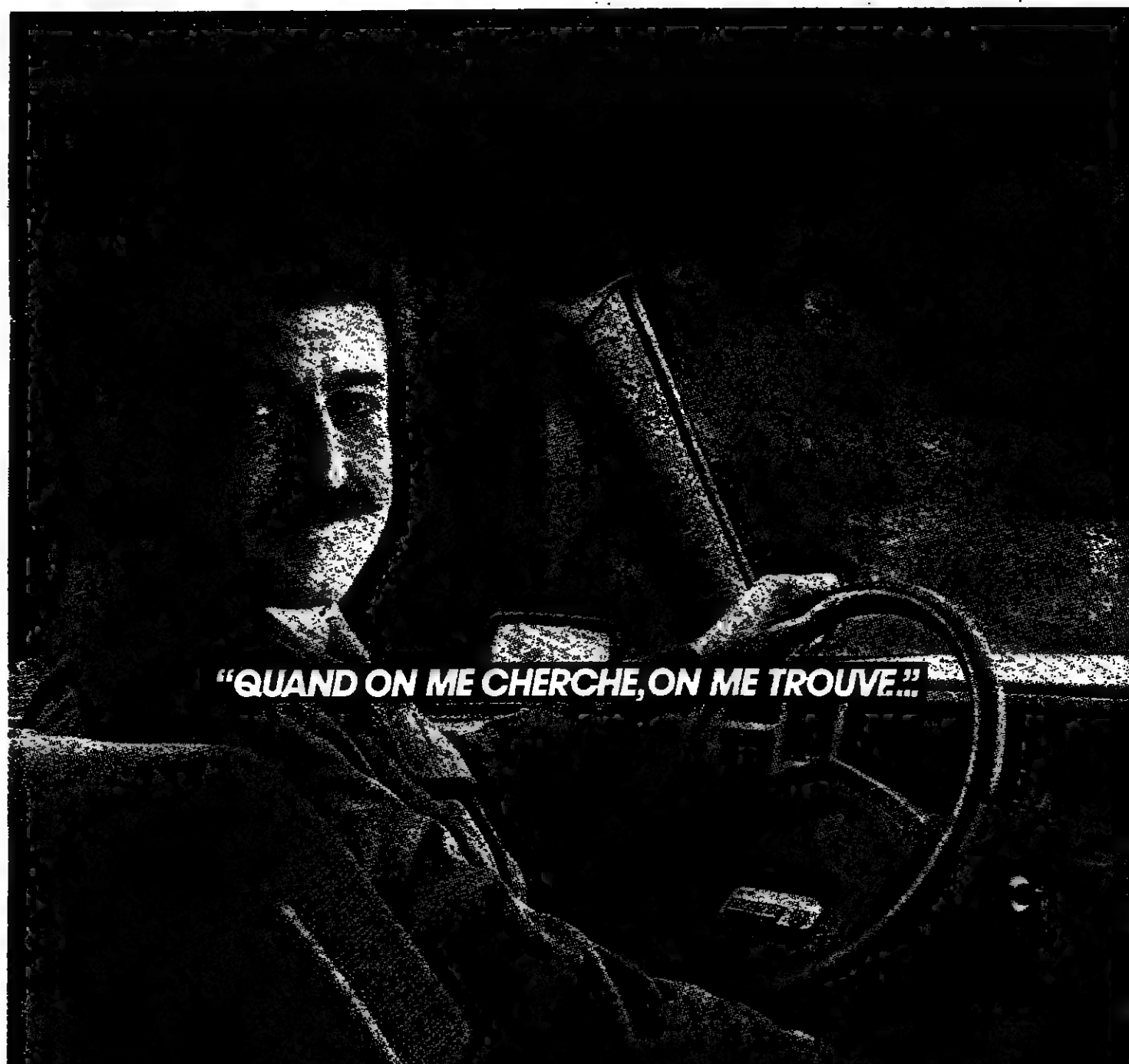
Enfin, les fabricants de matériel rivalisent de charme à l'égard de ces clients potentiels. Sony, mais aussi diverses firmes italiennes et françaises, prêtent volontiers leurs produits, à défaut de vendre des machines à la totalité de l'équipement.

Don Quichotte des ondes, génius bicolores, champions de l'agit-prop, chevaliers d'industrie et batteurs de la politique, tout ce monde se presse. On attend, avec plus ou moins d'impatience, le « top » de départ.

FIN

(1) M. Bernard Schneider, député socialiste des Yvelines, a déposé sa proposition de loi en octobre sur la définition de service local de radio-télévision par câble.

(2) - TV Pirates », par Gérard Gasmont. BIPE.



"QUAND ON ME CHERCHE, ON ME TROUVE..."

EUROSIGNAL : GARDEZ LE CONTACT

Vos activités vous appellent à de fréquents déplacements. Il peut être important que l'on puisse vous joindre immédiatement, à tout moment, partout en France et en Allemagne Fédérale.

Avec Eurosignal, c'est désormais possible : « Vous attribuez à chacun de vos correspondants permanents un des quatre numéros d'appel possibles. Votre correspondant compose sur son téléphone le numéro que vous lui avez communiqué. Instantanément vous en êtes averti par un signal sonore et lumineux sur le récepteur Eurosignal, où que vous soyez. Même en voiture. Vous savez alors qui cherche à vous joindre. Vous n'avez plus qu'à rappeler à partir d'un poste téléphonique.

Avec Eurosignal, complément efficace du téléphone, vous vous déplacez l'esprit libre.

Pour un renseignement ou un conseil, appelez-nous en composant le **NUMERO VERT** Appel Gratuit **16.69.20.20.20**.

Pour une location, un achat ou un abonnement, passez à votre Agence Commerciale des Télécommunications : son adresse est sur votre facture téléphonique et dans les pages bleues de l'annuaire.



le bureau le SAV l'emprunt la maison

LE QUATRIÈME FORUM DES NOUVELLES IMAGES

Le quatrième Forum international des nouvelles images sera organisé du 5 au 8 février 1985, à l'occasion du 25^e Festival international de télévision de Monte-Carlo, avec la collaboration de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) et le concours de la société Midem Organisation de M. Bernard Chervy. En présentant cette rencontre, M. Jacques Pononni, PDG de l'INA, a insisté sur le développement du marché des nouvelles images.

L'idée de base du Forum - faire dialoguer les créateurs, les ingénieurs-chercheurs et les industriels - reste d'actualité, au moment où les Japonais font une entrée remarquée dans la synthèse d'images, et viennent concurrencer les Américains, leaders dans la production. La France, pour sa part, est encore bien placée, grâce aux efforts des pouvoirs publics à travers le « plan recherche-image », destiné à encourager l'acquisition de savoir-faire dans les logiciels et la création artistique.

L'industrie française est encore timide, derrière les chefs de file que sont l'INA et la société SOGITEC, en voie d'absorption par le groupe Daumal. Mais les nouvelles images investissent peu à peu le grand et le petit écran.

L'INA, qui a créé une filiale spécialisée (Pictograph) et s'efforce de former journalistes, techniciens et créateurs à ces nouvelles possibilités, organise à l'occasion du Forum, avec le concours de la firme Bull et de la FNAC, une première compétition, « Pixel-INA 85 », ouverte à tous les produits vidéo-graphiques et cinématographiques comportant une ou plusieurs séquences d'images infographiques ».

INA, 193-197, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 347.63.86.
Midem Organisation, 179, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris. Tél. : 303-14.03.

IKEA FARY
IKEA BOHONY
IKEA LYON

150

Si ça me dit j'irai dimanche.



IKEA EVRY
Ouverture tous les dimanches de l'année.

IKEA BOBIGNY
Ouverture exceptionnelle les dimanches
9/12 - 16/12 - 23/12 de 11 h à 19 h.

IKEA LYON
Ouverture exceptionnelle les dimanches
9/12 - 16/12 - 23/12 de 11 h à 18 h.

C'est incroyable ce qu'il peut y avoir comme pantoufards qui s'affaissent dès la semaine finie, grognant qu'à aucun prix ils ne mettront le nez dehors. Alors nous avons pensé à une astuce. Sussurez-leur dans le creux de l'oreille quelques prix IKEA. Et qu'IKEA est ouvert le dimanche. Pour faire bonne mesure, ajoutez que le dimanche

à IKEA est comme tous les autres jours. Avec des milliers d'idées pour équiper, meubler, ranger, aménager, décorer votre maison. Avec tous les avantages traditionnels d'IKEA : quand un meuble vous plaît, c'est très simple vous l'emportez. Il est déjà emballé et toujours très facile à monter. Ça renchérit encore ? Répétez-lui les prix. Si c'est la

seule chose qui éveille son intérêt, ça va le réveiller complètement.
A dimanche, bras dessus dessous chez IKEA



Il s'agit de fous ces Suédois

IKEA ÉVRY: 21 LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRY-LISSES. TÉL. (0) 497.55.55. LUN. MAR. MER. VEN.: 11-20 H - JEU.: 11-22 H - SAM.: 10-20 H - DIM.: 11-19 H. **RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS**
IKEA ROBOIGNY: CTR. CIAL ROBOIGNY & TÉL. (0) 892.92.96. LUN. MAR. MER.: 11-20 H - JEU. VEN.: 11-22 H - SAM.: 9-20 H. **IKEA LYON**: CENTRE CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELLIN. TÉL. (7) 879.23.24. LUN. VEN.: 11-20 H - SAM.: 9-20 H

COMMUNICATION

AU « MONDE »

Les actionnaires se réuniront le 20 décembre

Au cours d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise convoquée mardi 4 décembre - après du refus exprimé par la société des rédacteurs du plan de redressement proposé par le directeur - gérant du Monde, (le Monde du 4 décembre) celui-ci a annoncé le report au 20 décembre de l'assemblée générale des actionnaires initialement prévue le 7 décembre. Considérant qu'il était privé de moyens d'action, André Laurens a précisé que l'assemblée du 20 décembre aurait pour ordre du jour la désignation de ou des nouveaux gérants, ajoutant qu'il assurerait la fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé. La poursuite des négociations avec les syndicats au sujet des salaires, prévue jeudi 6, est aussi annulée. Il en est de même des discussions conduites avec le syndicat du Livre.

Au comité d'entreprise, un représentant du Livre CGT a lu la déclaration suivante : « Les travailleurs du Livre CGT prennent acte de la situation nouvelle créée par la prise de position de la société des rédacteurs. Ils considèrent de leur devoir de rappeler que, pendant toute la période de négociations importantes pour l'avenir du titre et de son personnel, cette façon de procéder manque pour le moins de sérieux. Ils désapprouvent totalement les auteurs de cette opération politicienne et ceux qui les ont soutenus. En tout état de

cause, les travailleurs du Livre CGT ne feront pas les frais de péripéties auxquelles ils sont étrangers et sont bien décidés à tout mettre en œuvre pour continuer à préserver leur emploi et leurs acquis ».

Ce même mardi 4 décembre, au cours d'une assemblée générale, la société des employés du Monde s'est prononcée contre la vente de l'immeuble à une forte majorité : 238 parts contre, 51 pour, tandis qu'on comptait 6 bulletins blancs et 5 nuls. La société des employés possède 4 % des parts du capital du Monde.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

La Société des rédacteurs du Monde est convoquée, le mercredi 19 décembre 1984, à 15 heures, en assemblée générale extraordinaire. Ordre du jour : modifications des articles 8 et 14 des statuts. Elle est convoquée le même jour à la même heure en assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement. Ordre du jour : nomination d'un ou de plusieurs candidats à la présidence de la SARL le Monde. Le lieu de la convocation sera précisé ultérieurement.

SUSPENDUES PAR LA HAUTE AUTORITÉ

Six radios libres parisiennes refusent d'arrêter leurs émissions

« Nous sommes des entreprises, et mettons au défi la Haute Autorité d'aller jusqu'au bout de ses décisions en mettant au chômage de nombreux salariés... ». Que les arguments soient d'ordre économique ou politique - « une reprise en main avant les élections », affirme Radio-Solidarité - les six radios libres parisiennes suspendues mardi 4 décembre par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (nos dernières éditions du 5 décembre)

se montrent unanimes et déterminées à défi la Haute Autorité. Les pouvoirs publics espèrent-elles ne sauraient décider la saisie, mesure impopulaire.

Fortes de leur audience ou de leur notoriété dans la région parisienne, les radios brandissent chacune la menace d'une révolte de leurs auditeurs et d'une contagion incontrôlable sur l'ensemble de la bande FM. Connues, elles le sont en effet, et pour des raisons chacune différentes. Il s'agit en effet de NR, la plus écoutée en Ile-de-France, sanctionnée de 30 jours de suspension pour un ensemble impressionnant d'infractions (notamment celle d'émettre avec un émetteur de 40 kW) ; 95.2, présidée par l'ancien journaliste d'Europe 1, Robert Namias, est suspendue pour 15 jours ; TSF 93, radio communiste de Seine-Saint-Denis, condamnée pour 12 jours ; Solidarité, la voix de l'opposition (12 jours) et Radio Libertaire, la radio du mouvement anarchiste, arrêtée, elle, pour 10 jours.

C'est la première fois que la Haute Autorité use ainsi de l'arme de la suspension, que lui attribue la loi du 1^{er} août 1984 et qu'elle juge plus facile à manier que la « bombe atomique » - selon l'expression de sa présidente, M^{me} Michèle Cotta - du retrait définitif d'autorisation. Une suspension dont la durée a été graduée en fonction du nombre et de la gravité des infractions : une punition trop forte, non conforme au cahier des charges, et cause de perturbations dans divers services publics (pompiers, police, navigation aérienne et stations de Radio-France) ; et parfois, l'utilisation d'une autre fréquence que celle qui leur est officiellement attribuée.

La décision annoncée mardi a provoqué, avant même d'être publiée au Journal officiel, panique et fureur chez les radios concernées. Elles ont immédiatement diffusé sur leurs ondes des communiqués alarmistes appelant à diverses manifestations. Pourtant, la décision n'intervient qu'après une suite de déclarations menaçantes, provenant à la fois des pouvoirs publics et de la Haute Autorité, de lettres d'avertissements et après une procédure approuvée jeudi par la commission Galabert.

La guerre des puissances était déclarée depuis longtemps, attisée pour certaines radios par la course à la publicité, pour d'autres par la volonté de transmettre un message politique au plus grand nombre possible d'auditeurs. Un mouvement irréversible, pour une logique pourtant contestable, qui se prenait en compte le sort des « petites radios ».

Il est vrai cependant que le laxisme d'hier, le retard dans la délivrance d'autorisations et les contraintes de certains mariages forcés n'étaient guère de nature à susciter l'antodiscipline. Ce coup de poing tardif, justifié dans les textes, paraît aujourd'hui bien contestable : la Haute Autorité et la justice ont-elles les moyens d'une telle remise en ordre ?

ANNECK COJEAN.

Un entretien avec M. Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont

« Depuis 1974, Gaumont apparaît comme un groupe puissant assurant sa prospérité sur des succès commerciaux et des investissements ambitieux à l'étranger. Or, depuis 1983, l'entreprise se trouve confrontée à une crise brutale... »

Le navire marchait bien et on a sans doute un peu trop renforcé la voile. Cette crise est, comme souvent, la conjonction de phénomènes très différents. Il y a tout d'abord l'échec de TéléFrance, cette tentative de diffuser l'audiovisuel français aux États-Unis. Nous avions gagné le pari le plus difficile, celui de l'audience, au moment où nos homologues américains, les chaînes câblées de CBS et NBC, ont fermé leurs portes. Du coup, notre entreprise a perdu toute crédibilité auprès des agences de publicité.

Nous pensions que la France pouvait s'intéresser au maintien d'une telle présence aux États-Unis. Mais, face à Gaumont qui tenait un langage de service public, notre partenaire, la SOFIRAD, s'est comporté paradoxalement en entreprise privée. Il fallait que Gaumont assume seule des pertes : c'était inacceptable.

Vous n'avez guère eu plus de chance en Italie...

L'Italie est notre véritable talon d'Achille. Nous avions décidé d'y investir en 1976, parce qu'il y avait entre nos deux pays une tradition heureuse de la coproduction et que, si le cinéma italien était bien reçu en France, le cinéma français n'était plus diffusé en Italie. Mais, en 1976, la fréquentation des salles italiennes représentait la moitié de la fréquentation américaine, plus de deux fois celle de la France. En 1984, elle est tombée à un niveau inférieur de 30 % à la fréquentation française.

Cette catastrophe, nous la devons à l'explosion anarchique des télévisions privées, dont les premières victimes ont été les détenteurs de droits. Nous voulions créer un réseau de salles modernes ; il a fallu attendre 1984 pour avoir le premier permis de construire. Nous avions investi dans des films de Fellini, Coppola, Scorsese, Cavalli : ils ont bien marché en France, mais les recettes italiennes n'ont pas atteint le quart des recettes françaises. Dès 1982, Gaumont s'est retrouvée la première société de cinéma en Italie à cause de l'extinction brutale de toute concurrence. Nous ne pouvions pas rester les seuls à nous battre pour le cinéma italien : nous avons donc arrêté nos investissements et nous cherchons à vendre notre circuit de salles.

Ajoutez à cela nos déconvenues dans la distribution de films aux États-Unis, en collaboration avec Columbia, nos difficultés d'implantation au Brésil, et vous aurez un tableau général de nos pertes depuis 1983.

Vous avez aussi connu des échecs sur le marché français ?

Depuis dix ans, Gaumont a connu un nombre certain de succès. La Gifle, Cousin-cousine, Diabolo menthe, Danton, A nos amours : c'est un prix Louis-Delluc sur deux. La Chèvre, la Boum, sont des succès internationaux. En 1983, les équipes qui ont fabriqué ces succès ont eu moins de chance, et cela change tout. Mais je vous ferai remarquer que les deux événements de cette année sont Carmen et Marche à l'ombre, deux films Gaumont.

L'affaiblissement de notre position sur le marché français est dû avant tout à la réforme du cinéma. Parce qu'ils pensaient que le navire marchait trop bien, les responsables politiques ont changé

la jauge, en estimant que notre accord de programmation avec Pathé constituait une position dominante. C'était une mauvaise analyse : avoir 20 % du marché du cinéma français n'est pas une position dominante, et l'affaiblir au moment même où nous nous lançons dans une action internationale mettait en cause tout l'équilibre de Gaumont.

« Le cinéma fabrique surtout de l'amertume »

Cette crise va-t-elle vous contraindre à réduire votre production, à concentrer vos investissements sur des films plus commerciaux ?

La force du cinéma français, c'est son éclectisme. Y renoncer serait une erreur grave. Néanmoins, Gaumont doit se montrer soucieux des objectifs économiques, optimiser ses chances de rencontre avec le succès populaire. Qu'on me comprenne bien : un film à succès est un film qui couvre ses investissements. Ainsi, avec des budgets et des talents très différents, Belmondo, Marguerite Duras ou Eric Rohmer font des films à succès.

Le cinéma est à la recherche permanente d'un équilibre entre l'art et l'argent. Un équilibre qui ne sera jamais satisfaisant, car le pouvoir financier garde toujours le pouvoir de dire non, ce qui explique que le cinéma engendre souvent tant d'amertume, celle de ceux qui n'ont pas fait « leur film ». Il faut savoir que plus d'un film sur deux perd de l'argent et que si l'on s'en tenait aux stricts critères économiques il n'y aurait aucune raison de faire un film. La seule solution consiste à trouver plus d'argent pour faire plus de films.

Les arts sont très partagés sur la santé du cinéma français...

Le cinéma français ne va pas très bien. Il essaie de défendre la fréquentation des salles, qui demeure relativement stable. Mais les nouvelles contributions financières, nécessaires à son équilibre, sont lentes à se manifester. Les ventes de films à la télévision ont baissé ces deux dernières années. Les exportations vers l'étranger sont plutôt en diminution. L'apport de la vidéo reste toujours un mirage, et l'existence de Canal Plus, qui est un motif d'espoir, n'est pas suffisante pour répondre à toutes les inquiétudes.

J'ajoute que les revendications croissantes des ayants droit mettent en péril l'équilibre du cinéma. On ne peut pas réparer intégralement les bénéfices des films à succès si l'on veut continuer à financer les échecs.

Certains se demandent si l'avenir du cinéma mérite un tel combat. Je pense que oui. Il s'agit en fait de l'avenir de l'audiovisuel européen. Demain, les satellites envahiront les marchés nationaux relativement protégés et risquent

d'imposer un dénominateur commun culturel à l'Europe : les programmes américains. Si l'on veut offrir une alternative à cette menace, il faut faire du cinéma le plaisir de la relance audiovisuelle.

Aujourd'hui, après l'effondrement italien, le cinéma français est le premier maillon en Europe de cette relance. Si, dans un avenir bref, nous ne trouvons pas de nouveaux marchés, c'en est fini de l'audiovisuel européen.

Dans l'immédiat, il faut que la télévision achète les films à leur juste prix. Deux cents millions de spectateurs dans les salles payent le cinéma pour quatre milliards de téléspectateurs par an. Cela ne peut pas continuer. Les téléspectateurs français doivent contribuer davantage aux programmes : c'est l'avenir culturel de leurs enfants qui est en cause.

Mais ne reproche-t-on pas au cinéma d'asphyxier le marché des nouveaux médias, en imposant des quotas, des grilles, des délais de programmation ?

Les règles imposées à la télévision, au câble ou à la vidéo le sont dans l'intérêt de tout le monde. Le cahier des charges des chaînes prévoit 50 % de films français : en cela, il respecte la volonté du citoyen-spectateur qui, dans les salles, aït à 50 % le film français. Les grilles, les délais de programmation sont là pour protéger la primauté des salles dans l'exploitation du film.

Le film ne répond pas à un besoin mais à un désir. Ce sont les films d'attente aux portes des salles, le bouche à oreille qui véhiculent le mieux ce désir. La distribution immédiate du film à domicile détruirait le cinéma, cette sorte de mythe, qui vit dans un royaume d'ombre et de lumière et qui fabrique d'autres mythes, les stars.

Si l'on veut qu'il ait encore une création dans dix ans, il faut en protéger les conditions. Quel que soit leur statut, les chaînes câblées ou hertziennes devront respecter des grilles et des quotas de programmation.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN.

CARNET DU Monde

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Enriqué SAPORTA, survenu le 4 décembre 1984.

De la part de M. Nicolas Saporta, son frère, Des familles Saporta et Beja, Et de l'association Vidus Largas.

L'inhumation aura lieu le jeudi 6 décembre, au cimetière du Père-Lachaise, à 16 h 15. Réunion porte principale.

38, rue Brévié, 75017 Paris.

Messes anniversaires

En ce jour anniversaire, les amis de

Charlotte HAROUX, née Castel,

se retrouvent en une tendre pensée dans leur cher souvenir.

Une messe est dite à son intention de la part de l'AOA et de M^{me} Gilardoni.

Communications diverses

Le Centre culturel Les Fontaines à Chantilly organise, les 8 et 9 décembre, une session consacrée à l'œuvre de Roberto Rossellini. Renseignements : Tél. (4) 457-24-00.

Dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse, le CIDI (Centre d'information et de documentation jeunesse) organise jusqu'au 10 décembre une exposition sur le thème « Les jeunes et l'Europe ».

CIDI, 101, quai Brnaly, 75015 Paris. Tél. : (1) 566-06-67.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

Université Paris-V, vendredi 7 décembre, à 14 heures, amphithéâtre Durkheim, M. Kuvshinov-Fadiga : « Problématique de l'autonomie pour l'éducation ».

Université Paris-I, mercredi 12 décembre, à 14 h 30, salle C 22-04, Centre P.-Mendès-France, M. Quang Kim Tran : « Décès de la natalité dans les pays occidentaux (théories explicatives, conséquences et réponses politiques) ».

Université Paris-X Nanterre, jeudi 13 décembre, à 16 h 30, salle C 26, M. Yessine Idrat : « Marxisme et société libérale ».

Université Paris-VIII, samedi 15 décembre, à 14 heures, salle B 028, M. Michel Corbillet : « Les origines du mouvement ouvrier dans le sud des États-Unis, 1830-1865 ».

VENTE A FONTAINEBLEAU

HOTEL DES VENTES 5, rue Royale, Pl. du Châteaux DIMANCHE 9 DÉCEMBRE À 14 h

Objets d'art et d'ameublement, argenterie, bijoux, tableaux et dessins anciens, beaux mobiliers XVIII^e et XIX^e siècles

Expos. le 7, 21 et 23 h le 8, 10 h-12 h et 14 h-18 h 30 le 9, 10 h-12 h

M^{me} J.-P. OSENAV, commissaire-priseur 77000 FONTAINEBLEAU, Tél. : (6) 627-61

BLJOUX CATHERINE DENEUE

Motif d'oreille en diamant avec pendentif amovible cœur en cristal et tourmaline.

FRED JOAILLER

6, rue Royale, Paris. Tél. 260.30.63 - Le Clérage, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mirador, Paris. 21, bd de la Croix, Cannes - Hôtel Loeux, Monaco-Carls - Aéroport d'Orly. 20, rue du Marché, Boulogne - Dallas - Beverly Hills - Houston - New York.

Fêtes et cad

art du verre

Le verre est un matériau qui a fasciné l'homme depuis des siècles. Son utilisation va de la simple bouteille à l'œuvre d'art la plus complexe. Les artisans verriers ont su transformer ce matériau simple en objets d'exception, reflétant la culture et l'histoire de leur région. Aujourd'hui, l'art du verre connaît un regain de popularité, avec de nombreux artistes contemporains qui explorent les possibilités infinies de ce matériau.

JULIEN CARTIER

LE GADÉAU IDE



Julien Cartier est un artiste français connu pour ses œuvres en verre. Il a travaillé pendant des années à la recherche de nouvelles formes et de nouvelles techniques. Ses œuvres sont exposées dans de nombreux musées et galeries à travers le monde.

Il a également écrit plusieurs livres sur l'art du verre, partageant ses connaissances et ses expériences avec un plus large public. Ses écrits sont considérés comme des références dans le domaine.

En 2014, il a reçu le prix de la Fondation pour l'art contemporain, reconnaissant sa contribution majeure à l'art du verre moderne.

Julien Cartier continue de travailler avec passion et dévouement, créant de nouvelles œuvres qui inspirent et touchent le cœur de ses spectateurs.

Il est actuellement en résidence à Paris, où il travaille sur une nouvelle série d'œuvres qui explorent les liens entre l'art et la science.

Julien Cartier est un artiste polyvalent, capable de passer de la sculpture au dessin, de la peinture au verre. Sa maîtrise de différents médiums fait de lui un artiste unique.

Il est également très engagé dans la promotion de l'art du verre, organisant des ateliers et des conférences pour sensibiliser le public à ce patrimoine artistique.

Julien Cartier est un artiste qui a su transformer un matériau simple en œuvre d'art. Son engagement et sa passion pour l'art du verre ont fait de lui l'un des artistes les plus importants de notre époque.

501.000

Jeydoux, PDG de Gaumont

Le PDG de Gaumont, Jean Jeydoux, a été élu président de la commission de la culture de l'Assemblée nationale. Il a été élu à la place de Jean-Claude Gaudin, qui a démissionné. Jeydoux a été élu à la majorité absolue, avec 251 voix sur 475. Il a été élu à la place de Jean-Claude Gaudin, qui a démissionné. Jeydoux a été élu à la majorité absolue, avec 251 voix sur 475.

CARNET DU 31/12

Le 31 décembre 1984, jour de la fin de l'année. Voici quelques événements marquants de l'année écoulée. Le 1er janvier 1985, début de l'année nouvelle. Le 2 janvier, fête de l'Épiphanie. Le 3 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 4 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 5 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 6 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 7 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 8 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 9 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 10 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 11 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 12 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 13 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 14 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 15 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 16 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 17 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 18 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 19 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 20 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 21 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 22 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 23 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 24 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 25 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 26 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 27 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 28 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 29 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 30 janvier, jour de la Saint-Étienne. Le 31 janvier, jour de la Saint-Étienne.

Fêtes et cadeaux

L'art du verre

DEPUIS le début du siècle, le verre puit le cristal sont devenus des matériaux de créations artistiques. Associés aux traditions artisanales, de nombreux artistes se sont exprimés par le truchement du verre. Ils ont ainsi développé un art à part entière. Leurs œuvres reflètent les courants et les goûts de leur époque.

En France et en Italie, trois familles - trois dynasties, pourrait-on dire - sont devenues célèbres : Daum, Lalique, Venini. Leur histoire se confond avec celle de l'art du verre et du cristal. Jean Daum, notaire de son état et exproprié d'Alsace, acquiert à Nancy en 1875 une verrerie en difficulté. Trois ans plus tard, il crée avec ses fils la société Daum. C'est en 1890 que les frères Daum inventent un verre coloré et une technique de gravure qui donneront naissance aux verreries artistiques de l'époque : celles de l'école de Nancy et de Gallé en particulier. A l'exposition universelle de 1900 apparaissent les premières lampes en verre décoré. Le modern style puis l'art déco de 1925 inspirent les créations de Daum.

En 1945, l'usine de Nancy rouvre et s'oriente vers le cristal. C'est l'apparition des formes libres, sculptées au feu, d'où surgira bientôt le

bestiaire de Daum. Dans cette collection animalière ont été créés, cette année, un dromadaire en position agenouillée, une tête de cheval aux traits vigoureux (740 F) et une grande mouette piquant vers la mer, les ailes déployées, 2 850 F.

Jacques Daum entreprend, dans les années 60, des recherches sur la pâte de verre. Cette ancienne technique égyptienne, modernisée et colorée, donne libre champ à une nouvelle forme de sculpture qui séduira de nombreux artistes contemporains. Dali, César, Couturier, Lhoste, Dmitrienko, entre autres, s'exprimeront par la pâte de verre colorée. Chaque sculpture, reproduite en tirage limité, est signée par l'artiste, numérotée et accompagnée d'un certificat d'authenticité. Parmi les créations récentes : la Source de Pierre Roulot, corps de femme d'un gris bleuté teinté de rose, et la Colombe de Yvanwine, prête à l'envol dans un voile blanc bleuté, 6 500 F. Noël Daum vient d'écrire un livre sur la pâte de verre qui retrace son histoire, de l'Antiquité jusqu'à nos jours (*la Pâte de verre*, Denoël, 398 F, avec 100 planches en couleur).

La collection des sculptures minimalistes Mino a été créée, en 1980, pour permettre d'acquérir, à prix très accessible, une œuvre d'art en

miniature. Ces pièces de petite taille (de 8 à 13 cm) valent 392 F et sont signées d'artistes en renom. Récemment éditée : *Peac d'Adzak, l'ut de Drullat et Tendresse de Legendre*.

En décembre, le thème des fêtes de la rue Royale qui anime l'artère parisienne est le centenaire de l'automobile française. Dans la vitrine de Lalique scintille l'éclat des bouchons de radiateur en verre, créés dans les années 30 par René Lalique et prêtés par sa collectionneur.

Première génération de cette dynastie vouée au verre et au cristal, René Lalique - né en 1860 en Champagne - est d'abord créateur de bijoux. Il fut le premier à introduire le verre en joaillerie, recherchant déjà ses fameux effets de transparence et de matière. En 1909, il achète une toute petite verrerie près de Paris et se consacre au verre. Il y crée ses premiers flacons décorés pour le parfumeur Coty. Après la première guerre mondiale, René Lalique installe en Alsace une cristallerie. Ses premières réalisations furent présentées aux Arts décoratifs de 1925 : fontaine monumentale et plafonds lumineux notamment.

René Lalique puise son inspiration dans la nature et les visages féminins. Dans la boutique de la rue Royale, on peut voir un grand masque carré, datant de 1932, et des séries de flacons de la même époque. Ces flacons « Dahlia » et « Dan » ont été remaniés par son fils Marc. Né en 1900, il devient à vingt-deux ans le collaborateur de son père. A la mort de celui-ci, en 1945, il remet en état la cristallerie alsacienne, endommagée par la guerre, et poursuit l'œuvre créatrice. Sa parfaite connaissance de l'art du verre et une imagination puissante lui permettent des réalisations aussi diverses que la grande table « Cactus », tout en cristal translucide (créée en 1951), une tête de cheval ou une originale assiette en cristal noir satiné où se déploie une grande algue, 800 F.

Marie-Claude est la troisième génération des Lalique. Dans cette tradition familiale du cristal translucide allié au cristal satiné, elle crée des coupes, des verres et des flacons de parfum, dans un esprit qui lui est

propre. Un grand vase translucide à des motifs colorés en relief (7 800 F). La nature et les voyages lui suggèrent des pièces comme « Amon », tête de bœuf consacré au dieu égyptien (2 000 F), une parure bondissante ou une coupe inspirée par l'arbre à pain. Perpétuant la recherche, Marie-Claude Lalique a imaginé de marier la transparence du cristal aux couleurs subtiles des opalines. D'une telle prouesse technique est née une coupe à motif poisson en opaline jade.

Dans l'île de Murano, sur la lagune de Venise, l'art du verre est une tradition plus que millénaire. Au fil des siècles, la renommée des verriers de Murano s'est étendue dans le monde, comme un symbole de virtuosité. Après une éclipse d'inspiration créatrice, durant le dix-neuvième siècle, l'art verrier renait à Venise après la première guerre mondiale.

C'est en 1921 que Paolo Venini, avocat milanais, s'associe à un arti-

quaire vénitien et fonde une verrerie à Murano. Jugeant la production des verriers de l'île trop ornée et surchargée d'or, Venini veut renouveler radicalement ce style. Il s'inspire de la simplicité parfaite des verres figurant sur les tableaux de Veronese, Tintin et le Tintoret, et crée des verres aux formes détonnantes et aux couleurs pures qui vont donner naissance à la verrerie vénitienne contemporaine.

Paolo Venini fait appel à des grands créateurs, d'abord italiens puis, aussi, scandinaves et américains. En 1950, Venini fait son entrée dans les musées du monde entier. Dans la boutique parisiennement exposée de nombreuses pièces bien connues des amateurs de Venini. Telles les « bouteilles » du Finlandais Tapio Wirkkala, de forme douce (à partir de 2 120 F). Ces pièces allient deux couleurs, l'une sur la moitié inférieure et l'autre sur la moitié supérieure, et

exigent le travail simultané de deux maîtres verriers.

Depuis la mort de Paolo Venini, en 1959, sa fille et son gendre continuent son œuvre. Sa petite-fille, Laura de Santillana, née à Venise en 1955, affirme son talent avec des créations comme ses assiettes des « Quatre saisons » (4 095 F pièce). Ces grands disques de verre, vert, rouge, brun orangé ou bien ciel ont, au centre, une inclusion d'arbre stylisé en « Murrine », jonction d'éléments en forme de bâtons, comme les « mille fleurs » des cultures.

JANY AUJAME.
★ DAUM, 41, rue de Paradis, 75010 Paris. Tél. : 770-14-91. Indiquez vos points de vente à Paris et en province. La salle d'exposition est ouverte, du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures.
★ LALIQUE, 11, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : 265-33-70.
★ VENINI, 97, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 548-95-39.

Agendas et calendriers

RÉALISÉ en fonction du profil des lecteurs et lectrices du journal, l'agenda du Monde donne une mine d'informations historiques à partir de la parution du premier numéro du journal (19 décembre 1944). Le semainier (280 x 220 mm), doré sur tranche, rappelle les grands événements au jour le jour mais comporte, en outre, un atlas, la carte d'identité et les renseignements pratiques sur cent cinquante pays. L'heure du déjeuner parlant n'en est pas absente pour autant. La présentation amovible de cuir pleine peau bordeaux ou noir, à coins dorés, est reprise pour le modèle de poche (185 x 100 mm), qui fait aussi fonction de portefeuille et de porte-cartes tout en comprenant tous les numéros de téléphone concernant la vie politique et sociale de la France.

Les renseignements fournis par la documentation du journal permettront de briller au ministère ou pendant la partie de scrabble (400 F et 270 F, au journal ou par correspondance avec chèque bancaire ou postal : le Monde, 5, rue des Italiens, 75427 Paris CEDEX 09).

Quo Vadis sort un agendascope pour le bureau, en forme de semainier à spirale, sur une seule page, (34 F), ainsi qu'un modèle astrologique (68 F). Tout pour le bureau, 29, rue Danielle-Casanova, 75002 Paris.

Lavinie écrie son format semestriel comprenant un planning annuel, un carnet d'adresses, un tableau de correspondance de tailles anglaises, américaines et françaises, voire un fascicule gastronomique signé Claude Lebey, le restaurant aux quatre coins du monde : 380 F en box noir, 190 F la recharge chez les dépositaires de la marque à travers la France.

Pierre Cardin inaugure sa gamme de Plus quotidiens avec un agenda (145 F) et une pratique bloc-mémo facile à détacher grâce au pointillé (49 F). En vente dans les drogueries, papeteries, aux galeries Lafayette et au Printemps.


L'Expansion ajoute une trousse de bureau à sa série de seize produits réalisés autour de l'agenda. En cuir noir, fermé d'une glissière, il contient un escargot de ruban adhésif, une agrafeuse et sa boîte de recharge, une pince à dégrafer, un canif décapsuleur, deux marqueurs fluo, le nécessaire crayon, une pochette transparente pour les trombones et élastiques, une gomme, des ciseaux à encoche par centimètre, une règle, un ruban-mètre en boîtier.

et un bloc de feuillets autocollants détachables (390 F, 67, avenue de Wagram, 75014 Paris CEDEX 17).

Mais toute la vie ne se passe pas au bureau : les amateurs d'icônes retrouveront leur calendrier Posev (30 x 40 cm) aux Editions du Samizdat russe vendu exclusivement par correspondance : 130 F à adresser à Mme Hélène Gediaghine, 125 bis, rue Blomet, 75015 Paris.

NATHALIE MONT-SERVAN.

PAUL McCARTNEY LE CADEAU IDEAL



6 NOUVELLES VERSIONS DES TUBES DES BEATLES :
"YESTERDAY" • "HERE THERE AND EVERYWHERE" •
"GOOD DAY SUNSHINE" • "FOR NO ONE" •
"ELEANOR RIGBY" • "THE LONG AND WINDING ROAD"

ET DE WINGS "SILLY LOVE SONGS"

DANS UN FORMIDABLE 33 TOURS ET CASSETTE
Musique du film
*What my friends & I
BROAD STREET*

RINGO STARR, DAVID GILMOUR, DAVE EDMUNDS, JOHN PAUL JONES,
STEVE LUKATHER & JEFF PORCARIO (DU GROUPE 1070)
ET CHRIS SPEDDING.

EMITEL MARCONI EMI

OFFRE SPECIALE FETES

Pour les codeurs de fin d'année, les plus grandes marques à tous les prix.

Guitare classique à partir de 450 F.
Orgue CASIO : 740 F.
Flûtes à bec, à partir de 39 F.
Harmonicas, à partir de 60 F.
Carillons multicolores, à partir de 75 F.




La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

ÉMAUX et IVOIRE de JACQUES GAUTIER



Collier bronzes argent, cristal sur argent, émail noir et ivoire gravé.
Boucles d'oreille cristal sur argent et émail noir.

36, rue Jacob, PARIS (6^e)
260-84-33

NOËL 84 : LA HOTTE TECHNOLOGIE

De l'agenda cinéma à la caméra vidéo, du bureau à mémoire au casque solaire à hélices en passant par le banc d'essai des magnétoscopes. Voir, pour réver Noël, fait pour vous son shopping boulevard de l'Électronique.



Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

CHOCARNE

le spécialiste de la perle de culture

Choix exceptionnel

1, rue de la Paix
Paris

Trafic sur Katmandou.

Première classe à prix affaire.

L'avion se pose sans à-coup sur l'aéroport de Katmandou. Je me levai et traversai la première classe vers la sortie. La dernière fois que j'étais venu à Katmandou, c'était à dos de mulet. Une sombre affaire. Aujourd'hui, j'arrivai de mon plein gré. Et pour fêter ça, je m'étais payé la première classe. A prix affaire.



THAI INTERNATIONAL, 123 Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 01 720 84 15. Free-Move 1 800 60 00 00. Telex : 3400 0000

BLANC CATHÉDRALE DENEUVE FRED

Joyeux Lancel!



LANCEL
La grande maison des cadeaux.

Magasin Lancel
Paris : 8 place de l'Opéra • 4 Rond-Point des Champs-Élysées
Palais des Congrès / Porte Maillot • 43 rue de Rennes
26 rue Vernet / 127 Champs-Élysées • 156 rue de Rivoli • Paris 2
Vélizy 2 • Créteil-Soleil • Lyon • La Part-Dieu • Nice
Strasbourg • Bordeaux • Ajaccio • Saint-Etienne • Orléans
Perpignan • Bayonne • Rennes • Montpellier

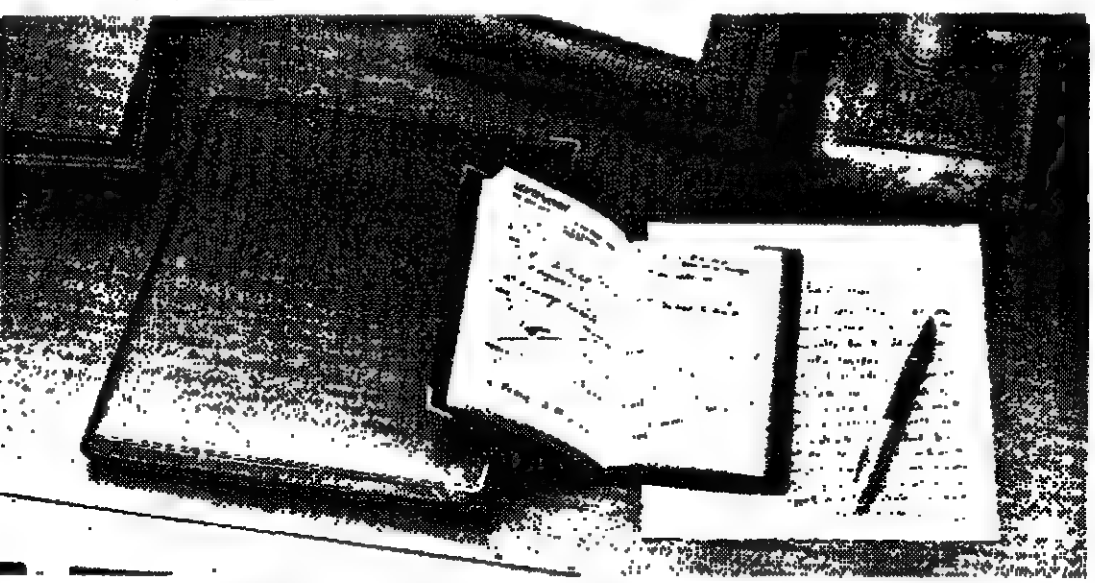
Piano Center
Promotion du mois JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1984

60 PIANOS D'ÉTUDE
A. HERRMANN
L'un des meilleurs rapports qualité-prix.

MODÈLE 110/45
Finition Acajou : 13.300 F 14.990 F
Finition Noyer : 20.090 F 15.670 F
MODÈLE 110/48
Finition Acajou : 16.430 F 12.590 F

Tous financements possibles.
* A crédit 343,46 F par mois, 60 mens.
Taux 21,50 %, coût total 20.607,50 F. S. ass.
71, rue de l'Aigle, 92250 LA GARENNE
(La Défense). Tél. 781.93.11
124, rue de Paris, 93100 MONTREUIL
(M^e Robespierre). Tél. 857.63.38

CRÉDIT TOTAL



UN AGENDA QUI N'EST PAS CELUI DE TOUT LE MONDE

Cet agenda est un instrument de travail entièrement original conçu spécialement par le journal *Le Monde* pour ses lecteurs.

Tous ceux qui exercent des responsabilités à différents niveaux dans l'administration, l'industrie, l'enseignement, les professions libérales, la vie politique et associative trouveront dans ces deux agendas (l'agenda de bureau et l'agenda de poche) des collaborateurs indispensables, discrets et informés et, surtout, en tous points conformes à leur style et à leur goût.

Première différence : la présentation
C'est la synthèse de la sobriété et du luxe. Sobriété, la couleur (noir ou bordeaux) ; sobriété, pour seul titre vos initiales (si vous le souhaitez) ; luxe, la couverture en plein cuir d'une seule pièce ; luxe, les tranches dorées...

Deuxième différence : la rationalité
Chaque double page de l'agenda du *Monde* vous donne une vision complète de toutes vos tâches de la semaine, jour par jour, demi-heure par demi-heure : un modèle de rationalité...

Troisième différence : la culture
L'agenda du *Monde* séduira par son originalité ceux qui aiment agir mais aussi réfléchir et enrichir leur esprit : chaque jour de la semaine est l'occasion de

rappeler une grande date de l'histoire des quarante dernières années (*) : lancement du premier Spoutnik (4-10-57) ; Nixon président (5-11-68) ; Mort de Picasso (8-4-73) ; Une cartographie particulièrement soignée fait de l'agenda du *Monde* un « mini-atlas ».

Quatrième différence : le service
L'agenda du *Monde* vous apporte une masse d'informations utiles qui vous éviteront de longues et coûteuses recherches. Des centaines d'adresses, de numéros de téléphone, d'informations souvent difficiles à trouver : organisations économiques, politiques ou culturelles, nationales ou internationales, hauts responsables des pouvoirs publics, du gouvernement, du syndicalisme, principales institutions...

AGENDA DE BUREAU (220 x 280)
AGENDA DE POCHE (185 x 100)
• Couverture amovible de plein cuir noir ou bordeaux d'une seule pièce.
• Renforts de coins en métal doré.
• Tranches dorées à chaud.

EN CADEAU : la personnalisation de vos agendas par l'impression de vos initiales au fer à dorer sur le cuir de la couverture.
(*) dans l'agenda de bureau.

L'AGENDA DU MONDE

BON DE COMMANDE DE L'AGENDA DU MONDE

A retourner sous enveloppe affranchie avec votre paiement par chèque bancaire ou postal à :
Le Monde, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Veuillez m'adresser :

| | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> L'agenda de bureau du Monde version luxe (couverture pleine cuir) au prix de 400 F TTC (sans TVA) | <input type="checkbox"/> L'agenda de poche du Monde version luxe (couverture pleine cuir) au prix de 270 F TTC (sans TVA) |
| <input type="checkbox"/> Exemplaire (s) reliure noire | <input type="checkbox"/> Exemplaire (s) reliure noire |
| <input type="checkbox"/> Exemplaire (s) reliure bordeaux | <input type="checkbox"/> Exemplaire (s) reliure bordeaux |

Soit exemplaires x 400 F TTC (1) (1) F
Soit exemplaires x 270 F TTC (1) (1) F

GRAVURE DES INITIALES GRATUITE

Veuillez graver sur mon exemplaire de l'agenda du Monde (semainier/poche) les initiales suivantes : () () () ()

Envoi à destination de l'étranger (envoi en recommandé) : agenda de poche : 300 F TTC ; agenda semainier : 450 F TTC

M. _____
M^e _____
Prénom _____
Société _____
N° et rue _____
Localité _____ Code postal _____

En cas de commande de plusieurs agendas, merci d'indiquer clairement sur papier libre les initiales et les lieux de livraison respectifs. Veuillez préciser si vous désirez recevoir une facture justificative.

Montres et bijoux

Si les montres et les bijoux récemment exposés à l'Hôtel du Rhône de Genève par les vingt-cinq membres de l'association Montres et bijoux brillent de mille et une facettes des pierres précieuses qui les parent, on note toutefois des recherches d'un luxe caché qui ne se reflètent pas encore dans les vitrines de la rue du Rhône et de la place du Molard.

Symptomatique à cet égard est le regain d'intérêt des grandes griffes horlogères suisses pour les montres mécaniques sophistiquées, véritables œuvres d'art destinées aux collectionneurs, notamment à mouvements automatiques, squelettes quelquefois astrolabiques, bénéficiant d'une technique artisanale et des dernières mises au point de l'électronique.

En ce qui concerne les matières, l'or jaune, qui attise les convoitises et peut provoquer des agressions, atténue ses reflets en faveur de l'acier et du caoutchouc, avec lesquels il se marie. Les formes rectangulaires et carrées arrondissent leurs angles en bracelets formant un ruban aux attaches mates et brillantes. Le style arts déco garde toute sa séduction géométrique intemporelle, tandis que l'ornementation à la Guimard, genre station de métro 1900, opère une percée intéressante.

Parmi les nouveautés, Vacheron Constantin réussit une belle série de modèles pour hommes en platine. Patek Philippe enchâsse de fines plaquettes de laque bleue, noire ou rose dans l'or des cadrans et des bracelets. Une note fantaisie qu'Eterna interprète en alternance d'or noir et rose. Cartier vient de réaliser un montre un magnifique bracelet souple en forme de panthère dont la tête cache le cadran, en diamants et saphirs, aux yeux d'émeraude. Chopard habille de nœuds papillons des

montres clips en diamants. Chez Audemars Piguet, une série de motifs Vasarely complète les formes douces articulées en souplesse, en or jaune, gris et noir, à quartz extraplat. Gerald Genta propose une montre d'explorateur à deux zones horaires, à dispositif de réveil et calendrier à phases lunaires. La boucle du bracelet comporte même une boussole. Ebel éblouit les cadrans d'ivoire de pavages de diamants, aux bracelets traités en plaquettes de pierres. Cornus présente une parure style nouille allégée en or mat, très décorative. Rolex joue les pierres de couleur, notamment des dégradés de saphirs en fines montres de dames, l'Oyster en or brillant ou acier dénotant la plus portée par les sportifs et les scientifiques.

Sur le plan technologique, la pile à quartz, qui donne l'heure à soixante pour cent des montres portées aujourd'hui, améliore sa performance avec une durée de quelque deux ans en extra-plaques. Elles sont généralement étonnées à 30 mètres, à aiguilles pour la plupart dans les productions suisses ou françaises.

Chez les joailliers parisiens :
- Boucheron traite en rayures verticales ou horizontales des modèles ronds ou rectangulaires, avec ou sans diamant, en or et acier ou or mat et brillant.

- Bulgari ajoute à ses classiques un contraste d'acier et d'or à cadran paré de diamants dans un nouveau maillon rectangulaire à envers d'or jaune plein.

- Chaumet réunit une très importante collection de grandes griffes horlogères dont les Bulgari en modèles savonnets de poche.

- Fred joue les rayures qui traversent le cadran chez Piaget, Baume et Mercier ou Concord, ainsi qu'une amusante Rolex rectangulaire à bracelet de crocodile. Mauboussin étend sa gamme de nacre et de diamants à une forme ronde, élégante et discrète. Mellerio joue les dernières nœuds de Jean Lassalle (Genève) en haut de gamme, à bracelet deux ors et lunette de cadran en hublot.

- Van Cleef et Arpels apporte une note originale aux petits prix avec son « domino » à quartz noir, frappé à l'angle du trèfle à quatre feuilles, logo de la griffe (1.400 F).

- Les montres dans le créneau de 2.500 F à 5.000 F se développent aussi, notamment chez les couturiers et les créateurs de bijoux, qui renforcent ainsi leur image internationale dans le domaine des cadeaux. Dunhill habille de chiffres romains les cadrans dorés ou grenat de ses formes rondes ou rectangulaires, acier et plaqué or, en trois tailles, à partir de 4.350 F. Les pendules d'officier mécaniques en bronze doré commencent à 3.950 F en mini.

- Charvet, le chemisier de la place Vendôme, entre dans la ronde avec une série de chronomètres

d'acier à mouvement Matra, points d'heure en diamants, de trois à douze, à partir de 6.250 F.

Des concurrentes pour la Swatch

La Swatch, réponse des Suisses aux Japonais, s'est vendue à 4,5 millions de pièces en 1984, dans le circuit horloger-bijoutier mondial, notamment chez Gëbel à Genève et chez Jean Dini Van à Paris. Elle répond, en effet, à un phénomène allant de la technique avancée et la mode avant d'amorcer sa percée dans l'art porté par les créations de peintres. Vianca la propose en squelette (250 F).

Déjà vendue en France (de 200 F à 398 F), la M-Watch a été réalisée pour les grandes surfaces suisses Migros par Mondaine Watch. Il s'agit d'une fabrication silencieuse et réparable par les horlogers-bijoutiers, en trois tailles, à points lumineux, boîtier métal, pile changeable avec une pièce de monnaie et bracelet synthétique à pression.

La Stuart (cascadence) de Sieura, diffusée ici sous la marque Kamatz dans le circuit traditionnel, se distingue par son boîtier d'acier inoxydable supportant un poids de 2 tonnes, grâce à une bague télescopique en matière synthétique légèrement surélevée qui sert d'amortisseur. Elle comporte une batterie longue durée et des points lumineux.

Enfin, la TIQ, lancée à Genève il y a quelques semaines par l'ancien chef du marketing de la Swatch, Konstantin L.A. Thele, démontre la vitalité de ce nouveau marché. Conçue comme un accessoire de mode, elle s'adresse aux jeunes, par des cadrans ludiques en boîtiers métalliques. Elle est étanche à 30 mètres, se répare et se vend « l'équivalent d'un repas pour deux dans un restaurant moyen », en France, à partir du printemps prochain.

Quelques adresses

Aldebert, 16, place Vendôme, 1, boulevard de la Madeleine, 70, faubourg Saint-Honoré ; Audemars Piguet, 3, place Vendôme ; Boucheron, 26, place Vendôme ; Bulgari, 27, avenue Montaigne ; Chaumet, 12, place Vendôme ; Fred, 8, rue Royale ; Mauboussin, 20, place Vendôme ; Mellerio, dit Meier, 9, rue de la Paix ; Van Cleef et Arpels, 22, place Vendôme ; Dunhill, 15, rue de la Paix ; Charvet, 28, place Vendôme ; Jean Dini Van, 7, rue de la Paix ; Vincara, Palais des congrès, porte Maillot.

La collection de bijoux d'Artemis, 9, avenue Matignon, s'inspire d'une belle série romantique d'Armas autour du thème du violon scintillé, brisé, stéré en mailles de chaîne d'une beauté très pure, en argent, vermeil ou or. Les éditions limitées et numérotées de boîtes, tapis ou chandeliers font partie des objets décoratifs pour la maison.

signés de grands artistes contemporains.

Alexandre Reza, 21, place Vendôme, exportateur de pierres précieuses et collectionneur, a ouvert récemment sa boutique à l'angle de la rue de la Paix avec des vitrines de parures historiques, mais aussi des pièces de taille moderne, dont les chaînes d'or poli d'après des modèles byzantins ou du siècle dernier.

Désormais, les cadeaux Au musée du Louvre se trouvent aux Galeries Lafayette, 89, avenue Victor-Hugo, au Forum des Halles et par correspondance : Réunion des musées nationaux, 10, rue de l'Abbaye, 75006 Paris. Les nouveautés de l'année s'attachent en broches « Fermil de Cluny », hexagone ouvragé en bronze doré ou argent, 430 F et 580 F. La chouette égyptienne devient cercle en pendants d'oreille ou en pendentif, à partir de 410 F l'unité, alors qu'une bague de prêtre protéomique donne son cachet à des boutons de manchettes, 540 F.

Beaucoup de gris en parures de perles chez Têda, 2, rue de la Paix, en colliers ras du cou à fermoir boucle ou or, parfois réversible en cloutage de diamants. Les bijoux, perles de rivière, composent d'originales torsades en mélanges de gris et de blanc, particulièrement chatoyantes. Des poires sur bélière amovible habillent les classiques, à partir de 4.900 F le rang, s.g., comme le homard au restaurant.

Hugues de Paillette et Jean-Hugues Varachand ouvrent, 16, boulevard Raspail, une boutique de joaillerie où l'or-parure se marie à la nacre, blanche ou grise, l'or noir ou l'hématite en bagues, pendentifs ou bracelets.

Laavia, 15, faubourg Saint-Honoré, complète ses collections masculines d'accessoires en or et diamants : porte-clés, boutons de manchettes et épingles de cravate en formes plates ou torsadées.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MAGNÉTOSCOPES MULTI-STANDARD JVC

CASSETTES JVC DYNAREC
E120 : 80 F E180 : 63 F

DISPONIBLES SUR STOCK
AUDIO VIDEO

53, av. de Suffren, 75007 Paris
Tél. : 734-47-72 - Télec. : 201.519 F

R. RENAUDIN SES CHAMPAGNES DE NOBLESSE

BRUT RESERVE

DOMAINE DES COMARINS
MOUSSEY PRÈS ÉPERNAY
Tél. : (28) 54-03-41

Glenmac



Une griffe prestigieuse de pull-overs en lambswool et cashmere à offrir pendant l'Exposition-Vente "The Best of Britain" jusqu'au 29 Décembre chez

Burberrys
8, bd Malesherbes, Paris 8^e
266.13.01

SEVRES 33 Pour elle et lui

TRICOTS, ROBES, ENSEMBLES de marques

en fins de séries et déclassés

33, RUE DE SEVRES PARIS 6^e TEL. 548.66.73

SAGITTAIRE
CONCOURS DE COMMUNICATION

Le concours qui s'affiche

En collaboration avec le journal « LE MONDE », le Groupe ESC DIJON propose à tous les étudiants un concours original de communication : SAGITTAIRE.

Le premier prix : une campagne nationale du projet primé.

SAGITTAIRE bientôt l'occasion de devenir publicitaire à part entière.

Pour en savoir plus, appelez Joëlle BROUARD ou Serge JAMAS au (80) 72-12-40.

Le Monde

GRUPPO SCOLARE SUPERFUTURO DI COMMERCIO DI DIJON
25, rue de la Liberté, 21000 Dijon - Tél. 03 77 12 40 00 - Fax 03 77 12 40 01

مكتبة الامم المتحدة

150 000 000

FÊTES ET CADEAUX

... LE MONDE - Jeudi 6 décembre 1984 - Page 31

Instruments à écrire

ENTRE cinq et sept cents références, 40, rue Marbeuf, c'est Elysée Styles Marbeuf, que dirige Claude Dardé. Il y vend et entretient les grandes marques internationales. Le quart de tête comprend Waterman, Parker, Sheaffer, Mont Blanc. Ce dernier, jusqu'à récemment outil de travail des écrivains et journalistes, fait maintenant partie du groupe des tabacs Rothmans et voit son audience s'accroître très au-delà de ceux qui noircissent du papier.

Waterman a fêté son centenaire avec le lancement du «Min», une confortable allumette noire et brillante rappelant celle du premier stylo à pompe de 1932, 1295 F, plume or, remplissage comme partout par cartouche ou pompe. Il y a aussi de la laque de Chine, du plaqué or et argent, enfin un premier prix, corps en or, garniture en noir et plume dorée, 240 F - 180 F, la bille, feutre ou rouleau. Un tirage numéroté en argent massif broché est présenté en écrin de cuir, dans une boîte, 2808 F.

Parker, à Mûru, dans l'Oise, propose des dragées limitées en bois pour le bureau, à plaques gravées dans un plumier, rejoignant un courant vers les matières naturelles, plaisantes à toucher. On a le choix entre sept écritures différentes.

Le «Targa» de Sheaffer, copie de 1930, est superbe, à ciselures Arts déco en vermeil ou argent sur fond noir, 1920 F. Les premiers oscillent entre 100 et 150 F, à plume dorée.

Dans le domaine du luxe, S.T. Dupont s'est taillé une place mondiale avec ses vingt-six plumes et feutres, dont une série rétro noire, à bagues et agrafe dorées, 210 F, et la célèbre laque de Chine «poudre d'or», 3 000 F.

Cartier a fait retisser ses plumes par Mont Blanc comme les premiers Yves Saint Laurent, d'une belle sobriété, noir à anneaux plaqués or, bande garnie, voire violet et corail dont l'écrin reprend le pompon d'Opium, 810 F, le stylo à plume dorée, 680 F la bille ou la feutre.

Caran d'Ache ajoute à ses porte-mines et billes une série de stylos dont un modèle de collectionneur hexagonal, plaqué or à incrustations d'acier, 2250 F et un petit laqué, 1760 F, agrémenté en main. Christian Dior se confie aussi de la plume Mont-Blanc avec une distribution Joergel Le Coultre, en modèles à godrons.

Ferrari, très formule 1, reprend tous les détails du bolide, 620 F, 420 F la bille, réalisés par la marque italienne Aurora, dont le design d'acier a été primé, en 1974, au Musée d'Art Moderne de New-York. Le modèle à bille de l'année est plat avec un dispositif spécial pour chemise.

Lamy propose aux adultes les modèles créés pour les enfants des écoles d'Allemagne fédérale, 90 F, tandis que Porsche joue le thème gris en boîtes aimantées.

Enfin, Pilote rejoint, en bon Japonais, les amateurs de bois, avec une plume réglable, 1300 F.

N. M. S.

BIBLIOGRAPHIE

La maison de Lizzie

Encore un livre sur l'Amérique de la maison ? Pas du tout. C'est la poésie qui accueille le lecteur sur le seuil et une certaine magie de l'imprévu qui l'entraîne à la suite de Lizzie pour découvrir son secret : « Une maison heureuse, c'est l'image de la vie qui est dedans, le regard dans un visage ».

Lizzie Napoli est une destinataire au talent plein de spontanéité, et son livre ne ressemble à aucun autre. Elle raconte l'histoire de sa maison, tracée d'une écriture manuscrite, et l'illustre de croquis qui ont le fraîcheur des contes pour enfants. Qu'elle explique comment changer une cloison ou travailler le plâtre, et tout devient simple. Elle parle d'expérience et ses dessins d'aménagements donnent envie de transformer, comme elle, sa maison.

Les idées fourmillent à chacune des quelques cent pages de ce livre relié. Tout le monde ne possède pas un appartement-grenier comme celui de Lizzie, mais ses bouquets de fleurs séchées suspendus au plafond, son couloir-galerie de photos de famille, l'éclairage de l'entrée derrière une tranchée d'agate ou la niche de rangement tapissée de petits tiroirs sont autant de configurations qu'elle fait, pour inciter à la suivre dans ce voyage au pays de la fantaisie.

J. A.

* LA MAISON DE LIZZIE, 128 F.

Sous le signe du cochon

Écrire un livre sur l'histoire du cochon n'est pas une entreprise aussi futile qu'on pourrait le croire. La viande de cet animal représente, en effet, 40 % de la consommation carnée des Français.

Deux auteurs ont réuni leurs connaissances pour rédiger cet ouvrage qui mêle des anecdotes pittoresques dans vingt et un siècles d'histoire à cent soixante-cinq recettes de cuisine du monde entier. Jean Diwo, ancien reporter à Paris-Match, puis directeur de Télé 7 Jours, a consacré un livre à la brasserie Lipp et se proclame fin gourmet. Il a trouvé en Irène Karsenty, auteur de plusieurs livres de cuisine, une partenaire expérimentée dans l'art d'accommoder le cochon sous toutes ses formes et sous toutes les latitudes.

C'est en Asie Mineure, au septième siècle avant notre ère, qu'aurait commencé l'élevage du cochon. Au fil des siècles, il a accompagné l'homme, pour assurer sa subsistance et satisfaire sa gourmandise. Hommes d'État, hommes de guerre et poètes ont soutenu ses mérites et chanté ses louanges. Dans le cochon, tout est comestible, des oreilles jusqu'aux pieds. L'importante partie culinaire du livre détaille la variété des préparations, de la charcuterie de campagne aux plats régionaux de France et d'ailleurs. Avec, en prime, quelques recettes de cochons à l'antique.

des au poète romain Apicius, auteur aussi du plus ancien livre de cuisine connu.

J. A.

* LE LIVRE DU COCHON, 64 F.

La mémoire de sa maison

Entre le protocolaire carton d'invitation et le cavalier « On s'appelle et on se voit bientôt », il y a toutes les manières d'inviter avec amitié ou civilité. Ce n'est pas toujours facile de faire coïncider ses aspirations d'hôte ou d'hôtesse avec la réussite d'une réception. L'un des mérites du Livre d'Or de la maison est d'apporter des idées pratiques sur l'art de recevoir à la mode d'aujourd'hui. Mais son ambition est surtout de renouveler le traditionnel « livre de réception » pour en faire un véritable journal de la maison, à tenir, à conserver et à consulter plus tard, pour se souvenir.

Après une introduction sur le plaisir et la manière de recevoir, commence le registre proprement dit. Sur une cinquantaine de pages, la matresse - ou le maître - de maison pourra inscrire, pour chaque réception, la date, la raison de l'invitation, les noms des invités (leurs goûts et leurs affinités ou non), leur place à table, le menu et les vins servis et, en final, « ce dont on se souviendra » de cette soirée. Ce qui constituera la mémoire de la convivialité. Ce livre relié, agréablement illustré, est émaillé de courts textes d'auteurs sur les plaisirs de la table, de l'amitié et de la conversation.

J. A.

* LE LIVRE D'OR DE LA MAISON, 64 F.

Flamme sur mesure

S.T. Dupont, après cinq ans de recherches, vient de mettre au point pour Davidoff le briquet du fumeur de cigares, dont la flamme correspond aux conseils de Zino Davidoff dans le Livre du connaisseur de cigares. Il y préconise une allumette de bois, un briquet à gaz ou un siphon de bois, à utiliser avec soin pour obtenir une incandescence régulière et complète de la circonférence. Cette flamme régulière et lente est aussi celle que cherche le fumeur de pipe, souvent entouré de câbles noirs d'allumettes. Les fidèles du cigare se voient offrir maintenant un briquet à double orifice, à flamme en éventail, tandis que les seconds opteront pour le modèle à brûleur latéral.

A l'habillage froid mais précieux de la laque, S.T. Dupont et Davidoff ont préféré le bois précieux. Ce briquet sera diffusé par les réseaux internationaux des deux griffes, notamment à Paris chez Davidoff 22, 22, avenue Victor-Hugo, et S.T. Dupont, 84, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à 2 550 F.

Dimitra L.

présente sa 1^{re} collection de pendants d'oreilles or à partir de 2000 F



ilias LALAOUNIS

364, rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}
Tél. 261.55.65 (Place Vendôme)

ATHÈNES - NEW YORK - ZÜRICH - GENÈVE - HONG KONG - TOKYO

LA BAGAGERIE®

Fantastique choix de maroquinerie de poche, en 20 teintes.

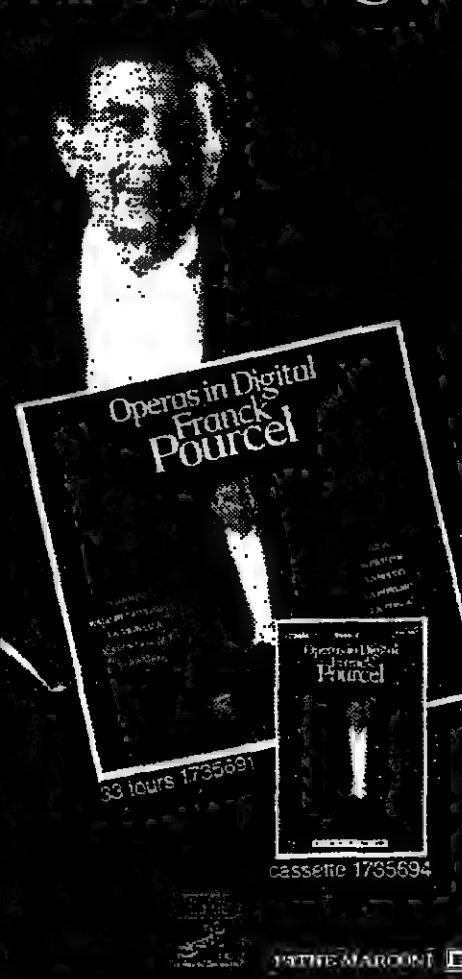


Paris: 12, rue Tronchet
41, rue du Four - 74, rue de Passy - Tour Maine-Montparnasse

Entrez à l'Opéra... avec

Franck Pourcel

Les grands airs d'Opéras en Digital



POUR UNE CERTAINE ÉLITE: LES LUNETTES EN ÉCAILLE

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

« Métamorphoses » d'Ilias Lalaounis

Ilias Lalaounis est le prestigieux athénien qui a fait sortir des musées grecs des trésors de bijoux pour nous en parler. Aujourd'hui, il réunit dans un superbe livre d'art ses Métamorphoses (340 pages, 450 F), nous entraînant dans son sillage à la recherche de l'esprit de ses

créations, de l'aube de l'art aux révolutions des microscopes électroniques qu'il interprète en parures d'art porté.

Général créateur et présentateur, il s'aventure tant à Paris qu'à Athènes, New-York ou Tokyo le goût du bijou à l'antique, en or à 22 carats, dont les formes et les matières, merveilleusement travaillées, s'identifient aux femmes qui les portent.

A suivre le tracé de la main de l'artiste, on comprend que le bijou est chargé d'un message... qu'il a une âme. A l'occasion de la sortie de son livre, Lalaounis nous a récemment offert dans le cadre unique de la chapelle de la Sorbonne, avec les trois épées d'académicien qu'il a signées, les pièces les plus importantes de ses quelques trente collections qu'on trouve dans sa galerie du 364, rue Saint-Honoré.

N. M. S.

vincara

Bague vermeil 3 ions sertis 795 F

63, Champs-Élysées - Place de l'Opéra
CLP, Porte Maillot (ouvert le dimanche)
53, rue de Sévres - 4 Temps, La Défense
LYON La Part Dieu - MARSEILLE Bourse

Pour lui
des idées de cadeaux
signés...

MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris

Pour ceux qui savent choisir

LA BAGAGERIE®

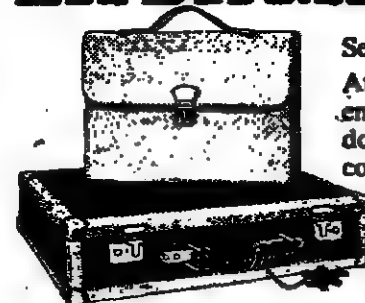


«COCHE»
Belle sacoche en
fine chèvre
unie ou bicolore
teintes mode

995 F

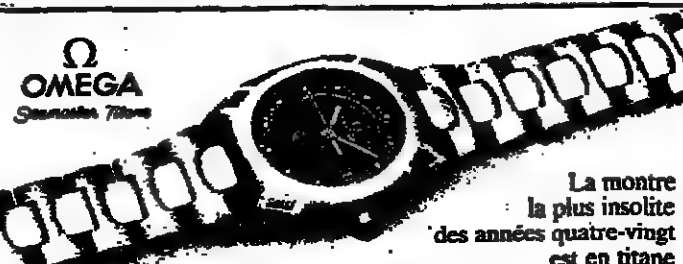
Paris: 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

LA BAGAGERIE®



Serviette en porc 299 F
Attaché-case
en porc,
double cuir,
compartimenté 750 F

Paris: 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse



FEY H. LEHEMBRE

Joaillier - Horloger

101, AVENUE VICTOR-HUGO - PARIS - Tél. : 704.52.23

Meyrowitz

OPTICIEN

POUR UNE CERTAINE ÉLITE: LES LUNETTES EN ÉCAILLE

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

AUX

à l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

de l'ensemble des...
de l'ensemble des...
de l'ensemble des...

| | La ligne | La ligne TTC |
|----------------------|----------|--------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 80,00 | 06,74 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 27,00 | 32,02 |
| IMMOBILIER | 60,00 | 71,18 |
| AUTOMOBILES | 60,00 | 71,18 |
| AGENDA | 80,00 | 71,18 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 177,00 | 203,92 |

ANNONCES CLASSEES

| | Ligne/col | Ligne/col TTC |
|--------------------|-----------|---------------|
| ANNONCES ENCADRÉES | 51,00 | 60,48 |
| OFFRES D'EMPLOI | 15,00 | 17,78 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 39,00 | 46,25 |
| IMMOBILIER | 39,00 | 46,25 |
| AUTOMOBILES | 39,00 | 46,25 |
| AGENDA | 39,00 | 46,25 |



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Importante société chimique de fabrication et de transformation de produits destinés à des marchés diversifiés : électrotechnique, marine, aéronautique et aérospatial, etc... recherche pour l'un de ses établissements

DIRECTEUR

- Formation :
 - Grandes Ecoles : Polytechnique (poudres), école supérieure aéronautique, école nationale supérieure de chimie, école physique chimie industrielle.
 - Connaissances approfondies en : chimie macromoléculaire - physico-chimie des matériaux nouveaux composites.
 - Goût et aptitude pour : la gestion et l'animation rigoureuse d'équipes opérationnelles.
 - Expérience professionnelle : ayant assuré avec succès des responsabilités de direction dans une unité de production française ou étrangère incluant les fonctions de marketing, technique et technico-commerciale.
- Age 38 ans minimum - Anglois courant.
- Poste situé dans la région Rhône-Alpes.
- Nos cadres sont prévenus de cette annonce.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 1781 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Importante Société Française fabriquant des produits de haute technologie

300.000 F SUD-OUEST

Futur directeur des fabrications

Rattaché au directeur industriel il aura

L'entière responsabilité de la mise en place de la production d'un produit de technologie d'avant-garde dans le cadre d'un programme d'investissement de très grande ampleur (il devra tripler son effectif à très court terme).

Expérience de 5 ans minimum de la production et bonnes connaissances des fabrications mettant en œuvre des technologies de dépôt de couches minces (vidéo disque, bandes magnétiques, etc.) sont indispensables.

Formation supérieure physique/chimie ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais impératives. De 35 ans minimum, le candidat doit être un homme de fabrication rigoureux et gestionnaire.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé, sous référence 24017

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michéa 92522 Neuilly.



emploi régionaux

JEUNE CHEF COMPTABLE

ALPES
170 000 F +

Nous sommes filiale d'un des premiers Groupes industriels français. Notre CA est supérieur à 600 MF. Nous voulons confier l'ensemble de la Comptabilité Générale + Trésorerie + Crédits (au total 20 personnes) à un diplômé ESSEC ou SUP de CO. option Finances-Compta + DECS. Il dépendra directement du Directeur administratif et financier. Les perspectives d'évolution sont intéressantes.

Adresser votre dossier sous No 841 M.
GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

PUBLICITE DE RECRUTEMENT

La province vous attire... nous la connaissons.

Nous appartenons à un grand groupe de communication. Dans le cadre de notre développement en province, nous recherchons le patron d'une de nos agences régionales. Nous souhaitons confier ce poste à un jeune «Pro» de la publicité de recrutement.

Motivé et tenace, cet homme de contact saura prospecter pour développer rapidement notre présence dans cette région. Créatif mais rigoureux, cet homme de conseil saura fidéliser et fertiliser son portefeuille de clientèle. Autonome dans son travail, il animera son équipe et gèrera ce centre de profit. Il pourra, pour cela, compter sur l'appui d'une structure solide mais souple.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite à

ARCO, 25 rue Cambon 75006 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

un poste d'avenir : responsable qualité ELECTRONIQUE BANLIEUE SUD

Dans un environnement de HAUTE TECHNOLOGIE, nous donnons à notre RESPONSABLE CONTRÔLE QUALITE les moyens de réussir et la possibilité d'évoluer.

Dans notre usine de création récente, nous étudions, développons et fabriquons pour le marché mondial des produits de technologie de pointe. Nous appartenons à un Groupe Multinational de premier plan spécialisé dans l'ELECTRONIQUE.

Nos points forts : une politique innovatrice, un secteur de pointe et surtout un potentiel humain de haute compétence. A cela s'ajoute un rythme de croissance élevé de notre CA : + 25 % à 30 % par an !

Directement rattaché à notre Directeur Général, notre Responsable Contrôle Qualité collaborera avec l'ensemble des services concernés de la Société (Production, Etudes, Marketing...).

Aux procédures de contrôle que vous aurez la charge d'établir et de faire appliquer, viendront s'ajouter à ce titre des responsabilités liées à nos nouveaux projets.

Votre sens aigu de la gestion fera de vous un homme clé dans notre organisation orientée vers le service à fournir à nos clients.

De formation INGENIEUR en ELECTRONIQUE, votre expérience, votre goût pour l'innovation, vos connaissances technologiques et votre sens des contacts humains vous désignent pour réussir dans cette fonction et pour évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence YB 11 à notre Conseil, qui transmettra les candidatures confidentiellement.

COCEPLAN

Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

krebs

Société d'ingénierie française indépendante, spécialisée dans la réalisation d'installations industrielles de chimie du haut de gamme, à l'exportation, recrutée pour continuer à développer ses propres technologies et à construire l'avenir.

un ingénieur ou technicien supérieur expérimenté

FORMATION : Contrôle, Régulation et Automatismes pour études de conception et suivi de réalisation d'ensembles de conduite de procédés chimiques. Expérience 4 à 5 ans ; compétence en système de conduite numérique nécessaire.

un technicien supérieur débutant

FORMATION : B.T.S. en Contrôle et Régulation pour études techniques et suivi des réalisations des systèmes de régulation électronique, pneumatique et des automatismes.

deux ingénieurs débutants

FORMATION : Mécanique. Compétence en génie chimique appréciée pour études de conception et de réalisation d'usines chimiques.

SI VOUS AIMEZ VOTRE METIER D'INGENIEUR, ECRIVEZ-NOUS A :

krebs

Service du Personnel
8, rue Jean-Pierre Timbaud B.P. 68 76391 Bois d'Arcy cedex France

INGENIEUR METHODES ET INDUSTRIALISATION

Constructions électromécaniques

Une société française exerçant des activités industrielles dans le domaine de la construction électrique, recherche UN INGENIEUR METHODES ET INDUSTRIALISATION. Il sera chargé d'étudier et de développer de nouvelles techniques et de nouveaux moyens de production permettant une rationalisation et une optimisation des productions avec une réduction des coûts. Il participera également à l'industrialisation de nouvelles fabrications faisant appel à des technologies de pointe. Il mènera des études d'investissement. Le candidat retenu, âgé d'environ 30 ans, de formation Ingénieur A & M, ICAM, ECAM, possèdera une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise dans une fonction méthodes, industrialisation ou fabrication, d'une unité industrielle mettant en œuvre diverses technologies. Il possèdera des connaissances en mécanique, en régulation électronique, et en servo-mécanismes. Des connaissances en maîtrise d'extrusion des polymères seraient appréciées. Il sera bilingue français/anglais.

Ecrire sous référence 723/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AUTOPHON Filiale d'un important groupe européen spécialisé en télécommunications recherche

Chef du service central des approvisionnements

Profil : Agé de 35-40 ans environ, formation comptable (BTS, DUT...), expérience significative de la gestion informatisée de matériel électronique ou de télécommunication ; allemand lu et parlé et anglais lu souhaité.

Missions : Assurer la gestion complète des stocks (du transport à l'animation du magasin général), rationaliser et optimiser les procédures d'achat, définir le cahier des charges en vue du passage prochain à l'informatique, diriger une équipe de 5 personnes.

Si ce poste, basé à LEVALLOIS, vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la réf. AT/1184, à notre Conseil.

ORSIE

13, place Kosuth
75009 PARIS

emplois régionaux

UNIVERSITE ORLÉANS

CELLULE INFORMATION

ORLÉANS CIDEK

recherche

DOCUMENTALISTE

Niveau maximum DEUG + an

spécialité IUT ou CAPS pour

social, documentaliste, suivi

étudiants 1^{er} cycle.

Adresser candidature + C.V. avant le 12-12-84.

emplois internationaux

BUREAU D'ETUDES INTERNAT.

recherche URBAINISTES

Pour mission de 3 ans de une

capitale africaine. Profil idéal :

- Formation d'architecte ou

d'ingénieur.

- Expérience de planification

urbaine.

- Expérience de projets en

Afrique.

Faire offre détaillée n° 238, 182 M

NICE-PROSEE

7, rue de Montevideo, 75007 Paris.

JEUNE CHEF DES VENTES

PARIS
180 000 F

Filiale d'un important Groupe sidérurgique français, nous distribuons nos matériels à une clientèle d'industries utilisatrices ou transformateurs par un réseau de technico-commerciaux et de vendeurs régionaux. Jeune Sup de Co ayant une expérience de la vente de produits industriels, vous vous sentez maintenant capable, en position d'adjoint du patron des ventes France, d'assumer la pleine responsabilité de vos objectifs et l'animation d'une équipe.

Adresser votre dossier sous n° 843 M.

GABRIEL MARCU

154, bd Malesherbes-75017 Paris.

Jeune HEC Maîtrise de Gestion

Vous avez 5 ans minimum d'expérience de la gestion, soit dans un cabinet d'audit, soit dans une entreprise de service.

Vous voulez prendre de plus larges responsabilités.

Nous vous proposons de venir collaborer avec une équipe jeune à la gestion d'un important organisme de prévoyance.

Après formation, vous serez plus particulièrement chargé de la coordination de plusieurs services de gestion et du développement des outils informatiques.

Pour réussir dans ce poste évolutif, il faut une bonne formation informatique et en organisation. Le poste est à pourvoir à PARIS.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1054.

INTERCARRIERES

1, rue de la Harpe - 75004 Paris

BANQUE fonction inspection/contrôle

Vous avez acquis en 4 ou 6 ans d'expérience une solide pratique des opérations bancaires.

La fonction Inspection/Contrôle vous paraît une étape nécessaire avant d'assumer des responsabilités élargies.

Nous vous proposons de l'assumer dans nos Agences et Filiales.

Afin que nous élaborions un véritable plan de carrière, adressez votre C.V. et réf. 4228/D à : M. GUIGNARD - 88, rue Olivier de Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

OFFRES D'EMPLOI

Document des Hauts de

Directeur du service départemental des affaires sociales.

ADMINISTRATEUR de haut niveau

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

Document des Hauts de

سكرا من الاموال

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable qualité
FAMILIÈRE SUD

Responsable Contrôle Qualité
Le responsable Contrôle Qualité sera chargé de la mise en œuvre du système de gestion de la qualité. Il devra assurer la formation du personnel et la mise à jour du manuel de qualité. Il devra également assurer la liaison avec les clients et les fournisseurs.

Collaborateur

CARREFOUR
des CHARGES D'INFORMATION
POUR ANIMER DES CENTRES D'INFORMATION REGIONAUX

Le Centre de l'Information Régionale (CIR) est un organisme de l'Etat qui a pour mission de promouvoir l'information et la culture. Il est chargé de la mise en œuvre de programmes d'information et de culture dans les régions. Il est également chargé de la formation du personnel et de la mise à jour des équipements.

Jeune HEC
Maîtrise de Gestion

Le Centre de l'Information Régionale (CIR) est un organisme de l'Etat qui a pour mission de promouvoir l'information et la culture. Il est chargé de la mise en œuvre de programmes d'information et de culture dans les régions. Il est également chargé de la formation du personnel et de la mise à jour des équipements.

BANQUE
fonction inspecteur

Le Centre de l'Information Régionale (CIR) est un organisme de l'Etat qui a pour mission de promouvoir l'information et la culture. Il est chargé de la mise en œuvre de programmes d'information et de culture dans les régions. Il est également chargé de la formation du personnel et de la mise à jour des équipements.

UNE CHEF
DES VENTES

Le Centre de l'Information Régionale (CIR) est un organisme de l'Etat qui a pour mission de promouvoir l'information et la culture. Il est chargé de la mise en œuvre de programmes d'information et de culture dans les régions. Il est également chargé de la formation du personnel et de la mise à jour des équipements.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Le Département des Hauts de Seine recherche pour exercer les fonctions de :

Directeur du service départemental des affaires sociales, un ADMINISTRATEUR de haut niveau

Il sera responsable notamment de la préparation budgétaire et de l'exécution des décisions du Conseil Général, pour un budget de 1,5 milliard de francs et un effectif de plus de 2 000 agents.

Profil recherché : Expérience professionnelle à haut niveau dans le domaine de la Gestion et de l'Administration. Organisateur capable de restructurer les services transférés au Département. Décideur capable de maîtriser des situations complexes.

Un administrateur civil recruté par voie de détachement serait notamment souhaité.

Adresser les candidatures à :
Monsieur le Président du Conseil Général des Hauts de Seine
Hôtel du Département
187 / 177, av. Joliot-Curie - 92105 Nanterre Cédex.

Conseil de direction
CHARGÉE DE RECHERCHE

Le Groupe EGOR, avec sa filiale AGORA, assiste les entreprises dans leurs recrutements de Cadres dirigeants et d'ingénieurs hautement spécialisés, par la méthode d'approche directe.

Intégrée à une équipe de consultants, la Chargée de Recherche intervient pour définir et mettre en œuvre les stratégies d'analyse de marché, d'identification et de contacts.

Après une formation supérieure (Sciences Po, Sup' de Co...) et une première expérience en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez valoriser vos qualités d'autonomie, de pragmatisme, d'implication. La diversité des missions et des interlocuteurs, l'ouverture sur le monde industriel assurent à cette fonction un contenu formateur.

La taille et le développement de notre Groupe permettent d'envisager, après une expérience réussie dans ce poste, une évolution dans les métiers du conseil.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 10/EG 26, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

Conseil en Ressources Humaines
EGOR BIOMEDICAL

- Intégrer le premier cabinet de conseil en recherche de cadres.
- Participer à notre développement dans les secteurs d'activités tels que : pharmacie, chimie, cosmétologie, biotechnologie...
- Contribuer à la promotion de notre département par son expérience et ses idées.
- Développer sa propre clientèle par son dynamisme commercial.

Voilà ce que nous proposons à un consultant, un chef de personnel, un candidat ayant une expérience professionnelle (5 ans) dans l'un des secteurs d'activité concernés.

Formation supérieure, qualités de contact, autonomie, rigueur, dynamisme, disponibilité, sont indispensables pour réussir au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M EBM 84, à : Anne-Marie HAUGOU

EGOR BIOMEDICAL
8 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

Conseil en ressources humaines
CONSULTANT
INDUSTRIE TECHNOLOGIES NOUVELLES INFORMATIQUE

Aider et conseiller l'entreprise dans la recherche et le choix des hommes de demain qui gagneront les enjeux économiques sur les terrains décisifs de la micro et opto-électronique, lasers, matériaux nouveaux, biotechnologie, productique, automatique, CFAO, informatique, linguistique.

C'est la proposition que vous fait EGOR INDUSTRIE et EGOR INFORMATIQUE, deux des Sociétés du Groupe EGOR, leader dans le domaine de la recherche de Cadres et Dirigeants.

Au sein d'une équipe compétente et enthousiaste et avec le support des moyens logistiques du Groupe, vous contribuerez vos qualités de négociateur en développant de façon autonome votre propre clientèle et vous réaliserez des missions de qualité.

Une formation supérieure, une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, la connaissance de l'entreprise, des qualités réelles de contact, une motivation et une implication personnelle importantes, la capacité d'entreprendre et de concréter sont les premiers impératifs pour réussir dans cette activité et dans notre organisation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 5 A 84, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

INGÉNIEURS SYSTEMES
BULL-OPS S. GECOS 3/8
Projet informatique
Expertise, programmation, maintenance
Nétra, Solar, Vax-Pop

INGÉNIEURS PROCESS
Bull, Processus Industriels
Nétra, Solar, Vax-Pop

INGÉNIEURS RESEAU
X.25, Transpac, Vide
Informatics Conseils
28, r. Daubenton, 5^e
Téléphone : 337-99-22

COMPAGNIE D'ASSURANCE
EMPLOYÉ COMPTABLE
(CAP ou BAC 2^e) pour son service comptabilité générale.
Sur r. 173 MURILLIE OR
27, Fg-Montmarais, Paris-9^e.

CHERCHONS
PROFESSEUR DE MATH.

NIVEAU PREPA
10 A 15 H PAR SEMAINE
Ecrire sous n° 89.321 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

STÉ DE PRODUITS CHIMIAUX
recherche pour son usine
(80 km nord de Paris)

CHEF DE FABRICATION

- Exp. Plastiques, polymères, caoutchouc, solvants.
- Anticancer (30 ans).

INGÉNIEUR ORGANICIEN

- Contrôle matière première.
- Rech. nouvelle formulation.
- Contrôle fabrication.

PROFIL RECHERCHE :

- Diplôme école d'ingénieurs ou B.T.S.
- Connaissances gestion vivement appréciées.
- Appétit à l'investissement.
- Exp. min. 5 ans en P.M.I.

Ecrire à SYNTHESEA
28, rue de l'Arbous
94130 NOGENT-SUR-MARNE
B.P. 402 - 08 PARIS.

UN (E) JEUNE ÉCONOMISTE

- 1^{re} expérience dans le suivi de la conjoncture française et l'établissement de prévisions économiques.
- Bonne formation en économétrie.
- Tout bon niveau en anglais.
- Gout affirmé pour les contacts.

Env. C.V. avec rémunération souhaitée à : DRI EUROPE
7, rue Goussier, 75017 Paris.

CHIEFS DE MISSIONS COLLABORATEURS

CONFIRMÉS
DECS + 3 ans d'expérience
cabinet école
Env. C.V. et réf. à : M. A.M. à INTERCONSEIL
37, r. d'Amsterdam, 75008 Paris.

Banque Privée Internationale
QUARTIER OPÉRA
recherche
1 HOTESSE STANDARDISTE
Temps partiel 9 h / 13 h 45
Salaire brut 6.601 F 95 cm
Français, Anglais, Esp.

Société d'
EXPERTISE COMPTABLE
Paris-17^e
recherche pour missions de révision + analyse de gestion.

ASSISTANT CONFIRMÉ

Avoir formation économique + 1 CS + 2 à 3 ans surveillance ou révision

Envoyer C.V. et photographies à : ELBAUM POLICAR
115, rue Cardinet 75017 Paris.

Excellente présentation exigée
Ecrire à : FRAMACOP, Réf. 8.381
17, rue de Valenciennes
75002 Paris.

URGENT, exp. tech. resp. sec.
16/26 exp. form. ségée env.
env. privé, souh.
Env. C.V., photo + U PRO M
771, qu. A. Carnot
Darmstadt-Les-Lys, 77180.

URGENT

C.E. Secteur Tertiaire
recherche pour la gestion et l'animation de
des 2 Bibliothèques d'Antennes
(Saint-Quentin-en-Yvelines
et Cergy-Paris)

UN (E) BIBLIOTHECAIRE

- Titulaire du CAPB
- Exp. en Entreprises souhaitée
- Permis V.I. indispensable
- Salaire brut 6.601 F 95 cm + avantages sociaux.

Lettre de cand. + C.V. à adresser
à : M. le Secrétaire du CE de
la CNATYS, 12/14, rue de Jemine
75018 Paris

secretaires

Entreprise B.T.P. recherche
pour son directeur du personnel
SECRÉTAIRE
exp. service personnel ségée
Tél. pour R.V. 685-81-47.

capitaux propositions commerciales

Devenez
INDEPENDANT
dans un domaine où tout reste
à faire et où nous sommes les
maîtres. Grâce à une activité
RENTABLE
IMMEDIATE
avec un partenariat sérieux.
Nécessaire disposer
de 70.000 à 100.000 F.
Cred. positif.
Téléphone : (16-1) 245-11-36.
COMPAGNIE EUROPÉENNE
DE DISTRIBUTION
15, rue Godot-de-Mauroy,
75008 Paris.

formation professionnelle

Assistance et Conseil
International en Logiciel

ACILOG

DEPARTEMENT ETUDES ET
FORMATION
Programmes nationaux
et internationaux
Formation professionnelle en
10 mois et demi
d'ANALYSTE PROGRAMMEUR
sur gros système IBM +
gamme micros.
Formation du jour et du soir.
Spécialisation :
techniques avancées.
Tél. : 723-55-18 - 38, rue de
Bassano, 75008 PARIS.
Métro : Ecole - Georges V.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés
à l'étranger sont nom-
breux et variés. Demandez
une documentation sur le sujet
spécialisée INFORMATIQUE (LM)
B.P. 281 - 08 PARIS.

traduction demande

Diplômé Genève cherche
traduction à domicile. Exp.
français, esp. S. Plémet,
82, rue Philippe-de-Gand (18^e)
BONNE

gerances libres

Couple photographes cinqua-
taine ch. emploi offre gérance
magn. hors Paris. Paris
stud. très prop. Ecrire à M.
CANAPA, 36190 STE-SEVERE.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.
CONCESSIONNAIRE
MERCEDES-BENZ
vend
800 SBL, neuve, MILLERME SS
de 70 pays (crédit et renouvellement crédit im-
portateurs, motivation, force de vente). Spécial-
iste produits grande consommation et de luxe.
RECHERCHE : situation similaire France ou
étranger (section BOC/JCB 589).

plus de 16 C.V.
RANGE ROVER 1982
1^{er} main, 43.000 km, press.
neufs + options de luxe. Tél.
Paris bur. 233-75-76 ou après
20 h. Téléphone : 285-45-77.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.P. maîtrise lettres, niv.
AGRES, diplôme communica-
tion - informat., angl., alle-
mand, Dactylo chèque pour
REDACTION CORRECTION
ATTACHÉE DE PRESSE
ouverte à toutes propositions
Ecrire sous le n° 168.320 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

SUD-OUEST de préf.
ou France entière
Jeune homme 18 ans, B.E.P.
C.A.P. informatique, a obtenu son
diplôme, cherche emploi stable
ou temporaire. Michel NADIN
T. (16) 85-30-94-95 ap. 19 h.

CADRE MARKETING 32 a.
diplômé école des cadres, 8 a.
exp. dans multi sect. auto
dont 7 a. dans dir. marke-
ting autres exp. (social export)
rech. poste responsabilité
dans Sect. de prod. Paris, prov.
étrang., p. disp. Châviller
46, bd Exelmans, 75016
Paris, (1) 525-05-15, ap. 18 h.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtelière Lorraine,
diplômé hôtelier
toute expérience des études hôtelières, touristiques en Europe,
Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
France, étranger, direction
des études, tourisme, tourisme
N 22517 29, bd des Italiens,
75002 PARIS, qui transmettent.

Jeune fille, 21 ans, diplômée
école de cadres, 8 a. exp.
emploi service marketing ou es-
sentiel service public. Pré-
senteur, études de marché,
Assistance chef de publicité
quotidien régional.
Disponible, tél. 558-34-42.

J. Femme, 25 ans, maîtrise
gestion (finances-fiscalité)
DESS finances internationales.
1^{re} exp. de vendeur financier Lon-
dres et New-York rech. emploi
dans le secteur
Ecrire sous le n° 168.288 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7^{e</}

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 5 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 **Série : Dallas.**
J. R. continue son enquête sur le passé de Clayton.
21 h 30 **Documentaire : le Deuxième Sexe.**
De Simone de Beauvoir. Réalisation de F. Verry et J. Deyan.
Les contraintes, les intégrités, les responsabilités qui sont liées au travail des femmes. Des progrès ont été accomplis. Il en reste encore beaucoup à réaliser. Un entretien avec M^{me} Yvette Roudy, ministre déléguée, chargée des droits de la femme, illustre les initiatives qui ont, peu à peu, ouvert de nouvelles possibilités professionnelles aux femmes. Elisabeth Badinter dresse le bilan succinct de trente-cinq ans de féminisme, de luttas. Et Simone de Beauvoir conclut cette série de quatre émissions en souhaitant un monde où femmes et hommes réaliseraient également ensemble avec leur propre personnalité.
22 h 30 **Super-crois à Bercy.**
22 h 25 **Journal.**
23 h 45 **C'est à lire.**
23 h 55 **Téléfilm : La nuit, raconte-moi une puce.**
0 h 15 **Cinquant.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

-15% SINGER

MACHINE A COUDRE 7184

Automatique 5 points

2.350^F

- 355^F

1.995^F

Offre valable jusqu'au 20 Décembre 1984

Caté Johnson

20 h 35 **Téléfilm : Raison perdue.**
D'après G. J. Armand, réal. M. Favart. Avec F. Fierry, E. Beart, G. Grizaud.
Une psychologue sympathique... et séduisante exerce dans un hôpital psychiatrique où une jeune fille a été internée à la demande de sa famille pour un trouble mental. Hyper-conscient, celui-ci est amené à s'intéresser à la jeune malade qui accuse ses parents d'avoir fait disparaître un vieil oncle et qui est entrée dans leur maison et qui n'en est jamais ressorti. Ce homme a-t-il

vraiment existé? Un imbroglio que la psychologue, transformée en détective, essaie de démêler à ses risques et périls. Le film commence bien. Domage qu'il ne tienne pas ses promesses. Tout devient vite cours de fil blanc.
22 h 20 **Magazine : cinéma-cinéma.**
De P. Boujot, A. Andreu et C. Ventura.
Au sommaire : une façon de lumière, par H. Alkon; les souvenirs de Jo van Cotton, fondateur de « Cinéma-Revue », la lettre d'un cinéaste; Chantal Akerman; portraits de Dana Andrews et Liza Czar; Maurice Pialat en tournage.
23 h 20 **Journal.**
23 h 35 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Ring-Parade : Cadence 3.**
Émission de Guy Luz.
22 h **Journal.**
22 h 20 **Téléfilm : Une petite fille dans les tourterelles.**
Réalisation B. Ferie, avec C. Jade, B. Rousselet, L. Cagat.
Maurice part à la recherche de son mari, disparu alors qu'il était allé secrètement en pèlerinage dans la lointaine maison d'enfance, aux confins du Gers et des Pyrénées. Lorsqu'elle aura retrouvé son mari, il lui restera à sortir du labyrinthe dans lequel elle s'est engagée. Une histoire inspirée des légendes ancestrales.
23 h 20 **Les cinq minutes de Muse Dalbray.**
23 h 30 **Prélude à la nuit.**

FR3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôle d'histoire; 17 h 10, Voyage au pays des mariottes; 17 h 30, Le club des putes; 17 h 40, Les molécules; 17 h 45, Chant flipper; 18 h 30, Vie régionale; 19 h, Feuilleton : Fonceur; 19 h 15, Informations; 19 h 50, Fragments mémoires.

CANAL PLUS

20 h 30, Hill Street blues; 21 h 15, Sans 22 Rien ne va plus, film de J.-M. Ribes (comédie); 23 h 35, Tous en scène; 0 h 20, L'événement de New-York, film de L. Fulei (épouvante).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Éthnologie réciproque :** Romulus Dede, un Malgache, étudie un village du Roussillon; Samba Sar, un Sénégalais, étudie le provençal.
21 h 30 **Musique :** relations, femmes et musique.
22 h 30 **Nuits magiques :** un temps.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) :** « Rhapsodie roumaine n° 2 », d'Enesco; Concerto pour piano et orchestre n° 4, de Rachmaninov; « Roméo et Juliette », suites, de Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. L. Foster, sol. V. Ashkenazy.
23 h 00 **Les sélections de France-Musique :** le club des archives, l'oiseau-lyre; à 1 heure, Poissons d'or.

Jeudi 6 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 30 **Feuilleton : Le jeune Fabre.**
12 h 30 **La bourse à la mer.**
13 h **Journal.**
13 h 50 **A pleine vie.**
Série : La petite maison dans la prairie; 14.45, Portes ouvertes, magazine des handicapés; 15.00, Images d'histoire; 15.25, Quartier en direct de Vincennes; 15.55, Santé sans nuages (nouvelles de la santé; le végétarisme; médecines d'ailleurs; le jardin de la santé); 17.00, La chance aux chansons.
17 h 55 **Mini-journal pour les jeunes.**
18 h 10 **Le village dans les nuages.**
18 h 30 **Série : Danse avec moi.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Cocoricocoboy.**
20 h **35 Feuilleton : la Dictée.**
De Jean Cosmos et Jean-Pierre Marchand.
Suite de la saga sur la vie des instituteurs et l'instruction publique à la fin du siècle dernier dans le Cayrol. Louis a dix ans de plus et après une attaque-surprise se rallie au camp des enfants.
21 h 30 **Le violon : l'entre à louer.**
Émission de la rédaction, proposée par A. Denvers, Roger Pic, Maurice Albert, Jacques Decornoy.
Deux reportages : « Entre à louer », d'L. Baillancourt et C. Noyl. Des couples stériles « louent » un ventre pour avoir un enfant. 31 % des Français sont contre cette pratique : « La cruauté des Vents en Allemagne de l'Ouest » : à la veille de l'ouverture, le 7 décembre à Hambourg, du congrès des Vents, André Leclair analyse les raisons et les chances d'expansion du mouvement.
22 h 48 **Journal.**
23 h 05 **C'est à lire.**
23 h 10 **Le jazz et vous.** Émission de J. Diéval.
Avec Claude Luter, Marc Dibois, Bruno Rigato, etc.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
12 h 48 **Journal.**
13 h 30 **Feuilleton : Les amours des années 50.**
13 h 45 **Aujourd'hui la vie.**
14 h 50 **Téléfilm : Le garçon qui buvait trop.**
Réal. J. Freedman (Redif).
Le drame de l'alcoolisme chez un adolescent.
15 h 15 **Magazine : Un temps pour tout.**
17 h 45 **Récré A 2.**
Les dérivatives d'Épinal; Mes mains ont la parole; Lulu et Lili; Les légendes du monde; Téléchat.
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 10 **Le accord, pose d'accord (INC).**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 35 **Expression directe.** La FEN; le Sénat.
20 h **Journal.**
20 h 35 **Feuilleton : la Fureur des anges.**
Réal. B. Kalik. Avec J. Smith, K. Howard.
Avant-dernier épisode des aventures et mésaventures d'une avocate aux prises avec des problèmes de carrière et de couple.
21 h 25 **Relais France.**
Magazine Des Droits de l'homme de B. Langlois.
Au sommaire : Hongrie, l'homme qui édite en marchant. Censure et diffusion des œuvres artistiques; Tchad, les déplacés du lac Tchad; guerre et sécheresse; Nicaragua : deux camions pour les droits de l'homme; Dossier : la famine en Afrique. Invité : Bernard Holzer, secrétaire général du Comité catholique contre la faim; les chœurs Karumanta.
22 h 40 **Histoires courtes.**
Ouvre-moi, de J. Fiaschi; Strangulation blues, réal. L. Carax.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 05 **Les jours.**
20 h 35 **Cinéma sans visa.**
Émission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud.
20 h 40 **Cinéma : Countryman.**
Film anglais de D. Johnson (1981), avec Countryman, H. Keller, K. St. Clair, C. Bradshaw, B. Kenna (v.o. sous-titré).
Un pêcheur jamaïcain recueille et protège un jeune couple victime d'un accident d'avion et traqué par la police du pays pour un complot politique dont il n'est pas responsable. L'intérêt du film tient à la personnalité authentique de Countryman, connue liée à la nature, à la mer, vivant selon sa propre philosophie.
22 h 20 **Témoignages.**
Débat avec Anna Prucnal, comédienne, Lionel Rotag, journaliste, Jean-Paul Universalis, orfèvre.
22 h 55 **Journal.**
23 h 20 **Les cinq minutes de Muse Dalbray.**
23 h 40 **Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

7 h 7/9, M. Domest; 9 h, « le Grand Frère », film de F. Girard (police); 11 h, « El », film de L. Buzon (drame); 12 h 25, Cabou Cadu (Benji); 13 h 05, Les 13 h 40, Les 13 h 40; 14 h 05, « Un jeu brutal », film de J.-C. Brisson (drame); 16 h 40, « la Ballade de Narayana », film de Sh. Imamura (drame); 18 h, Surcouf l'après-midi; 19 h 15, Tous en scène; 20 h 05, Top 50; 20 h 30, « Paradis pour tous », film de A. Jessus (fantastique); 22 h 25, « Que le spectacle commence », film de B. Fosse (comédie); 0 h 20, Tous en scène; 1 h 10, « le Malin », film de J. Huston.

FRANCE-CULTURE

7 h, Le goût du jour; 8 h 15, Les enjeux internationaux; 8 h 30, Les chemins de la connaissance; les routes de l'ombre (et à 10 h 50 l'écrivain public); 9 h 05, Les Méduses. Une vie, une œuvre : John Cooper Powys, ou le goût du bonheur; 10 h 30, Musique : miroirs; 11 h 10, Répété, de la maître; 11 h 30, Du côté d'O'Hare : la Dernière Feuille; 12 h, Faut-il; 13 h 40, Peintres et artistes; Laurent Wolf; 14 h, Un livre, des voix; « L'écrit et l'espace »; 14 h 30, Radio-Canada présente : « L'écrit et l'espace »; 15 h 30, Muséum; 17 h, Textes : messages, d'Unité; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct d'Aigues-Mortes; 18 h, Subjectif : Agnès; à 18 h 35, Tiers la langue; à 19 h 15, Retro; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne; 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : les prix Nobel de médecine et de physiologie; 20 h, Musique, mode d'emploi; Abbey Road; 20 h 30, « Le Regret de l'éternité », de M. Macario, d'après « Dictionnaire », de Bocace; 21 h 30, Musique : vocalise (libre parcours voix); 22 h 30, Nuits magiques : plastique.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : l'enfant; 7 h 10, Actes de la fête; 9 h 05, L'œuvre en collages; 9 h 20, Le matin des musiciens : la fabrique de l'opéra - opéra et pouvoir à l'époque baroque; œuvres de Monteverdi, Beethoven, Bach; 12 h 05, Concert : œuvres de Vivaldi, Manfredini, Locatelli, Puccini, Paganini, par l'International Mercur Music Academy, dir. A. Lysy, sol. A. Lysy et M. Enderli; violons; 13 h 30, Opérette-magazine; 14 h 02, Répété contemporains; A. Vieux, W. Albright, H. Pascher, S. Macaluso; 15 h, Pénitences méditerranéennes : la dévotion progressive; œuvres de Tomer et Palai, Marabou, Teobaldo, Le Sage, Vogelweide; 18 h, L'impression; 19 h 15, Le temps du jazz : feuilleton « le jazz ailleurs » : intermède; le biotope; 20 h, Concours international de guitare.
20 h 30 **Concert (donné le 23 novembre au Théâtre des Champs-Élysées) :** « Sonate n° 3 en mi bémol majeur », « Sonate n° 5 en fa majeur », « Sonate n° 10 en sol majeur », de Beethoven, par P. Zakerman, violon, et Mark Nédberg, piano.
23 h **Les sélections de France-Musique :** la musique chez Balzac dans sa vie et dans son œuvre.

Portes ou fenêtres à remplacer ?

Tous travaux garantis 10 ans

ISO

Téléphonez au (1) 328.77.14

- Sur mesure - BOIS - PVC - ALU
- Fenêtres pour toits - Velux - Toicel

26, avenue Quihou 94160 St-Mandé (Porte de Vincennes) Métro Saint-Mandé-Tourville

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt

M. RAMBUTEAU
Imm. plein de soleil, 44-45, 3 pièces, 65 m², bon plan, 272-33-25.

4^e arrdt

CEUR MARAIS
dans HOTEL PARTICULIER
RENOUVEAU SURFACES A
RENOUVER. TEL : 236-63-62.

SAINT-PAUL
Duplex original 2/3 p. carrelé,
triple exposition ensoleillée,
dormir, d'après 800.000 F.
Matière 272-33-25.

ÎLE SAINT-LOUIS
QUAI D'ORLÈANS
STYLÉ HORS DU COMMUN
95 m² sur Seine et N.-O.
Peu de travaux.
Sage KAISER (1) 328-60-60.

5^e arrdt

JUSTIEU STUDIO
cht. charmant, 4 cour, caractère
33 m², 330.000, 338-17-38.

6^e arrdt

ST-GERMAIN
Belle 5 p., 145 m² env., très
calme, 3 chbres + 3 s.d., iv.
partiel, état. 5^e et. asc., park.
Téléphone : 727-89-38.

RUE DU DRAGON, beau 2 p.
de caractère en r.-d., sur
place calme.
52 m² - 622.000 F.

NOTAIRE 501-54-30
LE MATIN.

7^e arrdt

4 P. CHAMP-DE-MARS
(Prox.) stand. Prox. lycée.
1.450.000 F. - 567-20-10.

10^e arrdt

PORT SAINT-MARTIN
180 m² CHARMÉ POUTRES
2 réceptions, 4 chbres.
PRIX RARE - 867-22-88.

11^e arrdt

Bel immeuble récent, 2 p. cuis.,
s. de bns. m.-c., décoré, m-
quette et peintures neuves, sur
jardin et rue, parking, cave.
550.000 MATMO 272-33-25.

12^e arrdt

BO REUILLY, COQUELY 32 P.
11 cht. rénové, 9^e et. asc., ac.
Rue. 230.000 F. 525-55-04.

13^e arrdt

Très bel imm., 4 chbres
9, RUE BUSA-LANONNIER
LIBRE
2 pièces, 50 m², 440.000 F.
OCCUPÉS LOI 48.
2 P. par. de 220.000 F.
Vis. s/p. samedi 6 décembre
14 h à 17 h. 359-66-37.

14^e arrdt

PERMETTE
Surfaces à aménager
6.500 à 8.000 F LE M²

15^e arrdt

EXCEPT. AVENUE FOCH
BOULEVARD, 4 chbres, 200 m², parking
DORMESSEY, 826-82-82.

16^e arrdt

M^{me} PASEY, superbe pierre de
telle 4-5 p. de. neuf. Vie. mer-
credi 13 h à 17 h, 8, rue du
Marché-Lyonnais. 364-18-38.

17^e arrdt

TERRES d'ivoire, 703-32-31
200 m² SUR JARDIN.

PRÈS NEUILLY
175 m², très belle réception
3 chbres + service, box fermé
EMBASSY. 563-16-40.

MALESHERBES
1.800.000 F. 307-31-82, matin.

locations non meublées offres

Paris

LOCATION DISPONIBLE
Paris-banlieue
707-22-05

CENTRALES DES PROPRIÉTAIRES
43, rue Claude-Bernard
Paris-5^e. Métro CENSAI.

NOMBREUSES LOCATIONS
DISPONIBLES
ENTRE PARTICULIERS
C.L.P. 807-05-46

68, rue du Chemin-Vert
78011 Paris, 19^e St-Anthoine.

Province

Part. vend Nice, superbe studio
nouveau, 45 m² + terrasse,
30 m², garage fermé, cave,
tél., vue panoramique imprenable
dans complexe grand
standing (piscine, tennis, club
house, salle de gym, sauna,
cuisine équipée, 500.000 F.
Tél. matin, 9 h à 10 h 30
16 (93) 53-45-82.

locations meublées demandes

Paris

J.F. 23 ans, sérieux
cherche chambre, petit loyer
ou baby sitter.
Ecr. s/p. 6.889 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Halles, 75009 Paris.

Journaliste avec garanties
cherche apt 2-3 pièces Paris.
Confort. Tél. : 867-12-68.

Pour personnel et Cadre
supérieur IMPORTANTE STÉ
FRANÇAISE INFORMATIQUE
recherche APT 2-3 pièces
STUDIOS, VILLAS PARIS
ET BANLIEUE. 504-49-21.

Journaliste avec garanties
apt 2/3 p. Paris, confort.
Tél. : 867-12-68.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES
villas très bon, loyer garanti
Tél. 869-89-95 - 253-57-02.

viagers

Près ENGHIEN LAC
très belle villa pierre 1955
170 m² habitable, jardin
12.000 m². Comptant + rente
6.000 F mensuel sur 2 titres
82 et 78 ans. Tél. 572-31-68.

LIBRE 3 KM DE PARIS
Bau pav. 5 p. et gar., jdn,
700.000 + rente 805-58-70.

appartements achats

Richemont 1 & 2 P. PARIS
Prox. St. P. 7^e, 12^e, 14^e, 19^e,
18^e, avec ou sans travaux
PARFAITMENT état, voir
873-20-67, même le soir.

PROPRIÉTAIRES
VOUS DESIREZ VENDRE
Adressez-vous à un spécialiste
IMMO MARCATEL
88, r. Marcadet, 75018 Paris
Estimation gratuite, publicité à
nos frais, réalisation rapide.
Tél. 252-01-82.

immobilier
information

ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES
ÉLECTION GÉNÉRALE
PAR ORDINATEUR
spécial du domaine
FRANÇOIS DE PARIS (Île-de-France)
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers
75017 PARIS
Téléphone : 227-44-44.

Pour vendre maison, apt, pent, terrain, commercial, sur
tous la France, indiquez Le
grange fondé en 1878, 5, rue
Gratouille, 75008 Paris.

LOCATIONS
Vous recherchez un appartement
à louer. Consultez le Centre d'In-
formation des PPTAIRES
Téléphone : 504-20-00.

pavillons

MAISONS-ALFORT (94)
F. 3, 71 m², excellent état, res-
tauré, cave, parking en m.-sol.
Transport, très commodités,
champs modérés.
Prix : 500.000 F dont
40.000 F. Prox. P. de France, 16^e.
no : STADE - Bus : 24, 76-
Mph : 50 et west-end, 883-
38-88. Bureau : 823-85-03.

PAVILLONS
JUSQU'À 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
appel ou écrit
Centre d'information
FRANÇOIS DE PARIS (Île-de-France)
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers
75017 PARIS. T. 227-44-44.

propriétés

TOURNAI, 210 km Paris
DEMEURE, caract. 8 p., ch.
commune, jol. jard. ombragé.
Ch. CHATEL. 27150 Franceville.

A VENDRE
PPTÉ A JURANÇON
SITUÉE CLASSE
500 m² habitable + dépend.
2 hectares de terrain
ETAT EXCEPTIONNEL
UN 05-08-03 ou 031 05-51-51.

La Mairie-Saint-Denis 78
100 m², 180 m² habit., 4 ch.
2 s. de bns, 2 w.-c., cuis. équi-
pée, ad. 45 m², m.-et 2 vol.
980.000 F. T. (31) 041-98-57.

GENÈVE A louer belle pro-
priété rive gauche, 4 km centre
ville, comprenant 2 maisons
(10 et 5 pièces), confortant
pour résidences et intercommu-
nisme. Long bail. Entre sou-
chiffre N 18-115437, PUBLI-
CITAS CH-1211 GENEVE 3.

PROX. FONTAINEBLEAU
(77) REPENDRE PROPRIÉTÉ
RECENTE sur 2,750 m²
arboré + bord d'eau avec
porton + piscine chauffée
5 P., 2 bns, cuisine équipée
1.400.000 F. Tél. 867-17-80.

Chaque jour
dans cette rubrique
Vous trouverez peut-être
LA PROPRIÉTÉ
que vous recherchez

terrains

Vd. r.p. BORDEAUX, terrain
construct., 10 km, 2.330 m²,
2 lots. COS 04 25 h
1.800 m². Tél. : (65) 06-06-82.

REPRODUCTION INTERDITE

ÉNERGIE

Act. Econ. 100%

LA COMPAGNIE
PETROLEUM FANTASY
D'UNE OFFRE
D'ACHAT DE LA
DE FRANCES

LOCATION

GARE DE LYON
PETIT IMMEUBLE INDÉPEND.
10 m² REAUX RECOUVES
Bail 3-6-9. Tél. 328-88-05.

Votre siège commercial
OU SIÈGE SOCIAL
Loc. bureau, secrétariat, récep.
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
CRÉAT. DE TOUTES ENTREPR.
ASPAC S.A. 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
BOMILLATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Déclaration et tous services
Pénalités téléphoniques
355-17-50.

fonds
de commerce

Ventes
COTE D'AZUR VEND AGENCE
IMMOBILIÈRE - GARANCE
1.800.000 F + ASSISTANCE
Ecr. HAVAS CLON N-448-5.

150

150

Le Monde

économie

6 décembre

SOCIAL

Travail temporaire : le « prix à payer » pour l'assainissement

Prévu pour trois ans, et à titre provisoire, l'ordonnance du 5 février 1982 qui réorganise complètement l'activité des entreprises de travail temporaire est actuellement soumise au Parlement pour ratification.

Décrite, vilipendée, parfois assimilée aux « négriers » d'autan, l'entreprise de travail temporaire — l'interim — est, paradoxalement, en passe de gagner ses lettres de noblesse sous un gouvernement de gauche. Plus extraordinaire encore, deux ans et demi après l'ordonnance de 1982, qui avait pu paraître sévère et restrictive, l'ensemble de la profession — avec les organisations patronales UNETT et PROMATT — entame un concert de louanges à l'adresse de cette même loi qui « a reconnu en toute bonne foi » son existence et sa nécessité, puis « a eu l'immense mérite », grâce à l'action gouvernementale, de débarrasser le jugement sur l'interim de ses connotations « idéologiques ».

Réciproquement, les pouvoirs publics ne tarissent pas d'éloges et, dans un rapport du ministre du travail, que ce secteur d'activité s'est « moralisé », que son comportement a été « assaini » et, enfin, que le travail temporaire s'est « professionnalisé ».

Même les organisations syndicales, naguère encore si sourcilieuses, ont abandonné la plupart de leurs préventions. Pourtant, cette « virginité retrouvée », les entreprises temporaires l'ont payée cher, même si l'on doit reconnaître que cette profession, plus que d'autres sans doute, est particulièrement sensible au moindre mouvement du contexte économique. Entre 1980 — une année faste où même exceptionnelle — et 1983, le nombre des entreprises est passé de 1518 à 847, celui des établisse-

ments (une entreprise peut posséder plusieurs agences) de 4 257 à 2 773. Parallèlement, le chiffre d'affaires en francs constants a dégringolé de 12 053 millions à 7 554, et le nombre de contrats d'interim a diminué de 2 374 000 à 2 140 000 ; la durée moyenne des missions reculant de 3,9 semaines à 2 semaines.

« C'était le prix à payer », reconnaissent le PROMATT et l'UNETT, qui tenaient conjointement une conférence de presse, le 4 décembre, et rappellent que, à l'époque de l'ordonnance, ils avaient craint le pire, voire l'interdiction totale d'exercer.

Bousculés par les événements, obligés de respecter des règles plus contraignantes et amenés à mieux rétribuer leurs salariés, les spécialistes du travail temporaire ont dû relever le défi et s'adapter. Ayant compris le risque, ils se sont engagés dans une vaste campagne de négociations avec les organisations syndicales, qui a abouti à la signature de six accords importants dont le dernier, conclu le 8 novembre, porte sur l'exercice du droit syndical.

Ce faisant aussi, la profession s'est très profondément restructurée. Les petites entreprises, si elles n'étaient pas spécialisées pour des professions précises, ont disparu, tandis que les grandes sociétés ont pu évoluer et se donner un autre visage. Compte tenu du coût de l'interim et des limites apportées par l'ordonnance, la qualification des personnels employés s'est élevée, et les tâches qui leur sont confiées dans les entreprises utilisatrices sont de

Suspension des négociations sur l'harmonisation des retraites complémentaires

Les négociations ouvertes le 18 septembre entre le patronat et les confédérations syndicales sur l'harmonisation des retraites complémentaires des salariés ont été suspendues le mardi 4 décembre. Les partenaires sociaux, n'étant pas parvenus à un accord, ont décidé de demander des études plus précises aux services de l'ARRCO (Associations des régimes de retraites complémentaires), qui réunit les institutions intéressées (1), pour reprendre les discussions en janvier, ou, plus probablement, en février.

Depuis le début des négociations, les discussions ont tourné, pour l'essentiel, autour de la définition du « salaire de référence », qui détermine le prix d'achat du point de retraite (2), et, par voie de conséquence, le montant des pensions présentes et à venir.

Les confédérations de salariés souhaitent réduire les inégalités entre les retraites, engendrées par la diversité des salaires de référence selon les institutions, et limiter ses répercussions sur le fonctionnement des régimes (voir le Monde du 22 septembre). Faisant pour une fois front commun, elles avaient proposé plusieurs méthodes pour y parvenir : d'abord l'harmonisation du salaire de référence, puis celle de la valeur du point.

Ces propositions ayant été écartées par le CNPF, elles ont présenté, le mardi 4 décembre, un nouveau système assez complexe, destiné à rendre plus justes les échanges (la « compensation »), entre les différents régimes de retraite : il s'agit d'établir une fourchette de part et d'autre de la croissance moyenne du salaire de référence pour l'ensemble des institutions de l'ARRCO, et de ne calculer la compensation inter-régimes que dans les limites de cette fourchette.

Pour le patronat, soucieux de préserver l'autonomie des différents régimes de retraite tout en améliorant leur fonctionnement, toutes ces propositions étaient excessivement « centralisatrices » et tendaient, à terme, à une unification de l'ARRCO. M. Yves Chotard, vice-président du CNPF, a donc proposé de corriger seulement les cas « aberrants » — ceux où l'évolution du salaire de référence s'écarte de plus de 10 % de la moyenne — et de regrouper les caisses de retraite concernées avec d'autres ayant une situation normale.

Ces propositions étant inconciliables, les partenaires sociaux ont décidé, mardi, de demander aux services de l'ARRCO des simulations des deux systèmes.

M. Chotard, qui s'était jusqu'ici refusé à occuper un poste dans un régime de retraite — par souci de neutralité —, a décidé d'entrer au

conseil d'administration de l'ARRCO afin de pouvoir mieux suivre les études et les besoins et d'harmoniser davantage les positions patronales, parfois discordantes.

G. N.

(1) Sont celles qui touchent exclusivement les cadres, regroupées dans l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres).

(2) Les retraites sont calculées en points que l'on accumule au cours de sa carrière. Le total de points acquis détermine le montant de la pension.

LICENCE POUR AVOIR « DÉROBÉ » UN SCHWEPPE...

En arrivant à son travail le 3 décembre à 8 h 30, M. Hervé Panchot, manutentionnaire à l'intermarché de Concarneau (Finistère), a pris dans les rayons une bouteille de Schweppes à 5,45 F, qu'il comptait payer, à 8 h 45, « dès 9 heures à l'ouverture des caisses ». Mais lui en a pris...

La direction, qui déclarait « n'avoir plus confiance » dans le comportement de cet employé, l'a mis à pied et a engagé une procédure de licenciement contre lui. M. Panchot est responsable de la section syndicale CFDT.

Isover-Saint-Gobain : 2 300 suppressions d'emplois mais aucun « licenciement sec »

Entre 1981 et 1986, Isover-Saint-Gobain aura perdu plus de 2 300 emplois, puisque le nombre de salariés passera de 3 680 à 1 300. Mais aucun « licenciement sec » n'est prévu. C'est sans doute la raison pour laquelle la restructuration de l'entreprise, préparée de longue date et progressive, n'a pas provoqué, jusqu'à présent, de mouvements sociaux importants.

« L'entreprise s'est développée rapidement entre 1974 et 1980, affirme M. Eric d'Hautefeuille, directeur de la branche isolation à Isover-Saint-Gobain. Au moment des crises du pétrole, les campagnes en faveur des économies d'énergie ont amené les Français à isoler leurs logements. En 1965, nous produisions 2 millions de mètres cubes d'isolants ; en 1980, 17 millions de mètres cubes. Isover, spécialisé dans la laine de verre, dominait largement le marché français. Mais, dès 1981, c'est « le reflux ». En 1984, nous ne produisons plus que 13 millions de mètres cubes. Des concurrents ont fait leur apparition. Le marché du bâtiment est en crise, puisqu'on observe une chute de 25 % des mises en chantier et des rénovations. D'une part, Isover est spécialisé dans la laine de verre ; alors que le marché de la laine de roche et des mousses se développe.

Pour la direction, la situation est claire : « Cette crise est structurelle, nous devons nous y adapter ». D'où le lancement de trois plans successifs d'adaptations de plus en plus sévères. Le dernier en date prévoit 2 300 suppressions d'emplois entre 1981 et 1986, dont 1 000 de 1982 à 1984. Le site de Rantigny, spécialisé dans la laine de verre, fermera ses portes fin 1984 (1).

Cette restructuration n'a pas suscité jusqu'à présent de véritable mobilisation syndicale. « Nous reconnaissons les sureffectifs », affirme M. Bernard Drillon, de la Fédération unifiée des industries chimiques CFDT. Nous savons que les pertes pour 1983 et 1984 dépassent la masse salariale (500 millions de francs). D'autre part, aucun licenciement sec n'est prévu, aux dépens de préretraites viennent s'ajouter les départs volontaires avec une indemnité, les congés de conversion de six mois ou le rachèvement dans d'autres établissements d'Isover-Saint-Gobain ou à l'extérieur du groupe.

Si le plan social n'a pas provoqué la mobilisation des salariés, en revanche le plan industriel est remis en cause. « La direction veut spécialiser l'entreprise dans la seule laine de verre, remarque M. Drillon. Or nous affirmons que, pour être présents sur les futurs marchés, nous

devons diversifier nos productions, faire de quoi l'entreprise disparaîtra à moyen terme : laine de roche, mousses, etc. »

Même son de cloche à la Fédération du verre CGT, qui reproche au plan industriel de « remettre en cause l'avenir de l'entreprise ». Les syndicats ont d'ailleurs manifesté à deux reprises, les 22 et 29 novembre, leur opposition à ce plan.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

ÉNERGIE

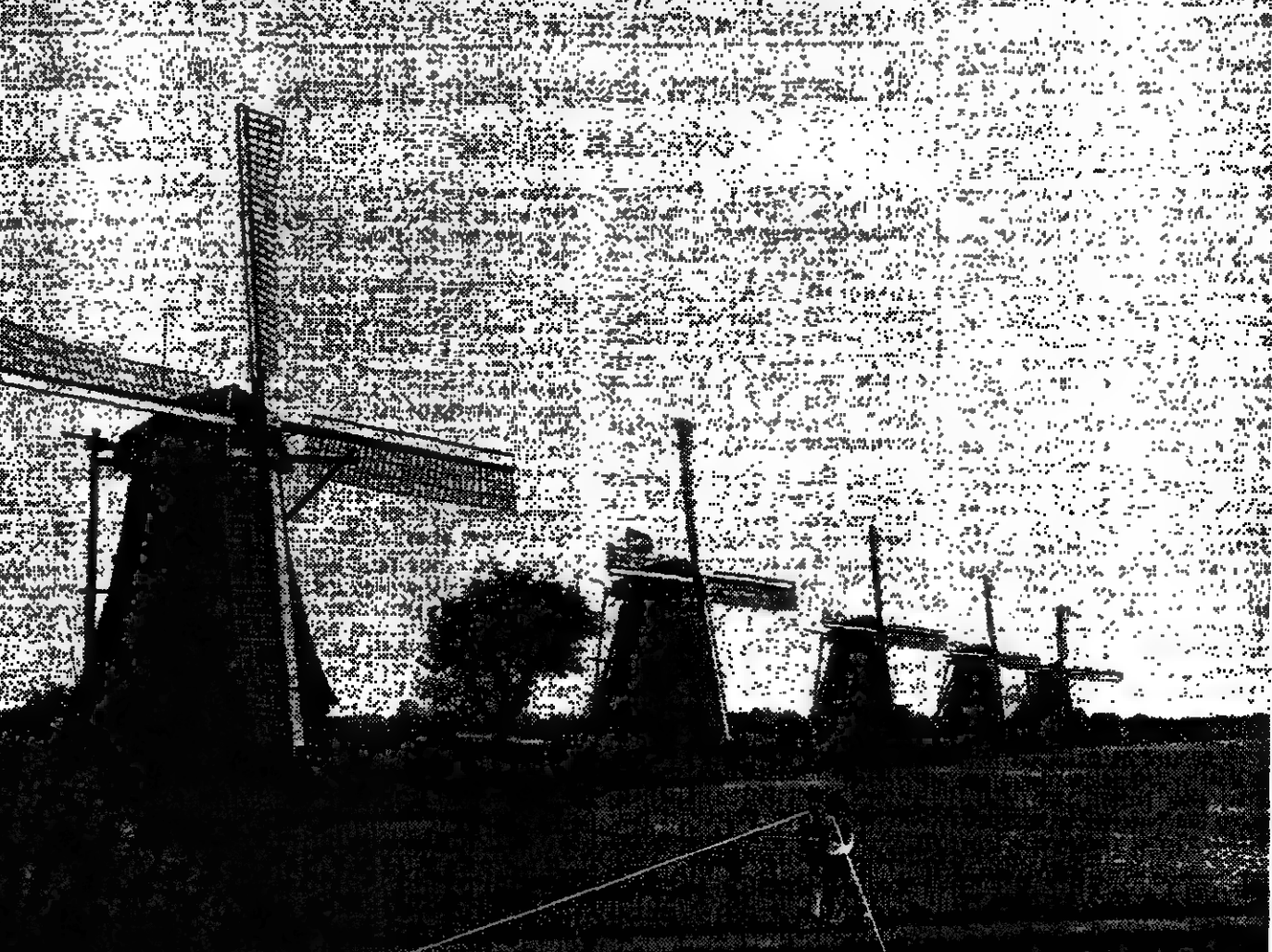
Aux États-Unis

LA COMPAGNIE PHILLIPS PETROLEUM FAIT L'OBJET D'UNE OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT DE 8,4 MILLIARDS DE FRANCS

Les sociétés texanes Mesa Petroleum et Wagner and Brown, qui s'étaient illustrées il y a un an en tentant de prendre le contrôle de la Gulf, finalement rachetée par Chevron, opération qui leur avait rapporté quelque 800 millions de dollars de bénéfices boursiers, ont annoncé qu'elles allaient lancer une nouvelle offre publique d'achat (OPA) de 900 millions de dollars (8,4 milliards de francs) sur au moins 15 millions d'actions (10 % du capital) de la compagnie Phillips Petroleum, douzième compagnie pétrolière mondiale et l'une des plus importantes indépendantes américaines. L'OPA propose aux actionnaires un prix de 60 dollars par action, supérieur de 31 % au cours actuel du titre.

Les deux petites compagnies, associées pour l'opération au sein d'une société commune Mesa Partners, dirigée par M.T. Boone Pioners, ont précisé qu'elles cherchaient en outre des financements pour acquérir 5 millions d'actions supplémentaires de Phillips, ce qui, compte tenu de leur portefeuille actuel (8,8 millions d'actions), porterait leur part du capital de Phillips à 20,6 % et leur donnerait le contrôle de la compagnie. Phillips Petroleum, qui emploie 29 600 salariés dans le monde et qui a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 15,69 milliards de dollars, détient d'importantes réserves de pétrole et de gaz, notamment aux États-Unis et en mer du Nord. M.T. Boone Pioners a affirmé qu'il ne cherchait pas à provoquer, comme l'an passé, une nouvelle « bagarre boursière » et qu'il était prêt à gérer Phillips Petroleum.

Gould : Innovation et qualité en électronique européenne



« Ou puis-je trouver la technologie de l'électronique médicale dont j'ai besoin sans avoir à quitter l'Europe ? »

Chez Gould

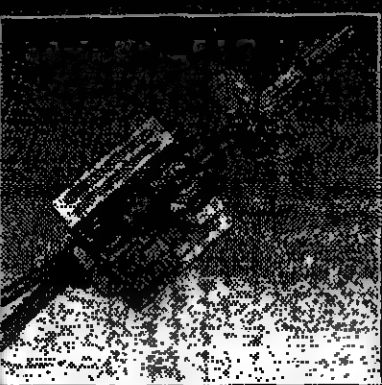
L'électronique médicale est un marché dont l'importance est croissante et où les besoins et priorités des gens sont encore plus critiques que les exigences commerciales.

Gould comprend bien ces deux impératifs — en produisant certains des moniteurs de salle d'opération, les plus perfectionnés du monde, contrôlés par ordinateur, et en offrant une nouvelle technologie de la médecine sur le marché européen, comme le capteur ne servant qu'une fois sur la gravure de droite.

En Europe, comme dans le reste du

monde, Gould concentre ses technologies et ses produits étroitement liés dans six marchés de l'électronique à croissance rapide : les ordinateurs, l'automatisation d'usine, les essais et mesures, l'électronique médicale, l'électronique en application militaire, les composants et matériaux électroniques, y compris les semi-conducteurs — si c'est important pour l'Europe, c'est donc crucial pour Gould.

Suffisamment intéressés pour vouloir en savoir davantage ? Écrire à Gould, Département W, 57 rue St-Sauveur, 91160 Balainvilliers, ou téléphoner 06-934 1067.



GOULD
Electronique

13 h 20 Journal
13 h 30 Nouvelles
TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
19 h 00 Les 100
20 h 00 Cinéma sans voix
21 h 00 Cinéma : Copains
22 h 00 Cinéma : Copains
23 h 00 Cinéma : Copains
23 h 30 Cinéma : Copains
24 h 00 Cinéma : Copains
24 h 30 Cinéma : Copains
25 h 00 Cinéma : Copains
25 h 30 Cinéma : Copains
26 h 00 Cinéma : Copains
26 h 30 Cinéma : Copains
27 h 00 Cinéma : Copains
27 h 30 Cinéma : Copains
28 h 00 Cinéma : Copains
28 h 30 Cinéma : Copains
29 h 00 Cinéma : Copains
29 h 30 Cinéma : Copains
30 h 00 Cinéma : Copains
30 h 30 Cinéma : Copains
31 h 00 Cinéma : Copains
31 h 30 Cinéma : Copains
32 h 00 Cinéma : Copains
32 h 30 Cinéma : Copains
33 h 00 Cinéma : Copains
33 h 30 Cinéma : Copains
34 h 00 Cinéma : Copains
34 h 30 Cinéma : Copains
35 h 00 Cinéma : Copains
35 h 30 Cinéma : Copains
36 h 00 Cinéma : Copains
36 h 30 Cinéma : Copains
37 h 00 Cinéma : Copains
37 h 30 Cinéma : Copains
38 h 00 Cinéma : Copains
38 h 30 Cinéma : Copains
39 h 00 Cinéma : Copains
39 h 30 Cinéma : Copains
40 h 00 Cinéma : Copains
40 h 30 Cinéma : Copains
41 h 00 Cinéma : Copains
41 h 30 Cinéma : Copains
42 h 00 Cinéma : Copains
42 h 30 Cinéma : Copains
43 h 00 Cinéma : Copains
43 h 30 Cinéma : Copains
44 h 00 Cinéma : Copains
44 h 30 Cinéma : Copains
45 h 00 Cinéma : Copains
45 h 30 Cinéma : Copains
46 h 00 Cinéma : Copains
46 h 30 Cinéma : Copains
47 h 00 Cinéma : Copains
47 h 30 Cinéma : Copains
48 h 00 Cinéma : Copains
48 h 30 Cinéma : Copains
49 h 00 Cinéma : Copains
49 h 30 Cinéma : Copains
50 h 00 Cinéma : Copains
50 h 30 Cinéma : Copains
51 h 00 Cinéma : Copains
51 h 30 Cinéma : Copains
52 h 00 Cinéma : Copains
52 h 30 Cinéma : Copains
53 h 00 Cinéma : Copains
53 h 30 Cinéma : Copains
54 h 00 Cinéma : Copains
54 h 30 Cinéma : Copains
55 h 00 Cinéma : Copains
55 h 30 Cinéma : Copains
56 h 00 Cinéma : Copains
56 h 30 Cinéma : Copains
57 h 00 Cinéma : Copains
57 h 30 Cinéma : Copains
58 h 00 Cinéma : Copains
58 h 30 Cinéma : Copains
59 h 00 Cinéma : Copains
59 h 30 Cinéma : Copains
60 h 00 Cinéma : Copains
60 h 30 Cinéma : Copains
61 h 00 Cinéma : Copains
61 h 30 Cinéma : Copains
62 h 00 Cinéma : Copains
62 h 30 Cinéma : Copains
63 h 00 Cinéma : Copains
63 h 30 Cinéma : Copains
64 h 00 Cinéma : Copains
64 h 30 Cinéma : Copains
65 h 00 Cinéma : Copains
65 h 30 Cinéma : Copains
66 h 00 Cinéma : Copains
66 h 30 Cinéma : Copains
67 h 00 Cinéma : Copains
67 h 30 Cinéma : Copains
68 h 00 Cinéma : Copains
68 h 30 Cinéma : Copains
69 h 00 Cinéma : Copains
69 h 30 Cinéma : Copains
70 h 00 Cinéma : Copains
70 h 30 Cinéma : Copains
71 h 00 Cinéma : Copains
71 h 30 Cinéma : Copains
72 h 00 Cinéma : Copains
72 h 30 Cinéma : Copains
73 h 00 Cinéma : Copains
73 h 30 Cinéma : Copains
74 h 00 Cinéma : Copains
74 h 30 Cinéma : Copains
75 h 00 Cinéma : Copains
75 h 30 Cinéma : Copains
76 h 00 Cinéma : Copains
76 h 30 Cinéma : Copains
77 h 00 Cinéma : Copains
77 h 30 Cinéma : Copains
78 h 00 Cinéma : Copains
78 h 30 Cinéma : Copains
79 h 00 Cinéma : Copains
79 h 30 Cinéma : Copains
80 h 00 Cinéma : Copains
80 h 30 Cinéma : Copains
81 h 00 Cinéma : Copains
81 h 30 Cinéma : Copains
82 h 00 Cinéma : Copains
82 h 30 Cinéma : Copains
83 h 00 Cinéma : Copains
83 h 30 Cinéma : Copains
84 h 00 Cinéma : Copains
84 h 30 Cinéma : Copains
85 h 00 Cinéma : Copains
85 h 30 Cinéma : Copains
86 h 00 Cinéma : Copains
86 h 30 Cinéma : Copains
87 h 00 Cinéma : Copains
87 h 30 Cinéma : Copains
88 h 00 Cinéma : Copains
88 h 30 Cinéma : Copains
89 h 00 Cinéma : Copains
89 h 30 Cinéma : Copains
90 h 00 Cinéma : Copains
90 h 30 Cinéma : Copains
91 h 00 Cinéma : Copains
91 h 30 Cinéma : Copains
92 h 00 Cinéma : Copains
92 h 30 Cinéma : Copains
93 h 00 Cinéma : Copains
93 h 30 Cinéma : Copains
94 h 00 Cinéma : Copains
94 h 30 Cinéma : Copains
95 h 00 Cinéma : Copains
95 h 30 Cinéma : Copains
96 h 00 Cinéma : Copains
96 h 30 Cinéma : Copains
97 h 00 Cinéma : Copains
97 h 30 Cinéma : Copains
98 h 00 Cinéma : Copains
98 h 30 Cinéma : Copains
99 h 00 Cinéma : Copains
99 h 30 Cinéma : Copains
100 h 00 Cinéma : Copains
100 h 30 Cinéma : Copains

13 h 20 Journal
13 h 30 Nouvelles
TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
19 h 00 Les 100
20 h 00 Cinéma sans voix
21 h 00 Cinéma : Copains
22 h 00 Cinéma : Copains
23 h 00 Cinéma : Copains
23 h 30 Cinéma : Copains
24 h 00 Cinéma : Copains
24 h 30 Cinéma : Copains
25 h 00 Cinéma : Copains
25 h 30 Cinéma : Copains
26 h 00 Cinéma : Copains
26 h 30 Cinéma : Copains
27 h 00 Cinéma : Copains
27 h 30 Cinéma : Copains
28 h 00 Cinéma : Copains
28 h 30 Cinéma : Copains
29 h 00 Cinéma : Copains
29 h 30 Cinéma : Copains
30 h 00 Cinéma : Copains
30 h 30 Cinéma : Copains
31 h 00 Cinéma : Copains
31 h 30 Cinéma : Copains
32 h 00 Cinéma : Copains
32 h 30 Cinéma : Copains
33 h 00 Cinéma : Copains
33 h 30 Cinéma : Copains
34 h 00 Cinéma : Copains
34 h 30 Cinéma : Copains
35 h 00 Cinéma : Copains
35 h 30 Cinéma : Copains
36 h 00 Cinéma : Copains
36 h 30 Cinéma : Copains
37 h 00 Cinéma : Copains
37 h 30 Cinéma : Copains
38 h 00 Cinéma : Copains
38 h 30 Cinéma : Copains
39 h 00 Cinéma : Copains
39 h 30 Cinéma : Copains
40 h 00 Cinéma : Copains
40 h 30 Cinéma : Copains
41 h 00 Cinéma : Copains
41 h 30 Cinéma : Copains
42 h 00 Cinéma : Copains
42 h 30 Cinéma : Copains
43 h 00 Cinéma : Copains
43 h 30 Cinéma : Copains
44 h 00 Cinéma : Copains
44 h 30 Cinéma : Copains
45 h 00 Cinéma : Copains
45 h 30 Cinéma : Copains
46 h 00 Cinéma : Copains
46 h 30 Cinéma : Copains
47 h 00 Cinéma : Copains
47 h 30 Cinéma : Copains
48 h 00 Cinéma : Copains
48 h 30 Cinéma : Copains
49 h 00 Cinéma : Copains
49 h 30 Cinéma : Copains
50 h 00 Cinéma : Copains
50 h 30 Cinéma : Copains
51 h 00 Cinéma : Copains
51 h 30 Cinéma : Copains
52 h 00 Cinéma : Copains
52 h 30 Cinéma : Copains
53 h 00 Cinéma : Copains
53 h 30 Cinéma : Copains
54 h 00 Cinéma : Copains
54 h 30 Cinéma : Copains
55 h 00 Cinéma : Copains
55 h 30 Cinéma : Copains
56 h 00 Cinéma : Copains
56 h 30 Cinéma : Copains
57 h 00 Cinéma : Copains
57 h 30 Cinéma : Copains
58 h 00 Cinéma : Copains
58 h 30 Cinéma : Copains
59 h 00 Cinéma : Copains
59 h 30 Cinéma : Copains
60 h 00 Cinéma : Copains
60 h 30 Cinéma : Copains
61 h 00 Cinéma : Copains
61 h 30 Cinéma : Copains
62 h 00 Cinéma : Copains
62 h 30 Cinéma : Copains
63 h 00 Cinéma : Copains
63 h 30 Cinéma : Copains
64 h 00 Cinéma : Copains
64 h 30 Cinéma : Copains
65 h 00 Cinéma : Copains
65 h 30 Cinéma : Copains
66 h 00 Cinéma : Copains
66 h 30 Cinéma : Copains
67 h 00 Cinéma : Copains
67 h 30 Cinéma : Copains
68 h 00 Cinéma : Copains
68 h 30 Cinéma : Copains
69 h 00 Cinéma : Copains
69 h 30 Cinéma : Copains
70 h 00 Cinéma : Copains
70 h 30 Cinéma : Copains
71 h 00 Cinéma : Copains
71 h 30 Cinéma : Copains
72 h 00 Cinéma : Copains
72 h 30 Cinéma : Copains
73 h 00 Cinéma : Copains
73 h 30 Cinéma : Copains
74 h 00 Cinéma : Copains
74 h 30 Cinéma : Copains
75 h 00 Cinéma : Copains
75 h 30 Cinéma : Copains
76 h 00 Cinéma : Copains
76 h 30 Cinéma : Copains
77 h 00 Cinéma : Copains
77 h 30 Cinéma : Copains
78 h 00 Cinéma : Copains
78 h 30 Cinéma : Copains
79 h 00 Cinéma : Copains
79 h 30 Cinéma : Copains
80 h 00 Cinéma : Copains
80 h 30 Cinéma : Copains
81 h 00 Cinéma : Copains
81 h 30 Cinéma : Copains
82 h 00 Cinéma : Copains
82 h 30 Cinéma : Copains
83 h 00 Cinéma : Copains
83 h 30 Cinéma : Copains
84 h 00 Cinéma : Copains
84 h 30 Cinéma : Copains
85 h 00 Cinéma : Copains
85 h 30 Cinéma : Copains
86 h 00 Cinéma : Copains
86 h 30 Cinéma : Copains
87 h 00 Cinéma : Copains
87 h 30 Cinéma : Copains
88 h 00 Cinéma : Copains
88 h 30 Cinéma : Copains
89 h 00 Cinéma : Copains
89 h 30 Cinéma : Copains
90 h 00 Cinéma : Copains
90 h 30 Cinéma : Copains
91 h 00 Cinéma : Copains
91 h 30 Cinéma : Copains
92 h 00 Cinéma : Copains
92 h 30 Cinéma : Copains
93 h 00 Cinéma : Copains
93 h 30 Cinéma : Copains
94 h 00 Cinéma : Copains
94 h 30 Cinéma : Copains
95 h 00 Cinéma : Copains
95 h 30 Cinéma : Copains
96 h 00 Cinéma : Copains
96 h 30 Cinéma : Copains
97 h 00 Cinéma : Copains
97 h 30 Cinéma : Copains
98 h 00 Cinéma : Copains
98 h 30 Cinéma : Copains
99 h 00 Cinéma : Copains
99 h 30 Cinéma : Copains
100 h 00 Cinéma : Copains
100 h 30 Cinéma : Copains

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
565-91-82

AFFAIRES

LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE DU TÉLÉPHONE

La CGE sur la sellette

La reprise des activités de télécommunications du groupe Thomson par la CGE (décidée en septembre 1983) provoque des réactions sociales et déclarations politiques. Depuis l'annonce, en septembre, de deux mille sept cent cinquante suppressions d'emplois chez CIT-Alcatel (filiale de la CGE) et de mille cinq cent vingt-quatre chez Thomson-Téléphone, les salariés des différentes usines touchées, en particulier de celles du Tréport, en Bretagne, ont multiplié les manifestations de protestation (le Monde du 17 octobre). Ils dénoncent l'absence d'un plan de conversion industrielle pour « accompagner » les diminutions d'emplois. Une réunion tripartite (syndicats, direction, PTT) tenue à la fin octobre, au cours de laquelle la direction a compris qu'il lui fallait se préoccuper du sort régional, n'a pas apaisé les esprits.

Avec les déclarations de M. Michel Rocard à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le 3 décembre, l'affaire a pris une tournure nouvelle. Le ministre de l'Agriculture est aussi maire de Conflans-Saint-Honoré, commune de Val-d'Oise où est implantée une usine de LIT (Lignes Télégraphiques et Téléphoniques) spécialisée dans les équipements de transmission. La CGE doit rapprocher cette société, filiale de Thomson, de sa propre filiale, les Câbles de Lyon, sur un marché qui régresse à cause d'un léger ralentissement des commandes des PTT et surtout des marchés à l'exportation. LIT a vu son chiffre d'affaires stagner depuis 1982 (autour de 1,2 milliard de francs), et ses pertes ont été de 110 millions de francs en 1982, 103 millions en 1983 et atteindront 220 millions en 1984. Ses trois usines (Conflans, Lannion, Dinard) emploient trois mille quatre cents personnes, et la CGE souhaite réduire les effectifs d'un millier de personnes.

M. Rocard n'a pas caché son sentiment : « Il n'est pas admissible de continuer dans cette voie ». Il a ajouté : « Le traitement social de ce problème n'a pas été correctement conduit ». Des propos qui, dans la bouche d'un ministre, sont impudiques : la direction du groupe nationalisé est directement liée au cas.

L'irritation de M. Rocard est compréhensible pour deux raisons. D'abord parce que la CGE, supprimant quatre cents emplois à Conflans au printemps dernier, lui avait promis que ce serait l'ultime vague. La mairie s'était pour cette raison employée à calmer les syndicats. Aujourd'hui, « on s'aperçoit qu'on nous avait menti en bateau », dit-on dans l'entourage de M. Rocard. « Sur le millier de nouvelles suppressions d'emplois annoncées, sept cents devaient concerner, en départ, Lannion. Puis, récemment, c'était Conflans. Enfin, aujourd'hui, après les déclarations d'Antenne 2, il paraît que les sept cents sont repartis à Lannion. N'est-ce pas là un jeu de mots ? On peut en douter... »

L'irritation du ministre provient également du fait que la CGE a fait savoir aux PTT qu'elle avait besoin de 1,5 milliard de francs sur trois ans dont la 550 millions versé par l'Etat, pour sauver LIT. Cette somme (30 % du chiffre d'affaires annuel) n'aurait pas pour but de

sauvegarder les emplois mais de « payer départ » se plaignent à la mairie de Conflans.

Les critiques de la CFDT

M. Rocard n'est pas seul à « monter au créneau » sur cette affaire. La CFDT vient en effet de publier « des propositions pour le plan Alcatel-Thomson », document qui attaque violemment la façon dont est réalisée cette fusion, sous la responsabilité de la CGE. Le syndicat admet les sureffectifs dans la téléphonie publique, mais dénonce l'absence totale de stratégie de diversification dans les activités en croissance de la bureautique et des automatismes. « La gestion actuelle est un processus de rationalisation classique qui revient à épuiser le potentiel de la totalité du marché occupé précédemment par les deux entreprises en supprimant progressivement 50 % du personnel de fabrication et 25 % du personnel d'étude ». Concernant LIT, la CFDT estime qu'« une disparition de l'entreprise n'est pas impossible » et ajoute : « L'usine des Câbles de Lyon est en surcharge ».

Le syndicat ne nie, certes, pas que des gains de production sont nécessaires, mais l'argument de la « révolution électronique », constamment avancé par la direction pour expliquer les pertes d'emplois, lui paraît faux. « Les mutations des technologies électroniques à l'électronique ont déjà été faites et les coûts de production ne représentent que 10 % du prix de revient. La réalité est que la CGE souffre simplement d'absence de perspective industrielle. L'accord signé avec Olivetti n'a toujours pas débouché sur l'usine de machines à écrire promise, comme en exemple la CFDT.

A la CGE, on convient, concernant LIT, qu'il s'agit d'un « sérieux problème qui fait l'objet d'une négociation avec les ministères de l'Énergie, de l'Industrie et de l'Équipement ». Rien, ni pour les aides ni pour le plan social, n'est encore arrêté. On fait remarquer que « des efforts ont été réalisés à l'exportation, mais que le plan de câblage de télévision, qui devait fournir de nouvelles commandes des PTT a pris du retard ». Les PTT interrogés, confirment les négociations en cours et le montant des aides demandées, mais ajoutent : « nous venons de plan industriel. Pas de licenciement ni aide aux plans ».

Le fond de l'affaire est bien celui-là. M. Fabrice, lorsqu'il était ministre de l'Industrie, avait autorisé la fusion Thomson-CGE en précisant dans une lettre qu'« un plan détaillé à moyen terme » devait être présenté à l'administration avant le fin 1984. A un mois de l'échéance, le document n'est pas prêt. La CGE semble encore hésiter sur la conduite à tenir en matière technologique, industrielle et donc sociale. LIT n'est que la partie la plus voyante d'un malaise général des différentes équipes de Thomson et de CGE, qui ne savent toujours pas à quel point tenir. Des affaires seraient pour cette raison perdues à l'exportation : les prix de commandes en matière de centraux téléphoniques à l'étranger ont chuté de 45 % sur les sept premiers mois de l'année.

La CGE, c'est-à-dire désormais l'essentiel de l'industrie française des télécommunications, entre dans une phase très difficile. Il lui reste des atouts très sérieux, mais encore faut-il enfin savoir lui définir un cap et le tenir.

ERIC LE BOUCHER.

DEVANT L'AGGRAVATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

M. Gérard Belorgey, directeur général de Boussac, présente sa démission

La Compagnie Boussac-Saint-Etienne (CBSE), locataire-gérant, des actifs du groupe Boussac, en règlement judiciaire, va perdre son troisième directeur général. Après MM. Georges Jolliet (septembre 1982) et Jean-Marie Leprieux (novembre 1983), M. Gérard Belorgey va quitter son poste, après n'y être resté qu'un an. Il remettra sa démission le 7 décembre au conseil d'administration convoqué pour examiner les comptes de 1984.

A vrai dire, le départ du dernier directeur général de la CBSE n'a rien vraiment pour surprendre. Récemment, M. Belorgey était entré en conflit ouvert avec le président de la CBSE, M. René Mayer, et l'affaire avait été mise sur la place publique (le Monde du 7 novembre). Objet du différend : la préparation du budget de 1985. M. Mayer était partisan de laisser le soin aux nouveaux actionnaires potentiels de prendre les décisions de première importance, autrement dit d'attendre M. Belorgey, au contraire, voulait faire vite et prendre immédiatement les mesures nécessaires pour permettre un retour à l'équilibre financier dès l'an prochain.

Son souci de tout mettre en œuvre pour rétablir la situation d'abord, et maintenant l'annonce de sa démission sont compréhensibles. Les comptes de la CBSE, qui seront soumis vendredi 7 décembre au conseil d'administration, sont franchement mauvais. Selon les informations recueillies à bonne source, le déficit de la compagnie pour 1984 atteindrait encore près de 190 millions de francs (l'an dernier, la perte nette comptable avait été de 249 millions de francs). Il serait encore de 130 à 150 millions de francs pour 1985. L'assainissement prévu n'est donc toujours pas en vue. Les branches déficitaires (confection, articles de couchage, tapis, etc.) n'ont pas encore trouvé de

reprenant et les frais structurels sont trop lourds à cause, en particulier, de l'existence de plusieurs sièges sociaux.

A l'évidence, M. Belorgey ne voulait pas prendre la responsabilité d'un échec. Sera-t-il remplacé ? Tout porte à croire que non. M. Mayer confie lui-même, voici quarante-huit heures à des journalistes, qu'il ne souhaite pas que son mandat touche à sa fin. Il se dit « un homme qui ne se résigne pas à un échec ». Les pouvoirs publics étudient l'offre de rachat présentée par le groupe Ferret-Savinel (Fénelin), soutenu par la banque Louis Dreyfus.

Rien n'a encore filtré sur leurs intentions. Mais, de bonne source, l'on indique qu'« on sait bien, ce projet aurait été assez bien accueilli. Avant de donner sa réponse, le gouvernement attend sans doute que les autres candidats en lice, M. Bernard Tapie, les groupes Bidemart et Prouvost (Lainière de Roubaix) fassent des propositions.

A. D.

UNE ZONE FRANCHE VRAIEMENT CRÉE PRÈS DE MULHOUSE

(De notre correspondant.)

Mulhouse, « le sud de l'Alsace, frontalière avec l'Allemagne et la Suisse, devait, en 1983, être le site retenu pour la première « zone franche à domicile » créée sur le territoire français. M. François Mitterrand a donné son aval à cette création lors de son passage à Mulhouse le 22 novembre. Contrairement aux magazines « francs », installés depuis une date très récente au port du Havre — des entrepôts de stockage et de manipulation de produits d'importation exemptés de certaines contraintes douanières — la « zone franche à domicile » a une vocation industrielle bien établie. Sa création doit permettre au triangle délimité par Mulhouse-Ottmarshausen (le port rhénan d'Alsace) et Saint-Louis d'attirer des activités industrielles nationales et étrangères.

Le système de « zone franche à domicile » autorise, en effet, l'importation — temporairement sans droits de douane ni taxes — de produits destinés à la réexportation totale ou partielle, après transformation. Par la suite, la rapidité, la concentration et l'harmonisation des modalités de paiement des droits qu'elle implique, la « zone franche à domicile » devrait constituer un excellent atout pour l'implantation d'industries. Ce d'autant plus, dans le cas présent, que la chambre de commerce et d'industrie de Mulhouse envisage de s'engager au crépuscule des industries intéressées en prenant en charge une partie des cautions à déposer en garantie du versement des droits et taxes.

B. L.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

CRISE ET CONSOMMATION

Envoyer 30 F (télégramme à 3 F en plus) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 120 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

TRANSPORTS

APRÈS LA VISITE DE M. JEAN AUROUX À PÉKIN

Quand la Chine achètera...

La Chine est en train d'occuper dans l'imaginaire des exportateurs français la place longtemps tenue par les pays du Golfe. Ce n'est pas pour rien que les ministères de l'Énergie, de l'Industrie et de l'Équipement ont fait de Pékin et de Hongkong, du 15 au 29 novembre, en compagnie de M. André Chadeau, président de la SNCF, et d'une quarantaine d'industriels français, notamment du secteur ferroviaire.

Officiellement, il s'agit de faire participer la France à l'exposition « Railways and subways » organisée à Pékin, du 21 au 28 novembre, à la suite de l'affichage de la liste des vingt-cinq licenciés (sur deux cent trente salariés) et bloqué la direction dans ses locaux jusqu'à 21 h 30 à l'appel de la CGT. Ils ont obtenu une réunion dans la soirée avec la direction et les élus locaux, en présence d'un représentant du groupe Tapie, nouvel acquiescent du groupe, sur les « cas sociaux » (en particulier des milliers de familles dont le mari est déjà au chômage) : selon la CGT sur soixante personnes en difficulté, deux seulement auraient conservé leur emploi. Mais, le représentant de M. Tapie a seulement accepté d'accorder une formation pour quelques cas. (Corresp.)

les transports représentent une des clés de la réussite de sa modernisation. Plutôt nous en rythmes chinois. Ne considérons pas que la visite d'un ministre suffit à emporter la décision de ces fins négociateurs.

Les exigences des deux parties ont été mises sur la table. Les Chinois souhaitent voir livrer « très vite » le matériel qu'ils commandent. M. Auroux leur a mis en main un marché : « Vous achetez des équipements ; nous vous aidons à fabriquer certains matériels et, à la fin, nous acceptons de vous faire partager notre savoir-faire technologique ».

Urbanisme-logement : l'architecte Ricardo Bofill pourrait participer à l'aménagement d'un quartier de Pékin ;
Hôtellerie : les hôtels Méri-dien, filiale de la compagnie Air France, sont en train d'acheter le terrain nécessaire à la construction d'un établissement dans le capitale chinois.

« Au terme de ce voyage et de ces discussions, mon impression est qu'il existe des perspectives sérieuses d'aboutir à un accord », déclare M. Auroux. Je suis raisonnablement optimiste. La Chine est, certes, très courtisée et la concurrence est vigoureuse. Cependant

les transports représentent une des clés de la réussite de sa modernisation. Plutôt nous en rythmes chinois. Ne considérons pas que la visite d'un ministre suffit à emporter la décision de ces fins négociateurs.

Surout ne pas vendre la peau de l'ours. La Chine a projeté des autoroutes qui n'ont pas dépassé quelques centaines de mètres. Elle a, annulé, faute de crédits, certains contrats. Et puis, comme M. Auroux le reconnaît, « elle est devenue tellement américaine » !

ALAIN FAUJAS.

Grève chez Wonder à Caen. — Les salariés de l'usine Wonder de Caen ont fait grève, le vendredi 30 novembre, à la suite de l'affichage de la liste des vingt-cinq licenciés (sur deux cent trente salariés) et bloqué la direction dans ses locaux jusqu'à 21 h 30 à l'appel de la CGT. Ils ont obtenu une réunion dans la soirée avec la direction et les élus locaux, en présence d'un représentant du groupe Tapie, nouvel acquiescent du groupe, sur les « cas sociaux » (en particulier des milliers de familles dont le mari est déjà au chômage) : selon la CGT sur soixante personnes en difficulté, deux seulement auraient conservé leur emploi. Mais, le représentant de M. Tapie a seulement accepté d'accorder une formation pour quelques cas. (Corresp.)

Aéroports de Paris rembourse 1,5 milliard de francs. — La société Aéroports de Paris (ADP) rembourse par anticipation, à la demande du gouvernement, 1 milliard de francs de prêts, en 1983, et 500 millions, en 1984, au Fonds de développement économique et social (FDES). Le conseil d'administration d'ADP a accepté cette opération grâce à la voix prépondérante de son président, M. Pierre Marion, qui a déparé les dix voix pour, les dix voix contre et une abstention. Pour compenser l'alourdissement des charges financières qui en résultent (30 millions de francs), ADP a obtenu une augmentation supplémentaire de ses tarifs et l'attribution d'une partie de la redevance de route versée par le budget annexe de la navigation aérienne.

ÉTRANGER

L'AIDE SPÉCIALE POUR L'AFRIQUE POURRAIT ATTEINDRE 2 MILLIARDS DE DOLLARS

M. Abdelatif Al Hamad, ancien ministre des finances du Koweït, a été nommé assistant spécial du président de la Banque mondiale pour le programme d'action pour l'Afrique. Après avoir été également à la tête de plusieurs fonds de développement économique arabes, il sera chargé principalement des ressources financières de ce programme, qui doit faire l'objet, en janvier 1985, à Washington, d'une conférence des pays donateurs.

Cependant, la plupart des pays industrialisés occidentaux se sont prononcés en faveur de la création d'un fonds d'urgence pour l'Afrique subsaharienne — recommandé en septembre par la Banque mondiale — lors de la réunion du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui s'est tenue les 3 et 4 décembre à Paris. Cette aide supplémentaire en faveur des pays les plus déshérités du monde, de surcroît frappés par une épidémie de sida, est pour certains d'entre eux par la famine, pourrait atteindre jusqu'à 2 milliards de dollars, a précisé le président du CAD, M. Rutherford M. Poas.

Le président du CAD a souligné la double nécessité de réformes économiques en profondeur dans la plupart des pays en développement et d'une « coordination plus étroite » entre les donateurs d'aide. « Ce sont des années, des dizaines d'années », a-t-il déclaré, qui seront nécessaires pour venir à bout des difficultés de l'Afrique subsaharienne.

REDUCTION ENVISAGÉE DES SUBVENTIONS AUX AGRICULTEURS AMÉRICAINS

L'administration Reagan va présenter au Congrès un projet de réduction des subventions aux productions agricoles, a annoncé M. John Block, secrétaire américain à l'Agriculture, le 4 décembre, à la conférence annuelle du département de l'Agriculture. Elle reviendrait ainsi partiellement sur un système mis en place dans les années 50.

Selon M. Block, l'innovation la plus importante serait la « mise à l'écart » des prix agricoles : l'aide au maintien des prix agricoles n'interviendrait que lorsque les cours tomberaient en dessous de 75 % du prix moyen du marché, calculé sur les cinq dernières années. Pour l'année fiscale 1985, les subventions aux agriculteurs devraient représenter 14,4 milliards de dollars (135 milliards de francs).

Chénage, technique à Renault-Clema. — La direction de Renault-Clema a annoncé la mise en œuvre technique les 10 et 21 décembre prochain de la moitié du personnel de l'usine, soit environ 4500 personnes sur 9000.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAFFITE-BAIL

Le bénéfice au 30 septembre 1984 s'établit à 297 millions de francs, en hausse de 18 % sur le résultat de la période comparable de 1983. Le chiffre d'affaires est en progression de 14,8 %.

Le programme d'investissement engagé depuis le début de l'année porte sur 190 millions de francs (contre 106 millions de francs pour les deux mois de 1983), dont 21,5 millions de francs au titre d'immobilisations destinées à renforcer le patrimoine de la société.

Il est dès à présent acquis que le projet de dividende consistant en une croissances supérieures à l'inflation.

OTIS ELEVATOR INTERNATIONAL

M. Pierre Fougere a été nommé depuis le 1^{er} décembre Président d'OTIS ELEVATOR CY - European and Transcontinental Operations, dont le siège est à Paris-La Défense. M. Fougere était auparavant Vice-Président du Secteur Building Systems dont le siège est à Hartford, Connecticut.

La structure « European and Transcontinental Operations », dépend d'OTIS ELEVATOR CY, filiale du Groupe UNITED TECHNOLOGIES. Elle est le centre de gestion de 39 filiales responsables de la production, de la vente, de l'installation et de l'entretien d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques dans 34 pays. OTIS-ETO est responsable de toutes les opérations Otis en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, où elle emploie environ 22 000 personnes.

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 2 NOVEMBRE 1984

La situation au 2 novembre 1984 s'établit à 723 136 millions contre 711 478 millions au 2 octobre 1984. Au passif, les comptes d'incidents d'incidents, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent, 434 382 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 283 687 millions de francs. Les comptes courants de la Clientèle totalisent 244 814 millions de francs.

A l'actif, les Comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 271 436 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 262 399 millions de francs et les comptes courants de la Clientèle à 33 801 millions de francs.

Europartenaire : Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Cominterbank.

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Rapportons que M. Benoît Jolivet, sous-directeur chargé du service des affaires financières et monétaires à la direction de Trésor, vient d'être nommé commissaire du gouvernement auprès du Comptoir des Entrepreneurs par arrêté du ministre de l'Économie, des Finances et du budget en date du 25 novembre 1984. (Voir le Monde du 1-2 décembre).

VOLVO

Neuf premiers mois 1984

Environ 257 000 (267 000) voitures Volvo ont été immatriculées au cours des neuf premiers mois de 1984. Ce secteur a continué à progresser en comparaison de celui des neuf premiers mois de 1983.

Le résultat pour les neuf premiers mois a été caractérisé par une demande soutenue lors du troisième trimestre. Les ventes Volvo ont bien progressé en comparaison des neuf premiers mois de 1983. La rentabilité s'est améliorée.

Sur le marché américain, Volvo White Truck Corporation a dégagé un profit substantiel.

Le marché total des bus de gros tonnage a continué à baisser au cours du troisième trimestre. Les immatriculations en Europe de l'Ouest ont diminué d'environ 15 %, en particulier dans le domaine des bus urbains. La facturation des Bus Volvo au cours des neuf premiers mois a augmenté légèrement.

Les ventes de matériel de travaux publics Volvo BM sont restées au niveau de 1983. Les commandes enregistrées pour la période ont été plus importantes.

Les commandes de moteurs marines et industriels Volvo Penta, de même que les livraisons au cours des neuf premiers mois, sont en progression. Les bons résultats de ce secteur ont encore pro-

grés par rapport à ceux déjà importants de 1983.

Les livraisons de réacteurs d'avions à la défense nationale suédoise se sont poursuivies selon les prévisions. La production des composants pour les réacteurs civils a doublé durant la période.

Volvo Energy, une des compagnies du secteur énergie, a enregistré des gains substantiels sur la vente de sa participation dans la société CONSAFE.

Au 30 octobre, Volvo a augmenté sa participation dans un Hamilton Oil Corporation pour atteindre près de 50 %.

Après un démarrage faible en 1984, les ventes du secteur alimentaire progressent maintenant de manière satisfaisante.

Les investissements consolidés en terrains, immeubles et équipement au cours des neuf premiers mois se sont élevés à 1 651 millions KRS.

Le secteur des moyens de transport en a absorbé l'essentiel soit : 1 413 millions KRS.

Les liquidités du groupe sont de 10 949 millions KRS au 30 septembre.

Les actions « B » non réservées de Volvo ont été inscrites auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) aux États-Unis et seront cotées sous forme d'ADR, et le système de cotation NASDAQ.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ autres marques

Matériau
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10"

+
4 goupilles d'acier
anti-déflagration

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.600 F TTC
Plus et dépt. comp.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux

554.58.08
554.41.95

FACILITES DE Paiement

مكتبة

سكراية المرحوم

TS

DE M. JEAN AUROUX A PÉKIN La Chine achètera...

Le premier ministre chinois, Zhao Ziyang, a reçu à Pékin le ministre français de l'Énergie, Jean Auroux, le 4 décembre. Les deux hommes ont discuté de la coopération entre la France et la Chine dans le domaine de l'énergie nucléaire. Jean Auroux a souligné l'importance de la Chine pour la France en matière d'énergie et a exprimé son espoir que la coopération entre les deux pays se développera dans les années à venir. Zhao Ziyang a répondu que la Chine était prête à accueillir la coopération française et qu'il espérait que les deux pays pourraient conclure des accords dans un proche avenir.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAFFITE-BAL
Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 10 millions de francs à titre de dividende pour l'exercice 1983-1984.

OTIS
Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 5 millions de francs à titre de dividende pour l'exercice 1983-1984.

EVATON INTERNATIONAL
Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 2 millions de francs à titre de dividende pour l'exercice 1983-1984.

COMPTON ENTREPRISES
Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 3 millions de francs à titre de dividende pour l'exercice 1983-1984.

VOLVO
Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 4 millions de francs à titre de dividende pour l'exercice 1983-1984.

FAITS ET CHIFFRES

étranger
● **Épargne des ménages dans les pays en développement.** - Un symposium international sur la mobilisation de l'épargne des ménages dans les pays en développement se tiendra à Yaoundé du 10 au 14 décembre 1984. C'est le troisième du genre. Il est organisé par les Nations Unies, en collaboration avec l'Institut international des caisses d'épargne, le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance et la Banque mondiale. Les participants seront des représentants de 30 pays en développement, de la France, ainsi qu'un représentant du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.

ÉTATS-UNIS
● **Reprise des dépenses de construction.** - Les dépenses américaines de construction de logements ont progressé de 1,7 % en octobre, ce qui représente leur première augmentation depuis cinq mois. Selon le département du Commerce, ces dépenses ont représenté 315,8 milliards de dollars, en rythme annuel corrigé des variations saisonnières, en septembre, elles avaient baissé de 0,2 %. Leur recul était, d'après les analystes, essentiellement lié au niveau élevé des taux d'intérêt depuis le mois de mai 1983.

● **Fortes baisses des commandes industrielles.** - Les commandes américaines aux industries américaines ont baissé de 5 % en octobre, enregistrant ainsi la plus forte baisse mensuelle depuis avril dernier (-3,5 %). Ces commandes industrielles, qui valent déjà réduites de 1,4 % en septembre et de 0,8 % en août, se sont élevées à 185,1 milliards de dollars. Les commandes de biens durables ont reculé de 3,5 % en octobre (-3,3 % en septembre) ; celles de biens non durables ont baissé de 4 % (+0,6 % en septembre). Selon le département du Commerce, les commandes de machines électriques ont reculé de 4,6 %.

RFA
● **Hausse sensible de la production industrielle en octobre.** - La production industrielle allemande a augmenté de 0,5 % en octobre. Toutefois, sur

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en octobre : + 0,7 %

| | des 12 derniers mois (oct. 84/oct. 83) | des 6 derniers mois (oct. 84/avril 84) | des 3 derniers mois (oct. 84/juillet 84) | du dernier mois (oct. 84/sept. 84) |
|---|--|--|--|------------------------------------|
| ● ENSEMBLE | + 7,0 | + 3,4 | + 1,7 | + 0,7 |
| ● ALIMENTATION (y compris boissons) | + 7,5 | + 3,5 | + 1,6 | + 0,5 |
| Produits à base de céréales | + 6,4 | + 3,0 | + 2,5 | + 0,5 |
| Vianes de boucherie | + 2,7 | + 2,0 | + 0,4 | + 0,0 |
| Poissons et charcuterie | + 8,0 | + 7,4 | + 2,7 | + 0,8 |
| Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande | + 5,9 | + 1,2 | + 1,9 | + 0,8 |
| Produits de la pêche | + 5,1 | + 4,3 | + 1,9 | + 0,6 |
| Lait, fromages | + 7,5 | + 3,9 | + 1,5 | + 0,8 |
| Œufs | + 5,1 | + 1,6 | + 0,0 | + 1,0 |
| Corps gras et beurres | + 13,5 | + 4,3 | + 3,0 | + 0,3 |
| Légumes et fruits | + 11,8 | + 3,3 | + 0,4 | + 0,1 |
| Autres produits alimentaires | + 8,3 | + 4,3 | + 1,9 | + 0,6 |
| Boissons alcoolisées | + 4,4 | + 1,6 | + 0,7 | + 0,3 |
| Boissons non alcoolisées | + 12,9 | + 5,4 | + 2,2 | + 0,9 |
| ● PRODUITS MANUFACTURÉS | + 7,1 | + 3,1 | + 1,8 | + 0,8 |
| 1) Habillement et textiles | + 9,5 | + 4,0 | + 2,3 | + 1,3 |
| Vêtements de dessus | + 9,0 | + 3,4 | + 2,0 | + 1,3 |
| Autres vêtements et accessoires | + 10,3 | + 4,5 | + 2,6 | + 1,4 |
| Articles chaussants | + 8,7 | + 4,1 | + 2,5 | + 1,2 |
| Autres articles textiles | + 10,4 | + 4,4 | + 2,3 | + 0,9 |
| 2) Autres produits manufacturés | + 6,4 | + 2,8 | + 1,6 | + 0,7 |
| Machines et outils | + 5,6 | + 2,2 | + 1,0 | + 0,2 |
| Appareils ménagers électriques et à gaz | + 4,3 | + 2,1 | + 1,1 | + 0,6 |
| Autres articles d'équipement du ménage | + 8,5 | + 3,9 | + 2,1 | + 0,8 |
| Services de ménage, produits divers et produits d'entretien | + 6,4 | + 3,2 | + 1,7 | + 0,5 |
| Articles de toilette et de soins | + 5,3 | + 2,5 | + 1,5 | + 0,3 |
| Véhicules | + 7,0 | + 2,5 | + 0,5 | + 0,1 |
| Papeterie, livres, journaux | + 7,4 | + 2,8 | + 1,2 | + 0,6 |
| Photo, optique, électro-acoustique | + 2,6 | + 1,1 | + 0,3 | + 0,0 |
| Autres articles de loisir | + 6,3 | + 2,5 | + 1,0 | + 0,4 |
| Commodités, énergie | + 8,9 | + 5,7 | + 3,8 | + 1,8 |
| Tabacs et produits manufacturés divers | + 3,0 | + 1,5 | + 0,3 | + 0,4 |
| ● SERVICES | + 6,3 | + 3,8 | + 1,4 | + 0,5 |
| Services relatifs au logement | + 7,2 | + 3,2 | + 1,7 | + 1,1 |
| dont : loyers | + 6,9 | + 3,2 | + 1,5 | + 1,4 |
| Services de santé | + 5,9 | + 3,5 | + 1,7 | + 1,0 |
| Services de transport | + 3,4 | + 3,4 | + 0,2 | + 0,2 |
| Transport public | + 6,1 | + 3,3 | + 1,4 | + 0,1 |
| Services d'utilisation de véhicules privés (2) | + 5,7 | + 2,8 | + 0,9 | + 0,3 |
| Hôtels, cafés, restaurants, casinos | + 6,1 | + 4,1 | + 1,5 | + 0,6 |
| Autres services (3) | + 9,0 | + 5,9 | + 2,9 | + 0,4 |

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en octobre 1984 à 152,3 contre 151,3 en septembre.

En rythme annuel sur les trois derniers mois (août, septembre, octobre), la hausse des prix est de 6,9 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de coiffure, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, rediffusion TV, etc.

gestion

adaptée à vos intérêts ;

sécurité

de placements judicieux ;

service :

disponibilité de votre Conseil en placement.

nf NIVARD, FLORNOY & CIE
Agents de Change
20, boulevard Montmartre, 75009 PARIS

Sur envoi de votre carte de visite, nous vous adresserons gracieusement notre périodique d'information :

investir EN BOURSE

krebs

quatre vérités

- A l'illusion des protections éphémères, nous opposons la vérité de notre indépendance.
- A une mentalité d'assistés, nous opposons la vérité de notre travail et de notre courage.
- A la diversification tous azimuts, nous opposons la vérité de notre savoir-faire et de notre capacité d'innovation.
- Aux artifices suicidaires, nous opposons la vérité des prix.

Cette exigence de vérité est la garantie de nos clients, de nos banquiers, de nos fournisseurs. Elle justifie leur confiance.

Créée en 1929, aguerrie aux crises, **krebs** exporte sur les cinq continents et notamment en R.F.A., au Canada, aux Etats-Unis.

Nous comptons sur des hommes acquis à nos convictions pour construire l'avenir avec nous. (voir notre annonce « offres d'emplois »)



LE GAZ NATUREL :

- **AUJOURD'HUI :**
91 500 km de réseaux de distribution
5,4 millions de foyers chauffés au gaz
- **En 1990 : 350 milliards de kWh**

La part du gaz naturel consommée dans le monde est passée, entre 1950 et 1983, de 10 à 20 % de l'ensemble de l'énergie primaire ; tandis qu'en France elle évoluait de 0,2 à 12 % (soit de 0,4 à 14 % si l'on conserve les anciennes équivalences énergétiques).

En 1990, selon les nouvelles équivalences, le gaz naturel devrait couvrir 13,5 % environ des besoins énergétiques du pays avec une consommation de 27 millions de tep, soit 350 milliards de kWh PCS ; ce qui correspond à un taux de croissance de près de 22 % pendant la période 1983-1990. Pour atteindre cet objectif, le GDF devra, d'ici à la fin de la décennie,

accroître ses émissions de 62 milliards de kWh, à raison de 48 milliards de kWh pour la distribution et de 14 milliards de kWh pour la production-transport, réalisés essentiellement en ventes effaçables. Les 48 milliards de kWh supplémentaires demandés à la distribution entre 1983 et 1990 se répartiront entre le secteur résidentiel, pour près de la moitié, et, à parts égales, entre les secteurs tertiaire et industriel pour le reste. Compte tenu de la progression des ventes, et notamment des ventes industrielles de gaz, enregistrées depuis la fin de l'année 1983 (+ 6 % en moyenne pour 1983, + 8 % prévus pour 1984), les objectifs retenus pour 1990 apparaissent pleine-

ment compatibles avec les possibilités du marché français.

Le gaz naturel possède d'indéniables atouts dans l'éventail des ressources énergétiques : outre d'abondantes réserves, son industrie a acquis une importante avance technologique dans la recherche et l'exploitation des gisements, les usines de liquéfaction, les navires et terminaux méthaniers, les nouvelles techniques d'utilisation du gaz ; si bien que les sorties de devises nécessaires aux importations de gaz, qui étaient couvertes à 25 % par les exportations de matériels et les services gaziers, le seront prochainement à 50 %.

La France exporte ses technologies gazières

Les références que le GDF peut présenter du fait de ses réalisations dans tous les secteurs de la filière gazière (après l'extraction du gaz naturel) et son expérience dans l'exploitation des ouvrages de traitement, de stockage, de transport et de distribution, permettent à notre industrie gazière d'exporter selon cinq grandes lignes directrices :

- **L'INGÉNÉRIERIE**, avec les études des plans d'équipements gazières, les études de faisabilité techniques et économiques de tous les projets de la filière gazière, les stages d'ingénierie de base et de détail sur ces projets, ainsi que les contrats « clés en main » pour les réalisations spécifiques. La Sofregaz, filiale commune de GDF et SNEA (P) se charge de ce secteur.

- **LA FOURNITURE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT ET DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION**, notamment les tubes de transport, les matériels de compression, la pose des canalisations de transport, la construction de stations, les accessoires de réseaux (vannes, filtres, détendeurs, matériel de comptage), les réseaux de distribution et le transport du gaz naturel liquéfié ; dans ce dernier cas la prestation intéresse autant l'usine même de liquéfaction que le transport maritime avec la technique des

cuves à membranes et les terminaux méthaniers.

- **LES APPAREILS D'UTILISATION DU GAZ**, plus particulièrement dans l'élaboration et la fusion des métaux, dans les industries mécaniques, la céramique, le verre et les matériaux de construction, ainsi que pour les industries agricoles et alimentaires, le bois, le papier, les industries graphiques, l'industrie textile et les industries chimiques et parachimiques.

- **LES PROTOCOLES DE COOPÉRATION**, selon lesquels des échanges d'ingénieurs, des participations à des stages et des visites d'installations sont prévues avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Algérie.

- **LA FORMATION PROFESSIONNELLE** enfin, dans le cadre de laquelle les élèves étrangers sont accueillis lors de sessions de perfectionnement qui embrassent l'ensemble des techniques et problèmes gazières et comportent des cycles de cours de longue durée impliquant une entière disponibilité. Ainsi, outre sa mission spécifique, qui consiste à assurer, dans les meilleures conditions économiques et techniques, la satisfaction des besoins du pays en gaz, le Gaz de France contribue activement à la prospérité du monde industriel qui l'entoure.

Des approvisionnements largement assurés

Des réserves jusqu'à 2150.

Si les réserves prouvées récupérables de gaz naturel et de pétrole sont aujourd'hui équivalentes, les réserves de gaz naturel restent à découvrir sont encore beaucoup plus importantes. 60 années de consommation au rythme actuel pour les réserves gazières prouvées. Plus de 170 ans pour les réserves probables.

De plus les réserves de gaz naturel bénéficient, à la différence du pétrole, d'une bonne répartition géopolitique sur l'ensemble de la planète.

Des approvisionnements diversifiés

Les gisements européens représentent encore plus de la moitié des fournitures gazières de la France, mais la part des ressources extra-européennes va progressivement s'accroître dans les années à venir.

La production nationale et celle des Pays-Bas doivent en effet diminuer assez rapidement et représenter moins de 20 % de notre approvisionnement au début de la prochaine décennie.

Les quantités de gaz fournies à la France par l'Algérie et l'URSS seront maintenues à leur niveau contractuel en valeur absolue, et leur part relative dans l'approvisionnement gaziier diminuera progressivement au profit d'autres sources géographiquement plus diversifiées.

Pour la prochaine décennie, quatre zones prioritaires se dégagent nettement parmi les fournisseurs privilégiés de la France :

- La mer du Nord norvégienne, où des découvertes considérables ont été enregistrées récemment dans la partie extrême-nord ;
- Le golfe de Guinée : Nigéria, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, etc. ;
- L'Amérique latine : Argentine, Chili ;
- Le Grand Nord canadien.

Une énergie sûre

Pour pallier les défaillances éventuelles d'un ou de plusieurs fournisseurs, le GDF s'est doté des moyens nécessaires, à savoir essentiellement les réservoirs souterrains et les contrats de fournitures interruptibles avec les gros industriels. La capacité utile de stockage, qui représente actuellement environ 5,5 millions de tep, soit plus de 20 % de la consommation française de gaz, doit être presque doublée d'ici 1990 pour atteindre 30 % des consommations totales de l'époque.

Quant au portefeuille de clients « effaçables », l'objectif du GDF est de porter sa part à 20 % des consommations totales de gaz en 1990.

Autre gage de la sécurité d'approvisionnement, la souplesse de certains contrats d'achat, sans oublier la solidarité européenne, qui peut permettre des secours temporaires en cas de difficulté.

L'IMPORTANCE DU GAZ NATUREL

SA PLACE

Le gaz naturel occupe une place de choix dans tous les grands secteurs de l'économie française.

Aujourd'hui, le gaz naturel représente :

- 25 % de l'énergie totale consommée dans le secteur industriel (41 % des ventes de gaz en France en 1983) ;
- 15 % de l'énergie totale consommée dans le secteur tertiaire (15 % des ventes de gaz en France en 1983) ;
- 20 % de l'énergie totale consommée dans le secteur résidentiel (44 % des ventes de gaz en France en 1983) ;

64 % des clients domestiques du GDF, soit 5,4 millions de foyers sont chauffés au gaz :

- 3,1 millions par un chauffage central individuel ;
- 1,3 million par un chauffage collectif ;
- 1 million par des appareils indépendants.

SES MOYENS

- 21 800 kilomètres de réseaux de transport ;
- 450 000 kW de puissance installée dans les stations de compression ;
- 9 réservoirs souterrains en nappes aquifères et 2 réservoirs en massifs salifères représentant un stock utile de 6 millions de mètres cubes ;
- 3 terminaux méthaniers de réception, de stockage et de régazéification du gaz naturel liquéfié, dont le plus récent, Montoir-de-Bretagne, est le plus moderne au monde ;
- 91 500 kilomètres de réseaux de distribution ;
- 2 centres de recherches, l'un sur les installations gazières, l'autre sur les utilisations du gaz ;
- 2 stations d'essais dont l'une spécialisée en matériel cryogénique.

EMPRUNT G.D.F.

de 700 millions de francs répartis en 140 000 obligations de 5 000 F

Cet emprunt, lancé le 3 décembre 1984, sera clos sans préavis ; il portera sur 12 annuités.

Taux d'intérêt annuel et taux de rendement actuariel brut **11,15 %**

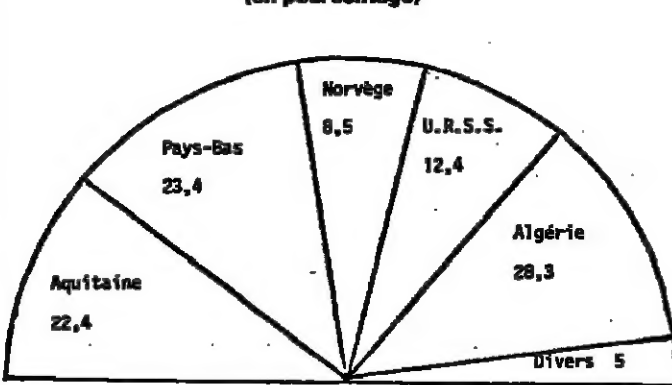
Prix d'émission : le pair, soit 5 000 F
Jouissance : 17 décembre 1984

Le porteur recevra, à la fin de la douzième année, soit le 17 décembre 1996, en même temps que le remboursement de ses titres, l'intégralité des revenus capitalisés au taux de 11,15 %, soit le versement d'un coupon unique représentant un montant brut de 12 778 F par titre.

(Visa COB n° 84-289 du 29-11-1984.)

| DIX ANS D'EXPANSION DU GAZ DE FRANCE | | |
|---|--------|--------|
| | 1973 | 1983 |
| Ventes de gaz (en milliards de kWh) | | |
| Gaz de France | 125,3 | 255,7 |
| Gaz de France et filiales | 180,8 | 275,2 |
| Abonnements (en millions) | | |
| dont clients alimentés en gaz naturel pur | 7,6 | 8,4 |
| | 5,7 | 8,3 |
| Consommation de gaz annuelle par abonné domestique (en kWh) | | |
| | 6 357 | 9 363 |
| Chiffre d'affaires HT (en milliards de francs) | 4,5 | 40,7 |
| Investissements HT (en milliards de francs) | 1,2 | 3,7 |
| Réseaux en service (en km) | | |
| — Transport | 14 500 | 21 800 |
| — Distribution | 67 400 | 91 500 |
| Personnel GDF en activité | 26 851 | 29 088 |
| dont : | | |
| — cadres | 11,3 % | 12,8 % |
| — agents de maîtrise | 39,3 % | 46,5 % |
| — agents d'exécution | 49,4 % | 41,9 % |

NOS APPROVISIONNEMENTS EN 1983 (en pourcentage)



TOTAL = 315 milliards de kWh

1.50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. La pointe d'archaïsme de M. Michel Rocard, par Paul Fabra.
- POLEMIQUE : « Vagite-prop », par Annie Lebun.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
- La visite officielle à Paris de M. Shimon Peres. Libre opinion : « Shimon I », par Henri Heideberg.
4. DIPLOMATIE
- M. Chirac son va-tout le Quai d'Orsay.
5. AMÉRIQUES
- La fin du sommet de Dublin.
6. EUROPE
- La fin du sommet de Dublin.

POLITIQUE

9. Le projet de loi sur la famille.
10. La question calédonienne à l'Assemblée nationale.
11. Le budget de la défense au Sénat.
12. « Part-out » des socialistes aujourd'hui ? (II), par J.-L. André.

SOCIÉTÉ

13. Les accusations du maire de Noy-le-Sac.
14. Les Corsas sont appelés à manifester contre le terrorisme et la séparation.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

17. Rétrospective Robert Brasseur à Paris.
18. Urbanisme au Caire.
19. Exposition George Stubbs à Londres.
20. Trois cinéastes et le droit des auteurs.
21. Programmes des expositions.
22 à 28. COMMUNICATION : « L'aventure des télévisions libres » (II), par Danielle Rouard.

89 FM

à Paris

ABO « Le Monde »
232-14-14

Mercredi 5, 19 h 30

(appels possibles dès 19 h)

Steven Spielberg et les enfants

COLETTE GODARD
répond aux questions
des auditeurs et des lecteurs

SUPPLÉMENT

29 à 31. FÊTES ET CADEAUX.

ÉCONOMIE

35. SOCIAL. Travail temporaire : « Le prix à payer » pour l'assainissement.
36. AFFAIRES.
37. CONJONCTURE.

RADIO-TÉLÉVISION (34)

INFORMATIONS

« SERVICES » (16) :

« Jeunes » : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

« Annonces classées (32 à 34) ; Carnet (28) ; Programmes des spectacles (22 à 25) ; Marchés financiers (39).

Le numéro du « Monde »
daté 5 décembre 1984
a été tiré à 479 722 exemplaires

RODIN
TISSUS
"COUTURE"
L'originalité et
l'esprit de la mode
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Pantalons
DOUBLES, POUR HOMME,
en flanelle :
169 francs !

Une veste pure laine 289 F, un costume en tissu Dormeuil 990 F, etc. Pourquoi ces prix incroyables ? Parce que les créations masculines Guy d'Ambert sont désormais vendues en direct, par les Entrepôts du Monde. Au 10, St Sébastien-Froissart, 3, rue du Pont-aux-Choux, 9, de 11 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h. Fermé le lundi.

A B C D E F G

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pisani précise son calendrier de travail

Nouméa. — Quelques heures à peine après sa prise de fonctions, et dans une allocution télévisée prononcée en direct sur un ton particulièrement solennel, M. Edgar Pisani, délégué du gouvernement et nouveau haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, a annoncé, mercredi 5 décembre, que l'ordre allait être rétabli sur le territoire. « Au-delà des heures qui viennent, pendant lesquelles chacun est invité à renouer dans le respect de la loi, les forces de l'ordre recevront pour mission d'assurer la sécurité des édifices publics, des biens et des personnes, ainsi que la libre circulation de tous, partout », a-t-il déclaré, laissant ainsi entendre que les nombreux barrages qui subsistent sur les routes allaient être démantés.

« Mais l'ordre public n'est pas une fin en soi, a poursuivi M. Pisani. Il est la condition nécessaire mais non suffisante de l'élaboration de l'avenir de ce territoire francophone des antipodes. Les troubles

De notre envoyé spécial

constatés (...) révèlent l'existence de contradictions graves dans la population constituée de communautés différentes. Le retour à l'ordre n'est pas destiné à restaurer un ordre ancien mais à permettre d'élaborer un ordre nouveau par la concertation et le vote. »

En conclusion, M. Pisani a dévoilé le calendrier dans lequel il se propose d'inscrire son action. Dès le 15 décembre, « si l'ordre public a été rétabli », le nouveau haut-commissaire souhaite procéder « à la consultation séparée de toutes les forces politiques concernées ».

Ces mêmes forces se verront proposer le 5 janvier les éléments d'un accord « afin qu'elles puissent en débattre entre elles ». Enfin, le 2 février, soit deux mois jour pour jour après sa nomination, M. Pisani remettra son rapport au président de la République « pour qu'il puisse

prendre avec le Parlement les décisions ».

M. Pisani n'a fait aucune allusion à la libération des prisonniers politiques, condition posée par les indépendantistes à la levée de leurs barrières. Assurément les nouveaux renforts de gendarmerie arrivés dans le territoire, qui portent à environ mille cinq cents les effectifs des forces de l'ordre, lui donnent les moyens de dégrader les routes de Nouvelle-Calédonie. Mais à quel prix ? La précision du calendrier établi par le nouveau « haussier » suffira-t-elle à persuader les dirigeants indépendantistes d'effectuer un geste de bonne volonté ? Dans l'attente des réactions du Front, on notait simplement à Nouméa que M. Pisani, avant son intervention, avait fait recevoir par son directeur de cabinet M. Yéwéné Yéwéné, ministre des finances du gouvernement provisoire indépendantiste.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Aucune hausse des tarifs publics ne devrait dépasser l'évolution moyenne des prix

L'évolution des prix et des revenus en 1985 devait faire l'objet d'une communication au cours du conseil des ministres du mercredi 5 décembre.

Bâtie sur l'affirmation que « la politique de réduction de l'inflation sera poursuivie avec détermination » l'année prochaine, la communication reprend grosso-modo les principes en vigueur cette année, sans aucune relâchement des contraintes. C'est ainsi, par exemple, que les hausses de tarifs publics

ne devront pas dépasser la hausse moyenne des prix prévue (4,5 % en glissement, 3,2 % en moyenne annuelle). Or jusqu'à présent, l'idée était plutôt qu'un effort plus important serait demandé aux usagers des entreprises déficitaires ou très déficitaires, comme la RATP ou Gaz de France. Le refus d'autoriser des hausses de tarifs plus fortes que la moyenne traduit une inflexion notable de l'analyse. Il semble bien que celle-ci s'explique par une intervention de M. Fabius, inquiet que puisse s'accroître l'idée d'un relâchement de l'effort dans la lutte contre l'inflation.

Si l'augmentation des prestations sociales doit, l'année prochaine, osciller autour de 6 % (du fait des retards pris en 1984 qu'il faudra compenser), les rémunérations du

secteur public seraient strictement indexées sur la hausse des prix (5,2 % en moyenne annuelle). Encore les revalorisations ne se feront-elles plus que deux fois par an, le gouvernement envisageant même de les limiter à une seule fois l'an. Telle est la philosophie officielle que le gouvernement justifie par la déflation des prix. D'une façon générale, le principe de base des pouvoirs publics est maintenant que des gains de pouvoir d'achat ne pourront plus résulter de hausses supplémentaires de salaires (supplémentaire par rapport à la norme préfixée officiellement), mais bien de modestes hausses de prix. Cela veut dire qu'en 1985 une amélioration du pouvoir d'achat ne peut être espérée que si les prix augmentent de moins de 4,5 %.

En Bolivie

LA CENTRALE SYNDICALE-MET FIN A LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

La Paz (AFP, Reuters). — La puissante centrale ouvrière bolivienne (COB) a décidé, mardi 4 décembre, de mettre fin à la grève générale illimitée, qui paralysait le pays depuis six jours et menaçait la stabilité du gouvernement de gauche de M. Siles Zuazo. La COB a cependant précisé que la grève pourrait reprendre si le gouvernement ne décrétait pas, dans les quarante-huit heures, les augmentations de salaires promises au cours des négociations.

« Manifestation de taxis parisiens. — Des chauffeurs de taxi parisiens, au nombre d'une centaine, ont manifesté, le mercredi 5 décembre peu après zéro heure et jusqu'au milieu de la matinée, pour protester contre l'insécurité dont ils se disent victimes, après le meurtre, survenu dans la soirée du lundi 3 décembre à Nanterre (Hauts-de-Seine), de l'un de leurs collègues, Robert Bégot, tué à coups de couteau.

(Publicité)

Ordinateurs 16 portatifs, 13 domestiques chez Duriez

AMSTRAD, Atari, Canon, Casio, Commodore, Epson, Hewlett-Packard, Olivetti, Oric, Sharp, Sinclair, Thomson, etc... avec access. Plus de 1000 logiciels. Librairie spécialisée pour tout apprendre facilement. Vente par correspondance : Catalogue-Baze d'essai contre 3 T. à 2,10 F (gratuit sur place). Duriez, 132, Bd St-Germain, M^o Odéon.

Bottes cuir (femme) 295 francs

Mocassins homme en cuir : 199 F ; escarpins cuir pour femme : 239 F ; etc. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entreprise H.E.T. est reliée directement à plusieurs dizaines de fabricants de chaussures de qualité. Trois points de vente : 19, rue J.-Lauvel-Tessier (10^e) M^o Goncourt ; 6, rue Héro (20^e) M^o Saint-Fargeau ; 42, rue Claude-Terrasse (18^e) M^o Porte de St-Cloud. 647-09-74. Lundi au samedi, 11 h à 19 h 30. Tél. : 238-10-01.

(Publicité)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait l'une des toutes premières écoles françaises de gestion, comparable aux meilleures institutions étrangères d'enseignement des affaires.

- Prochaine session pour la rentrée 1985 : 11-13 mars 1985
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1^{er} février 1985
- Documentation et dossier d'inscription.

ESSEC-Admissions, BP 106
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. (3) 038-38-00
ESSEC, établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.

ROLEX
GENÈVE

Une Rolex mérite
le prestige
dont elle jouit.

La collection complète
Rolex Oyster, chez :

Aldebert

16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Hippolyte
Palais des Congrès, Porte Maillot

Les sommaires de décembre

LE MONDE DIPLOMATIQUE : Des Américains contestent Reagan

Malgré un taux d'absentéisme très élevé, la rédaction du président Reagan lui laisse apparemment les mains libres. Mais des Américains, et non des moindres, contestent sa politique : anciens conseillers scientifiques des présidents Kennedy et Johnson, membre de l'établissement militaire, M. Jérôme Wiesner montre la responsabilité des Etats-Unis dans le cours aux armements, pendant que les évènements catholiques critiquent la politique économique et sociale de la Maison Blanche. Une autre Amérique, moins « tranquille » que celle qui est au pouvoir.

Deux dossiers capitaux : « L'état de la recherche médicale », les problèmes économiques et éthiques que pose celui-ci, aussi bien dans les pays

industrialisés que dans le tiers-monde, avec notamment un article du docteur Philippe Lazar, directeur de l'INSERM « A la découverte du monde latin », et de son rôle dans les domaines scientifique et technique.

Le même numéro contient des articles sur les risques de guerre en Amérique centrale (France Pisani et Jorge G. Castaneda), « L'irrationnelle survie du régime philippin » (Roland-Pierre Penigaux) et Danielle Lapoussière, « La convention de Lomé » (Catherine Goybet), « Guerre et paix dans l'histoire du mouvement communiste » (Lily Marcoux, etc.) et une nouvelle de Salman Rushdie : « Le Transistor gratuit ».

★ Le numéro : 11 F.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Faire garder ses enfants, le casse-tête

Nourrice ? Crèche ? Halte-garderie ? Famille, copains ? Qui ne s'est livré à l'angoissant sillon que représente la recherche d'une formule d'accueil pour les petits, tandis que les parents travaillent ? La morale constante du travail des femmes n'a pas entraîné l'élaboration d'une véritable politique de la petite enfance. Entre des équipements collectifs mal répartis sur le territoire et insuffisants, et des nourrices aux compétences incertaines, le choix n'est pas facile. Un vrai casse-tête. Le Monde de l'éducation a mené l'enquête et présente l'état des lieux, sans oublier les formes nouvelles de crèches, créées et animées par les parents eux-mêmes.

Au sommaire de ce même numéro, deux dossiers. Le premier, « Vive la bande dessinée », montre que, depuis vingt ans, la

BD a acquis ses titres de noblesse et constitue un secteur prospère de l'édition. Pour aider les parents à s'y retrouver, le Monde de l'éducation propose une sélection de vingt-six titres à la fois, choisis dans la production de l'année. Le second dossier traite des conditions de l'innovation dans l'enseignement. Le Monde de l'éducation raconte la longue marche des avant-gardes et des mouvements pédagogiques, et s'interroge sur les conditions à remplir lorsqu'il s'agit de généraliser des pratiques ou des expériences qui ont fait leurs preuves.

Enfin, fidèle à la tradition, le Monde de l'éducation propose, pour les fêtes, une sélection de livres, de disques, de cassette vidéo, et de jouets pour les enfants.

★ Le numéro : 11 F.

DOSSIERS ET DOCUMENTS : La classe ouvrière en détresse Le PCF dans la crise

Qu'elle était belle la classe ouvrière née de la révolution industrielle triomphante. Référence obligée des syndicats et partis de gauche, elle apparaît comme une armée pacifique luttant pour la justice et l'établissement d'un socialisme pur et dur. L'avenir appartenait à ces hommes castrés dans leurs usines, à ces femmes qui, dans la complémentarité de leur travail et de leur solidarité.

A l'heure où les valeurs les plus établies sont remises en cause — famille, foi dans le travail, redempteur, religion, morale traditionnelle — dans une société profondément bouleversée où triomphe l'individualisme, la classe ouvrière n'est pas épargnée. De restructurations en reconversions, les emplois industriels fondent comme neige au soleil, le tertiaire grandit, les différences culturelles diminuent, le développement des médias crée une culture de masse dans laquelle se noie la spécificité

ouvrière. Odile Kirchner, professeur de sciences économiques et sociales au lycée Emmanuel-Moulinier de Châtigny-Malabry a rassemblé sur ce sujet brillant, avec la documentation du Monde, un dossier de quatre pages présenté par Michel Noblecourt.

Le PCF est désorienté. Le Front populaire en 1936 puis la Résistance, et la Libération, avaient fait de lui l'une des plus puissantes formations politiques du pays, voire la plus puissante. Le voici aujourd'hui réduit à un peu plus de 11 % des voix aux élections européennes du 17 juin alors qu'il était devenu « parti de gouvernement ». Chantal Subour et Christiane Cordoro, professeurs de sciences économiques et sociales, tentent d'expliquer ce déclin dans un dossier rassemblé sur la base de la documentation du Monde et présenté par Patrick Jarreau.

★ Le numéro : 5,50 F.

LE MONDE DE LA MUSIQUE : Une sélection des meilleurs disques compacts

Si ce n'est pas une révolution, celle y ressemble. L'histoire de la musique enregistrée est en train de connaître une mutation comparable au passage du 78 tours au microfilm. Plus performant techniquement, d'un maniement plus commode, d'un encombrement très inférieur à celui du disque traditionnel, le compact-disc n'est nullement le support de luxe qu'on avait cru d'abord : il s'apprête à concurrencer, outre l'album de prestige classique, le super 45 tours de variété, et

son prix est à la baisse. Dans les 1 800 titres classiques déjà disponibles sur le marché français, le Monde de la musique a sélectionné les 150 meilleurs, résumant presque de la perfection sonore et musicale.

Un dossier est consacré dans ce même numéro, à la reconstruction musicale des symphonies achevées de Schubert et une enquête sur l'enseignement du jazz aux Etats-Unis.

★ Le numéro : 20 F.

LE MONDE DES PHILATÉLISTES : La « poste » clandestine de Solidarité

En Pologne, le syndicat Solidarité émet des timbres. Des vignettes, disent certains. L'Union postale universelle (UPU) ne reconnaît pas de telles productions. Cependant, le courrier affranchi avec ces vignettes circule et symbolise la résistance au régime du général Jaruzelski. C'est dans les camps d'internés, en décembre 1981, qu'est née cette poste clandestine. A la prison de Zalew, le linéum épais de la salle commune a été victime des premières réalisations qui

seront des portraits, mathématiques, du leader de Solidarité, Lech Wałęsa. Les clandestins fabriquent aussi des surcharges apposées sur les timbres-poste officiels et des cachets. Le Monde des philatélistes fait l'inventaire, dans un dossier abondamment illustré, de ces réalisations philatéliques qui se sont développées en 1983. Ces vignettes naissent témoignent de façon éloquente des limites d'une « normalisation » qui suscite une profonde résistance populaire.

★ Le numéro : 11 F.